



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG

COMPTE RENDU INTÉGRAL

MET HET BEKNOPT VERSLAG

AVEC LE COMPTE RENDU ANALYTIQUE

PLENUMVERGADERING

SÉANCE PLÉNIÈRE

woensdag

mercredi

20-12-2000

20-12-2000

14:15 uur

14:15 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	<i>Parti Réformateur libéral – Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + nummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag (op wit papier, bevat de bijlagen en het beknopt verslag, met kruisverwijzingen tussen Integraal en Beknopt Verslag)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral (sur papier blanc, avec annexes et CRA, avec renvois entre le CRI et le CRA)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : alg.zaken@deKamer.be</i>	<i>e-mail : aff.generales@laChambre.be</i>

INHOUD

Berichten van verhindering	1
BEGROTINGEN (VOORTZETTING)	1
Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (904/1 tot 5 en 906/1)	1
- Ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (905/1 tot 35)	1
<i>Hervatting van de algemene bespreking</i>	1
<i>Sprekers: Michèle Gilkinet, Johan Vande Lanotte, vice-eerste minister en minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie, Els Van Weert, Koen Bultinck, Joos Wauters, Greta D'Hondt, Luc Paque, Magda Aelvoet, minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hans Bonte, Daniel Bacquelaine, voorzitter van de PRL FDF MCC-fractie, Trees Pieters, Frank Vandenbroucke, minister van Sociale Zaken en Pensioenen, Laurette Onkelinx, vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid, Guy D'haeseleer, Anne-Mie Descheemaeker, Jef Valkeniers, Filip Anthuenis, Annemie Van de Casteele, Paul Tant, Luc Van den Bossche, minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen, Karel Van Hoorebeke</i>	
BIJLAGE	57
INTERNE BESLUITEN	57
COMMISSIE	57
SAMENSTELLING	57
INTERPELLATIEVERZOEKEN	57
INGEKOMEN	57
MEDEDELINGEN	57
SENAAT	57
AANGENOMEN WETSONTWERP	57
REGERING	58
UITGAVEN GEDAAN BUITEN DE BEGROTING	58
ARBITRAGEHOF	58
ARREST	58

SOMMAIRE

Excusés	1
BUDGETS (CONTINUATION)	1
Budget des voies et moyens pour l'année budgétaire 2001 (904/1 à 5 et 906/1)	1
- Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2001 (905/1 à 35)	1
<i>Reprise de la discussion générale</i>	1
<i>Orateurs: Michèle Gilkinet, Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Économie sociale, Els Van Weert, Koen Bultinck, Joos Wauters, Greta D'Hondt, Luc Paque, Magda Aelvoet, ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, Hans Bonte, Daniel Bacquelaine, président du groupe PRL FDF MCC, Trees Pieters, Frank Vandenbroucke, ministre des Affaires sociales et des Pensions, Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre de l'Emploi, Guy D'haeseleer, Anne-Mie Descheemaeker, Jef Valkeniers, Filip Anthuenis, Annemie Van de Casteele, Paul Tant, Luc Van den Bossche, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, Karel Van Hoorebeke</i>	
ANNEXE	57
DECISIONS INTERNES	57
COMMISSION	57
COMPOSITION	57
DEMANDES D'INTERPELLATION	57
DEMANDES	57
COMMUNICATIONS	57
SENAT	57
PROJET DE LOI ADOPTE	57
GOUVERNEMENT	58
DEPENSES FAITES EN MARGE DU BUDGET	58
COUR D'ARBITRAGE	58
ARRET	58

PLENUMVERGADERING

van

WOENSDAG 20 DECEMBER 2000

14:15 uur

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

MERCREDI 20 DÉCEMBRE 2000

14:15 heures

De vergadering wordt geopend om 14.33 uur door de heer Herman De Croo, voorzitter.
La séance est ouverte à 14.33 heures par M. Herman De Croo, président.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering:
Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance:
Antoine Duquesne, Laurette Onkelinx.

De **voorzitter**: De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

**Berichten van verhindering
Excusés**

Elio Di Rupo, Geert Versnick, buitenslands / à l'étranger.

**Begrotingen (voortzetting)
Budgets (continuation)**

- 01** Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (904/1 tot 5 en 906/1)
- Ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (905/1 tot 35)
01 Budget des voies et moyens pour l'année budgétaire 2001 (904/1 à 5 et 906/1)
- Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2001 (905/1 à 35)

**Hervatting van de algemene bespreking
Reprise de la discussion générale**

De algemene bespreking is hervat.
La discussion générale est reprise.

Wij hervatten de bespreking van de sectoren Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Tewerkstelling en Arbeid en Pensioenen.

Nous reprenons la discussion concernant les secteurs Affaires sociales, Santé publique et Environnement, Emploi et Travail et Pensions.

01.01 Michèle Gilkinet (ECOLO-AGALEV):
Monsieur le président, madame la ministre, en l'absence de vos collègues, j'espère que vous serez mon intermédiaire auprès d'eux car j'ai bien peur que les deux points sur lesquels je compte intervenir vous concernent peu. Mais je pense que la communication est bonne au sein de ce gouvernement et je compte sur celle-ci pour que vous transmettiez mes questions aux intéressés.

Les deux points sur lesquels je souhaite intervenir aujourd'hui concernent la politique du médicament et les demandeurs d'asiles mineurs d'âge, ceci pour M. Vande Lanotte.

En ce qui concerne le médicament, il est vrai que l'on peut se réjouir de la Pax pharmacotherapeutica; c'est vraiment une bonne chose. Mais je pense aussi que plusieurs points de cette politique du médicament doivent être approfondis dans le sens de la volonté du gouvernement de trouver des marges de manœuvre pour faire face à de nouvelles dépenses en matière de santé. Je ferai donc un certain nombre de propositions qui me semblent importantes.

La Pax pharmacotherapeutica débouche sur une accélération de l'enregistrement du médicament, ce qui en soi est une bonne chose. Néanmoins, nous devons nous poser une série de questions sur la nouvelle structure qui est mise en place ainsi que sur les procédures qui seront d'application. Je ne perçois pas comment les garanties d'indépendance seront assurées et renforcées. En effet, nous devons être absolument certains que le petit nombre d'experts,

sept au lieu de vingt-deux, qui sera amené à se prononcer, le fasse bien en toute indépendance. La pression qui pèsera sur leurs épaules sera très forte; il faut donc beaucoup plus de garanties que par le passé. Est-il assuré, par exemple, qu'un expert qui établit l'étude clinique d'un médicament particulier, ne pourra pas siéger dans la structure au moment de la décision relative à ce médicament? Que mettra-t-on en place pour éviter que les experts soient à la fois juge et partie? D'autres précautions seront-elles prises comme celle d'interdire à un expert de l'enregistrement de donner contre rétribution des conférences visant la promotion d'un médicament? Comment seront désignés les experts? A travers quelle procédure? Avec quelles garanties d'indépendance? Les sociétés scientifiques seront-elles consultées? Quels seront les moyens mis à la disposition de cette nouvelle structure pour assurer son fonctionnement? La logistique suivra-t-elle? Il semble qu'elle fait déjà actuellement défaut, alors qu'on travaille avec un peu plus de lenteur que ce qui est préconisé à l'avenir. Je voudrais m'assurer qu'on a tenu compte de l'ensemble de ces points pour œuvrer à la réorganisation et j'aimerais entendre les ministres sur ces points.

Par ailleurs, on sait que la Belgique exercera bientôt la présidence européenne. Ce qu'on sait moins sans doute, c'est qu'à cette occasion elle devra synthétiser au sein de l'EMEA les résultats d'un audit attendu pour janvier 2001. En effet, c'est à la fin de 2001 que les textes législatifs concrétisant la réforme de l'EMEA seront présentés au Parlement européen. A ce propos, je voudrais attirer l'attention de nos ministres sur une procédure de l'EMEA qui ne donne pas assez de garantie. Il s'agit de la procédure de reconnaissance mutuelle.

Par ailleurs, notre présence à la présidence européenne devrait être l'occasion pour créer un contexte favorable au développement des médicaments pour les pays en voie de développement. Je pense que la Belgique peut avoir un rôle tout à fait particulier dans ce domaine et j'attends bien que ce soit le cas lors de cette présidence. La journée du SIDA, que l'on vient de passer, vient de nous rappeler combien ce problème est un problème majeur de société tant chez nous que pour les pays du Sud et je compte bien sur nos ministres pour poursuivre le travail entamé.

Comme nous l'avons déjà signalé à d'autres moments, notre groupe estime qu'un travail doit encore être réalisé en matière de conditionnement

du médicament. Il arrive, en effet, trop souvent que le conditionnement ne soit pas en relation avec la posologie, ce qui constitue une cause de gaspillage et d'automédication. Aujourd'hui, 20 à 25% des médicaments ne sont pas ou sont mal consommés. En outre, il apparaît que nous consommons beaucoup plus de médicaments que dans d'autres pays. Les Hollandais, par exemple, utilisent 45% de moins de médicaments que nous sans pour autant être en moins bonne santé.

La récolte par les pharmaciens de médicaments périmés, en Flandre, a atteint la somme astronomique de 333.040 kilos pour 1999. A ce chiffre, il faut encore ajouter les médicaments que l'on jette à la poubelle à la maison. Ces chiffres nous indiquent bien que le conditionnement des médicaments n'est pas adapté à la pathologie. Un seul exemple: la plupart des antibiotiques sont conditionnés par 16 comprimés alors que la prescription nécessite le plus souvent 3 comprimés pendant 8 jours, soit 24 unités. Le patient est donc contraint d'acheter 32 comprimés alors qu'il n'en a besoin que de 24. Les 8 comprimés en surplus se retrouvent dans la poubelle ou sont pris sans prescription. Une campagne de prévention relative à l'usage des antibiotiques vient d'être lancée à juste titre. Cette campagne ne pourrait-elle pas être complétée par l'approfondissement en priorité du conditionnement des antibiotiques?

En ligne directe avec le point précédent, nous souhaitons que soient concrétisées les fiches de transparence par pathologie intégrant les éléments économiques qui permettent aux prescripteurs de situer le coût de sa prescription dans le budget. Cette demande avait déjà été formulée lors des discussions sur le médicament. Nous estimons qu'un tel outil permettra une meilleure approche du médicament dans un but de santé publique. Et nous proposons de fixer un objectif temporel pour y arriver. Par exemple, un an ou deux.

J'en viens maintenant à mon dernier point concernant la problématique des médicaments. J'ai un petit regret en ce qui concerne la Pax pharmacotherapeutica. Rien n'est prévu pour limiter la publicité en matière de médicament. Or l'information indépendante fait encore largement défaut. On peut se réjouir que l'accord médicament prévoit une contribution supplémentaire pour renforcer l'activité des GLEM, activité qui permettrait peut-être de dégager un autre type d'expérience par rapport aux médicaments.

En commission, j'ai cité deux exemples récents

qui semblent démontrer combien l'industrie pharmaceutique dépasse régulièrement ce qui est admis. J'espère donc que des mesures seront prises à l'avenir pour pénaliser les entreprises qui ne jouent pas correctement le jeu. Des exemples existent en France. D'autres pays utilisent également d'autres méthodes. Il y a là des choses à explorer.

Je voudrais maintenant attirer l'attention de M. Vande Lanotte en passant au deuxième point de mon exposé.

Monsieur le ministre, je désire vous parler aujourd'hui des demandeurs d'asile, mineurs d'âges non accompagnés.

Les jeunes de moins de 18 ans qui se retrouvent sur le territoire de la Belgique sont avant tout des mineurs. A ce titre, ils bénéficient de la protection des droits de l'enfant. Par l'adoption de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, la Belgique s'est engagée à réaliser un accueil adéquat dans le cadre duquel prime le droit de chaque enfant à un environnement adapté.

Parmi ces jeunes, les mineurs étrangers non accompagnés d'un représentant légal méritent une attention particulière. A juste titre, les ministres de l'aide à la jeunesse de la Communauté française et de la Communauté flamande refusent toute expulsion forcée de ces mineurs. Ils ont opté pour une solution qui garantit, de manière inconditionnelle, un système de tutelle et d'accueil respectant le traité relatif aux droits de l'enfant.

En 1999, 1.443 mineurs se sont présentés auprès des instances publiques, en provenance de 64 pays différents, la plupart en état de guerre. Ceci présente une moyenne mensuelle de 120 mineurs, soit quatre par jour. Environ 35% de ces jeunes sont âgés de 10 à 15 ans. La majeure partie du groupe, soit 65%, a entre 16 et 18 ans. Ces mineurs séjournent dans notre pays sans réel statut ou avec le statut de demandeur d'asile, inadapté à leur état de minorité.

Tous ne rentrent pas dans la catégorie des mineurs non accompagnés, mais tous ont besoin d'une prise en charge spécifique. Actuellement, les Communautés font un effort considérable pour accueillir ces jeunes de la meilleure façon possible. Toutefois, un cadre légal ou décréteil spécifique fait encore cruellement défaut.

Les mineurs d'âge n'ont pas leur place dans les

centres fermés mais dans un environnement sûr, adapté et ouvert qui leur est mieux approprié. A cet égard, nous considérons comme positif le choix du gouvernement fédéral de ne plus avoir recours aux centres fermés pour les mineurs d'âge. Il reste à organiser, et ce n'est pas simple, un accueil adéquat.

Un statut spécifique aux mineurs étrangers non accompagnés comprend deux volets essentiels. Le premier porte sur l'élaboration d'un système de tutelle. Celui-ci devra permettre la désignation, dans les 24 heures, d'un tuteur à tous les mineurs étrangers non accompagnés. En accord avec le jeune, ce tuteur devra trouver une solution adaptée à son avenir. Le tuteur devra entreprendre les étapes nécessaires soit pour préparer un retour volontaire et sûr, soit pour introduire une demande d'asile et régler simultanément la question d'un accueil approprié.

Un statut spécifique doit donc être accordé aux mineurs étrangers non accompagnés. La mise en place de tuteurs et d'un bureau de tutelle relève de la compétence du ministère de la Justice. Ceci requiert budgets et moyens humains. L'objectif doit être de mettre en œuvre et de rendre efficace le système de tutelle le plus rapidement possible.

Le second volet de l'élaboration d'un statut spécifique aux mineurs étrangers non accompagnés porte sur la mise en œuvre d'un accueil adapté à leurs difficultés. Les Verts optent pour un accueil en deux phases: un premier accueil, court et temporaire, dans un centre spécialisé, avec une prise en charge du jeune non accompagné par son tuteur; un second accueil confié aux Communautés avec un financement essentiellement fédéral.

L'Etat belge et les Communautés qui ont souscrit à la Convention des droits de l'enfant se sont engagés à organiser un accueil adéquat pour les jeunes étrangers non accompagnés. Le ministre de la Communauté française en charge de ce dossier vient de faire une conférence de presse mettant en évidence son désir d'aboutir.

Du côté de l'Etat fédéral, il est d'ores et déjà prévu qu'il prendra essentiellement en charge les frais des premier et deuxième accueil. Les Communautés quant à elles assumeront financièrement la quote-part correspondant aux frais résultant de l'état de minorité des jeunes étrangers non accompagnés.

Néanmoins, les modalités de la collaboration entre le gouvernement fédéral et les Communautés

doivent encore être formalisées.

A cet égard se pose naturellement la question budgétaire. Monsieur le ministre, vous avez déjà confirmé en commission qu'il n'y a pas de problème de budget pour concrétiser un accord avec les Communautés. J'entends donc que nous disposons du budget nécessaire et je m'en réjouis.

Mais j'aimerais obtenir les précisions suivantes. Estimez-vous, comme moi, que l'accueil de mineurs d'âge nécessite une structure adaptée plus lourde que l'accueil des adultes - la difficulté n'est pas identique - et, partant, que la hauteur du financement de cet accueil doit être supérieure à ce qui est actuellement d'application pour accueillir un adulte? Je vous pose la question.

En outre, comment comprendre la phrase « avec un financement essentiellement fédéral »? Que recouvre l'adverbe essentiellement? Quelle sera la part du fédéral compte tenu de la spécificité du public? Où en est-on dans l'approche de ce dossier?

01.02 Johan Vande Lanotte, ministre: Monsieur le président, la politique d'accueil est une matière spécifique. Je pense ici à la tutelle.

Nous avons créé un centre à Assesse où des mineurs sont accueillis. Une négociation est actuellement en cours avec Wervik, une commune de Flandre, pour réaliser quelque chose de semblable sur la base d'initiatives locales d'accueil. Si les discussions progressent de façon satisfaisante, nous pourrions recourir à ce type de possibilité dans le futur.

Nous pourrions également conclure des accords avec les Communautés. De manière générale, le problème n'est pas d'ordre budgétaire. J'ai le sentiment que des collaborations sont mises en place entre l'État fédéral et les Communautés, ce qui n'a pas toujours été le cas.

Il semble aujourd'hui que l'État fédéral supportera la presque totalité des coûts - les communautés ne pourront intervenir que dans une moindre mesure. Mais là n'est pas le problème.

Je tiens par ailleurs à préciser que pour nous, il y a une distinction nette entre les jeunes de seize à dix-huit ans et les autres. Chez nous, la législation fixe la majorité à dix-huit ans, ce qui n'est pas nécessairement le cas dans d'autres pays. Concrètement, un jeune de dix ans et un jeune de dix-huit ans ne seront pas traités de la même

manière. La prudence s'impose s'agissant des jeunes de seize à dix-huit ans: il apparaît que cette catégorie est plus particulièrement confrontée, par exemple, au problème de la traite des êtres humains et de la prostitution.

01.03 Michèle Gilkinet (ECOLO-AGALEV): Cela signifie qu'il faut porter une attention particulière à cette catégorie.

01.04 Johan Vande Lanotte, ministre: Effectivement, il convient de prévoir un accueil adapté pour les seize à dix-huit ans. Pour ce qui concerne les jeunes de moins de seize ans, nous les considérons comme des enfants: à ce niveau, l'accueil sera amélioré.

Je suis personnellement très sensible à cette question. Voici deux ans, j'ai consulté la liste reprenant tous les jeunes qui avaient été hébergés pendant l'année, afin de savoir où ils avaient été logés. Vous pouvez être certaine que ce problème me préoccupe beaucoup. Mon but n'est certainement pas d'envoyer ces jeunes dans un centre fermé: ce ne serait pas un bon accueil.

Nous faisons le nécessaire en la matière. Sachez simplement, madame, que pour les semaines à venir, l'attention des uns et des autres sera plutôt orientée vers les centres d'accueil que nous sommes en train de mettre sur pied. Dès lors, le temps nous manque quelque peu pour finaliser les discussions, mais j'espère que nous aboutirons rapidement à une solution.

01.05 Michèle Gilkinet (ECOLO-AGALEV): Monsieur le président, je comprends qu'il y a énormément de choses en chantier vu les difficultés en matière d'accueil. Je ne suis pas de ceux qui travaillent dans l'urgence et demandent des solutions immédiates. Je pense qu'il y a un accord général pour dire que les mineurs d'âge n'ont pas leur place dans les centres fermés et qu'il faut trouver des structures adéquates.

Je pense que les Communautés sont disposées à prendre leur part à ce niveau du fait de la spécificité "jeunes-mineurs d'âge". Cela me paraît extrêmement important.

J'espère que la question du financement, essentiellement fédéral, pourra être résolue, en tenant compte des possibilités des différentes Communautés. Je plaide dans ce sens.

De **voorzitter**: Mevrouw Van Weert, u hebt gevraagd of de heer Vande Lanotte aanwezig zou zijn. Hij is er uiteraard. U hebt het woord.

01.06 **Els Van Weert** (VU&ID): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, mijnheer de minister, ik zal mijn pleidooi beperken tot twee heel concrete punten. Mevrouw Van de Casteele heeft namens onze fractie al zeer uitgebreid gesproken over de beleidsnota's inzake Sociale Zaken en Volksgezondheid.

Ik richt mij eerst even tot de minister van Volksgezondheid en Leefmilieu, meer bepaald in die laatste hoedanigheid. In uw beleidsverklaring verwijst u heel even naar het beleidsinstrument van de ecotaks. Ik ga even wat dieper in op die materie.

Onder de titel "Fiscale en sensibiliserende maatregelen" wordt zonder verder commentaar verwezen naar de ecotaks. In de media vernemen we toch dat er druk wordt onderhandeld over een mogelijke verlenging van de overgangperiode die in de ecotakswetgeving is voorzien en die belastingplichtigen van ecotaks vrijstelt indien voor verschillende verpakkingsmaterialen bepaalde in de tijd toenemende recyclagedoelstellingen werden behaald. Tot en met 2000 wordt enkel een recyclageverplichting opgelegd voor vier materiaalsoorten. Deze overgangsbepaling werd onder andere ingevoerd omdat geen eenduidige berekeningswijze is opgesteld die moet toelaten de herbruikpercentages te berekenen en te evalueren. Bovendien zijn er nog andere hiaten in de wetgeving, zoals het feit dat er geen termijn is voorzien waarbinnen de gewesten de gegevens over de recyclagepercentages moeten meedelen aan de Administratie Douane en Accijnzen.

De in het Lambermontakkoord afgesproken overdracht naar de gewesten, waar wij uiteraard achterstaan, biedt volgens ons de gelegenheid om in overleg met de gewesten de ecotakswet te verbeteren. Als ik het goed heb begrepen, zijn zowat alle partners in de regering en daarbuiten het erover eens dat er wel wat haken en ogen aan die wetgeving zijn en dat, ook gezien de evolutie, een aantal aanpassingen nuttig en noodzakelijk zouden zijn. Wij denken dat het goed zou zijn om daarover van gedachten te wisselen en te proberen de wetgeving aan te passen aan de evoluties inzake de aanpak van de afvalproblematiek. Na zeven jaar is er veel veranderd in het consumentengedrag en is de kennis over afval veel groter geworden.

Dat een snelle en efficiënte aanpak van de problematiek nodig is en nodig blijft, blijkt uit de cijfers. Men stelt opnieuw een stijgende trend vast van het verbruik van wegwerpdrankverpakkingen.

Daarom vinden wij dat de aanpak weinig uitstel verdraagt.

Ik zou ook een aantal concrete vragen willen stellen aan de minister.

Wat is de concrete aanpak van de regering in verband met deze wet? Zal de consument vanaf januari effectief 15 frank ecotaks moeten betalen op, bijvoorbeeld, een drankblikje? Waarom is in samenspraak met de gewesten geen werk gemaakt van een verbetering van die wetgeving en een voorbereiding van de uitvoering vanaf 1 januari 2001, een deadline die nochtans al heel lang is gekend? Is de politieke wil wel bij alle regeringspartners aanwezig om door te gaan met de ecofiscaliteit? Is de politieke wil bij alle partners aanwezig om met de gewesten, die vanaf 2002 bevoegd zullen zijn, in discussie te treden? Waar berust op dit moment de coördinatie? De opvolgingscommissie, die in 1993 voor een periode van vijf jaar werd geïnstalleerd, functioneert naar verluidt niet meer. Dat is eigenlijk niet meer dan logisch. Klopt het dat men koortsachtig op zoek is naar juridische spitsvondigheden die de inwerkingtreding van de wet op 1 januari alsnog zonder een wetswijziging kunnen tegengaan?

Ik zou graag een aantal antwoorden van de minister krijgen op deze concrete vragen over een vrij actueel thema.

Tot besluit van dit punt wil ik namens onze fractie duidelijk maken dat wij absoluut geen afbreuk wensen te doen aan het principe van de ecofiscaliteit. Integendeel, wij hebben met de vraag naar overheveling de bevoegdheidscoherentie en het goed bestuur willen nastreven en geenszins een verdragingsmanoeuvre willen inbouwen, wat sommigen er blijkbaar wel van maken. Dat is niet onze bedoeling. Wij willen op het niveau van de gewesten zelf meewerken om een nieuwe visie op ecofiscaliteit te ontwikkelen. Wij denken daarbij aan pistes om de volledige responsabilisering van de verpakkingsproducenten te realiseren.

Ik heb inderdaad gevraagd of minister Vande Lanotte de besprekingen zou kunnen bijwonen omdat ik in het tweede gedeelte van mijn pleidooi nog even wil terugkomen op het beleid met betrekking tot de opvang van de asielzoekers.

Ik doe dat hier naar aanleiding van de bespreking van de algemene beleidslijnen, omdat ik niet wil vervallen in de fout om naar aanleiding van de inplanting van een centrum in mijn buurt, de

minister het vuur aan de schenen te leggen. Ik denk dat de problematiek een algemene benadering verdient en dat we een beetje af moeten van dat nimby-syndroom, waar ik straks nog even op terugkom. Ik benadruk ook hier dat wij de uitgangspunten zoals die door de minister in de beleidsnota zijn geformuleerd, onderschrijven, dat iedere nieuwe asielzoeker vanaf 10 januari wordt opgevangen in het centrum of een plaats waar op vraag en kosten van de staat maatschappelijke dienstverlening wordt georganiseerd. Op die manier worden de OCMW's ontlast en moeten zij niet langer tijdens de duur van het ontvankelijkheidsonderzoek – waarvoor zij trouwens niet uitgerust zijn – maatschappelijke dienstverlening verstrekken. Wij hebben trouwens de concrete vertaling van deze principes vorige week reeds goedgekeurd in de programmawet.

Toch wil ik nog even terugkomen op een aantal concrete punten die ook in de loop van de vorige weken reeds duidelijk werden gemaakt. Het loopt allemaal niet zoals het zou moeten. Ik heb u erop gewezen, mijnheer de minister - en u hebt dat ook niet helemaal ontkend – dat het bijna een mission impossible is om die bijkomende opvangcapaciteit die u belooft op korte termijn te realiseren. Ik vrees dat de OCMW's – ze zeggen dat vandaag ook – opnieuw in beeld zullen komen en dat men dus toch een beroep zal moeten doen op de uitzonderingsregel. Men zal opnieuw bij de OCMW's terecht komen. De programmawet was nog niet gestemd of de eerste geruchten van het versneld doorsturen van asielzoekers uit de centra naar de OCMW's doken op en uw antwoord, mijnheer de minister, was volgens mij niet helemaal bevredigend.

Hoe je het ook draait of keert, de OCMW's zullen in de periode tussen 10 december en 10 januari een nog grotere toevlucht van asielzoekers te verwerken krijgen dan de afgelopen maanden door alle nieuwe asielzoekers en die welke vervroegd de centra zullen verlaten. Dat is een taak die ze zeker in de kerst- en nieuwjaarsperiode onmogelijk behoorlijk kunnen vervullen. Het feit dat enkel asielzoekers, die over een huurcontract of een bewijs van huisvesting beschikken, vervroegd worden doorverwezen is geenszins een geruststelling. Het betekent wellicht dat we een groep asielzoekers – in de hoop dat het dan de laatste is – overleveren aan uitbuiters en huisjesmelkers en dat we de belasting voor de grote stedelijke centra als Antwerpen en Brussel nog verhogen.

We begrijpen dat de regering snel en duidelijk een signaal wil geven aan potentiële kandidaat-

asielzoekers. Dit streven naar een krachtig ontradingsmechanisme is een goede zaak, maar misschien was het wel behoorlijker geweest toe te geven dat men op zo'n korte termijn onmogelijk de nodige opvangcapaciteit kon vinden en bijgevolg een toch iets langere overgangsperiode zou vooropstellen. Bovendien moet men de realiteit onder ogen durven zien en er rekening mee houden dat het ontradingseffect maar echt kan beginnen werken op het ogenblik dat de nieuwe asielprocedure in werking zal treden. Ik weet dat u daarvoor niet verantwoordelijk bent binnen de regering, maar ik hoop dat uw collega van Binnenlandse Zaken in ieder geval werk zal maken van een humaan en doeltreffend uitwijzingsbeleid.

Wat het zoeken van opvangcapaciteit betreft, begrijpen we dat alle zeilen moeten worden bijgezet om op korte termijn opvangcapaciteit bij te creëren. De samenwerking met privé-partners, die in de eerste plaats de winstcijfers voor ogen hebben, kunnen we onder strikte voorwaarden ondersteunen. Het principe van de privé-inbreng is ondertussen via de programmawet geregeld. De manier waarop de kwaliteitscontroles worden geregeld blijft voor mij althans nog vaag. Hoe zit het nu met de formulering van de lang beloofde kwaliteitsnormen. U heeft daar kort op geantwoord maar ik zou daar toch nog wat dieper op willen ingaan. Hoever staat het met de installatie van die commissie? Wie zal daarvan deel uitmaken? Wanneer gaat ze definitief van start? Hoever staat het met de aanwerving en de opleiding van controleurs, want vandaag blijkt uit navraag dat in centrum van het Rode Kruis en het OCIF, dat daar nauwelijks of geen controles worden uitgevoerd. Hoe zal men dat op korte termijn voor die nieuwe centra wel realiseren, die ook eventueel door privé-partners zullen uitgebaat worden? Dat zijn voor mij een aantal essentiële vragen met betrekking tot deze problematiek.

Tot slot nog iets over de inplanting van de nieuwe centra. Als democratische nationalist willen we dat het recht op asiel fundamenteel gevrijwaard blijft.

Als democratische nationalist willen we dat iedereen die mogelijk vervolgd wordt en een beroep doet op de Conventie van Genève kan rekenen op een grondige en eerlijke behandeling van zijn of haar dossier. Als democratische nationalist staan we voor gastvrijheid ten aanzien van deze personen. Door het ondoordacht en catastrofaal beleid van de voorgaande jaren staat België bekend als een paradijs voor asielzoekers die er geen zijn in de

strikte betekenis van de Conventie. Langgerekte procedures, financiële steun en het perspectief op regularisatie dat onlangs werd geboden, liggen aan de basis daarvan. Overigens, regularisatie is volkomen terecht gelet op het feit dat sommige asielzoekers hier al jaren verbleven zonder enige uitspraak over hun dossier.

De koppeling van de nieuwe asielprocedure aan een nieuw opvangsysteem moet ons systeem vergelijkbaar maken met dat in de ons omringende landen. Het project kan echter maar slagen als de hele regering, de minister van Binnenlandse Zaken inclusief, hiervan een prioriteit maken en eensgezind achter het beleid staan. Sta mij toe daarover de nodige twijfels te hebben. Zelfs indien er een ommekeer wordt gerealiseerd, zal die ten vroegste over een paar jaar voelbaar zijn. Intussen zullen her en der in Vlaanderen asielcentra, sommige weliswaar tijdelijk, uit de grond rijzen. De regering zou er goed aan doen de bevolking eerlijk te informeren over deze moeilijke periode. Misschien kan zij het allemaal nog wat donkerder voorstellen; dan kan de situatie achteraf nog meevallen. In ieder geval, er is een belangrijke taak weggelegd op het vlak van eerlijke communicatie. Is er reeds een informatiecampagne voorzien? Dat zou, mijns inziens, geen overbodige luxe zijn. Als men voor het drugsbeleid extra personeel kan inschakelen, dan moet dit ook hiervoor kunnen, waar extra medewerkers heel nuttig zullen zijn.

Ten slotte durf ik de democratische partijen op te roepen om afstand te nemen van het nimby-syndroom. Er kan inderdaad geen asielcentrum gevestigd worden of de burgemeester van welke democratische partij ook verzet er zich tegen. Het komt blijkbaar nooit goed uit. Wil dat nu zeggen dat we de regering carte blanche geven bij de keuze van de locaties? Neen, natuurlijk niet. Zeker in dit dossier gelden de principes van een goed bestuur. Daarom nog de volgende concrete vragen over de zoektocht naar nieuwe locaties.

Mijnheer de minister, naar verluidt werd er tijdens de vorige legislatuur een lijst van alle leegstaande gebouwen van de overheid opgemaakt. Kent u die en beschikt u daarover? Is die aangevuld en heeft de regering deze geactualiseerd? Heeft ze gecontroleerd of een aantal van de gebouwen in aanmerking kwam voor de snelle ombouw tot asielcentrum? Ik ga ervan uit van wel, maar er wordt gezegd dat dit niet altijd even nauwkeurig gebeurt.

Zijn alle mogelijke alternatieven voldoende onderzocht? Is de kostprijs van de ombouw van

bijvoorbeeld legerkazernes afgewogen tegen de kostprijs van de aankoop van de vakantiecentra Zon en Zee en Hengelhoef? Vanmorgen heb ik in de krant gelezen dat u dat inderdaad hebt gedaan, maar dat u om bepaalde redenen de prijs niet kan bekendmaken. In ieder geval zou ik graag van u de bevestiging horen. Bovendien zou het in het kader van de communicatiepolitiek van de regering getuigen van grote openheid, waar de regering toch voor staat, als u alle geruchten die over het dossier de ronde doen – de wildste eerst –, de kop zou indrukken door in klare bewoordingen liefst met cijfers aan te tonen dat u de beste keuze hebt gemaakt, met een billijk prijskaartje, waarover de overheid niet beschaamd hoeft te zijn.

Wordt er gewerkt aan een aanvaardbare regeling, niet alleen voor de werknemers van de vakantiecentra – dat is ondertussen geregeld –, maar ook voor de klanten die hun boekingen in het water zien vallen, ik denk vooral aan de grote organisatoren van de taalstages waarover al meermaals sprake was? Heeft de regering de intentie de ex-vakantiecentra op permanente basis in te zetten voor de opvang van asielzoekers, ook wanneer de toevloed flink krimpt als gevolg van de regeringsmaatregelen? Of hebt u een beperkte termijn voor ogen en zult u met de vakantiecentra later wat anders aanvangen?

Zullen de VZW's belastingen betalen op de som die ze hebben ontvangen voor de verkoop van deze centra? Misschien moet die vraag eerder worden beantwoord door de minister van Financiën. Al mijn vragen verdienen echter in het kader van goed bestuur een antwoord. Ik hoop ook dat uw antwoorden zullen bijdragen tot het vergroten van het maatschappelijk draagvlak voor een asielbeleid dat dezer dagen wel erg smal is geworden.

De symboliek van het kerstverhaal is reeds door vele commentatoren gebruikt, erg origineel is het dus niet meer. Toch is deze symboliek zo ingebed in onze westerse cultuur dat hij algemeen wordt aanvaard, ook door niet-christenen. Als echter zelfs de christen-democraten de indruk wekken dat er geen plaats is in de herberg, dan laat de gecommmercialiseerde en opgeklopte kerstsfeer wel een erg wrange smaak achter.

01.07 Minister **Johan Vande Lanotte**: Mijnheer de voorzitter, ik zal onmiddellijk op de vragen van mevrouw Van Weert antwoorden. Ik ben tevreden dat zij blijk geeft van enige onthechtheid en zich niet wenst bezig te houden met lokale politiek. Dat immers al te veel gebeurt.

De uitzonderingsregel, mevrouw, is natuurlijk een kwestie van voorzienbaarheid. Wij denken echt dat wij de komende maanden zonder die uitzonderingsmaatregel zullen kunnen werken en effectief in ons opzet zullen slagen. Het is juist dat de OCMW's daardoor een iets grotere toevloed kennen, al is die ook weer niet zo veel groter, maar daarna zal de toevoer beduidend lager zijn. Ik erken dat zij het moeilijk hebben, maar ook voor ons is dit een moeilijke periode.

Een langere overgangperiode was niet mogelijk omdat de aankondiging van de maatregel ook op dit ogenblik zorgt voor een soort last minute-effect. Men weet dat het op 10 januari gedaan zal zijn, dus is de aantrekkelijkheid nu groter. Een grotere overgang zou dat nog hebben benadrukt.

De kwaliteitsnormen zitten in het lastenboek vanaf de goedkeuring van de wet. De programmawet moet wel nog door de Senaat worden behandeld. In januari zal dat dan samen met een aantal extra controleurs in orde worden gebracht. Dit zal wel evenwel enige tijd vragen. Door de hele commotie en de werkzaamheden rond het installeren van de nieuwe centra wordt de rest een beetje naar de achtergrond verschoven. Dat geef ik eerlijk toe.

Wij beschikken over een lijst van leegstaande gebouwen, die voortdurend worden onderzocht. Volgende week worden vier sites bezocht. Veel van die leegstaande gebouwen zijn echter hopeloze gevallen, waarvan de renovatiekosten zeer hoog liggen. Anders hadden ze natuurlijk nooit zo lang leeg gestaan. Dat is de harde realiteit.

De kostprijs om een nieuw centrum in te richten met louter en alleen containerdorpen of woonmodules moeten we schatten op 1 miljoen per plaats. In een centrum voor 1.500 mensen moet dus 1,5 miljard worden geïnvesteerd. Daarin is de prijs van de grond verrekend, van de riolering, van de woonmodule en dergelijke meer. De aankoopprijs voor Hengelhoef en Zon en Zee was beduidend lager. Voor een betere kwaliteit betaalden wij een goedkopere prijs dan voor een nieuw centrum waarvan ook de kwaliteit minder zou zijn. Dat is dan ook de reden waarom wij die deal hebben gesloten.

Ik denk dat de situatie voor de werknemers is geklaard. Wij zijn bezig met het afnemen van interviews en we stellen verheugd vast dat de mensen bereid zijn daar te werken. Gisteravond heeft men op televisie nog gevraagd of zij het niet erg vonden om daar te moeten werken. Men

antwoordde van niet. Men had natuurlijk graag gehoord dat men het wel erg zou vinden.

Voor de klanten is de eigenaar verantwoordelijk. Wij hebben al heel sterk onze verantwoordelijkheid voor het personeel opgenomen. Wij en niet de eigenaar hebben daar voor gezorgd. Wij vinden dat de eigenaar nu ook zijn verantwoordelijkheid moet nemen.

Wat is permanent en niet-permanent? Ik durf mij daar op dit ogenblik niet over uitspreken. In elk geval is het zo dat als we zouden vaststellen dat een van de centra niet langer nodig is, het zou getuigen van goed bestuur en fair play om eerst met de gemeente te gaan praten zodat zij kunnen meewerken aan de valorisatie van het gebied.

01.08 Koen Bultinck (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, ik wil even tussenbeide komen om mevrouw Van Weert op de hoogte te brengen. Blijkbaar vindt zij het nodig het kerstverhaal te berde te brengen en net zoals minister Vande Lanotte gisteren in de commissie Volksgezondheid om onze collega van de CVP, de heer De Crem, persoonlijk aan te vallen. Het zou echter goed zijn als mevrouw Van Weert ervoor zou zorgen om op dezelfde golfengte te zitten als de Volksunie-burgemeester van Middelkerke. Hij heeft namelijk gisteren nog bevestigd dat hij aan de kant van de bevolking staat en het verzet tegen het asielcentrum zal steunen. Er moet intern bij de Volksunie toch enige concordantie zijn.

01.09 Joos Wauters (AGALEV-ECOLO): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, heren ministers, collega's, deze regering heeft heel duidelijke principes vastgelegd inzake de sociale bescherming van onze bevolking. Ik citeer er drie. De hoofdbekommernis van deze regering is het vastleggen van een goede sociale bescherming voor de hele bevolking. Zij wil daarvoor de sociale zekerheid moderniseren en tegemoetkomen aan nieuwe behoeften. Ze wil ook de middelen garanderen die daarvoor nodig zijn. Het enige doel dat ze daarbij voor ogen heeft is een stelsel van verzekeringen en solidariteit tussen personen vrijwaren.

Ten tweede wil deze regering de tegemoetkoming ten gunste van de sociale zekerheid hoe dan ook aanpassen om een duurzaam financieel evenwicht te garanderen en te optimaliseren.

Ten derde is het uitgangspunt van deze regering dat de werkgelegenheid en de sociale bescherming hand in hand kunnen gaan. Voor ons zijn dat drie belangrijke uitgangspunten om de

sociale bescherming te garanderen. Velen hadden in deze regering anders gehoopt maar wij kunnen vaststellen dat de regering dit spoor trekt. Dit spoor loopt naar verhoogde werkgelegenheid, dit via de lastenverlaging. Dat is een goede stimulans geweest. We moeten echter eerlijk zijn tegenover onszelf, de economische heropleving zit hier ook voor veel tussen. Bijkomende jobs en minder werkloosheid zijn daarvan de resultaten en tegelijkertijd zijn er meer middelen beschikbaar.

Het is goed dat de regering van deze middelen gebruik maakt om veel sociale initiatieven te nemen. Ik denk aan de verhoging van de uitkeringen, het verbeteren van de inkomensgarantie-uitkering, de vervroegde indexatie, de verhoging van de laagste lonen om de werkloosheidsval te vermijden, het stimuleren van oudere werknemers om te blijven werken en de initiatieven rond het loopbaankrediet en dus de combinatie van arbeid en gezin. Ook de pensioenen worden versterkt, zowel qua bedrag als inzake het verzekeringsprincipe. Het perspectief van het Zilverfonds biedt een garantie voor de toekomst. De gezondheidszorg wordt verbeterd via de maximale gezondheidsfactuur, aandacht voor de chronische zieken en het systeem van de derde betaler. Deze zaken krijgen onze steun. We stellen vast dat de ministers van Volksgezondheid en Sociale Zaken initiatieven nemen in verband met een doordacht geneesmiddelenbeleid. Het is overigens de eerste keer dat in ons land een reglementair kader voor patiënten op het getouw wordt gezet. Ook het palliatief beleid, het beleid inzake ouderenzorg en het thuiszorgbeleid zijn speerpunten waar wij ten volle achter kunnen staan.

Ik zeg dit om aan te tonen dat de sociale dimensie van dit regeringsbeleid op goede sporen werd gezet. Wij kunnen ons er in elk geval in terugvinden. Deze verwezenlijkingen zijn mogelijk omdat wij veel op de factor arbeid hebben ingezet. Hoe meer werkgelegenheid, hoe meer geld in de kas van de sociale zekerheid. Zelfs de aanzienlijke lastenvermindering wordt ruimschoots gecompenseerd door de verhoging van het aantal jobs. Dit is positief, hoewel dit ons tegelijkertijd ook zorgen baart. De conjunctuur is gunstig, haar opbloei werpt veel vruchten af. Wij bouwen bovendien de lastenverlaging op een structurele manier in. Dat is een goede zaak omdat de factor arbeid daardoor goedkoper wordt en meer arbeidskrachten kunnen worden ingezet. Dat kon echter maar tot stand worden gebracht doordat de factoren energie, kapitaal en grondstoffen uitermate goedkoop bleven. De lastenverlaging is voor ons geen doel op zich. Ze moet steeds in

relatie worden gebracht met de genoemde factoren. Dat is voor ons de grote uitdaging. Als de conjunctuur daalt, zal immers de werkgelegenheid dalen en zullen ook de inkomsten uit arbeid dalen. Wij zullen dan naar nieuwe en andere inkomensbronnen op zoek moeten gaan. Het moet duidelijk zijn dat men, ons inziens, niet op de sociale bescherming van de mens kan inleveren. Integendeel, de sociale bescherming van de mensen moet worden verbeterd.

Daarom vragen wij aan de regering om verder na te denken over een structurele verankering door middel van de alternatieve financiering. Onze ideeën, zoals bijvoorbeeld over de CO₂-taks, de energietaks, de bijdragen op kapitaal, de onroerende inkomsten, moeten in de toekomst op een structurele manier mee het beleid bepalen. Wij moeten misschien terug gaan nadenken over het oude PSC-voorstel inzake de algemene sociale bijdrage, dat onze goedkeuring kon wegdragen. We moeten onderzoeken hoe we de sociale zekerheid in zijn totaliteit op een structurele wijze kunnen veranderen. De verankering speelt voor ons in de toekomst een belangrijke rol.

Want die verankering is voor ons een belangrijke visie naar de toekomst.

Wij volgen ook de regering in de optie om nu voorrang te geven aan de meest kwetsbare groepen. Een prioriteit waar wij achter staan en die wij ook graag zouden versterkt zien - ik dat minister Vande Lanotte weg is - is de zorg voor de armen. Dat is een van de elementen waarop wij zullen blijven aandringen. Veel te veel armen, veel te veel mensen die van het bestaansminimum leven komen niet rond. We hebben dat vanmorgen nog op de radio kunnen vernemen. De 4% in 2002 is voor ons te weinig. Wij vinden dat we een voorstel van Welzijnzorg serieus moeten nemen en dat de 10% uit hun voorstel versneld in deze legislatuur moet gerealiseerd worden. Dat is onze sociale verplichting ten aanzien van de armen.

Ook moet er wat ons betreft verder gewerkt worden aan de rechten van alle sociaal verzekerden, niet alleen voor de laagste uitkeringen. Ook in de gezondheidszorg is het zo dat voor iedereen de toegang verzekerd moet worden. Ik blijf het hospitaalplanverzekering van de mutualiteiten een aberratie vinden. De toegang en het verblijf in een ziekenhuis zijn voor de patiënt veel te duur. Een middel hiertegen zien wij in het sociale-zekerheidsstelsel en, opnieuw, in

een verlaging van de persoonlijke bijdrage. Die is namelijk naar omhoog geschoten. Wij vinden dus dat deze kosten niet via allerlei hospitaalplannen moeten geregeld worden, het is ons sociale-zekerheidsstelsel dat daarvoor moet instaan.

Ik hoop in dit verband ook dat er een sociale oplossing wordt gevonden voor de hoge kosten voor mensen die langdurig in de psychiatrie verblijven. We hebben daar de bal misgeslagen met de sociale en de fiscale franchise. Hun verzorging mag niet in vraag gesteld worden, mag niet uitgesteld worden omwille van de hoge kosten. Daarom ook is voor ons de structurering van de gezondheidszorg een belangrijke hefboom in de kwaliteit en de kosten ervan. We zien dat de aandacht voor de centrale plaats van de huisarts, naar de eerstelijns- en de thuisgezondheidszorg toeneemt, en dat is goed voor het medisch dossier. Wij willen verder doorgaan op dit spoor met een doorgedreven echelonnering. Remgeldverlaging en zelfs remgeldvrijstelling zouden hier moeten ingebouwd worden als men gefaseerd het gezondheidscircuit doorloopt. Voor ons blijft uiteraard de huisarts, de eerste lijn, de spil van dit alles, samen met het veralgemeend medisch dossier. Nu het akkoord met de Commut is afgesloten is er uiteraard goede hoop dat het deze richting uitgaat. In de echelonnering willen we daar vanuit het politieke niveau nog een aantal elementen aan toevoegen.

Een laatste element waar ik het over wil hebben is de sector die mij uiteraard nauw aan het hart ligt, de non-profitsector. Het sociaal akkoord is een zeer goed akkoord, inzake arbeidsbelastingsvermindering en inzake de innovatie die is uitgetekend rond de eindeloopbaanproblematiek. Het is ook goed dat het akkoord uitgevoerd wordt en dat daar ook middelen voor zijn. We stellen echter toch vast dat de instroom en de arbeidsplaatsbezettingen problemen blijven in alle gezondheidssectoren. Er is een acuut tekort in alle sectoren aan vrouw- en mankracht. Het is voor ons een gemiste kans om de sociale Maribel in 2001 niet te versterken.

De sociale Maribel is geen loonlastmaatregel, mevrouw de minister, maar een werkgelegenheidsmaatregel. Vorig jaar hebben wij ervoor gepleit dat er, naast het sociaal akkoord, ook een werkgelegenheidsplan zou worden opgesteld voor de non-profitsector. Het zou volgens ons een geïntegreerd plan moeten zijn van alle sociale ministers in overleg met de sociale partners. Als wij de kwaliteit van onze gezondheidszorg willen garanderen, is het nodig

dat er voldoende mensen bereid zijn om in de sector in te stappen. Ik meen dat de arbeidsvoorwaarden en de beloningsvoorwaarden onder meer door de sociale akkoorden en ook via de sociale Maribel verbeterd zijn. Het is nu zaak om mensen ervan te overtuigen dat ze in de gezondheids- en welzijnssector gedegen en kwaliteitsvol werk kunnen afleveren, in goede omstandigheden. Om dit perspectief te bieden is een werkgelegenheidsplan nodig. Ik hoop vooralsnog dat wij de discussie terzake in 2001 kunnen aanvatten.

01.10 Greta D'Hondt (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik had mijnheer Wauters een positief aanbod willen doen. Wij zijn zeer bekommerd om de sociale Maribel. Bij herhaling zijn wij terzake tussen beide gekomen om desnoods gezamenlijk iets te ondernemen. Volgens mij is dit noodzakelijk voor de toekomst maar ook voor de uitvoering van het beleid. Willen wij mensen op oudere leeftijd in die sector in dienst houden, dan zullen wij een stuk van de last van hun schouders moeten nemen. Volgens mij bestaat hiervoor een ruime consensus.

01.11 Joos Wauters (AGALEV-ECOLO): Wat de eindeloopbaanproblematiek betreft, mevrouw D'Hondt, werd het sociaal akkoord gesloten. Er werden een aantal perspectieven geschapen voor mensen vanaf 45 jaar. Dat is trouwens de maatregel die ervoor moet zorgen dat mensen aan het werk blijven. Nu proberen de meesten weg te komen en dikwijls gingen vrouwen weg zonder dat er begeleidende maatregelen bestonden zodat men in een slecht sociaal statuut terechtkwam. Dit sociaal akkoord heeft een opening gecreëerd inzake de eindeloopbaanproblematiek. Misschien is dit wel een voorbeeld voor andere sectoren om daarop in te spelen.

01.12 Greta D'Hondt (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik zal het zeer beknopt houden. Het ging niet over het sociaal akkoord. Ik meen dat wij daarvan beiden hebben gezegd dat het om een goed sociaal akkoord gaat. Ik had het vooral over uw vraag naar en uw oproep tot een aanpassing en de bestendige aanpassing van de sociale Maribel. Daar zouden wij mekaar kunnen vinden.

01.13 Luc Paque (PSC): Monsieur le président, mesdames et messieurs les ministres, chers collègues, je ne voudrais pas polémique sur la manière dont les travaux ont été menés en commission dans le cadre de ces débats budgétaires. D'autres collègues en ont déjà parlé, mais je demanderai qu'à l'avenir les débats

puissent se dérouler de manière nettement plus efficace, notamment au niveau de l'envoi des documents et de la modification de l'ordre du jour.

Le **président**: Monsieur Paque, je demanderai à M. Vande Lanotte et aux autres collègues du gouvernement que, pour la prochaine fois, tous les documents rentrent à temps. Je parle des budgets et des notes d'accompagnement. Ensuite, lors de la conférence des présidents, je proposerai aux groupes d'éventuellement scinder le débat en deux fois deux jours: une semaine sera consacrée aux départements dits d'autorité et l'autre aux départements dits sociaux.

Enfin, je demanderai à tous les membres d'être concis et de mener un beau et grand débat puisqu'en principe il est le plus important de l'année parlementaire.

J'accepte bien volontiers votre critique, monsieur Paque, mais il faut qu'elle soit positive. Je serai votre allié pour essayer de réaliser un beau débat, en collaboration avec vos collègues et le gouvernement.

01.14 Luc Paque (PSC): Monsieur le président, je vous remercie. Je savais que je pouvais compter sur vous.

Chers collègues, dans le domaine de la Santé publique, si l'on en croit les déclarations du gouvernement et des deux ministres responsables, l'année 2001 devrait être un grand cru puisque l'on nous annonce quelques réformes d'importance.

Certaines mesures sont déjà bien définies et sont particulièrement appréciables. Je pense notamment au secteur des soins palliatifs qui se voit doté de moyens supplémentaires importants ou encore aux maladies chroniques dont les frais médicaux seront mieux pris en charge.

D'autres mesures annoncées nous semblent fondamentales et nécessiteront une réflexion et des travaux importants. Je pense ici aux droits du patient, dont nous allons débattre dans les semaines qui viennent, et également à la réforme du fonctionnement et du financement des hôpitaux.

D'autres mesures nous semblent moins ambitieuses. Ainsi en est-il de la politique du médicament menée par le gouvernement et qui nous semble devoir rencontrer difficilement ses objectifs.

Le gouvernement dit vouloir promouvoir l'utilisation du médicament générique. Il a à cet effet déjà décidé de modifier le remboursement de certains médicaments en alignant ce remboursement sur le prix du médicament de référence. Cette mesure, prise sans responsabilité supplémentaire à charge du médecin, aura pour effet, nous en sommes persuadés, que l'économie d'un milliard escomptée risque fort de se faire sur le compte exclusif du patient. Il ne s'agit dès lors pas d'une mesure de promotion du médicament générique, mais bien d'une action de compression des dépenses dans le secteur des médicaments. Une fois de plus, ce sera malheureusement la partie la plus faible, à savoir le patient, qui risque de passer à la caisse.

Nous insistons donc pour que soient mises en place des campagnes d'information précises, dirigées tant à l'attention des patients – ce qui se fait déjà actuellement par les mutuelles notamment –, mais aussi des médecins. Vis-à-vis de ces derniers, ces campagnes devraient aboutir à la création d'une obligation morale – car un contrôle sera impossible à réaliser – de prescrire le médicament générique lorsque celui-ci existe. Nous insistons donc pour que soit mise en pratique le plus rapidement possible la prescription en dénomination commune internationale - DCI. Cette pratique est d'ailleurs celle qui est maintenant utilisée dans la plupart de nos pays voisins. Nous sommes d'accord avec les deux ministres pour dire que cette modification des habitudes de prescription doit bien entendu se faire dans le respect des compétences et de la déontologie des médecins. Néanmoins, les projets qui sont menés actuellement dans le cadre de groupes locaux devront aboutir dans un délai raisonnable à une généralisation de la pratique de prescription en DCI. Si ce n'était pas le cas, je pense qu'il faudra alors passer par des mesures plus interventionnistes.

En matière de numerus clausus, madame la ministre, votre réponse a été précise puisque vous avez annoncé que vous ne comptiez pas remettre en cause le numerus clausus en ce qui concerne l'accès au numéro INAMI.

L'on a, pour le surplus, fait référence aux compétences spécifiques respectives des Communautés et du fédéral. Dans ce dossier particulièrement sensible, il est urgent et nécessaire qu'une information claire soit donnée de façon commune par les différents intervenants des pouvoirs fédéral et communautaires. L'aspect de discordance qui semble exister actuellement entre la Communauté française et le ministre

fédéral n'est pas de nature à assainir la situation dans les auditoires des facultés de médecine. Certains étudiants, se basant sur les déclarations du gouvernement de la Communauté française, espèrent que le numerus clausus va disparaître. Il importe que l'information à ce sujet soit claire et précise - vous avez, madame la ministre, une obligation en la matière - afin de clarifier le débat de part et d'autre des pouvoirs.

En ce qui concerne l'aide médicale urgente, on a vraiment le sentiment qu'elle est le parent pauvre de la santé publique et c'est aussi comme cela que le vivent les personnes – volontaires ou professionnels – qui travaillent dans les services d'aide médicale urgente. Ce volet mérite que l'on s'y intéresse davantage et nécessite une réforme fondamentale afin de répondre aux besoins réels de la population en fonction des différentes régions du pays.

Je regrette que vous ayez opté pour l'option la moins coûteuse. D'autant que cette option n'est sans doute guère tenable à long terme. On sait, en effet, qu'il existe au sein des différents corps de sapeurs pompiers un malaise important lié à un manque de formation, de professionnalisme dans certains cas et de reconnaissance des statuts. Des réformes sont exigées et vont intervenir au sein de ce secteur.

Il est vrai que la compétence est partagée avec le ministre de l'Intérieur. Celui-ci envisage une réforme fondamentale de la protection civile qui devrait avoir des répercussions importantes sur l'organisation de l'aide médicale urgente.

J'ose espérer que cette réforme débouchera sur une meilleure organisation des services de transport urgent des malades.

En commission, j'avais insisté sur l'urgence d'octroyer la reconnaissance aux interventions par hélicoptère médicalisé dont l'efficacité et la rapidité ne sont plus à démontrer et ce, principalement en zones rurales.

En effet, le monde médical s'accorde à dire que les soixante premières minutes qui suivent un traumatisme sévère sont critiques pour la survie et la qualité de vie du patient.

Dans le cas d'un arrêt cardiaque, chaque minute perdue représente 5% de décès supplémentaires. En 22 minutes, l'hélicoptère peut intervenir dans un rayon de 70 km. Hélas, l'unique hélicoptère médicalisé wallon n'est, à ce jour, toujours pas reconnu comme service 100.

Lors du débat en commission, vous m'avez répondu que les hélicoptères sont particulièrement coûteux et que le renouvellement des ambulances est prioritaire.

Toutefois, en juillet dernier, en guise de réponse à une question posée par un collègue CVP, vous mentionniez avoir demandé l'avis du Conseil national pour l'aide médicale urgente et qu'en fonction de cet avis, vous alliez examiner le plus rapidement possible quelles adaptations devraient être apportées à la loi.

Aujourd'hui, l'hélicoptère attend toujours sa reconnaissance et n'est toujours pas intégré dans la politique nationale des soins de santé.

Dès lors, peut-on accepter qu'à l'aube du troisième millénaire, on soit encore contraint d'organiser des fancy-fairs, barbecues et autres soupers aux moules pour s'offrir un service qui, chaque jour, sauve des vies humaines?

Enfin, en ce qui concerne le volet santé publique, je m'étonne de ne trouver ni dans le budget, ni dans la note de politique générale aucun paragraphe consacré à la prévention du tabagisme, alors que voici quelques mois, on avait annoncé le déblocage par le gouvernement fédéral d'un budget d'un demi milliard de francs pour la mise en place, en accord avec les Communautés, de programmes de lutte contre le tabagisme.

Je voudrais, à présent, m'attarder quelque peu sur la question générale de la santé alimentaire.

L'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire, tout d'abord. Il y a tout juste un an, le parlement était convié, d'une manière un peu cavalière, pour ne pas dire au pas de charge, à participer aux travaux de la loi portant création de l'Agence fédérale pour la sécurité alimentaire.

Il fallait, paraît-il, honorer l'accord du gouvernement qui, quelques mois auparavant, avait fixé, de façon un peu trop enthousiaste, la date de sa création pour le 1^{er} janvier 2000 et avait - faut-il le rappeler - anticipé les travaux et les conclusions de la commission d'enquête sur la crise de la dioxine.

Une année s'est écoulée et force est de constater que l'énergie déployée pour rédiger cette loi-cadre n'a pas son équivalent pour l'écriture des arrêtés royaux. Pas plus tard que samedi dernier, l'administrateur délégué de l'agence n'hésitait pas

à dénoncer cet état de choses, allant même jusqu'à ironiser sur son propre sort et faire valoir que du point de vue légal, il n'existait pas encore.

Depuis une année, aucun arrêté royal déterminant et significatif n'a été officiellement publié au Moniteur belge. Oui, nous connaissons avec plus de précisions les conditions d'embauche et de travail de l'administrateur délégué; oui, nous connaissons aujourd'hui la composition du comité consultatif institué auprès de l'agence, ainsi que ses règles de fonctionnement. Mais ces questions ne sont qu'un préalable, une mise en bouche. Un an après le vote de la loi, il est plus que temps, par respect pour les consommateurs, de passer au menu principal et de se focaliser sur des questions plus fondamentales: l'organisation de l'agence, ainsi que son financement.

Comme vous nous l'avez confirmé dans le cadre des travaux en commission, il y a bien eu transfert budgétaire des DG4 et DG5 vers l'agence fédérale. Mais en ne joignant pas immédiatement à ce transfert budgétaire un transfert de compétences, vous mettez les responsables de ces différents services et de l'agence dans une position plutôt inconfortable. Pour l'heure, les DG4 et DG5 conservent les mêmes compétences, mais ne sont plus créditées des mêmes moyens budgétaires, alors que l'agence, qui, elle, n'a pas encore légalement de compétence, détient déjà une partie des budgets. Cette situation n'est pas tenable sur le plan juridique et est tout à fait symptomatique d'une période de transition qui, malheureusement, n'arrête pas de perdurer.

Par ailleurs, l'opération budgétairement neutre que vous vouliez à tout prix réaliser est de nouveau controversée. Ce ne sont plus seulement les partis de l'opposition qui mettent en doute le respect de ce principe, mais bien l'administrateur délégué lui-même qui, par presse interposée, n'hésite pas aujourd'hui à dire que cette règle préalablement définie pose problème et risque, à terme, de handicaper l'échéancier prévu pour la mise en place de l'agence.

Et pourtant, cette agence doit être opérationnelle le plus rapidement possible afin de communiquer plus efficacement avec le consommateur, de plus en plus inquiet de la qualité des produits de consommation. Le rôle informatif qu'elle devait tenir auprès de la population n'a pas encore pu être expérimenté, alors qu'elle aurait pu être reconnue comme telle lors de l'actuel épisode européen de la vache folle. Il est plus que temps que cette agence soit créditée aux yeux de la population et il est plus que temps qu'elle existe.

Je ne pourrai bien évidemment pas passer sous silence les derniers rebondissements de la crise de la vache folle. Au début de cette semaine, le gouvernement disait examiner la piste d'imposer une taxe – une de plus – estimée à +/- 4% sur toutes les viandes et autres produits animaux d'origine agricole, afin de compenser les 10 milliards que coûtera l'exécution au 1^{er} janvier prochain des décisions prises par les ministres européens de l'Agriculture au début de ce mois.

Vous comprendrez bien que nous pouvons difficilement accepter ces mesures dès lors qu'une telle taxe pénaliserait une fois de plus et le consommateur et surtout l'ensemble du secteur agricole, déjà lourdement affecté par plusieurs crises, dont la dernière en date est la crise de la dioxine.

Non seulement une telle taxe nuira considérablement à nos exportations vers les pays voisins qui n'adopteront pas ce système, mais en plus, notre marché intérieur risque d'être fortement entravé par l'arrivée de produits moins chers, venant de pays extérieurs à l'Union européenne.

Déjà sollicité pour contribuer au financement de l'agence et du fonds dioxine, une fois de plus, c'est le secteur agricole qui va devoir passer à la caisse. Peu importe que le prix des bovins ait chuté de près de 50% dans certains cas et que le coût des aliments augmente!

Or, on se trouve ici face à un problème de santé publique qui concerne l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne et il est inacceptable que seuls les consommateurs et les agriculteurs belges doivent supporter les conséquences des décisions prises au niveau européen. A 12 jours de l'entrée en vigueur de ces mesures, la Belgique n'a toujours aucune position claire et se contente malheureusement de renvoyer la balle tantôt vers le fédéral, tantôt vers les régions.

Enfin, les déclarations faites ce matin par le ministre de l'Agriculture, au terme du dernier conseil "agriculture", ne répondent toujours pas aux inquiétudes du monde agricole.

J'en viens, à présent, au dernier volet de mon intervention qui concerne le volet environnement de la note de politique générale.

Comme d'autres collègues l'ont fait remarquer en commission, la note est très générale et vague,

reprenant quelques grands principes consensuels, notamment en vue de la prochaine présidence belge de l'Union européenne.

Avec le ministre de la Mobilité, vous organiserez, madame la ministre, sous la présidence belge, le Conseil informel sur la mobilité et l'environnement. C'est une bonne chose, mais j'espère que, d'ici le 1^{er} juillet 2001, Mme Durant aura pu enfin finir son plan global de mobilité, qu'elle nous promet depuis plus d'un an, et que ce plan aura au moins pu être présenté et débattu auparavant devant ce parlement.

Une autre priorité de la présidence belge sera l'encouragement à une taxe énergétique CO₂. J'espère aussi que, d'ici l'été prochain, le gouvernement dans toutes ses composantes aura pu se mettre d'accord sur l'instauration ou non d'une telle taxe.

En commission, je vous avais demandé si telle était bien la volonté du gouvernement et dans l'affirmative, de quelle manière vous comptiez appliquer et mettre en œuvre cette taxe. Je n'ai malheureusement pas obtenu de réponse à ma question.

Pour ce qui est des rayonnements des antennes GSM également repris dans votre note de politique générale, le gouvernement vient de prendre, comme vous le savez, y compris dans sa composante verte, la norme de 20,6 V/m.

La fixation de cette norme nie un principe essentiel à l'action politique: le principe de précaution. La précaution n'est pas un principe scientifique. C'est un principe politique et dans ce dossier, le gouvernement n'en a pas usé.

Le principe d'action des gouvernements fédéral et régionaux devrait être la santé publique. Après avoir opté pour la règle des 20,6 V/m, le gouvernement nie le développement du GSM depuis 1993. C'est aussi faire fi de toute une série d'études scientifiques réalisées depuis 1993 sur les effets biologiques générés par ce nouveau réseau de communication. C'est, enfin, exclure du débat les effets non thermiques qui peuvent être générés par les champs électromagnétiques.

01.15 **Magda Aelvoet**, ministre: Monsieur le président, monsieur Paque, je vais faire trois remarques. Vous affirmez que le gouvernement n'a pas tenu compte du principe de précaution en adoptant la norme de 20,6 V/m. Tout au contraire, la norme retenue par l'Organisation mondiale de la santé tient compte du principe de précaution.

L'Organisation mondiale de la santé tient compte d'un facteur de précaution de l'ordre de 50 pour la norme de 42 V/m. C'est ce que disent les études scientifiques non contestées. En définissant la norme à 20,6 V/m, nous avons multiplié le facteur 50 de l'OMS par 4 et donc c'est une première décision qui montre clairement que le gouvernement a voulu tenir compte de manière plus stricte du principe de précaution.

Le deuxième élément de la décision consistait à fixer des normes provisoires compte tenu des études encore en cours. Je m'en réfère à l'étude internationale menée d'une part par l'OMS, et d'autre part par l'Union européenne. Il y est clairement stipulé que, en fonction des résultats de ces études, la norme belge actuelle sera adaptée le cas échéant. C'est donc une deuxième mesure de précaution.

Troisièmement, les études dont vous parlez qui démontrent les effets biologiques nocifs ont été refaites dans des conditions contrôlables en laboratoire. Aucune de ces études, qui avançaient la possibilité d'un certain effet nocif, n'a pu être prouvée.

Je contredis donc de manière tout à fait formelle que le gouvernement ait pris des risques à l'égard de la santé publique.

D'ailleurs, force est de constater que nous sommes un des seuls pays européens appartenant à l'Union européenne qui ait une norme plus stricte que celle de l'OMS. Tous les pays européens, sauf l'Italie, qui appartiennent à l'Union européenne s'en tiennent à 42 V/m. Nous avons opté pour 20,6 V/m. Je m'inscris donc en faux contre votre affirmation selon laquelle nous ne tiendrions pas compte du principe de précaution.

01.16 **Luc Paque** (PSC): Monsieur le président, madame le ministre, je m'attendais évidemment aux remarques que vous avez formulées, et donc j'avais préparé aussi les réponses. Il est vrai que le gouvernement prend la norme de 20,6 V/m et pour justifier cela, comme vous venez de le dire, vous vous référez à la norme OMS de 42 V/m. Or, cette norme en tant que telle n'existe pas! L'OMS recommande en fait de se référer aux propositions de la Commission internationale de Protection contre les Rayonnements non-ionisants qui datent de 1993. Le document que cette commission a rédigé précise que cette recommandation ne représente ni les décisions ni la politique du Programme des Nations-Unies pour

l'Environnement, ni celles de l'Association internationale de Protection contre les Radiations ou de l'Organisation Mondiale de la Santé.

01.17 Magda Aelvoet, ministre: La commission (ICNIRT) à laquelle vous faites référence a actualisé l'état de la question depuis 1993. Mais il n'est pas vrai que l'on a fixé une fois pour toute une position en 1993. Par ailleurs, je peux vous dire de la façon la plus formelle que nous disposons de documents de l'OMS qui reprennent les normes de cette commission mais en les justifiant sur base d'études. Compte tenu du fait qu'il existe encore des inquiétudes, l'OMS veut réaliser des études supplémentaires. C'est la raison pour laquelle une étude importante est en cours. L'OMS a repris les actualisations faites dans le cadre de l'ICNIRT. Je peux vous montrer des documents importants émanant de l'OMS, sortis aux mois de mai et juin et qui prennent position sur le sujet. Il existe un document de l'OMS qui dit en termes très clairs pourquoi la norme de 3 V/m ne tient pas la route. Une initiative avait été prise par M. Gosuin, qui avait envoyé un texte informel mais non encore agréé par une quelconque instance bruxelloise. Et c'est par rapport à ce document-là que l'OMS a dit tout son étonnement à propos de l'option de la norme de 3 V/m.

01.18 Luc Paque (PSC): Madame le ministre, si vous disposez d'un document recommandant les 42 V/m, je serais intéressé de l'obtenir car il semblerait que du côté de votre cabinet, on ait eu une réponse négative concernant cette fameuse norme de l'OMS. Par ailleurs, la proposition des 3 V/m n'était pas uniquement proposée par M. Gosuin mais également par M. Foret, qui n'est quand même pas le moindre des ministres du gouvernement wallon. Je trouve que ce n'est pas très gentil par rapport à l'institution bruxelloise de parler d'une «quelconque instance bruxelloise» pour déterminer une norme.

01.19 Magda Aelvoet, ministre: Ils n'avaient pas encore retenu une position définitive, c'est pour cela que j'ai dit une «instance quelconque». Ni le gouvernement, ni l'assemblée bruxelloise ne se sont prononcés en termes majoritaires pour une norme définitive. Cela n'a rien à voir avec de la gentillesse. Je suis très gentille!

01.20 Luc Paque (PSC): Par ailleurs, le fait d'utiliser l'unité de V/m plutôt que le W/m², qui est l'intensité de rayonnement reçue par une unité de surface corporelle, n'est pas innocent et permet de laisser croire que l'écart entre deux normes est bien moindre que dans la réalité.

Ainsi, si 20,6 V/m sont environ 7 fois plus important que 3 V/m, l'exposition de rayonnement effectivement reçue par le corps humain est, dans ce cas, 47 fois supérieure.

Nous sommes loin des sept fois. Les écologistes ont effectivement demandé que la norme soit évaluée en octobre 2001, avant l'octroi final des licences UMTS, évaluation qui devra se fonder sur les études scientifiques et techniques indépendantes d'ici là.

Ce combat "d'arrière-garde" suscite deux remarques de ma part. Ne dispose-t-on pas à ce jour d'études suffisantes et l'avis du Conseil supérieur d'hygiène, composé de membres éminents, n'a-t-il aucune valeur? Il est naïf, madame la ministre, de croire que les opérateurs accepteront sans broncher un renforcement des normes alors qu'ils seront sur le point de signer des contrats et qu'ils auront mis sur la table, en tout cas je l'espère, des dizaines de milliards.

Enfin, peut-on faire confiance aux écologistes lorsque le secrétaire d'Etat à l'énergie écrit dans un courrier du 11 décembre dernier qu'il «regrette de n'avoir pas porté une attention et une vigilance plus importantes à ce dossier et qu'il est un fait que la décision approuvée par les ministres écologistes, quoique contraignante, aurait dû être retardée afin d'envisager un débat suffisamment approfondi...»

Manifestement, toute personne de bon sens comprendra que la norme de 20,6 volts par mètre ne vise absolument pas la protection de la santé et il est regrettable que les écologistes, si sensibles à ce principe, participent à ce scénario.

01.21 Hans Bonte (SP): Mijnheer de voorzitter, collega's, leden van de regering, ik zal het vooral hebben over het werkgelegenheidsbeleid. Aangezien collega Peeters gisteren, tijdens de algemene bespreking, het uitvoerig heeft gehad over het sociale zekerheidsbeleid, wil ik mij concentreren op wat in de beleidsbrieven rond werkgelegenheid staat, met inbegrip van het nieuwe element dat wij nog niet hebben kunnen bespreken, namelijk het interprofessionele akkoord, waaraan, zo lees ik vandaag, de vakbonden hun goedkeuring hebben gegeven.

Nu knoop ik aan bij de teneur van het discours van collega D'Hondt, die ook ging in de richting van het effect van dat interprofessioneel akkoord op het tewerkstellingsbeleid en op de ingrediënten uit de beleidsnota werkgelegenheid.

Ik zou daaraan een algemenere beschouwing willen koppelen, namelijk dat er in dit land een grote consensus bestaat over het feit dat een goed economisch beleid en werkgelegenheidsbeleid het best gestoeld wordt op afspraken tussen sociale gesprekspartners. In dit verband herinner ik mij nog de lange discussies en de jaloersheid die wij voelden ten aanzien van Nederland, waarbij wij telkens opnieuw verwezen naar het akkoord van Wassenaar. Ik herinner ik mij ook nog de discussies en de speculaties over het feit of er in een paarsgroen kabinet wel plaats was voor sociaal overleg en voor sociale akkoorden. Welnu, vandaag zitten wij op een punt waarbij een ontwerp van interprofessioneel akkoord zo goed als goedgekeurd is. Ook het overleg tussen geneesheren en mutualiteiten, waar diverse collega's al naar verwezen hebben, lijkt alleen maar lovende reacties los te weken.

Welnu, ik denk dat daarmee voor een stuk het pad geëffend is om op een structurele manier een samenhang te creëren tussen het overheidsbeleid, enerzijds, en het middenveld, anderzijds. De eeuwige vraag die zich altijd stelt als bekommerd is om de samenhang tussen een interprofessioneel akkoord en het regeringsbeleid is, in welke mate een echt evenwicht is tot stand gekomen en in welke mate de overheid en de sociale partners elkaar hebben gevonden in een gemeenschappelijke richting. In dit verband is de visie van de SP altijd dezelfde geweest, namelijk dat het van groot belang is dat er zich een tripartite sociaal overlegmodel ontwikkelt, waarbij er drie evenwaardige spelers zijn die aan hetzelfde zeel trekken. Als er dan een akkoord op tafel komt, is er steeds een discussie over wie wat heeft binnengehaald, of het sociaal overleg het regeringsbeleid gevolgd heeft of niet, in welke mate het is gevolgd geweest, waarbij ik telkens opnieuw, zowel vroeger als nu, een natuurlijke druk waarneem, vanuit het sociaal overleg op het politieke orgaan en op de politieke beleidsmakers, om die politiek en het beleid in een rol van loutere financierder van een sociaal akkoord te dringen.

Ik denk dat het de eerlijkheid dient, wanneer we ook vandaag erkennen dat die druk vanuit het sociaal overleg ongetwijfeld aanwezig is om de overheid in de rol van financier te dwingen en niet meer dan dat. Ik denk dat de overheid dan telkens opnieuw de opdracht heeft om zich te wapenen om een grotere rol te spelen op het vlak van het werkgelegenheidsbeleid, om zodoende in het tripartite overleg een belangrijkere rol te vervullen dan diegene die de sociale partners haar willen toekennen.

Het is belangrijk dat de regering weet wat het Parlement denkt over een aantal belangrijke dossiers. Het is belangrijk dat de regering en de beleidsnota's van de regering getoetst worden aan wat in het Parlement leeft. Daarom wil ik van deze gelegenheid gebruik maken om uit te leggen wat voor de SP-fractie belangrijk is in een aantal specifieke werkgelegenheidsdossiers, dossiers die zowel aangekaart worden in het kader van het sociaal overleg, als dossiers die terug te vinden zijn in de diverse beleidsnota's, tot en met het regeerakkoord toe.

Een eerste dossier, waarnaar ook collega D'Hondt verwezen heeft, is dat van de combinatiemogelijkheden tussen gezin en arbeid. Wij vinden in het interprofessioneel akkoord allerlei ideeën terug over tijdcredieten, loopbaanonderbreking, vierdagenweek en dergelijke. Ik stel echter vast dat heel wat vragen open blijven op dit vlak van de hertekening van het landschap van de loopbaanonderbreking en van de tijdcredieten. Ook de sociale partners stellen zich deze vragen. Zij leggen zichzelf immers een kalender op om een deel van die vragen op te lossen.

De SP zal duidelijk nauwlettend toekijken hoe het sociale overleg evolueert. Voor ons is het ondenkbaar dat er een sociale achteruitgang zou komen ten opzichte van de huidige mogelijkheden die werknemers reeds hebben. Mevrouw D'Hondt heeft reeds gewezen op de kwestie of de vermelde 1% in de plaats komt van de conventionele 3%. Voor de SP mag het resultaat van het geprogrammeerde overleg er in elk geval niet in bestaan dat nu minder mensen recht krijgen op loopbaanonderbreking, laat staan dat mensen die reeds in de stelsels voor loopbaanonderbreking zitten teruggefloten zouden worden en opnieuw actief zouden moeten worden tegen hun wil in.

01.22 Greta D'Hondt (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik wil even onderbreken. Mijnheer Bonte verwijst naar wat ik vanochtend gezegd heb. Ik ben blij dat we deze bekommernis delen. Tenzij ik verkeerd gelezen heb, is het vooral de bijlage bij het interprofessioneel akkoord die mij verontrust. Van de hoofdtekst kan men nog zeggen dat de interpretatie niet heel duidelijk is, maar ik vrees dat de bijlage des te duidelijker is, uiteraard in hoofde van de sociale partners. Ik heb enige moeite dit te verzoenen met de principes en de praktijk die wij altijd al hebben verdedigd. Als ik goed lees, stel ik hier een achteruitgang vast.

Ik heb ook een aantal vragen over bepaalde parlementaire initiatieven die werden neergelegd. Binnen dit carcan blijken zij immers geen plaats meer te zullen vinden. Ik overdrijf niet als ik zeg dat er zeven of acht van dergelijke wetsvoorstellen hangende zijn in de commissie voor de Sociale Zaken. Zij remediëren allemaal op een of andere wijze het ouderschapsverlof of een andere vorm van loopbaanonderbreking. Ik ben samen met u, mijnheer Bonte, een beetje bezorgd over het lot van deze wetsvoorstellen.

01.23 Hans Bonte (SP): Mijnheer de voorzitter, ik deel de ongerustheid van mevrouw D'Hondt, zeker wanneer ik in de bijlage het stuk over de loopbaanonderbreking lees. Ik heb begrepen dat er nog een overleg nodig is tussen de sociale partners om te komen tot een interprofessionele CAO. Daarom zeg ik hier expliciet wat de houding van de SP is in dit dossier. Het mag nooit als resultaat hebben dat er een sociale achteruitgang komt ten opzichte van wat vandaag reeds bestaat.

Wij bevinden ons hier in het eeuwige spanningsveld tussen politiek en sociaal overleg. Wat kan een regering, of wat kan een Parlement nog doen nadat er een handtekening geplaatst werd onder een interprofessioneel akkoord? Ik zie dat de tekst blanco blijft over een aantal initiatieven die in het Parlement werden neergelegd. Ik denk hier bijvoorbeeld aan het zorgverlof. Ik denk dat dit echt een vergeten hoofdstuk is, zowel in het interprofessioneel akkoord als ook grotendeels in de beleidsbrief van de minister. Ik denk dat de samenleving meer dan ooit oog moet hebben voor de problematiek van de tweeverdienergezinnen die geconfronteerd worden met gezondheidsmoeilijkheden in hun directe familiale omgeving. Wanneer u spreekt over de combinatiemogelijkheden tussen gezin en arbeid kan het niet anders dan dat er goede mogelijkheden worden voorzien om die combinatie mogelijk te maken. Ik denk dat hiervoor zeer goede wetsvoorstellen werden neergelegd. Ik denk bijvoorbeeld aan de wetsvoorstellen rond zorgverlof. Het is evident dat een goed systeem van zorgverlof het engagement vergt van de sociale partners, van de federale overheid en van de Gemeenschapsoverheden.

Het zou absoluut fout zijn uit het interprofessioneel akkoord en de beleidsnota af te leiden dat dit wordt afgeremd. Integendeel, we moeten met zijn allen verder werken om de poorten op het recht op zorgverlof te openen. Daarmee is het dossier "gezin en arbeid" afgerond.

Een tweede dossier waar wij als partij bijzonder

belang aan hechten is dat van het opdrijven van de activiteitsgraad van oudere werknemers. Als men de cijfers bekijkt valt een enorme contradictie op. Op alle regerings- en parlementaire niveaus wordt geprobeerd om de Europese norm op vlak van activiteitsgraden te bereiken. In de praktijk stellen we vast dat de uitstroom van oudere werknemers onverminderd voortgaat. Die contradictie is niet vol te houden en brengt ons bovendien bij een groot maatschappelijk probleem. Mensen krijgen immers op de leeftijd van 45-50 jaar het gevoel te zijn afgeschreven. Het interprofessioneel akkoord moet op dit terrein meer creativiteit aan de dag leggen dan wat vandaag op tafel ligt.

Ik heb mevrouw D'Hondt vanochtend ook op dat punt aandachtig beluisterd. Inderdaad, er moet nagedacht worden over de formule van outplacement. Het recht op outplacement voor oudere werknemers en andere doorbraken zijn niet terug te vinden in het interprofessioneel akkoord. In dit akkoord staat wel iets vermeld over de bruggepensioneerden. Als deze mensen opnieuw aan de slag gaan, en werkloos worden, hebben zij gegarandeerd recht op hun oude sociaal systeem. We moeten echter nog een stap verder gaan in die reglementering door hen terug aan de slag te laten gaan met behoud van de toeslag van hun werkgever. Daar zit muziek in. Vandaag zitten bruggepensioneerden in een financiële val en kunnen zij de keuze bijna niet maken om opnieuw aan de slag te gaan. Laat ons die financiële val, eigenlijk een werkloosheidsval, opheffen. Hier moeten we verder over nadenken. De SP-fractie heeft in elk geval de intentie om hierover in de nabije toekomst wetsvoorstellen neer te leggen.

Een derde belangrijk hoofdstuk is dat van de opleiding de vorming". Ik deel ook op dit terrein de scepsis van een aantal collega's die het dossier in een tijdsperspectief kunnen plaatsen, de scepsis ten aanzien van de harde koppeling die destijds is gemaakt tussen enerzijds het opdrijven van de opleidingsinspanningen, en anderzijds de lastenverlaging. Ik heb destijds kritiek geuit op de 1,9% van de loonmassa, zijnde de Europese norm of minstens die van onze buurlanden. Mijn kritiek was toen dat die norm eigenlijk te laag was, omdat men met een achterstand vertrok. Men moest dus vertrekken met een inhaalmanoeuvre. Er moeten ook economische argumenten zijn om te bepleiten dat ons land het beter moet doen dan onze buurlanden op het vlak van opleiding en vorming. Dat heeft te maken met de kennisintensiteit van onze economie.

Afspraken zijn echter afspraken. De 1,9%-afpraak is destijds gemaakt in ruil voor de lastenverlaging. Men lijkt wel te vergeten dat het tempo van de lastenverlagingen sterk verhoogd is, terwijl de sociale partners op een rustig tempo naar die 1,9% toe werken. Noch het parlement, noch de regering krijgen ook maar enig overzicht of inzicht over wat er precies gaande is in de sectoriële opleidingsfondsen. Het is ook een vraag of de huidige sectoriële opleidingen wel voldoende bij de noden van de arbeidsmarkt aansluiten. Hoe verloopt het opleidings- en vormingsaanbod in het reguliere onderwijs, in de VDAB of in andere instellingen die gericht zijn op de opleiding van werkzoekenden.

In dit verband verheug ik er mij wel over dat de sociale partners nu blijkbaar toch van plan zijn om een soort van observatorium te maken, een vorm van overzicht van hun inspanningen inzake opleiding. Ik ben benieuwd naar de resultaten daarvan en u mag aannemen dat wij met grote aandacht uitkijken naar 1 juli 2001, de datum waarop de sociale partners het overzicht van de geleverde sectorale opleidingsinspanningen, zullen presenteren. Ik heb namelijk de indruk dat nogal wat achterstand werd opgelopen, vergeleken bij het engagement dat in het sociaal overleg enkele jaren geleden desbetreffend werd aangegaan.

Een laatste hoofdstuk zou u verbazen mochten wij daarover niets zeggen. Het betreft arbeiders en bedienden. In uw beleidsbrief vinden wij daar weinig of niets over terug. De sociale partners besteden daar welgeteld een korte alinea aan in het kader van het interprofessioneel akkoord. Het enige wat zij hebben gedaan is een kalender opgesteld. Tegen het einde van 2001 zal men samen in de Nationale Arbeidsraad onderzoeken hoe men een blauwdruk kan maken die moet leiden naar het opheffen van de bestaande discriminaties, waarna gedurende een periode van zes jaar de discriminaties zullen worden weggewerkt.

Mevrouw de minister, leden van de regering, het Parlement heeft er bij herhaling unaniem op aangedrongen dat de regering zich in dit dossier actief zou opstellen. Wij hebben dit gevraagd, onder meer ook omdat het regeerakkoord hier een en ander over bevat. Wij hebben dit gedaan bij monde van interpellaties en een motie die hier unaniem werd goedgekeurd. Het lijkt ons dan ook bijzonder gepast mocht de regering het komende jaar, waarin de sociale partners samen zullen zitten om die blauwdruk te maken die zal worden uitgevoerd gedurende een periode van zes jaar,

daarin een actievere rol spelen. Het Parlement heeft dit in het verleden gevraagd, maar u heeft dat niet gedaan. Ik herinner mij nog de beleidsverklaring van eerste minister Verhofstadt. Toen hebben wij daar expliciet vragen over gesteld, maar daarop werd niet geantwoord. Geen enkel woord is daarover gevallen. Voor het dossier ten gronde is het absoluut noodzakelijk om op dit punt met drie partijen te werk te gaan, anders zult u nooit komen waar u moet komen en zult u nooit tot een eenheidsstatuut komen, met absolute gelijkheid voor arbeiders en bedienden. Wij zullen u daaraan blijven herinneren, want ik denk dat het hoog tijd is dat wij naar een samenleving gaan waarin een arbeider evenveel waard is als een bediende.

01.24 Daniel Bacquelaine (PRL FDF MCC):
Monsieur le président, mesdames et monsieur les ministres, chers collègues, je désire intervenir sur le secteur des soins de santé et de la sécurité sociale en vous disant d'emblée que j'ai le sentiment que les choses vont plutôt mieux que jamais, en tout cas depuis que je m'intéresse à ces problèmes.

On assiste, en effet, à une augmentation du budget de la sécurité sociale et des soins santé. Il me semble que c'est la première fois que l'on peut envisager le développement de nouvelles politiques de manière tout à fait efficace et effective. 42 milliards supplémentaires, ce n'est pas rien. C'est sans doute le concept général de gestion des Affaires sociales de cet Etat qui permet de dégager de nouveaux moyens et donc de mettre en place de nouvelles politiques.

Nous nous réjouissons également de la conclusion d'un accord médicomutueliste. Ce dernier permet de préserver un système qui, malgré tout, a fait ses preuves en termes d'exercice de la solidarité, de garantie de la liberté, et de maîtrise des coûts.

La norme de croissance a donc déjà été augmentée pour atteindre 2,5%. Mais, cette année, le budget des soins de santé permet aussi de dégager les moyens nécessaires au développement de nouvelles politiques en matière de médicaments. Il me semble d'ailleurs qu'il est important de fixer enfin un budget réaliste en matière de médicaments dans le cadre d'une «pax pharmaceutica» qui permet d'imposer au secteur une solidarité en cas de dépassement budgétaire et qui lui garantit aussi le respect des normes en matière de délai pour la fixation des prix et pour le remboursement.

Cela ne concerne évidemment pas uniquement le secteur, loin de là; cela concerne avant tout le patient qui, si l'on applique réellement le délai, pourra bénéficier, en même temps que les autres patients de notre Union européenne, des médicaments les plus performants. Il faut bien admettre que, ces dernières années, les patients belges ont subi des retards importants en cette matière, qui ont fait que, finalement, seuls ceux qui avaient les moyens de se procurer les médicaments à l'étranger pouvaient bénéficier des molécules les plus efficaces et les plus actives.

Je pense que le respect de cette directive européenne est un point fondamental que nous avons réclamé pendant plusieurs années. J'espère que nous dépasserons le procès d'intention cette fois et que nous appliquerons effectivement cette directive européenne; je dois rappeler que d'autres ministres qui vous ont précédé se sont déjà engagé sur la question sans jamais parvenir à l'application réelle de cette directive.

En ce qui concerne les maladies chroniques, je me réjouis que l'on passe d'un système strictement forfaitaire à un système sélectif et adapté, adapté au patient et à ses besoins réels. En effet, un malade chronique n'est évidemment pas l'autre. Certaines maladies chroniques nécessitent des soins très particuliers, donc un budget particulier. Il m'apparaît que de rembourser ces besoins indispensables, qui correspondent vraiment à la situation du patient, est une avancée significative en matière de solidarité et d'adaptation du financement aux besoins réels.

Je reviens un moment au financement des soins nécessaires à la maladie d'Alzheimer; je sais que la question vous a déjà été posée, monsieur le ministre, à de multiples reprises. Pour ma part, je pense que nous ne pourrions pas faire l'impasse sur les progrès existants en la matière. Je suis d'accord qu'il faut pratiquer « l'evidence base medicine » et qu'il faut être sûr d'une certaine efficacité des produits que l'on prévoit de rembourser. Mais, en l'occurrence, il me paraît que certaines études ont déjà été réalisées, qui vont quand même dans le sens d'une certaine amélioration. Ainsi, par rapport à la situation dramatique que représente la maladie d'Alzheimer, non seulement pour le patient lui-même mais aussi pour son entourage, je crois vraiment que toutes les possibilités d'améliorer l'état de santé des malades victimes de cette maladie me paraissent devoir être envisagées en termes de remboursement. Nous devons donc

revoir le problème dans les prochains mois.

En ce qui concerne les soins palliatifs, je mets en parallèle la revalorisation des actes intellectuels et le développement d'une politique en matière de soins palliatifs parce qu'il m'apparaît que le problème réel couvert par ce vocable n'est pas tant un problème de structure, n'est pas tant un problème de logistique ou de matériel, mais c'est avant tout un problème de disponibilité et de temps.

Tant que le temps ne sera pas financé de manière correcte, nous connaîtrons un problème dans le domaine des soins palliatifs parce que c'est l'écoute, la prise en charge individuelle qui est indispensable, à mon sens, en ce qui concerne ces soins. C'est un problème essentiellement de disponibilité des praticiens, que ce soient les infirmières pour ce qui touche à l'encadrement, que ce soient les médecins ou les kinésithérapeutes pour ce qui touche aux prestations de soins. Donc le concept même de revalorisation de l'acte intellectuel me semble utile en ce qui concerne le développement de soins palliatifs de qualité.

Je me réjouis donc que le budget prévoie, pour la première fois de manière spécifique et engagée, une revalorisation des actes intellectuels concernant la médecine générale et aussi la gériatrie, la pédiatrie et d'autres branches de la médecine qui nécessitent un contact prolongé avec le patient.

625 millions me paraissent encore trop peu, mais il y a un début à tout: plus on donnera du temps aux prestataires de soins, plus on réalisera des économies en matière d'actes techniques. Donc, d'une certaine façon, on s'y retrouve. Même en se plaçant dans une logique purement budgétaire, indépendamment de la logique de solidarité, on a tout intérêt à favoriser le financement des actes intellectuels pour diminuer par ailleurs le recours trop précoce ou excessif aux actes techniques.

J'en viens à la maîtrise de l'offre de soins. Madame la ministre, vous avez plaidé pour le maintien d'une planification en matière d'offre de soins. Cela me paraît utile. À cet égard, j'ai mal compris la résolution prise par le parlement de la Communauté française qui, me semble-t-il, a confondu le fond et la forme. Selon moi, cette résolution traduit, et je suis particulièrement aimable, une certaine « méconnaissance » de la problématique de l'offre médicale, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif. Je déplore que des ministres ayant un important potentiel

intellectuel puissent considérer que par miracle, la Belgique qui connaît la densité médicale la plus forte d'Europe, échapperait, contrairement à tous les autres pays de l'Union européenne, à la nécessité d'une planification. Je suis encore plus surpris que les doyens de nos facultés qui devraient être les tenants de la rigueur scientifique, puissent cautionner une telle façon de voir et accorder du crédit à une étude, davantage commandée que spontanée, selon moi, et qui prétend aller dans le sens de ceux qui plaident pour la suppression de toute planification, alors que si pléthore il y a en ce qui concerne les médecins, il y a peut-être aussi pléthore de lits universitaires ou lits hospitaliers, nécessitant une main d'œuvre qui est disponible et dont les conditions de travail tiennent davantage à de l'esclavagisme qu'aux clauses d'un contrat d'emploi raisonnable et raisonné. Il m'apparaît que certains veulent continuer à s'approprier une main d'œuvre bon marché, captive et qu'ils sont dès lors prêts à rompre tout raisonnement rationnel, intellectuel. J'ai été profondément heurté par la façon dont certains ont cautionné des réactions purement émotionnelles en y mettant des accents scientifiques, ce qui s'apparente, à mes yeux, à une escroquerie intellectuelle.

Quant au secteur hospitalier, il doit également faire l'objet d'une planification. Je me réjouis que l'on s'oriente vers des concepts d'association, de fusion ou de groupement et vers un financement basé non pas sur des structures mais sur des besoins en soins et sur des activités dans les hôpitaux. Les activités hospitalières et les programmes de soins sont en effet utiles et ils doivent dès lors déterminer le financement.

Un mot encore sur le problème des hôpitaux et des urgences, et cela rejoint le débat sur le *numerus clausus*: certains ont voulu tirer argument du problème de la limitation de main d'œuvre qu'induirait le *numerus clausus*, en disant que les services d'urgence des hôpitaux étaient complètement débordés. C'est évidemment se tromper sur la cause: si ces services sont débordés, c'est parce que de plus en plus de gens s'y rendent plutôt que d'aller chez leur médecin généraliste, alors qu'ils ne vivent pas réellement une situation d'urgence. Les hôpitaux ont pris l'habitude de recourir à ces services d'urgence pour planifier et réguler le taux d'occupation des lits d'hôpitaux. C'est un tort car les services d'urgence doivent pouvoir faire face aux véritables urgences en termes de qualité, avec des praticiens éveillés qui n'ont pas travaillé trente-six heures d'affilée, à vil prix!

Je crois que le fait d'introduire le tiers payant pour les visites d'urgence chez les médecins est une avancée importante et intéressante pour désengorger les services d'urgence des hôpitaux.

La facture de santé maximale représente aussi un point positif. Une enveloppe de 400 millions y est consacrée. Nous ne pouvons que marquer notre accord sur ce nouveau concept qui prévoit des moyens substantiels pour des mesures qui permettront de fournir des soins à des groupes cibles spécifiques, en assurant un remboursement de qualité pour des frais médicaux onéreux.

J'en arrive, madame la ministre, aux pratiques non conventionnelles. J'ai été heureux de lire votre note de politique générale sur le sujet car elle correspond exactement à l'argumentation que j'ai soutenue ici même et en commission lors de l'adoption de la loi Colla sur les médecines non conventionnelles. Il m'apparaissait que la loi qui a été votée était foncièrement inapplicable. A l'époque, j'ai plaidé pour l'introduction d'une réglementation des pratiques parallèles dans le cadre de l'arrêté royal 78 et dans le cadre des commissions médicales provinciales. Cette réglementation devait permettre l'enregistrement des praticiens, sans grandes modifications législatives. Je pense donc qu'il y a moyen d'avancer tout en respectant une notion fondamentale qui est le libre choix du patient. Celui-ci a le droit de consulter des praticiens de qualité, qu'ils pratiquent la médecine traditionnelle ou parallèle, et ce dans un climat de sécurité. Il faut améliorer les garanties de qualité. Lorsque vous plaidez pour l'enregistrement des produits homéopathiques, je vous dirai qu'on ne peut pas à la fois défendre l'AMBE et l'enregistrement de produits sans exiger la moindre étude clinique sur l'efficacité de ces produits. Ce qui est vrai pour les médicaments innovateurs doit aussi être vrai pour tout autre produit, même s'ils sont parallèles. Ce n'est pas parce qu'ils sont parallèles qu'ils doivent échapper aux contrôles de qualité. Il faut tenir un discours cohérent en la matière, qui permette de garantir aux patients des soins et des produits de qualité.

J'ajouterai un mot sur un concept abordé dans la note de politique générale, à savoir la responsabilité médicale. On se dirige vers la responsabilité "no fault". Il s'agit de garantir une certaine indemnisation du patient quoi qu'il arrive. Mais il me semble que l'on ne peut pas se limiter à cela. La responsabilité sans faute permet de garantir le patient quant à son indemnisation mais il faut à mon sens prévoir un système mixte: rendre obligatoire la responsabilité

professionnelle, qui constitue une garantie pour le patient, mais aussi maintenir un système de responsabilité pénale et civile afin de garantir la qualité des soins. Le système mixte garantirait au patient d'être indemnisé quelle que soit la faute et inciterait les praticiens à maintenir une bonne qualité des soins dans notre pays puisque la responsabilité personnelle serait prévue.

Je terminerai en plaidant, comme vous le faites dans votre note de politique générale, pour le "peer review". Cependant, un point de cette note a suscité mon inquiétude. Il est, en effet, question que les organismes assureurs soient chargés d'édicter de bonnes pratiques médicales. Je ne crois pas que ce soit là leur véritable rôle. Le "peer review", implique, par définition, les pairs et ce sont, donc, eux qui doivent travailler à la définition des bonnes pratiques médicales, les faire progresser et appliquer. Il appartient aux ministres et à l'Exécutif de veiller à leur application correcte, mais leur définition, leur conceptualisation, doit, selon moi, être dévolue aux praticiens.

Je me réjouis également que l'on s'oriente vers une modification continue et évolutive de la nomenclature. On en vient enfin à supprimer l'électrocardiogramme au sein de celle-ci. Cela fait 5 ans que je le demande. Il importe, par rapport à la définition des bonnes pratiques médicales, d'adapter, bien entendu, la nomenclature à la "peer review", parce que l'inverse ne s'avère pas efficace. Il faut in fine que le financement "colle" à la "peer review" et aux bonnes pratiques médicales de telle sorte que l'on puisse évoluer vers une meilleure qualité des soins et un financement mieux adapté.

Madame la ministre, j'insiste à nouveau sur l'obtention de la liste de bio équivalence concernant les médicaments génériques car, en l'absence de cette liste de certification de la qualité des produits, on ne progressera pas dans le cadre de la médication générique.

On a également parlé des prescriptions sous forme de dénominations communes internationales. Il semblerait également qu'on pourrait avancer dans cette voie sans rendre cela obligatoire, mais il s'agirait d'une façon pour le prestataire d'indiquer son accord avec ce principe de substitution, car c'est à lui à le signifier et non au pharmacien.

Enfin, je me réjouis de l'établissement d'une sécurité tarifaire pour deux ans ainsi que de la conclusion de l'accord médicomutueliste, permettant ainsi de sortir d'un conflit latent qui

avait trait aux suppléments d'honoraires. Cela me paraît une bonne façon de résoudre ce problème.

Par ailleurs, l'accord médicomutueliste comprend une série d'engagements réciproques utiles et nécessaires. Sur le plan plus spécifique des suppléments d'honoraires, obtenir un système qui garantisse la sécurité tarifaire, c'est-à-dire les droits du patient en la matière, mais qui soit aussi un système conventionnel basé sur une certaine liberté, me paraît un bon système. Le système conventionnel sur lequel nous avons vécu pendant plusieurs années doit pouvoir être adapté. Rien n'est parfait a priori, ni de manière définitive et donc, s'il convient de l'adapter, le fait de s'engager à maintenir, pendant deux ans, un nouveau système conventionnel efficace qui garantit la sécurité tarifaire est une excellente chose.

Je terminerai en plaidant, comme je le fais chaque fois que j'interviens sur ce sujet, sur la nécessité de maintenir la liberté du patient quant au choix de la structure à laquelle il s'adresse, de son prestataire, de maintenir la liberté d'action de ce dernier, qui doit pouvoir travailler en toute responsabilité personnelle et en toute liberté pour pouvoir donner les meilleurs soins et le meilleur de lui-même à ses patients. Il me semble, madame, monsieur le ministre, que vos notes de politique générale, comme les nouvelles mesures que vous préconisez et l'accord médicomutueliste que vous venez de conclure à cet égard s'achèment dans la bonne direction.

01.25 **Trees Pieters** (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik richt mij tot de minister van Sociale Zaken en heel concreet over een aantal specifieke punten die wij in de commissie al gedeeltelijk hebben aangehaald.

In eerste instantie wil ik even terugkomen op het sociaal statuut van de zelfstandigen. In uw schriftelijk antwoord hebt u gesteld dat u mijn analyse betwist. Graag wil ik even de zaken kort op een rijtje zetten. Uiteraard vertrek ik vanuit een positieve wetenschap, met name dat de regering beslist, teneinde het vertrouwen van de bevolking in de financiële situatie van de sociale zekerheid te versterken, de schulden van de sociale zekerheid over te nemen. Het gaat om 34 miljard voor het stelsel van de werknemers en 23,5 miljard voor het stelsel van de zelfstandigen. Daartoe hebt u met ingang van 1 januari 2001 de BTW-opbrengsten, toegewezen aan de sociale zekerheid, opgetrokken tot 23,5%, namelijk van 140 tot 178 miljard.

U hebt het hier in de plenaire zaal noch in de

commissie heel duidelijk gesteld, maar eigenlijk gebeurt die optrekking uitsluitend in het kader van de schulden van de stelsels. Het gaat met name om 34 miljard van de werknemers die ineens worden overgenomen en 23,5 miljard voor de zelfstandigen. Gespreid over meerdere jaren, van 2002 tot 2009, gaat het om 2,5 miljard per jaar en 1,9 miljard in het laatste jaar, wat samen 24,3 miljard maakt. In het totaal gaat het dus om 38 miljard voor volgend jaar: 34 miljard plus 2,7 miljard.

De minister geeft toe dat een lening van 20 miljard frank slechts terugbetaald moet worden vanaf 2002, terwijl de alternatieve financiering al vanaf 2001 verminderd wordt, in het stelsel van de zelfstandigen met 2,7 miljard Belgische frank. Dit hebt u duidelijk in uw nota gesteld.

01.26 Minister **Frank Vandenbroucke**: Ik heb de nota niet bij maar het was een zeer ingewikkelde kwestie. Wat er echter is gebeurd is dat we die schulden terugbetalen in 2001 en de alternatieve financiering vanzelfsprekend aanpassen vanaf 2001. Wat u zegt is het volgende: oorspronkelijk was het schema zo dat de schulden pas werden terugbetaald in 2002.

01.27 **Trees Pieters** (CVP): U geeft ook toe dat de schulden pas moeten worden terugbetaald vanaf 2002.

01.28 Minister **Frank Vandenbroucke**: Ik heb helemaal niets toe te geven. Oorspronkelijk was er een schema van schuldaflissing dat vertrok in 2002. Dat was een geleidelijke schuldaflissing. Nu zeggen we: we lossen alle schulden in een keer af in 2001. Om dat mogelijk te maken, passen we de alternatieve financiering voor het sociaal statuut van de zelfstandigen aan gedurende een aantal jaren, om dit budgettair te compenseren. Ik denk dat ik in de nota heb bewezen dat dit een voor de zelfstandigen erg interessante aanpassing is, onder meer omdat het intrestvoordeel van die schuldaflissing voor het sociaal statuut van de zelfstandigen is. Dit wordt weinig gezegd in de discussie: eigenlijk gaat het hier om een soort verborgen spaarpotje voor de zelfstandigen in het begrotingswerk van de regering. Ik denk dat ik dit ook goed gedocumenteerd heb in de nota die u gekregen hebt. U geeft de indruk dat ik iets heb moeten toegeven dat niet helemaal in orde is.

Voor alle duidelijkheid herhaal ik dat er oorspronkelijk een schuldaflissing was vanaf 2002 in schijven, waardoor ook het intrestvoordeel veel trager komt. We doen dit nu in een keer in

2001, met het volledige intrestvoordeel voor het sociaal statuut zelf. Men moet dan natuurlijk ook de compensatie voor die schuldaflissing vanaf 2001 inbouwen. Dit is een zeer eenvoudig, logisch parallelisme. Ik denk dat dit een goede operatie is. Ik weet wel dat die operatie niet is voorgesteld door het sociaal statuut van de zelfstandigen aan de regering. De regering heeft dit zelf bedacht, net zoals in het regime van de werknemers de vakbonden en het VBO ook eerst een beetje eigenaardig gekeken hebben toen we zeiden dat we alle schulden in een keer zouden aflossen. Maar ik denk dat men daar ondertussen ook begrepen heeft dat dit een goede operatie is.

De vakbonden en het VBO keken aanvankelijk ook raar op toen wij aankondigden alle schulden in eenmaal af te lossen. Inmiddels begrijpen zij dat het een goede operatie is.

Maar goed, ik stel voor niet langer te polemiseren over een relatief technische kwestie.

De politieke beslissing terzake bestond erin een belangrijke verhoging door te voeren van de alternatieve financiering ad in finitum sine die. Deze beslissing is geconsolideerd, vastgelegd in de programmawet die in dit Parlement werd besproken. Het eerste jaar wordt de verhoging aangewend voor de schuldaflissing inzake de werknemers. Wat betreft de schuldaflissing bij de zelfstandigen wordt deze verhoging in schijven gehanteerd. Dat is volgens mij een wijs besluit, waarvoor de zelfstandigen ons later dankbaar zullen zijn.

01.29 **Trees Pieters** (CVP): Mijnheer de minister, mijn redenering was nog niet ten einde. Ik herhaal zonder meer de bepalingen van uw nota. Ik formuleer geen kritiek, dat zal ik nadien doen. Ik geef alleen een overzicht van de inhoud van uw nota. Daarom zei ik dat u toegeeft dat een lening van 20 miljard slechts moet worden terugbetaald vanaf 2002, maar dat in 2001 de alternatieve financiering voor het statuut met 2,7 miljard zal dalen. Dat staat letterlijk in uw nota. U geeft ook aan te zullen starten met aflossingen vanaf 2002.

In uw nota herhaalt u dat tegenover de vermindering van de alternatieve financiering in 2001, een integrale schuldovername staat, inclusief de intresten van 23,5 miljard, en dat de overheid in 2002 meer inspanningen zal leveren – ten belope van 4 miljard – dan wat werd voorzien ingevolge de vermindering van de alternatieve financiering voor datzelfde jaar – zijnde 2,7 miljard. Tot daar volg ik uw redenering, mijnheer de minister.

Ik berekende vooral het nettoresultaat voor het jaar 2001. Tijdens de nachtelijke vergadering probeerde ik de reden duidelijk te maken waarom ik vrees dat er geen overschot zal zijn in 2001. Ik zal u dit nogmaals trachten uit te leggen, weliswaar op basis van prognoses van het RSVZ. De RSVZ berekende dat zij in 2001 een batig saldo zal overhouden van 2,6 miljard. Volgens uw berekeningen zal de economische expansie zich doorzetten, ook voor de zelfstandigen, en zal voor dat jaar een bijdragegroei ontstaan van 300 miljoen die uiteraard binnen dat stelsel zal blijven.

Welnu, al wil ik uw redenering volgen, toch mag men niet uit het oog verliezen dat het stelsel van de zelfstandigen van die aard is dat men tot drie aanslagjaren moet teruggaan, hetgeen betekent dat de aanslagen zullen gebeuren op basis van de inkomsten van 1998. Een grotere economische groei leidt misschien wel tot 300 miljoen meer inkomsten, maar het is met de aanslagen van 1998 dat rekening moet worden gehouden. In 1998 was de economische heropleving nog niet zo goed op dreef als tegenwoordig.

Hoe dan ook, ik wil nog steeds aannemen dat voor 2001, gezien de hogere bijdragen, op 300 miljoen meer kan worden gerekend.

In uw nota verwijst u ook naar een verhoging van de Rijkstoelage, ten bedrage van 1,3 miljard. Dit is het gevolg van wat er gebeurt op het vlak van de indexering in 2000 ten opzichte van 2001.

Dan zijn er nog de cijfers van het RIZIV. In dat verband baseer ik mij nogmaals op de prognoses van de RSVZ, alsook van het RIZIV. Voor 2000 had het RSVZ voor geneeskundige verstrekkingen 30,6 miljard voorzien en voor het volgende jaar 32,2 miljard. Ingevolge een begrotingscontrole van het kabinet van Begroting, werd dit bedrag opgetrokken tot 32,8 miljard. Volgens het RIZIV moest het bedrag nogmaals worden opgetrokken tot 33,3 miljard.

Er is een verschil van ± 500 miljoen frank. Ik maak de optelsom voor 2001. Er is een overschot van 2,6 miljard frank waarvan ik 2,7 miljard frank voor de alternatieve financiering afrek. Het resultaat is -0,1 miljard frank. Met de 300 miljoen die u meer denkt te incasseren voor 2001 gebaseerd op inkomsten van 1998, zitten we op 0,2 miljard frank. Dat is positief. Maar wanneer we moeten rekening houden met de begroting van het RSVZ van -0,5 miljard frank, dan is er een negatief saldo van 0,3 miljard frank voor 2001. 2002 tot 2007 zal

positief zijn. Het positief resultaat is niet zo groot als u verwacht had. Het schommelt rond 2,5 miljard tot 2,7 miljard frank. In 2008 en 2009 wordt het opnieuw negatief: -2,700 miljard en -1,9 miljard. Die prognoses worden door het RSVZ gemaakt. De enige conclusie, mijnheer de minister, die ik daaruit trek is dat de verbeteringen die aan het stelsel aangebracht zullen worden, komende vanuit de regering en de werkgroep-Cantillon bijzonder weinig speelruimte bieden om in het stelsel verbeteringen aan te brengen tenzij u een andere weg kiest en dat u verkiest dat de verbeteringen van het sociaal statuut van de zelfstandigen gefinancierd worden door de zelfstandigen zelf. De pensioenverhoging en de verhoging van de kinderbijslag komen dan door het stelsel zelf. Laten we niet vergeten dat bij een volledige gelijkschakeling het prijskaartje ongeveer 20 miljard frank bedraagt.

Mijnheer de minister, ik heb het ook even gehad over het probleem van de kleine risico's. We kunnen stellen dat er ongeveer 20% tot 25% zelfstandigen zijn die nog geen bijdrage voor kleine risico's betalen. Dat is heel vaak gelinkt aan beroepscategorieën en leeftijdscategorieën. Het gaat dan om jonge mensen zonder kinderen. Zij schrijven zich niet in voor kleine risico's. Heel vaak kunnen bejaarden zich niet meer inschrijven omwille van gebrek aan inkomsten of door een te klein pensioen.

Wordt dit in een tweede fase in de werkgroep-Cantillon behandeld of zal daar vanuit de regering initiatief komen? Wat betreft het plaatser van het sociaal statuut van de zelfstandige in het Copernicusplan hebt u gesteld dat dit bij de FOD sociale zaken komt met bruggen naar Middenstand en KMO en met behoud van het eigen stelsel. Ik sta daar achter. Ik hoop dat de minister van Middenstand er ook achter staat. Ik vind het positief op voorwaarde dat de bruggen er effectief komen anders zal men de eigenheid van het stelsel niet kunnen behouden.

Ik heb nog een vraag over het statuut van de meewerkende echtgenote. Naar aanleiding van de bespreking van de beleidsnota heb ik de minister van Middenstand daarover bevraagd. Hij zei dat het een volwaardig statuut wordt, maar een vrijwillig statuut. Persoonlijk ben ik daar niet voor. We zullen erover kunnen discussiëren wanneer het wetsontwerp er komt. Minister Gabriëls antwoordde dat er een volwaardig, maar vrijwillig statuut was. Wij hebben ervaring met een vrijwillig statuut, met name het statuut van medewerkende echtgenote verzekering arbeidsongeschiktheid. Dat is op vrijwillige basis. Het is nog gelanceerd

door Miet Smet en geactiveerd door André Bourgeois. Dit heeft heel weinig resultaat. Men moet ervoor betalen. Men kent het waarschijnlijk te weinig, ondanks twee promoties. Men schrijft zich gewoon niet in. Ik denk dat dit niet de meest geschikte formule is.

Ik kom bij mijn voorlaatste punt. U schrijft in uw begroting dat de werkgroep-Cantillon 280 miljoen krijgt in 2001 en 525 miljoen in 2002. U bepaalt niet of het over kinderbijslagverhoging of invaliditeitsuitkeringen gaat. U plaatst dat naast elkaar. Blijkbaar is in deze zaak nog geen keuze gemaakt. Ik dacht nochtans dat na het debat met de zieke geneesheer, dokter Kenens, u eerder voor een arbeidsongevallenuitkering zou opteren in plaats van een verhoging van de kinderbijslag.

Mijnheer de minister, ik ben tevreden over het laatste punt van uw nota. Er is in de commissie voor het Bedrijfsleven een debat gevoerd met uw collega Gabriels, die poneerde dat in het sociaal stelsel van de zelfstandigen een gecumuleerd overschot van meer dan 8 miljard zat. U hebt terecht genoteerd dat dit het bedrijfskapitaal is waarmee het sociaal statuut moet werken. De ontvangsten en de bijdragen komen maar per kwartaal binnen, maar elke maand moet men kinderbijslag, pensioenen en dergelijke dingen uitkeren. Daarvoor heeft men een bedrijfskapitaal van ongeveer 8 miljard nodig. Deze kwestie hebt u rechtgezet.

Binnen uw departement liggen enorme opportuniteiten inzake de administratieve vereenvoudiging, omdat daar enorme gegevensstromen tussen de burger of ondernemingen en de overheid passeren. Die stromen moeten zeker vereenvoudigd worden. Er is op dat vlak nog werk aan de winkel.

Net zoals bij mevrouw Van de Casteele, gaat ook mijn interesse uit naar de identiteit van de regeringscommissaris die is belast met de administratieve vereenvoudiging. Ik heb dat ook tijdens de bespreking gevraagd. U hebt daar wijselijk over gezwegen. Vandaag hebben we in de commissie voor de Infrastructuur de vraag opnieuw gesteld aan de eerste minister, maar minister Daems heeft daar nietszeggend op geantwoord. Dat is gemakkelijk. De premier is in het buitenland. Men weet van niets. U zegt niet vóór 1 januari. Daems zegt dat het op de volgende Ministerraad niet zal worden besproken. Het zou geen goede zaak zijn als u al die zaken gescheiden gaat invullen, want er is toch gebleken dat de aanpak van de administratieve vereenvoudiging geen departementale, maar een

horizontale aangelegenheid is, die over alle departementen moet worden bekeken. Als u met een doorzichtige Dienst Administratieve Vereenvoudiging werkt, die boven alle departementen staat, is dat mijns inziens de beste aanpak, beter dan alle mogelijke soorten regeringscommissarissen in te schakelen met aparte bevoegdheden.

Andere collega's hebben al over de tweede pijler gesproken. Ik vraag u alleen wanneer de tweede pijler en het Zilverfonds hier ter bespreking worden voorgelegd. Ik heb ook een belangrijke vraag in het kader van de pensioenberekening voor de openbare sector. Hoeveel staat men met de invulling van de term "belastende functie"? Daarop hebt u op nachtelijke uren alleen geantwoord dat dit bijzonder moeilijk in te vullen is. Bij deze terminologie kunnen we het niet houden. We moeten een concrete invulling krijgen.

01.30 Minister **Frank Vandenbroucke**: Mijnheer de voorzitter, ik ben ondanks het nachtelijke uur toch iets vollediger geweest, dacht ik. Ik moet daarover onderhandelen met de vakbonden van het personeel van het openbaar ambt. Ik wacht op voorstellen van hun kant om dat te concretiseren. Ik denk dat ik er ook heb aan toegevoegd dat zoiets altijd een delicate oefening is, ook voor de vakbonden zelf. Wat is een penibele functie en wat niet? Het wettelijk kader is geschapen. Indien zij mij voorstellen doen kan daarover worden onderhandeld.

01.31 **Trees Pieters** (CVP): Ik dank u voor uw uitleg.

Ik kom nu tot mijn opmerkingen tot de minister van Arbeid en Tewerkstelling. Ik wens daarbij nog even een aantal zaken te overlopen die in de commissie aan bod zijn gekomen. Eerst en vooral wil ik het hebben over de evolutie van de werkgelegenheid. De werkgelegenheidsgraad stijgt en de activering van de werkgelegenheid is de uitdaging van deze nieuwe bewindsploeg. Vergeten we niet dat ook in de vorige legislaturen de tewerkstelling een topprioriteit was en dat men toen, samen met de partners in deze regering, een stuk vooruit is gegaan op de ingeslagen weg, weliswaar in een economische context die minder gunstig was.

De stijging is gestaakt maar is sterk verschillend in Vlaanderen en Wallonië. Ik heb u in de commissie gezegd, mevrouw de minister, dat de doelstelling om de norm van Lissabon te halen, zijnde een werkgelegenheidsgraad realiseren van 70% - in dit

land een haast onmogelijke zaak is, omdat er hier een andere ingesteldheid leeft. België kent een leerplicht tot achttien jaar en de combinatie van opleiding en arbeid is hier niet zo gunstig als in de ons omringende landen. We hebben rond het industrieel leercontract enorme inspanningen gedaan in de vorige legislatuur, en wij zien dat het effect daarvan minimaal is. Ik moet tevens constateren dat het leercontract in de middenstandsopleiding niet meer het succes kent van de vorige jaren.

De evolutie van de werkloosheid daalt sterk, maar verschilt van regio tot regio. Ik moet heel eerlijk bekennen dat in mijn regio Kortrijk-Roeselare-Tielt de reserve nihil is. De VDAB heeft reeds 12.000 vacatures en er is een vraag naar 12.500 arbeidskrachten. Wij zitten daar in een bijzonder gespannen atmosfeer.

Er zijn een heel aantal knelpuntberoepen zoals koks, ingenieurs, enzovoort en die lijst wordt alsmäär langer. U hebt gesteld dat er in de drie gewesten tussen de knelpuntberoepen weinig of geen verschillen bestaan. Men moet de mobiliteit dus niet verhogen. Gezien vanuit mijn regio die grenst aan de regio Henegouwen, waar er een grote werkloosheid is en in West-Vlaanderen waar er bijna geen werkloosheid is, is mobiliteit toch noodzakelijk wil men oplossingen creëren inzake opleiding en vorming. Een versterking van de mobiliteit is vereist om tussen deze provincies, die deel uitmaken van hetzelfde land, een betere uitwisseling te realiseren.

Met betrekking tot arbeidsduurvermindering kennen we uw project. Ik wil alleen aanhalen dat het nog nooit bewezen is dat arbeidsduurvermindering leidt tot de creatie van jobs. Bovendien kunnen de bedrijven in Vlaanderen vandaag de noodzakelijke en vaak gespecialiseerde arbeidskrachten niet vinden en dit betekent dat zij een beroep zullen moeten doen op rigide overuren systemen of interim-bureaus.

Wat het bestrijden van de jeugdwerkloosheid betreft, wil ik nog even wijzen op de inspanningen die de openbare sector op dit vlak heeft gedaan. U hebt daarvoor 500 miljoen frank uitgetrokken. We hebben in de commissie geconstateerd dat een zeshonderdtal mensen zich voor uw startbanenproject hebben ingeschreven. Dit is bedroevend weinig, vooral omdat u zelf als doelstelling 2.000 contracten had vooropgesteld. Ik lees in het federaal werkgelegenheidsplan op pagina 87 dat het de doelstelling was van de regering om in de openbare sector de stagecontracten tot 2.000 op te drijven. Er zijn op

dit ogenblik 620 à 625 contracten.

In het bedrijfsleven is de situatie anders. Op het ogenblik van de bespreking van de beleidsnota telden we 33.000 stageplaatsen voor jongeren, ongelijkmatig verdeeld over Vlaanderen, Wallonië en Brussel. Vlaanderen vult 63% in, tegenover Wallonië 16% en Brussel 12%. Mevrouw de minister, tijdens de nachtelijke bespreking schreef u dit verschil toe aan het hoger aantal KMO's met minder dan 50 werknemers – bedrijven waarop de stageverplichting niet van toepassing is – in Wallonië tegenover Vlaanderen. Welnu, ik geef u de juiste cijfers. In Vlaanderen telt men 120.000 KMO's met minder dan 50 werknemers of 60%; in Wallonië zijn ze met 55.000 of 27% en in Brussel met 27.000 of 13%. Mijns inziens klopt uw redenering niet, mevrouw de minister, en kan het verschil niet daaraan te wijten zijn.

01.32 Laurette Onkelinx, ministre: Madame Pieters, j'ai simplement dit en commission que l'obligation d'engagement des jeunes pesait sur les entreprises de plus de 50 travailleurs. Or, en Flandre, il y a beaucoup plus d'entreprises de plus de 50 travailleurs que dans les autres régions du pays. Il est donc normal que l'on ait un chiffre plus important en Flandre, où il y a plus de grosses entreprises.

Cela étant dit, pour le moment se développe un mouvement, en dehors de l'obligation, pour le recrutement des jeunes peu qualifiés, avec des incitants à la clef. On remarque, y compris dans les régions où l'emploi se fait principalement dans les petites et moyennes entreprises, qu'un effort est réalisé pour l'engagement des jeunes dans le cadre du plan Rosetta.

01.33 Trees Pieters (CVP): Misschien heb ik het verkeerd begrepen, mijn excuses daarvoor, mevrouw de minister. Ik dacht dat het ging over KMO's, want zo had u het ook gezegd. Daar dit niet in het verslag vermeld stond, kon ik het ook niet natrekken. Ik vermoed dat dit een spontane opwelling van uwentwege was.

Een voortdurende opleiding voor iedereen is een noodzaak. De sociale partners zullen zich op het vlak van permanente vorming verder engageren. Zij willen het voorziene budget optrekken naar 1,9% van de loonkosten en zich richten op specifieke groepen en beroepen. Ik ben bereid, mevrouw de minister, in deze te erkennen dat de sociale balans nuttig werk heeft verricht door de opleiding en de vorming van de werklozen die in dienst zijn gekomen, te onderzoeken. Wij hebben in commissie reeds meermaals kunnen

discussiëren over het nut van de sociale balans. Na het aantal jaren dat de sociale balans nu al bestaat, kunnen we zeggen dat er op dit vlak interessant werk wordt geleverd en dat het goed zou zijn dat die inspanningen worden voortgezet om de overvloedige administratieve rompslomp van de sociale balans te vereenvoudigen. Daar is de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven ook mee bezig.

Dan kom ik aan het punt van het actief ouder worden. Volgens u moet er een strategie worden ontwikkeld die de hele periode van activiteit omvat en die de terugkeer naar de werkvloer stimuleert. U haalt twee voorbeelden aan, u zegt dat dat preventieve maatregelen zijn. Ik heb in de commissie gevraagd waarom men niet durft te spreken over het beperken van de brugpensioenen. Ik heb echter wel de indruk dat de geesten stilaan aan het wijzigen zijn. Ik heb heel uitgebreid uitgelegd dat het brugpensioen ingevoerd werd op het ogenblik dat de instroom van jongeren op de arbeidsmarkt relatief groot en de uitstroom klein was. Op dat ogenblik was de invoering van brugpensioenen een nuttige zet.

Vandaag is de arbeidscontext helemaal anders. Ik vroeg dan ook waarom men een maatregel die binnen een bepaalde context door de regering is ingevoerd, niet wijzigt wanneer de context totaal verandert is. Ik spreek niet over een afschaffing, maar over een beperking. Ook de heer Jadot stelt in zijn laatste rapport dat brugpensioenen pas zouden mogen ingaan vanaf 58 jaar. We moeten er rekening mee houden dat we nog altijd met meer dan 100.000 bruggepensioneerden zitten. Ik denk dat het ook de moeite loont om na te denken over de piste van de heer Bonte. Het is natuurlijk jammer dat hij er niet is. Hij stelde voor om de toeslag van de werkgever te behouden. Dat betekent concreet dat een werknemer op brugpensioen die in het kader van het activeren van de oudere werklozen terug in het bedrijf wordt ingeschakeld, zijn brugpensioentoeslag mag behouden. Ik vraag me dan alleen af voor welke situatie u dan staat ten opzichte van de andere werknemers. Maar het is in ieder geval een piste die een discussie waard is.

Ook wil ik het hebben over de administratieve vereenvoudiging. Dat is een onderwerp dat bij iedere minister voorkomt. Ik kan alleen maar concluderen dat het systeem nog complexer zal worden door de nieuwe diverse toepassingen van de bijdrageverminderingen. Ook zullen de bestaande stelsels van activering van de werkloosheid en werkloosheidsuitkering nog diffuser worden dan ze al waren. Er moet dus

dringend werk worden gemaakt van de vereenvoudiging van al die systemen. Uit uw antwoord en de nota over tewerkstelling voor het jaar 2001 van het federale ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, de zogenaamde nota-Jadot, begrijp ik dat het departement van Arbeid en Tewerkstelling slechts gedeeltelijk bij de administratieve vereenvoudiging betrokken is.

Het lijkt mij essentieel dit departement nauwer te betrekken bij de inspanningen om de administratieve formaliteiten te verminderen vermits ook in deze gegevensstromen van het federale niveau en de onderneming het departement Arbeid en Tewerkstelling net zoals dat van Sociale Zaken een cruciale plaats inneemt.

Wij hebben het al meerdere keren gehad over de PWA-stelsels en de diensten- en buurtcheques. Het denkwerk duurde vrij lang, namelijk anderhalf jaar, voor de verbetering van de PWA's en de nieuwe buurtdiensten. De nieuwe buurtdiensten hebben als doel het zwartwerk te bannen. De fiscale aftrekbaarheid die bestond bij de dienstencheques met het doel het zwartwerk te bannen is daar echter uit verdwenen. Men kan zich de vraag stellen of er met de buurtcheques geen nieuw circuit zal ontstaan met nieuwe risico's voor concurrentievervalsing. Dit is natuurlijk onder voorbehoud want we hebben het wetsontwerp ter zake nog niet gezien.

Ik kom dan bij het bevorderen van het aanpassingsvermogen van werkgevers en werknemers, de 38-urenweek en het tijdskrediet. Ik wil nog even terugkomen op de berekening van de regering en die van de sociale partners. Mevrouw D'Hondt heeft dit ook reeds aangehaald. Mevrouw de minister, in uw uitleg hebt u de 144.000 werknemers opgetrokken tot 188.000. U geeft dus toe dat er een fout werd gemaakt bij de berekening. Ik meen dat dit definitief verworpen is vermits de regering akkoord ging met het voorstel van de sociale partners. Ik veronderstel dan ook dat het budget in die zin zal worden aangepast. U wil terecht het werken voor partners in jonge gezinnen aantrekkelijk maken via een recht op tijdskrediet, de kans om zich tijdelijk terug te trekken uit de arbeidsmarkt. Ik denk dat dit haaks staat op het uitgangspunt van deze regering om de totale activiteitsgraad te verhogen. De opnemers van dit tijdskrediet zullen geen werkzoekenden zijn en zij zullen dus niet terug te vinden zijn in de statistieken van de werkloosheid. Gedurende die periode zijn zij nochtans niet actief. Wij herinneren ons uit de vorige legislatuur levendig de discussies over de juistheid van de

werkloosheidsstatistieken. Ik wil sterk onderstrepen dat ik voorstander ben van een betere combinatie van gezin en arbeid. Iedere werkende vrouw weet wat dit betekent. Wij hebben dat voluit onderstreept in onze resolutie over gezin en arbeid van enkele weken geleden. Wij hebben toen gepleit voor de nodige flexibiliteit, rekening houdend met de eigenheid van de sector, de grootte van de onderneming en de belangen van de werknemers. Wij hebben ook gezegd dat vele kleine ondernemingen de grootste moeite zouden hebben om de maatregelen uit uw beleidsnota te implementeren. Wij zijn tot de constatering gekomen dat de sociale partners hun werk iets beter hebben gedaan en pragmatische oplossingen gezocht hebben voor kleine bedrijven met minder dan 10 werknemers. Eerlijk gezegd hebben wij ons op een bepaald moment afgevraagd hoe het stond met de levenskwaliteit van bedrijfsleiders van kleine ondernemingen als hun personeel – of het nu om 5 of om 10 mensen gaat – gebruik kan maken van de voordelen die gecreëerd worden. Hoe moet dit ingepast worden en moeten die ondernemers en hun gezinsleden soms zelf dat werk overnemen? Ik meen dat ook zij recht hebben op een goede levenskwaliteit.

De KMO's hebben reeds berekend dat de maatregelen een loonkostverhoging van 2,6% zullen betekenen.

De **voorzitter**: Mevrouw Pieters, ik wil u niet onderbreken maar u hebt uw spreektijd reeds met 15 minuten overschreden. De heer Tant wordt ongeduldig.

01.34 **Trees Pieters** (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik heb nog een belangrijk punt. De rest kan ik laten vallen.

Ik stel mij vragen bij de middelen die in de begroting werden ingeschreven inzake de arbeidsduurvermindering. Deze middelen zullen niet voldoende zijn. Europees Commissaris Monti zegt dat een dergelijke vorm van arbeidsduurvermindering zeer veel geld zal kosten. Mevrouw de minister, niet alleen Europa waarschuwt u, ook het IMF steekt een waarschuwende vinger op en stelt onomwonden dat stimuli voor arbeidsverkortung een stap in de verkeerde richting zijn. Het IMF verwijst daarmee eigenlijk naar u, mevrouw de minister, en stelt dat dergelijke initiatieven het arbeidsaanbod verminderen in de plaats van het te verhogen, waar nodig. U zult misschien gemakkelijker luisteren naar het IMF dan naar een lid van de oppositie.

01.35 **Laurette Onkelinx**, ministre: Madame Pieters, le FMI regarde effectivement beaucoup les chiffres, les taux, les progressions. Je suis moins sûre qu'il vérifie la qualité de vie à l'emploi et rencontre notamment votre vœu d'une meilleure harmonisation entre l'activité au niveau professionnel et la vie de famille.

01.36 **Trees Pieters** (CVP): Dat is uw verantwoordelijkheid, mevrouw de minister.

Ik besluit met twee opmerkingen. Ik ben tevreden dat de sociale partners erin zijn geslaagd tot een akkoord te komen en dat zij de loonnorm quasi hebben gehandhaafd. Het moeilijke verloop van het sociaal overleg kan ik alleen wijten aan het opbod dat diverse regeringsleden in de voorbije maanden leverden. Het is normaal dat de mensen dachten dat wij in een land van melk en honing leven met overheidsmiddelen die tot aan de hemel reikten. Men heeft hier geoogst wat men gezaaid heeft.

01.37 **Guy D'haeseleer** (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, mevrouw en mijnheer de minister, collega's, alvorens in te gaan op de begroting zelf wil ik toch nog even wijzen op het feit dat naar aanleiding van de bespreking van de begroting in de commissie ons door de minister van werkgelegenheid werd toegezegd dat zij ons een afschrift van ontwerp van interprofessioneel akkoord zou bezorgen. Nadat wij gisterenochtend nog niet in het bezit waren van dat document heb ik via het commissiesecretariaat uw kabinet laten bellen met het verzoek dat alsnog over te maken. Ik zou er gewoon willen op aandringen dat u in de toekomst gemaakte afspraken inzake het doorspelen van informatie correcter naleeft.

Wat de begroting zelf betreft en voornamelijk de inleidende nota tot de begroting, is het toch wel opmerkelijk dat steeds enkel en alleen verwezen wordt naar nationale cijfers inzake werkgelegenheids- en werkloosheidsgraad om aan te tonen dat het goed gaat met dit land en dat de situatie van de arbeidsmarkt met een dalende werkloosheid en een forse banencreatie ervoor zorgt dat het vertrouwen van de gezinnen in de toekomst zal blijven groeien.

Wie de cijfers van naderbij bekijkt merkt duidelijk op dat de verschillen tussen de gewesten zeer groot zijn en dat de goed-nieuws-show die de minister in haar inleidende nota brengt, sterk moet gerelativeerd worden naargelang het gewest waarover men spreekt. Zo is het aantal uitkeringsgerechtigde volledig werklozen in Vlaanderen de voorbije twaalf maanden gedaald

met meer dan 14% terwijl dat in Wallonië amper 3% bedraagt. De werkloosheidsgraad in Vlaanderen bedraagt 6% en is driemaal zo klein als de werkloosheidsgraad in Wallonië, ongeveer 17%. De goede globale cijfers zijn dus in eerste instantie te danken aan die evolutie in Vlaanderen, terwijl de toestand in Wallonië niet zo rooskleurig is als men wil laten doorschijnen. Begrijp me niet verkeerd, ik verheug me daar zeker niet over.

Er is ook weinig evolutie te merken in het zuiden van het land. Terwijl Vlaanderen van 1997 tot nu zijn werkloosheidsgraad kon terugdringen van 9,5% tot 6%, wat een daling betekent van 37%, ziet men dat men in Wallonië eigenlijk een beetje ter plaatse blijft trappelen met een vermindering van 18,1% tot 17%, wat een daling is van 6%. Deze cijfers stemmen tot nadenken. In ieder geval tonen ze aan dat er een groot probleem inzake tewerkstelling is en blijft, zeker wat Wallonië betreft. Dit heeft uiteraard ook financiële gevolgen. De intussen beruchte transfers van Vlaanderen naar Wallonië die iedereen erkent maar waar het liefst zo weinig mogelijk mag over gezegd worden, liepen in 1999 op tot net geen 200 miljard waarvan 55% via de Sociale Zekerheid. Er wordt steeds meer geopperd dat deze transfers in de toekomst sterk zullen afnemen omdat de vergrijzing van de bevolking nu eenmaal sneller verloopt in Vlaanderen dan in Wallonië, met als gevolg meer uitgaven voor pensioenen en gezondheidszorgen. Wel, deze demografische evolutie zal in de toekomst niet leiden tot een inkrimping van de transfers. Ik verwijs hiervoor naar een recente KBC-studie die duidelijk stelt dat de te lage werkgelegenheidsgraad in Wallonië hier de oorzaak zal van zijn.

In de visie om in het kader van de actieve welvaartsstaat zoveel mogelijk mensen actief te laten participeren aan het arbeidsproces, is er vooral in het zuiden van het land nog een en ander te doen. Dit toont nog maar eens de nood aan van een beleid dat gericht is op de specifieke noden van de gewesten en dat liefst ook gestuurd wordt vanuit dat gewestelijk bestuursniveau zodat men eigen klemtonen kan leggen en uit het enge federale keurslijf kan treden. Als Vlaams Blok wensen wij dan ook nogmaals te benadrukken dat de volledige overheveling van bevoegdheden in deze materie naar deze gewesten de enige oplossing kan zijn in het kader van een efficiënt bestuur. Bovendien zou dit onmiddellijk een oplossing bieden voor de kritiek van de Europese Commissie die zegt dat het beleid van de verschillende besturen beter op mekaar moet worden afgestemd. We maken ons echter geen illusies en beseffen ook wel dat deze regering in

het algemeen en deze minister van Werkgelegenheid in het bijzonder doof zijn als het over meer bevoegdheden gaat voor de gemeenschappen en gewesten.

Wat de algemene werkgelegenheidsgraad betreft, werd er inderdaad een vooruitgang geboekt van 56,8% in 1997 tot 59,5% in 2001. Dit is nog steeds een heel eind verwijderd van de doelstelling van Lissabon om de werkgelegenheidsgraad te brengen op 70%. Het onderwijssysteem zal hierin ongetwijfeld een rol spelen maar meer significant is zeker de tewerkstelling van ouderen dat met 25% werkgelegenheid ver onder het Europese gemiddelde van 37% scoort en dat het aantal oudere werklozen het afgelopen jaar is gestegen met meer dan 8%.

De uitdaging in de komende jaren is het proces van uitstoot van oudere arbeidskrachten tegen te gaan en om te keren. De knowhow en ervaring die deze mensen hebben opgebouwd, moet positief worden aangewend ook en vooral in het kader van de opleiding van jongeren zodat er een betere afstemming komt van de kwalificaties op de vraag van de arbeidsmarkt. Dat de werklust en arbeidsvoorwaarden voor deze oudere werklozen moeten worden aangepast, is een *conditio sine qua non* om oudere werknemers aan het werk te houden en oudere werklozen te doen terugkeren naar de werkvloer. Het recht op halftijdse loopbaanonderbreking vanaf 50 jaar, zoals gesuggereerd in het interprofessioneel akkoord, kan hier zeker toe bijdragen. In dit kader is het ook positief dat de sociale partners ermee akkoord zijn gegaan om 50-plussers opnieuw passende jobs aan te bieden. Het spreekt dan ook voor zich dat ook deze categorie van werklozen opnieuw wordt opgenomen in de officiële werkloosheidsstatistieken zodat deze werklozen niet alleen figuurlijk maar ook letterlijk terug meetellen.

Mijnheer de voorzitter, wij erkennen dat de regering in de filosofie van de actieve welvaartsstaat reeds een aantal maatregelen heeft genomen om mensen aan te zetten om toch deel te nemen aan het arbeidsproces. Ik denk hier bijvoorbeeld aan het dichten van de werkloosheidsvallen en dergelijke meer. Ik stel vast dat men vanuit de regering een aantal stappen heeft gezet naar de werklozen en dat men de financiële motieven om niet in de arbeidsmarkt te stappen serieus wil beperken. Men mag echter niet vergeten – en daar lees ik niets over in deze beleidsverklaring – dat er nog steeds een aanzienlijke groep, een harde kern van werklozen bestaat en zal blijven bestaan die

ondanks alle genomen maatregelen zich als het ware zullen blijven nestelen in het systeem van de werkloosheidsverzekering. In het kader van de actieve welvaartstaat lijkt het mij dan ook gepast dat men deze mensen voor hun verantwoordelijkheid plaatst. Het is volgens mij meer dan ooit gerechtvaardigd om, naast een betere sociale bescherming voor de echte werklozen, de druk op de mensen die de werkloosheidsverzekering eerder zien als een hangmat in plaats van een vangnet enigszins te verhogen en dat de beschikbaarheid van werklozen voor de arbeidsmarkt beter wordt gecontroleerd en gesanctioneerd.

Een ander probleem waar wij als Vlaams Blok willen blijven op hameren, is het stilaan ondoorzichtige bos van tewerkstellingsmaatregelen en banenplannen. Dit probleem werd door deze nieuwe coalitie erkend maar tot mijn spijt moet ik vaststellen dat dit zinnetje van het regeerakkoord tot op heden dode letter bleef. Wij zijn ervan overtuigd dat de aangekondigde evaluatie meer dan nodig is, wil men het overheidsgeld dat voor de verschillende maatregelen wordt uitgetrokken efficiënt besteden. Dit zou uiteindelijk moeten leiden tot een efficiënt arsenaal aan maatregelen dat gebruiksvriendelijk is voor zowel de ondernemers als de werkzoekenden. Het is volgens mij eigen aan iedere minister van Werkgelegenheid om een eigen banenplan te creëren, en dit dan nog liefst naar zichzelf noemt om toch maar te kunnen aantonen dat men begaan was met de werkgelegenheid. Men vergeet echter dat men tegelijkertijd de ondoorzichtigheid in deze systemen alleen maar groter maakt.

Wat een aantal specifieke tewerkstellingsmaatregelen betreft, mevrouw de minister, besteedt u veel aandacht aan de bestrijding van de jeugdwerkloosheid. In juli 1999 gaf u terzake een eerste aanzet met het startbanenplan. Volgens u is dit plan een groot succes en wordt dit succes nog groter. Als men de naakte cijfers bekijkt, zou men ook die indruk kunnen krijgen. Wij hebben steeds gezegd dat dit startbanenplan eigenlijk een antwoord gaf op vooral Waalse werkgelegenheidsproblemen.

In Vlaanderen zat men niet te wachten op deze startbanen. Vlaanderen kent trouwens niet echt een probleem van jeugdwerkloosheid, waarvan het totale aantal trouwens is geslonken tot 19.000.

Uit de cijfers blijkt ook dat de laaggeschoolden, toch de specifieke doelgroep, slechts 40% uitmaakten van de overeenkomsten, en dat

slechts 41% van de overeenkomsten jongeren betreft die minder dan zes maand de school hebben verlaten. Men kan dus duidelijk stellen dat in deze startbanen de initiële doelgroep minder aan bod komt en dat in dat opzicht deze startbanen zeker geen onverhoopt succes zijn. Ook bij het behaalde naakte cijfer van 34.000 afgesloten startbaanovereenkomsten rijzen een aantal vragen. Ik ben ervan overtuigd dat het overgrote deel van de jongeren, zeker en vooral in Vlaanderen, ook zonder startbaanovereenkomst in het normale arbeidscircuit ingeschakeld zou zijn geweest, zeker omdat door de gunstige economische conjunctuur de vraag naar arbeidskrachten momenteel zeer groot is, dat er in sommige regio's zelfs tekorten zijn en de lijst met knelpuntberoepen steeds langer wordt.

Welke extra werkgelegenheid hebben deze startbanen dan opgeleverd? Ik denk dat het interessant zou zijn om deze oefening te maken, net als trouwens voor de andere tewerkstellingsmaatregelen die reeds een tijdje lopen. Het zal er in de toekomst niet zozeer op aankomen om massaal jobs te creëren, maar vooral om de vorming en de opleiding beter af te stemmen op de noden van de arbeidsmarkt, zodat het aantal oningevulde vacatures wordt teruggedrongen. Het is dan ook vooral op dit vlak dat massaal middelen moeten worden vrijgemaakt.

Ik wil graag nog een aantal punctuele opmerkingen maken.

Wat het concept vaardigheidsattestering betreft, staan wij positief tegenover de idee om een dossier samen te stellen dat de verworvenheden bundelt die het resultaat zijn van de ervaring en van de opleiding van de werklozen. Wij zijn echter van mening dat dit vooral een zaak is voor de gewesten en gemeenschappen en dringen dan ook aan om ook op dit vlak de autonomie te respecteren.

Wat het PWA-stelsel betreft moeten wij toch vaststellen dat PWA's niet echt leiden tot de ontwikkeling van een echte dienstverleningseconomie en dat het geen echte banen zijn. Zij beperken zich tot het laten bijklussen door werklozen die in de spiraal van de werkloosheid blijven zitten, waardoor het systeem eerder deactiverend werkt en een werkloosheidsval is in plaats van dat zij worden aangezet tot professionele reïntegratie. Het PWA-systeem wordt dan ook door ons ten gronde in vraag gesteld. De verschillende experimenten als PWA-klusjesdiensten, dienstenbanen en het

aangekondigde initiatief inzake buurtbanen, waarvan wij het wetsontwerp binnenkort mogen verwachten, zouden best geïntegreerd worden tot één coherent pakket van maatregelen die de diensteneconomie bevorderen. Wij zijn van mening dat de reguliere bedrijven nog steeds het best geplaatst zijn om kwaliteitsgaranties te geven en professioneel te werken. Dit zou ook kunnen leiden en zal leiden tot volwaardige en duurzame tewerkstelling in het reguliere arbeidscircuit.

Wat de strijd tegen de illegale arbeid betreft denk ik dat het inderdaad van groot belang zal zijn dat er nog een betere en efficiëntere onderlinge samenwerking tussen de verschillende inspectiediensten tot stand wordt gebracht om de strijd tegen zwartwerk met kans op succes te voeren. Ook het hervormen, doorzichtiger en doeltreffender maken van het sociaal strafrecht zal in deze dan ook geen overbodige luxe zijn.

Wat het luik bevordering van het aanpassingsvermogen van de ondernemingen en hun werknemers betreft, zijn wij voorstander van maatregelen die het gezinsleven beter met het beroepsleven kunnen verzoenen. Zo zijn wij als gezinspartij - collega Bultinck heeft het deze voormiddag reeds vermeld - absolute voorstander van het opvoedersloon. Hiervan moet dringend werk worden gemaakt, waardoor mensen uit de arbeidsmarkt kunnen treden voor de opvoeding van hun kinderen en waarbij de financiële lasten die hiermee samenhangen tot een minimum worden beperkt, waardoor de absolute keuzevrijheid kan worden gegarandeerd tussen al of niet zelf instaan voor de opvoeding van de kinderen.

Wat de 38-urige werkweek betreft gaan de werkgevers ingevolge het sociaal akkoord akkoord met de veralgemening ervan tegen einde 2003. Bovendien willen de KMO's extra overheidssteun, die zal moeten worden opgetrokken tot één miljard frank. De minister heeft in de commissie gezegd dat de sociale partners zich in principe aan de vastgestelde enveloppen zouden moeten houden, maar wij dringen er als Vlaams Blok bij de regering op aan om de KMO's in dit dossier tegemoet te treden en extra middelen vrij te maken.

Wat de collectieve arbeidsvermindering betreft wil onze fractie ook wijzen op een aantal gevaren die kunnen optreden wanneer men zich hier te nadrukkelijk op zou toespitsen. Men moet goed beseffen dat in sommige regio's reeds een groot tekort bestaat aan geschikte arbeidskrachten. Bij collectieve arbeidstijdvermindering zal het niet

eenvoudig zijn of zelfs onmogelijk om te voorzien in de vervanging van personeel, wat kan leiden tot grote organisatorische problemen wat de werkdruk op de werknemers zal vergroten. Dit kan toch niet de uiteindelijke bedoeling zijn.

Onze fractie is ervan overtuigd dat het in eerste instantie aan de werknemers en werkgevers is om door middel van het sociaal overleg binnen de sector, en liefst binnen het bedrijf, in te spelen op de wensen van de werkgevers en de individuele verzuchtingen van de werknemers, dit met het oog op de belangen van beide partners. Ik denk dat dit sociaal akkoord een aantal elementen bevat die de aanzet kunnen geven tot een betere afstemming op elkaar van het gezinsleven en het beroepsleven. Ik denk hier aan de tijdskredieten vanaf 2002 voor alle werknemers en aan de veralgemening van de loopbaanonderbreking of het tijdsparen waarover de partners nog nader zullen nadenken

Wij hopen dat de regering in deze materie het sociaal overleg voluit de kans geeft, en niet al te betuttelend en te dirigistisch zal optreden. Een knelpunt waar de sociale partners niet uitgeraken is het dossier rond het eenheidsstatuut van arbeiders en bedienden. Vorig jaar werd nog in dit Parlement unaniem een motie goedgekeurd waarin werd gevraagd naar een planning, een methodiek en een kalender voor deze materie. Op het sociaal overleg werden geen concrete afspraken dienaangaande gemaakt. Het dossier werd doorgeschoven naar de Nationale Arbeidsraad. Tegen eind 2001 zou een werkgroep een standpunt moeten innemen. Wij vinden dat dit dossier te lang aansleept. Wij zijn dan ook de mening toegedaan dat de regering dit dossier volledig naar zich toe moet trekken.

Wat de werkloosheidsverzekering betreft zijn wij het ermee eens dat de wegwerking van de financiële werkloosheidsvallen wordt voortgezet. In dit kader valt het toe te juichen dat een aanpassing van het stelsel van de inkomensgarantie voor de uitkeringen in het vooruitzicht werd gesteld. Ook de verhoging van de uitkeringen voor alleenstaanden en gezinshoofden kan rekenen op onze instemming. Zoals reeds gezegd moet ze echter worden gekoppeld aan een betere controle van de beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt.

Wij hebben ook serieuze vragen over de geplande en aangekondigde informatiecampagne die zal gevoerd worden in samenwerking met het centrum van de - intussen beruchte - pater Leman over de etnische discriminatie bij aanwerving.

Volgens ons komt dit over als zou het een nijpend probleem vormen en het werkt tevens stigmatiserend voor de ondernemers. Het is alsof zij voortdurend racistisch handelen bij aanwervingen. Onze fractie vindt dit ongepast. Wij zijn ervan overtuigd dat de werkgevers steeds de beste krachten in hun bedrijf aanwerven die passen in hun bedrijf. De belangrijkste selectiecriteria daarbij zijn kennis en ervaring, niet huidskleur of afkomst, zoals wordt gesuggereerd in uw beleidsbrief. Bovendien is er toch nog zoiets als de contractvrijheid van de werkgever. Deze mag zeker niet in het gedrang komen. Op vragen die wij in de commissie stelden over hoe deze etnische discriminatie zal worden vastgesteld, kwam geen concreet antwoord.

Ik wil nog een laatste punt aanstippen, mijnheer de voorzitter, dat ik ook reeds in de commissie heb aangehaald en dat in het kader van het interprofessioneel akkoord toch wel heel belangrijk is. Ik wil de aandacht vragen voor de dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het ministerie voor Tewerkstelling en Arbeid. De achterstand van de publicatie van CAO's bedroeg in februari 2000 1.500 eenheden. Aan die achterstand is nog niets verholpen. In antwoord op mijn schriftelijke vraag heeft de minister mij meegedeeld dat deze achterstand op hetzelfde niveau blijft. Dit betekent dat er dus nog geen enkele concrete maatregel genomen is om aan deze toestand te verhelpen. U weet dat dit juridische consequenties heeft. Laattijdigheid van publicatie van CAO's heeft nefaste gevolgen, in die zin dat de betrokken werkgevers en werknemers hun rechten en plichten niet kennen, dat de controles op de sociale inspectie niet mogelijk wordt, inefficiënt is en dat het vervolgingsbeleid lakser wordt. Daardoor daalt de zin van de werkgever om CAO's correct toe te passen. Dit geeft op zijn beurt aanleiding tot oneerlijke concurrentie en zo verder.

Uit uw antwoord heb ik begrepen, mevrouw de minister, dat het vooral een kwestie is van een gebrek aan mankracht op de betrokken dienst, wat bij voorrang moet worden aangepakt, zeker gezien de massa's CAO's die in het kader van het nieuw interprofessioneel akkoord zullen worden ingediend.

Ik vraag dan ook aan de minister om eindelijk eens te handelen in dit dossier en binnen de regering aan te dringen op de aanwerving van bijkomend personeel zodat deze vrij belangrijke dienst kan worden versterkt.

Mijnheer de voorzitter ik denk dat ik perfect binnen

mijn tijd ben gebleven waardoor de mensen in Brakel u niet langer dan noodzakelijk moeten missen.

01.38 Anne-Mie Descheemaeker (AGALEV-ECOLO): Mijnheer de voorzitter, ten eerste, tot nu toe heeft ons land zowel de toegankelijkheid en de kwaliteit als de kosten van de gezondheidszorg met elkaar weten te verzoenen. Daardoor bekleedt ons land een vrij goede eenentwintigste plaats in een studie van de wereldgezondheidsorganisatie over de gezondheidszorg in de 191 lidstaten. De uitdaging en de opdracht bestaan erin onze positie minstens te handhaven zoniet te verbeteren. Maar de combinatie van de vergrijzing, de technologische evolutie en de hogere verwachtingen van mondiger consumenten leiden onvermijdelijk naar een stijging van de gezondheidszorguitgaven. Om te vermijden dat die kosten onbeheersbaar worden, moeten we de moed opbrengen om een aantal zaken in vraag te stellen, en eventuele disfuncties door deskundigen laten beoordelen, liefst onafhankelijk van de diverse belangengroepen. Een grondige studie en uitzuivering van de ontelbare nomenclatuurnummers lijkt mij daarbij een eerste noodzakelijke stap. Het verheugt mij dat ik daar vanochtend over lees in het Medicomut-akkoord.

Ten tweede, juiste keuzes en prioriteiten kunnen slechts worden bepaald op basis van een degelijke behoeftepeiling en een langetermijnvisie. Daarbij wil ik speciale aandacht vragen voor twee doelgroepen waarvan de behoeften worden onderschat.

In de geestelijke gezondheidszorg zijn er geen structurele voorzieningen voor die chronische psychiatrische patiënten die niet meer zijn opgenomen in een instelling of in beschut wonen, maar die te kwetsbaar blijven om in het reguliere circuit te functioneren. Deze groep heeft dringend nood aan uitbreiding van de toegang tot de dagactiviteitencentra om er deskundig te worden opgevangen en begeleid. Die uitbreiding is nodig om nieuwe opnames te vermijden. Een aantal dagcentra vangen momenteel vrijwillig een deel deze mensen op, maar kampen met een tekort aan middelen, ruimte en personeel.

In veel rustoorden verblijven nu reeds meer bejaarden die meer zorgen behoeven dan de programmatie voorziet. Dat zal zelfs zo blijven in 2002 na het beëindigen van de nog voorziene programmatie. Die situatie verhoogt de werkdruk op het personeel en belemmert de kwalitatieve verzorging van de bejaarden. De druk van de

demografie en de verminderde opvang van zorgafhankelijke bejaarden door familieleden, laten vermoeden dat deze sector de meest expansieve sector wordt. Een herziening van de programmatie op basis van de reële bezetting is dus dringend nodig.

In de sector gezondheidszorg rijzen ook problemen van een andere aard. Naast de vooruitgang in de medische technologie is er eveneens de snelle evolutie in de informatie- en communicatietechnologie.

Mensen zijn beter geïnformeerd en gedragen zich als consumenten van medische zorg. Men organiseert zich in zelfhulpgroepen en patiëntenverenigingen en de vraag naar specifieke regelgeving omtrent de rechten van de patiënt, klinkt luid. Tot nu toe gebeurt de rechtsbescherming van de patiënt via afleiding uit internationale verdragen, grondwettelijke bepalingen en algemene rechtsbeginselen. Dergelijke toestand schept leemtes en onduidelijkheden en verhindert dat zowel de patiënten als de zorgverleners weet en kennis hebben van hun rechten en plichten. Waar kan je terecht voor opvang en behandeling van klachten? Heb je inzagerecht in je dossier? Kan je een behandeling weigeren? Kan je een second opinion vragen? Welke rechtsbescherming heeft een wilsonbekwame demente bejaarde? Hoe wordt het eigendomsrecht van genetische informatie en genetisch materiaal geregeld? Misschien kan ik hiervan toch een voorbeeld geven. Als uit de genetische informatie blijkt dat iemand een ziekte zal ontwikkelen en die informatie is niet strikt beschermd, hoe zullen verzekeringsmaatschappijen hier bijvoorbeeld mee omgaan? Of nog, stel dat voor de implantatie van een embryo uit genetische informatie blijkt dat de ziekte van Huntington zal ontstaan, wordt dit embryo dan vernietigd? De ziekte van Huntington manifesteert zich rond de veertigste verjaardag. Betekent dit dan dat een leven tot veertig jaar geen zin zou hebben? Om in de symboliek van de tijd te blijven: straks herdenken wij iemand die 33 jaar is geworden en die 2000 jaar later nog wordt herdacht. Kortom, dit zijn zovele vragen die onbetwistbaar de nood aan een duidelijke wetgeving terzake aantonen.

Onvermijdelijk zal dan ook de vraag rijzen naar de medische aansprakelijkheid en de eventuele schadevergoeding die daaruit kan voortvloeien, zeker bij medische ongevallen zonder fout.

Tot besluit kan ik zeggen dat er in de voorliggende begroting inderdaad positieve stappen worden

gezet op diverse terreinen als het geneesmiddelenbeleid, de chronische zieken, de palliatieve zorgen, de maximale factuur, de responsabilisering van bepaalde actoren enzovoort. Dit belet echter niet dat wij bijkomende budgettering verwachten voor de vergeten groepen als de chronische psychiatrische patiënten en de zwaar zorgbehoevende bejaarden, en voor de hervorming binnen de RIZIV. Wij zullen hierop nog terugkomen.

Daarnaast vragen wij ook extra inspanningen voor ernstig zieke kinderen. Uiteraard zal ik blijven terugkomen op de prijs van de liefde voor gehandicapten, die genieten – ik wil het woord "genieten" hier herhalen – van een integratietegemoetkoming. Tot slot wil ik er echter vooral voor pleiten dat de onvermijdelijke keuzes niet worden bepaald door de druk van de zorgverleners, maar wel door de noden van de zorgvragers. Ik dank u.

De **voorzitter**: Collega's, vandaag komen al de sprekers die zich hebben ingeschreven bij deze hoofdstukken aan het woord, ook al wordt het heel laat. Mijnheer Valkeniers, u bent de laatste spreker over dit thema.

01.39 Jef Valkeniers (VLD): Mijnheer de voorzitter, mevrouwen ministers, mijnheer de minister, collega's, dagelijks worden wij overspoeld met berichten over schaarste op de arbeidsmarkt. Dat zou een luxeprobleem moeten zijn, maar dan enkel indien de tewerkstellingsgraad hoog en de arbeidsreserve laag zou zijn. Dit is evenwel niet het geval. Meer personen aan het werk krijgen enerzijds en minder werklozen en vervroegde uittreeders anderzijds blijven twee belangrijke speerpunten van ons werkgelegenheidsbeleid en van het concept van de actieve welvaartsstaat, waarin ook de VLD zich heeft ingeschreven. België telt nog steeds 355.000 uitkeringsgerechtigde volledig werklozen, evenals 155.000 oudere werklozen. Dit betekent dat er een arbeidsreserve van meer dan een half miljoen mensen is.

Alvorens te opteren voor buitenlandse werknemers, blijft het onze plicht om eerst deze arbeidsreserve te benutten. Hiervoor moeten wij de platgetreden paden durven te verlaten.

De meest prioritaire punten situeren zich aan de twee uitersten van de arbeidspopulatie, namelijk de jongeren en de ouderen. Het Rozetta-plan werd aanvankelijk bekritiseerd omdat het op Waalse leest zou geschoeid zijn. Uit de cijfers blijkt nu echter dat dit plan veel sterker aanslaat in

Vlaanderen dan in Wallonië, of correcter, het Vlaamse bedrijfsleven speelt veel beter in op de mogelijkheden die dit plan hen biedt om jongeren in te schakelen in het reguliere arbeidscircuit. Van de 29.885 overeenkomsten voor startbanen die eind oktober in België waren afgesloten, waren er 19.144 of 64 procent met Vlamingen afgesloten, tegenover 27 procent aan Waalse zijde.

01.40 Minister **Laurette Onkelinx**: Ik meen dat het er 36.000 zijn.

01.41 **Jef Valkeniers** (VLD): De cijfers dateren van einde oktober. Wij zijn nu reeds een beetje verder. Nu is dit cijfers 36.000. Dus slechts 12.000 van de ongeveer 30.000 overeenkomsten voor startbanen werden met laaggeschoolde jongeren afgesloten tegenover 18.000 voor hogeschoolden. Dit is toch opmerkelijk, aangezien het Rozetta-plan in eerste instantie bedoeld was voor laaggeschoolde jongeren. Ook de heer Jadot stelt in het jongste evaluatierapport dat het Rozetta-plan ergens de doelgroep gemist heeft. Dan blijft de hamvraag waarom Vlaanderen, ondanks de aanvankelijke scepsis, wel positief heeft ingespeeld op dit Rozetta-plan.

01.42 Minister **Laurette Onkelinx**: Dat is niet juist.

01.43 **Jef Valkeniers** (VLD): Dat was nogal een scepsis! Men had aanvankelijk de indruk mevrouw, dat men vooral Wallonië ter wille wenste te zijn, terwijl het nadien bleek dat dit plan in Vlaanderen beter aansloeg. Ik denk niet dat u hiertegen iets kan opwerpen.

01.44 **Laurette Onkelinx**, ministre: Monsieur Valkeniers, la volonté était de servir les jeunes, et pas une des régions du pays. Et nous atteignons manifestement cet objectif. On a à peu près mille nouvelles conventions par semaine. Et c'est tant mieux pour nos jeunes!

01.45 **Jef Valkeniers** (VLD): Wij zijn er niet tegen. Ik wens enkel aan te duiden dat dit plan eerder zou benut worden in Wallonië terwijl het meer benut werd in Vlaanderen. Men dacht eerst dat het plan bedoeld was voor laaggeschoolden terwijl het beter blijkt aan te slaan bij hogeschoolden.

Misschien weerspiegelen deze cijfers gewoon de economische realiteit of misschien heeft Vlaanderen dit Rozetta-plan letterlijk en figuurlijk als een vertrekpunt gezien en niet als een op zichzelf staand doel. Er is inderdaad nood aan een

visie op de gehele loopbaan, gaande van startbanen over mogelijkheden tot tijdelijke uittreding en eindloopbaanregeling.

Dit laatste punt brengt ons bij het andere uiterste van de arbeidsmarkt, namelijk de oudere werknemers. De VLD is lang een roepende in de woestijn geweest toen de partij stelde dat vervroegde uittreding moest worden tegengegaan. Politieke tegenstanders vertaalden deze beleidsoptie als asociaal, immers de liberalen zouden de brugpensioenen afschaffen. Inmiddels is het duidelijk dat de VLD nooit de intentie heeft gehad om mensen hun brugpensioen af te nemen of zelfs vervroegde uittreding voor fysiek zware beroepen in vraag te stellen. Het is integendeel beter te voorkomen dan te genezen. De problematiek van het einde van de loopbaan is een gegeven dat in een bredere context en vanuit het perspectief van zowel werkgever als werknemer moet worden gezien. Oudere werknemers hebben veel ervaring en knowhow maar worden in de loop der jaren minder productief, vooral in fysiek zware beroepen. Zij zijn qua arbeidskost relatief duurder voor de werkgever. Bovendien verkiezen zij het op een bepaalde leeftijd rustiger aan te doen, temeer omdat zij zich dit financieel beter kunnen veroorloven. Wanneer men deze gegevens in acht neemt is het onjuist te besluiten dat deze oudere werknemers reeds vanaf de leeftijd van 45 jaar - wat ik wel vroeg vind - worden wandelen gestuurd via brugpensionering of Canady Dry's.

Voor iemand van 67 jaar die nog elke week zijn 80 uren werkt, vind ik het inderdaad fantastisch dat men iemand van 45 durft te bestempelen als een oudere, maar het is nu eenmaal niet anders.

Ze worden soms ook weggemoffeld in de werkloosheidsstatistieken in de wachtkamer van de niet-werkzoekende werklozen. Daarom zijn we verheugd dat de regering voorziet in een eindloopbaanregeling voor oudere werknemers, gekoppeld aan een lastenverlaging voor de werkgevers. Tevens wordt meer aandacht besteed aan outplacement en opleiding, zodat de kansen voor oudere werknemers op een nieuwe job reëel blijven.

Toch wil ik hierbij enkele bedenkingen maken.

Ten eerste, de brugpensioenen vanaf 58 jaar worden niet in vraag gesteld. Enkele jaren geleden werd echter het halftijds brugpensioen ingevoerd. Toen gold het bijna als een alternatief voor het voltijds brugpensioen. Als we naar de cijfers kijken, spreken we over iets meer dan 1.100 mensen. Reden te meer om deze formule kritisch

te evalueren, niet alleen in het kader van de administratieve vereenvoudiging en de harmonisatie van de banenplannen, maar ook rekening houdend met de mogelijkheden van arbeidsduurvermindering en halftijdse loopbaanonderbreking voor ouderen die rechtstreeks in concurrentie treden met het halftijds brugpensioen.

Ten tweede, tegenwerking van de Canada dry's. Een Canada dry is een oudere werknemer die een werkloosheidsuitkering krijgt en van de werkgever daar een bepaalde premie bovenop krijgt. We vinden dat het tegenwerken van deze Canada dry's een noodzakelijkheid is. Tot nu toe werden ze echter gedoogd.

De **voorzitter**: Mijnheer Valkeniers, u hebt mevrouw D'Hondt geïntrigeerd.

01.46 Greta D'Hondt (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik leer altijd graag bij. Mijnheer Valkeniers, kunt u nog eens herhalen wat een Canada dry is?

01.47 Jef Valkeniers (VLD): Mijnheer de voorzitter, ik moet dit niet herhalen want mevrouw D'Hondt weet dit beter dan ik.

01.48 Greta D'Hondt (CVP): Mijnheer de voorzitter, nu wil ik al eens iets bijleren.

01.49 Jef Valkeniers (VLD): Mijnheer de voorzitter, indien men Canada dry's wil tegengaan door lasten in te voeren, worden ze eigenlijk geïnstitutionaliseerd. Men moet zich dus hoeden voor een contraproductief effect. Ze afschaffen kan eenvoudig door hen niet te gedogen, want wettelijk gezien bestaan ze niet.

Ten derde, activering van oudere werknemers kan slechts effectief zijn als de doelgroep ook stand-by is. De vrijstellingsmaatregelen voor oudere werklozen blijven een hypotheek leggen op het beleid voor de activering van oudere werklozen. Die vrijstelling, die door de vorige federale minister van Werkgelegenheid werd versoepeld met de bedoeling de officiële werkloosheidsstatistieken te verfraaien, moet worden bijgestuurd.

Een analoge boodschap geldt overigens voor de vrijstellingsregeling in PWA's, die voor een pervers effect op het doorstromingsobjectief zorgt. Het lijkt ons de meest eenvoudige oplossing om deze twee groepen gewoon op een gelijkaardige leest te schoeien, als de groep van uitkeringsgerechtigd volledig werklozen. Met dien verstande dat het begrip "passende

dienstbetrekking" in de tewerkstelling voor ouderen iets soepeler zou kunnen worden geïnterpreteerd. Het mag echter geenszins een vluchtroute worden om de activering dode letter te laten blijven. Anderzijds mag ook van de werkgevers verwacht worden dat zij een leeftijdsbewust personeelsbeleid voeren zonder vooroordelen. Het feit dat onlangs het eerste uitzendkantoor voor oudere werknemers, "Radix", werd opgericht, is een positief signaal.

Ten vierde, de beleidsbrief voorziet in een recht op outplacement voor 45-plussers. Een regeling die outplacement aanmoedigt, moet kunnen. Maar het is de vraag of het wel volledig fair is om werkgevers te verplichten om in outplacement te voorzien voor hun oudere werknemers, die dan op hun beurt de keuze krijgen om er een beroep op te doen. Een evenwichtige regeling voor beide kampen lijkt ons wenselijker. Ofwel wordt de werkgever verplicht om outplacement aan te bieden en mag er van de werknemer worden verwacht dat hij erop ingaat. Ofwel hebben beide partijen de keuze, maar worden werkgevers aangemoedigd, bijvoorbeeld via fiscale stimuli, om outplacement aan te bieden.

Overigens is het opmerkelijk dat in een sociaal akkoord in bijkomende maatregelen ter begunstiging van het aanwerven van werklozen worden voorzien, op voorwaarde dat ze zes maanden werkloos zijn. Deze maatregel kan in conflict komen met de outplacement-regeling. Het is vreemd dat men deze voorwaarde nog inschrijft op een ogenblik dat men er in andere plannen komaf mee maakt.

Mevrouw de minister, in de beleidsbrief wordt loonkostbeheersing nog steeds als belangrijk bestempeld. Maar het wordt in de hitparade van de grote uitdagingen van de eerste plaats verdrongen door thema's als de combinatie gezin-arbeid, het tegengaan van vervroegde uittreding en de kansarmen op de arbeidsmarkt.

Voor de VLD is het echter duidelijk dat de beheersing van de loonkost een voorwaarde is voor een geslaagd werkgelegenheidsbeleid. In tegenstelling tot de andere, ook zeer belangrijke thema's, heeft dit betrekking op iedere werknemer en bovendien legt het de basis voor meer tewerkstelling en een breder sociaal draagvlak dat uitvoering kan geven aan andere beleidsdoelstellingen.

In het sociaal akkoord dringend de sociale partners expliciet aan op de doorvoering van de tweede fase van de structurele lastenverlaging.

Deze lastenverlaging, gekoppeld aan een harmonisering van de banenplannen, wordt volgens ons bij voorkeur vertaald in een forfaitaire verlaging.

Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, ik zal mijn betoog besluiten met een aantal punten die volgens onze partijen in de nabije toekomst bijzondere aandacht verdienen, maar die in de voorliggende beleidsbrief onvoldoende in de verf worden gezet.

Ten eerste, telewerken. De ontwikkeling, de telematica, de mobiliteitsproblemen, de combinatie gezin-arbeid en dergelijke, kunnen via telewerken gedeeltelijk worden opgelost. Het zou een teken van vooruitziendheid zijn mocht de overheid in haar administratie enkele experimenten met telewerken zou opstarten, die na evaluatie kunnen resulteren in maatregelen die de privé-sector zouden aanmoedigen tot analoge experimenten. In dat verband heeft de VLD een voorstel van resolutie ingediend en het ware aangewezen – en ik richt mij meer speciaal tot de voorzitter – snel tot behandeling hiervan over te gaan.

Ten tweede, in het kader van de diensten aan personen hopen wij dat er snel een nieuwe regeling wordt uitgewerkt met betrekking tot de dienstencheques. Belangrijk is dat deze regeling kan resulteren in een creatie van bijkomende werkgelegenheid die het levenscomfort kan bevorderen. Dit is meteen een goede gelegenheid om het doorstromingsperspectief van de PWA's te realiseren. Dit wordt met veel woorden opgenomen in de beleidsbrief, maar het lijkt ons essentieel dat deze maatregelen niet zouden worden gehypothekeerd bij gebrek aan doelgroepen. Vandaar de eerder gemelde noodzaak van het in vraag stellen van de vrijstellingsmogelijkheden voor PWA's.

Ten derde, niet alleen inzake diensten en personen, maar ook op andere domeinen lijkt ons een meer actieve inschakeling van de uitzendsector noodzakelijk. Dit impliceert een herziening van de wet van 4 juli 1987 op de uitzendarbeid, inzonderheid op het vlak van de toekenning van contracten van langere duur aan uitzendkrachten. Dit opent een resem mogelijkheden voor de diensten aan personen. Het gaat immers om kortlopende opdrachten bij diverse werkgevers, in dit geval particulieren, met andere woorden, een kolfje naar de hand van de uitzendsector. Ook voor de horeca bijvoorbeeld zou dit mogelijkheden openen voor de creatie van een pool van werknemers die het probleem van

de piekmomenten kunnen verhelpen.

Onze voorstellen zijn niet revolutionair, aangezien de basis ervan reeds werd gelegd met de invoering van invoeginterim en werkgeversgroeperingen. Tussen haakjes: als mede-indiener van het wetvoorstel waarvan sprake, zijn wij tevreden dat de sociale partners een CAO in het vooruitzicht stellen, die het verbod van uitzendarbeid in de bouwsector zal opheffen.

Tot slot, nog een woord over de arbeidsduur. Al de vaak wordt deze problematiek eenzijdig benaderd en spreekt men over arbeidsduurvermindering. Volgens ons moet ook de omgekeerde beweging mogelijk zijn, met name een tijdelijke vermeerdering van de arbeidsduur, en net zoals bij de arbeidsduurvermindering, op vrijwillige en individuele basis.

01.50 Greta D'Hondt (CVP): Mijnheer de voorzitter, als mede-indiener van een wetsvoorstel inzake uitzendarbeid in de bouw, beweert de heer Valkeniers zich te verheugen over de bepalingen van het interprofessioneel akkoord. Ik ben terzake niet zo deskundige als de indieners van het wetsvoorstel, maar ik dacht toch dat er een wezenlijk onderscheid bestond tussen de bepalingen van het wetsvoorstel en de bepalingen van het sociaal akkoord.

01.51 Jef Valkeniers (VLD): Mevrouw, ik heb het daarnet al aangehaald. U kent deze materie beter dan ik. U moet mij niet ondervragen, u moet de minister ondervragen.

01.52 Greta D'Hondt (CVP): Ik ondervraag de spreker die zich verheugt namens zijn partij. Dat is alles.

01.53 Jef Valkeniers (VLD): Ik heb zeer duidelijk gezegd dat wij tegen het verbod van uitzendarbeid in de bouwsector zijn en dat we zeer blij zullen zijn als dat opgeheven wordt. Dat is toch zeer eenvoudig.

01.54 Filip Anthuenis (VLD): Mijnheer de voorzitter, ik zou op mijn beurt willen weten wat het standpunt van de CVP is, want in de commissie horen we altijd twee stemmen: de persoonlijke mening van mevrouw Pieters en de mening van de CVP-fractie. Ik zou graag de mening van de CVP-fractie ter zake weten.

01.55 Greta D'Hondt (CVP): Mijnheer de voorzitter, het antwoord zal zeer kort zijn. Wij hebben geen wetsvoorstel ingediend. Op het ogenblik dat er een vertaling komt van wat in het

sociaal akkoord staat, zal u ons standpunt kunnen horen, als u in de commissie aanwezig bent.

01.56 Filip Anthuenis (VLD): Dat is gemakkelijk.

01.57 Trees Pieters (CVP): U zegt dat het gemakkelijk is. Ik heb het wetsvoorstel van de heer Desimpel gelezen en ik heb gelezen wat onder de sociale partners als akkoord bereikt is. Dat strookt niet met wat u zegt. Als wij een wetsvoorstel van de VLD bespreken, zullen we zien wat u en uw collega's erover denken en zullen wij zeggen wat wij erover denken.

01.58 Jef Valkeniers (VLD): Ons standpunt was toch duidelijk.

01.59 Trees Pieters (CVP): Wij hebben daaromtrent tot op dit ogenblik geen wetsontwerp ingediend. Dat is toch duidelijk.

01.60 Jef Valkeniers (VLD): Dan begrijp ik uw vraag niet.

Ik wil het nog even hebben over de arbeidstijd. Al te vaak wordt deze problematiek eenzijdig benadrukt en spreekt men over arbeidsduurvermindering. Volgens ons moet ook de omgekeerde beweging mogelijk zijn, namelijk een tijdelijke vermeerdering van de arbeidsduur, net zoals bij de arbeidsduurvermindering op individuele en vrijwillige basis. Vandaar hebben wij een positieve houding tegenover tijdspaarrekeningen en ruimere referentieperiodes dan trimesterialisering en annualisering van de arbeidsduur.

Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, de werkgelegenheidspolitiek vergt inspanningen op een breed terrein. Ik zou nog kunnen uitweiden over het belang van de vorming, maar daar zijn we het allemaal over eens. Het is bovendien hoofdzakelijk een bevoegdheid van de deelgebieden.

Ik zou het ook kunnen hebben over zachtere gebieden zoals het welzijn op het werk, mobbing en de wel zeer talrijk geworden wetsvoorstellen over de aanpassing van bevallings- en ouderschapsverlof. Het lijkt wel een opbod.

Ik zou het nog kunnen hebben over de strijd tegen werkloosheidsvallen die onverminderd moet worden voortgezet. Dat alles zou ons te ver leiden binnen dit beperkte tijdbestek. Het is belangrijk dat er een consequent beleid gevoerd wordt binnen het concept van de actieve welvaartsstaat. We moeten het ijzer smeden als het heet is. De

economie en de werkgelegenheid groeien. Het is onze eerste uitdaging om mensen opnieuw aansluiting te laten vinden bij de reguliere arbeidsmarkt. Naast de voorbereiding van de tweede fase van de structurele lastenverlaging zijn het de activerings- en de doorstromingsmaatregelen die in onze visie de hoogste prioriteit verdienen tijdens het komende begrotingsjaar.

De voorzitter: Het woord is aan de regeringsleden die dat wensen. Sommige collega's hebben reeds tijdens de uiteenzettingen bij wijze van interrupties belangrijke antwoorden verstrekt.

01.61 Minister Frank Vandenbroucke: Mijnheer de voorzitter, ik wil eerst een algemene bemerking maken.

Mevrouw D'Hondt heeft gezegd dat het belangrijk is dat we een goed onderscheid maken tussen de sociale zekerheid enerzijds en de sociale politiek anderzijds. Wat de sociale zekerheid betreft vraagt ze een goed onderscheid tussen de verzekeringsfunctie van de verschillende stelsels enerzijds en de armoedebestrijding anderzijds.

Ik ga natuurlijk helemaal akkoord dat de sociale zekerheid een specifiek instrument is in het geheel van het sociaal beleid. Ik zou ook willen beklemtonen dat de sociale zekerheid zowel verzekering moet bieden als solidariteit tussen, bijvoorbeeld, rijkere en armere mensen in de samenleving. Ik denk dat het eigenlijk weinig interessant en voorbijgestreefd is om het debat te blijven voeren vanuit dit soort tegenstellingen. De tegenstelling tussen sociale zekerheid en sociaal beleid in het algemeen en de tegenstelling tussen verzekering enerzijds en de bestrijding van armoede anderzijds vind ik weinig interessant. Dat riskeert aanleiding te geven tot een zeer statische, te behoudsgezinde visie op de rol van de sociale zekerheid. Om het beknopt te houden zou ik gewoon naar twee vaststellingen willen verwijzen.

Ten eerste, er is een bijna perfecte correlatie tussen de uitbouw van sociale zekerheidsstelsels in de wereld – in de landen waar de sociale zekerheid bestaat – en het succes dat die landen boeken in het bestrijden van de armoede. Armoedebestrijding veronderstelt een breed uitgebouwde sociale zekerheid, waarbij ook de middengroepen belang moeten hebben. Omgekeerd heeft een breed uitgebouwde sociale zekerheid tot gevolg dat er weinig armoede is. In de praktijk is er een perfecte correlatie tussen die twee begrippen. We mogen deze tegenstelling

dus niet opkloppen.

Ten tweede, de sociale zekerheid is tot stand gebracht als antwoord op sociale risico's. Welnu, naast de klassieke sociale risico's zijn er nieuwe risico's. Inspelen op die nieuwe sociale risico's vergt dat men binnen de structuren van de bestaande sociale zekerheid aanpassingen aanbrengt. Ik geef u een voorbeeld. Langdurige ziekte is in onze samenleving eigenlijk een enigszins nieuw risico. In de context van een individualiserende samenleving is langdurige afhankelijkheid ook een nieuw soort sociaal risico. Men moet aanpassingen aanbrengen binnen de bestaande sociale zekerheid om daar adequaat op te antwoorden.

01.62 Greta D'Hondt (CVP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik zal deze avond het debat niet aangaan over wie er het meest progressief denkt in de sociale zekerheid.

Ik wou in mijn betoog geenszins voorbijgaan aan de noodzaak van een bestendige actualisering van de doelstellingen van de sociale zekerheid. Ik ben daar zelf vragende partij voor. Mocht dit uit mijn pleidooi zijn gebleken, dan wil ik dat duidelijk rechtzetten. Ik heb in mijn betoog niet willen beweren dat er een tegenstelling is tussen een algemeen te voeren sociaal beleid of sociale politiek en de sociale zekerheid. Integendeel, wij moeten elkaar aanvullen. Ik heb willen onderstrepen dat sociale zekerheid een specifieke doelstelling heeft binnen dat sociaal beleid en niet mag uiteenlopen zoals een inktvlek zodat alles hetzelfde wordt. Dat heb ik willen vertellen. Ik blijf een specifieke taak voorbehouden aan de sociale zekerheid binnen een globaal te voeren sociaal beleid. Dit is geen tegenstelling, maar wel een eigen taak voor de beide domeinen.

01.63 Minister Frank Vandenbroucke: Mijnheer de voorzitter, ik zou eerst willen ingaan op de uitspraken van de heer Viseur die hier jammer genoeg niet meer aanwezig is. Ik vind dat de heer Viseur een zeer behoudsgezinde boodschap heeft gegeven in het commissiedebat en dat hij op een eigenaardige manier het spook van de vermaledijde selectiviteit naar voren schuift, wanneer we willen antwoorden op sommige nieuwe risico's, zoals bijvoorbeeld het antwoord op het nieuwe risico van langdurig ziek zijn. Natuurlijk is dat een selectief antwoord. Ik begrijp eerlijk gezegd de moeilijkheden niet die de heer Viseur ermee heeft. Vermits hij hier niet is, zal ik daar niet verder op ingaan.

Ik wil ook zeggen – en ik denk dat er terzake geen

meningsverschil kan zijn – dat wij in de praktijk heel veel aandacht besteden aan de verhoging van minima binnen de budgetten die we ter beschikking stellen. Ik meen dat we op die manier heel goed beantwoorden aan wat de campagnevoerders van Welzijnszorg deze dagen bepleiten met advertenties en andere campagnemiddelen, met name solidariteit en aandacht voor de zwaksten. Daarnaast doen wij ook wel inspanningen op het niveau van de maxima, bijvoorbeeld in de werkloosheid waar we de maxima uitkeringen verhogen, bijvoorbeeld inzake pensioenen waar we het plafond voor de pensioenberekening zullen aanpassen. Trouwens, inzake de pensioenen hebben we ook een, weliswaar beperkte, aanpassing van alle pensioenen in het vooruitzicht via de verhoging van twee procent die zal gelden voor pensioenen die sinds tien jaar zijn ingegaan en waar we een programmatie hebben gemaakt tot in 2005.

Mevrouw D'Hondt, u hebt samen met de heer Viseur ook opmerkingen gemaakt over de alternatieve financiering. Ik verwijs daarbij naar wat ik in het commissiedebat heb gezegd. Verschillende sprekers hebben gevraagd wat de garanties zijn die wij bieden met betrekking tot het Zilverfonds, als een beveiliging van de eerste pensioenpijler. Men kan natuurlijk nooit op voorhand de toekomstige wetgever, het toekomstige Parlement of de toekomstige regeringen binden, maar ik denk dat de mechaniek die wij voorstellen een uitermate belangrijke innovatie betekent in het politieke debat in ons land.

In die mechaniek is het fonds één element, maar het feit dat we jaarlijks een plan zullen neerleggen, in de vorm van wat we een zilveren nota noemen, is een ander element. Na grondige discussie binnen een op te richten studie- of adviesgroep, die zich zal toeleggen op de vergrijzing, zal deze nota worden voorgelegd aan de sociale partners. De nota zal niet alleen bepalen wat op de lange termijn de schulden zullen zijn, die we hebben tegenover de toekomstige generaties, wat de langetermijnverplichtingen zijn, maar ook wat de kortetermijngevolgen zijn die daaruit voortkomen. De Zilvernota gaat een belangrijke vernieuwing brengen in het politieke debat en zal het thema vergrijzing werkelijk centraal stellen in de politieke discussies van de komende jaren. We zullen jaar na jaar die Zilvernota actualiseren en daaruit conclusies moeten trekken, met betrekking tot wat we moeten doen met het Zilverfonds.

Ik wil dat vergelijken met de adviezen van de Hoge Raad voor Financiën met betrekking tot het

begrotingswerk van de voorbije vijftien jaar. Een regering die afweek van wat de Hoge Raad voor Financiën stelde, had enorm veel problemen. Er zijn overigens geen regeringen die dat echt gedurfd hebben. We willen nu een adviescomité inrichten, op hetzelfde niveau en met hetzelfde prestige als de Hoge Raad voor Financiën, dat deze Zilveren nota tot stand brengt of helpt tot stand brengen. Een regering die daarvan afwijkt, zal afwijken van een nog veel gevoeliger thema, met name de pensioenstoekomst van de mensen. Die zal het bijzonder moeilijk krijgen om dat te doen. Ik denk dat die Zilvernota, opgesteld door die studiegroep die op een gelijk niveau komt met de Hoge Raad voor Financiën – een bijzonder belangrijk punt zal worden in de debatten van de komende jaren.

M. Viseur a exprimé ses craintes concernant le deuxième pilier, à savoir qu'il considère ce pilier comme un instrument de privatisation des pensions, ce qui n'est absolument pas vrai.

D'ailleurs, il y avait une certaine contradiction dans son intervention en disant qu'il voulait privilégier le rôle des partenaires sociaux, ce qui est essentiel dans ma vision du deuxième pilier car les partenaires sociaux et notamment les représentants des travailleurs peuvent jouer un rôle actif dans la construction de ce deuxième pilier et sont d'ailleurs libres d'y intervenir.

M. Delizée a, dans son intervention, résumé de façon excellente les exigences à formuler en ce qui concerne le développement de ce pilier. Je suis tout à fait d'accord avec sa synthèse et je vous renvoie au rapport de son intervention.

Les quatre critères qu'il a énumérés pour considérer un deuxième pilier « pension » sont, en effet, les critères à satisfaire dans les mois et les années à venir. Je crois que la politique gouvernementale devra répondre à ces quatre critères et c'est important.

Natuurlijk hebben we ook gediscussieerd over de groeivoet inzake de gezondheidszorg. Ik denk inderdaad dat het niet mogelijk is te zeggen dat we ons de komende jaren tot een groeivoet van 2,5 procent zullen beperken. Tegelijk is het even arbitrair te zeggen dat we gaan naar een groeivoet van 3 of 3,5 procent. De methode die we dit jaar hebben gebruikt, met name de vastlegging van een basisgroeivoet van 2,5 procent en het voorzien van daarbovenop specifieke in detail opgesomde nieuwe initiatieven met de daarvoor geaffecteerde middelen, de goede is. Dat betekent dat we mijns inziens in de toekomst moeten

onderzoeken welke bijkomende initiatieven met extra budgettaire middelen we bovenop de 2,5 procent mogelijk maken enerzijds, en anderzijds, hoe we binnen de basisgroeivoet van 2,5 procent meer dynamiek kunnen teweegbrengen en verschuivingen doorvoeren door eventueel niet-noodzakelijke prestaties stilaan te vervangen door nieuwe.

In dat verband ga ik in op de opmerkingen van de heer Jan Peeters gisteren tijdens het algemeen debat en van de heer Goutry vandaag. We moeten inderdaad garanties bieden dat we geen woordbreuk zullen plegen, maar onze afspraak nakomen. De afspraak is dat er een pak middelen voor nieuwe initiatieven wordt vrijgemaakt, naast de basisgroeivoet. Het mag niet dat bijvoorbeeld in geval van een ontsporing in het basispakket, we bezuinigen op de nieuwe initiatieven en dat we bijgevolg de ontsporing toelaten ten koste van het nieuwe dat we tot stand willen brengen, zonder dat het Parlement het zou merken. Om die reden maakt de programmawet ook een gesplitste budgettaire opvolging mogelijk van het basispakket – dus wat in de basisgroeivoet van 2,5 procent zit – enerzijds, en van de nieuwe initiatieven anderzijds. Gesplitste correctiemechanismen worden dus mogelijk.

Ik moet daar onmiddellijk de nuance aan toevoegen dat zoiets niet zo gemakkelijk is voor alle sectoren. In de sector van de artsenhonoraria is dat wel mogelijk. We kunnen bijvoorbeeld perfect de budgettaire ontwikkeling controleren van wat we doen voor het globaal medisch dossier en nagaan wat de budgettaire gevolgen zijn van de herwaardering van de intellectuele akte, versus de algemene ontwikkeling van de honoraria. Ook in een aantal andere sectoren kunnen we dat onderscheid maken.

01.64 Annemie Van de Casteele (VU&ID): Mijnheer de minister, ik vind het een heel eigenaardige redenering. Immers, wat op het ogenblik nieuwe initiatieven zijn, worden volgend jaar eigenlijk basisbehoeften.

01.65 Minister Frank Vandenbroucke: Ik kom daar onmiddellijk op. Ik ben het volkomen met u eens, mevrouw Van de Casteele. De uitdaging is om geleidelijk wat nieuw is, onder te brengen in wat we als basispakket beschouwen. U hoort mij niet zeggen dat we wat we dit jaar nieuw genoemd hebben, te eeuwig en dage bovenop de 2,5 procent groeivoet zullen ontwikkelen. U hoort mij wel zeggen dat we ervoor zullen moeten zorgen dat eventuele ontsporingen in het bestaande pakket niet en stoemelings in de plaats komen

van nieuwe initiatieven, die dan niet worden gerealiseerd, zonder dat het Parlement daar zicht op heeft. Daarom is de gesplitste opvolging belangrijk.

Een tweede element van antwoord, we moeten inderdaad een doorlichting van de nomenclatuur doen om heel de bestaande vergoedingsstructuur te dynamiseren. Het is inderdaad een van de bijzonder belangrijke verworvenheden van het medico-mutualistisch akkoord dat ook de artsenorganisaties en de ziekenfondsen terzake verantwoordelijkheid op zich nemen, net zoals het een belangrijke verworvenheid is dat zij zich ertoe verbinden om een rol te spelen in het nieuwe geneesmiddelenbeleid. Zo staan ze nu ook open voor positieve stimulansen, collectief weliswaar, ten aanzien van artsen die bijvoorbeeld een inspanning doen om meer generische geneesmiddelen voor te schrijven.

De heer Goutry heeft in een adem gevraagd waarom ik een correctie in de ROB-sector heb toegepast. Welnu, dat is precies om mijn begroting te respecteren. Ik vind dat hij daar enigszins met zichzelf in tegenspraak was. Als ik mijn begroting wil respecteren, dan moet ik natuurlijk dergelijke correcties aanbrengen.

Mme Gilkinet a mentionné des problèmes spécifiques concernant la politique du médicament et j'ai trouvé son intervention particulièrement intéressante.

Elle a parlé d'un travail qui reste à faire sur le conditionnement du médicament. Elle précisait qu'il arrive trop souvent que le conditionnement ne soit pas en relation avec la posologie, ce qui est cause de gaspillage ou d'automédication.

En effet, dans la nouvelle procédure envisagée, la commission pour le remboursement émettra aussi un avis sur le conditionnement et se prononcera sur le conditionnement même pour les nouveaux médicaments mais aussi peut-être pour les médicaments existants parce que, dans la nouvelle procédure que j'envisage, des « screenings » des classes existantes sont prévus. Le conditionnement lui-même est un élément qui fera partie de la discussion.

Mme Gilkinet souhaite que les fiches de transparence soient concrétisées par pathologie, intégrant les éléments économiques qui permettent au prescripteur de situer le coût de sa prescription dans le budget.

Je tiens à préciser que les fiches de transparence

ne sont pas rédigées par pathologie. Elles le sont par classe de médicaments, ce n'est pas exactement la même chose mais c'est une correction d'ordre technique. Mais dans le fond, j'estime que c'est une bonne idée d'avoir des fiches de transparence dans lesquelles on trouve des éléments de thérapie et d'adéquation thérapeutique, mais aussi des éléments économiques, de coût pour le patient, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Cela est à discuter avec Mme Aelvoet, car les fiches de transparence sont de sa compétence en matière des soins de santé, mais si des éléments de coût, de remboursement pour le patient sont introduits, la compétence devient commune pour l'établissement de ces fiches de transparence.

Comme nous nous comprenons très bien dans cette matière, ce serait une bonne idée de partager ces compétences.

Mevrouw D'Hondt heeft gesproken over de maaltijdcheques. Ik ben niet gevat door een voorstel van mevrouw Vanderpoorten, dus kan ik eigenlijk op nog niets reageren. Wel kan ik zeggen dat er een reglementering op de maaltijdcheques bestaat die moet worden toegepast. Ik kan verwijzen naar artikel 19bis paragraaf 2, artikel 30 van het koninklijk besluit van 1969 over de reglementering. U kan dat consulteren op de website van de RSZ in deel 3, titel 1, hoofdstuk 3 van de algemene onderrichtingen aan de werkgever. Daar staat heel duidelijk uitgelegd hoe men met maaltijdcheques moet omgaan.

01.66 Greta D'Hondt (CVP): Mijnheer de minister, ik had het niet zozeer over de maaltijdcheques. Daar wil ik alleen zeggen dat als ik door mijn jarenlange ervaring in iets ben gespecialiseerd, het wel de maaltijdcheques zijn. Ik moet de website daar niet voor consulteren. Ik zeg alleen dat het in het kader van het voorzorgsprincipe misschien goed zou zijn uw Vlaamse collega's die misschien niet diezelfde ervaring hebben met maaltijdcheques in te lichten. Daar wou ik het echter niet over hebben.

U overloopt het hoofdstuk over de gezondheidszorgen en de financiering van de sociale zekerheid, maar ik heb nog geen antwoord gehoord op twee punctuele vragen die ik ook in de commissie heb gesteld. Ten eerste, vroeg ik u of er op korte termijn een koninklijk besluit over de buitengewone uitgaven komt; ten tweede, of het amendement dat we vorige week hebben goedgekeurd ook is begrepen in de 3,3 miljard frank die u in de begroting hebt ingeschreven voor

de uitvoering van het sociaal akkoord.

01.67 Minister **Frank Vandenbroucke**: Het antwoord op de eerste vraag is neen, dat op de tweede vraag is ja. Het hier goedgekeurde amendement brengt in geen enkel opzicht de budgettaire voorzieningen in het gedrang.

Monsieur Bacquelaine a mentionné une problématique importante en ce qui concerne les services de garde et le fait qu'il y ait actuellement une concurrence un peu faussée par le fait que quand on se rend vers un service d'urgence d'un hôpital, il y a le mécanisme du tiers payant. Je lis dans l'accord médico-mutualiste, à la page 6, que « la medicomut donne comme avis au ministre des Affaires sociales et des Pensions de modifier en 2001 l'arrêté royal du 10 octobre 1986, etc., de façon à ce que le régime du tiers payant puisse être appliqué pour les prestations... » et puis on donne une série de codes mais il s'agit de services de garde des généralistes. Je veux réaliser cela. Je pense que c'est une bonne idée. Je vais rendre possible l'application du tiers payant pour les services de garde des généralistes et, ainsi, il y aura une concurrence plus équitable entre les hôpitaux et les services de garde.

La directive européenne en ce qui concerne les délais dans les procédures de remboursement des médicaments n'est pas une vaine promesse. Je m'y suis engagé. J'ai signé jeudi soir, au nom du gouvernement, avec M. De Soeter, le président de l'APHI, de l'industrie pharmaceutique, un accord formalisé où je m'engage à ce que le 1^{er} janvier 2002, les procédures qui permettront de raccourcir la procédure d'enregistrement, de définition du prix et de remboursement à 180 jours soient opérationnelles. C'est sur papier, je l'ai signé, et tout le texte de l'accord se trouve aussi sur mon site web, car je trouve qu'un tel accord avec l'industrie pharmaceutique doit être fait dans la transparence.

Un mot de mise en garde que j'ai adressé à M. De Soeter, le président de l'industrie pharmaceutique: je peux m'engager à ce que les procédures qui permettront le raccourcissement des procédures de remboursement soient opérationnelles, mais il faudra, dans la pratique, un certain temps de rodage car on va investir aussi dans des ressources humaines, il faudra davantage d'experts pour réussir. Je m'imaginerai donc qu'il y aura quelques maladies d'enfance dans un premier temps, une période de rodage, avant que tout fonctionne correctement. Je veux que le parlement vote les changements législatifs

nécessaires pour changer les procédures, avec des arrêtés royaux et tout ce qu'il faut, pour pouvoir dire le 1^{er} janvier 2002 à tous les acteurs concernés que la procédure dont nous avons besoin a été changée et qu'elle existe bien.

Je trouve que vous avez utilisé une formule très intéressante, et je partage tout à fait votre opinion à cet égard, quand on parle de soins palliatifs, mais peut-être plus généralement quand on parle de la qualité humaine de la médecine: « ce qu'il faut davantage revaloriser, c'est la disponibilité du temps du médecin ». Je crois que c'est une très belle formule et je vais l'utiliser dans l'avenir.

La liste des bioéquivalences sera publiée.

Mme Aelvoet développera le sujet de la responsabilité judiciaire des médecins. Mais il est évident que Mme Aelvoet et moi voulons un système mixte, où il est possible de rembourser des accidents, indépendamment du fait de savoir s'il y a eu des fautes ou pas, mais où l'on ne va pas abolir la possibilité d'avoir recours à l'article 1382 s'il y a eu faute. Nous voulons un système mixte, il y a pas mal de malentendus là-dessus dans la presse. Mme Aelvoet et moi sommes tout à fait sur la même longueur d'ondes. Je veux d'ailleurs aussi insister sur le fait qu'en ce qui concerne la relation entre le dossier « droit des patients » et le dossier « responsabilité judiciaire », nous croyons tous les deux qu'il faut une approche globale, mais nous croyons aussi qu'il faut d'abord avancer au niveau des droits du patient.

Mevrouw Pieters heeft mij gevraagd of de werkgroep Cantillon zich ook zou buigen over de gezondheidszorg. Dat is inderdaad het geval. Dat staat duidelijk in de brief van de werkgroep. Ook de problematiek Kleine Risico's Zelfstandigen behoort tot de taken van deze werkgroep. U zal daar nog over horen.

Ziedaar voorzitter, ik denk dat ik daarmee kort op de belangrijkste vragen heb geantwoord.

01.68 Minister **Magda Aelvoet**: Mijnheer de voorzitter, geachte leden van deze Kamer, ik zal ingaan op zes punten die hier door verschillende mensen en vanuit verschillende invalshoeken zijn aangekaart. Wat Volksgezondheid betreft, wil ik het heel kort hebben over het geneesmiddelenbeleid en wil ik ook kort ingaan op de vragen van de heer Goutry, alhoewel hij jammer genoeg niet meer aanwezig is. Het onderwerp is echter belangrijk genoeg om er nu meteen op in te gaan.

Voor het geneesmiddelenbeleid is het duidelijk dat de politieke initiatieven die het afgelopen jaar al zijn ontwikkeld en die volgend jaar moeten worden voortgezet, op een aantal belangrijke pijlers berusten, zoals het promoten van een rationeel geneesmiddelenbeleid. Een goede illustratie daarvan wordt op dit ogenblik voor alle mensen zichtbaar. Ik heb het over de campagnes rond het soms niet-rationele gebruik van antibiotica. Dat is een heel duidelijk signaal dat ook patiënten aanzet tot een gesprek erover met hun dokter. Dat sluit dan meteen aan bij een opmerking van onder andere de heer Paque over de terugbetaling op basis van generische producten. Hij vreesde immers dat de patiënten het gelag zouden betalen.

Uiteraard is dat wel de allerlaatste dat in onze bedoeling ligt. Het is echter wel onze bedoeling om generische geneesmiddelen de ruimte te geven die zij in heel veel andere Europese landen hebben en bij ons nog niet. Aan de andere kant is het evident dat wij niet wensen dat mensen voor hogere kosten opdraaien omdat zij niet voldoende ingelicht zijn. De campagne rond antibiotica geeft daartoe al een voorzet. Bovendien hebben een aantal mutualiteiten zelf al het initiatief genomen om de mensen te informeren. Wij laten de mogelijkheid van verdere informatiecampagnes zeker niet links liggen.

01.69 Annemie Van de Casteele (VU&ID): Mevrouw de minister, ik zal de laatste zijn om te ontkennen dat er te veel antibiotica gebruikt worden in de humane geneeskunde in ons land. Ik ben er dus voorstander van dat er acties op touw worden gezet om de mensen daarvan te overtuigen. Toch vraag ik dat dit zeer voorzichtig op tijd en stond geëvalueerd wordt. Ik heb ook vragen bij het tijdstip waarop de actie gevoerd wordt. Wij staan juist voor een winterperiode en ik heb nu al gehoord dat er meer mensen gehospitaliseerd worden door het voorzichtiger omspringen met antibiotica. Dat is natuurlijk ook niet wat wij bedoelden. Ik vraag de regering dan ook om nauwlettend de respons te volgen. Ze moet nagaan of er minder antibiotica worden voorgeschreven, wat positief is, maar ook kijken of er geen negatieve effecten zijn, bijvoorbeeld meer opnames in het ziekenhuis omdat men te laat antibiotica heeft voorgeschreven.

01.70 Minister Magda Aelvoet: Ik neem daar nota van, al moet ik zeggen dat ik dergelijke berichten nog niet heb gehoord. We zullen dus moeten nakijken of het hier om een alleenstaand geval gaat dan wel om verschillende gevallen. Dat moet

gevolgd worden.

Vervolgens wil ik even stilstaan bij de opmerking van de heer Bacquellaine over de bio-equivalentie van de generische producten. Men heeft dit argument zeer lang ingeroepen, ook op momenten dat de bio-equivalentie van heel wat generische geneesmiddelen wel degelijk bewezen was. Wij voeren op dit moment de laatste inhaaloperatie uit voor de middelen waarvoor dit nog niet was vastgesteld. De resultaten zullen zeer binnenkort bekendgemaakt worden. Wat dat betreft is er dus een zeer goede evolutie. Wat de problematiek van het voorschrijven op stofnaam betreft, daar ben ik in de commissie al uitvoerig op ingegaan. Er wordt gewerkt via de LOC's met overleg met apothekers en geneesheren. Hierbij moet men wel de voorzichtigheidsclausule inbouwen dat men geen situatie mag laten ontstaan waarin eventueel akkoordjes worden gesloten die niet direct iets met de volksgezondheid te maken hebben maar wel met andere elementen die zeker niet gepromoot moeten worden.

Ik wil ook nog even ingaan op een vraag van mevrouw Gilkinet. Zij had een gerucht opgevangen over een deskundige die deelneemt aan de werkzaamheden van de geneesmiddelencommissie. Zij signaleerde dat het gerucht ging dat één persoon ook voordrachten zou geven in een totaal andere context. Er is een onderzoek ingesteld en de nodige maatregelen zullen worden genomen. Dit zal van zeer dichtbij worden gevolgd.

Wat Volksgezondheid betreft, wil ik even stilstaan bij de problematiek van de geestelijke gezondheidszorg. Het is duidelijk dat in de begroting voor 2001 ruimte wordt geschapen voor de geestelijke gezondheidszorg. Zoals de heer Gouty al zei moeten een aantal goede adviezen die in het verleden werden geformuleerd over de noodzakelijke reorganisatie van de hele sector van de geestelijke gezondheidszorg nog worden opgevolgd. Men zou kunnen zeggen dat dit er nu uitziet als een Griekse tempel op vijf pijlers die geïsoleerd van elkaar staan. Wij zijn zeer ver gevorderd met het uitwerken van de concrete uitvoering van de adviezen uit de sector.

Daardoor kunnen wij in 2001, het jaar van de geestelijke gezondheidszorg, met deze adviezen naar buiten komen..

Ik kom tot het gevolg dat ik heb gegeven inzake problematiek van het gebrek aan tweetaligheid bij medisch personeel in Brusselse ziekenhuizen. Ik

had aangekondigd dat ik terzake inspanningen zou leveren. Dat is ook gebeurd. Er was met name een overleg met de Vaste Commissie voor Taaltoezicht en een werkvergadering met de Brusselse verzorgingsinstellingen om de problemen op een constructieve manier te kunnen oplossen. Vervolgens werd de zaak op de interministeriële conferentie van de ministers van Volksgezondheid van 25 oktober 2000 geagendeerd. Daar werd een werkgroep met de verschillende betrokken ministers, federaal en van de betrokken gewesten, opgericht zodat men dit verder kan opvolgen. Het zal geen gemakkelijke oplossing zijn, daarvoor is de problematiek te moeilijk. Er is echter wel een bereidheid om op het terrein vooruitgang te boeken. De patiënten hebben geen conflicten, maar verbetering en vooruitgang op het terrein nodig.

De thematiek van de medische aansprakelijkheid is door de heer Bacquelaine en andere collega's aangekaart. Naar aanleiding van het symposium, dat in juni 2000 werd georganiseerd, werken de vier betrokken kabinetten aan de concretisering van de consensus, die daar duidelijk werd. De consensus bestond erin om via het normale systeem, met name het indienen van een klacht bij de rechtbank, zijn rechten trachten te verwerven ofwel om een eigen systeem uit te werken en daar zijn ook veel goede redenen voor. Wij zijn met de verschillende kabinetten zover gevorderd dat we op de Ministerraad van vrijdag 22 december 2000 een gedetailleerde nota kunnen voorleggen, waarin de verschillende stappen van de normale werking via artikel 1382 van het Burgerlijk wetboek staan.

En vertu de ce même article, l'accès au tribunal doit demeurer inchangé tandis que l'on développera une possibilité de médiation structurée et volontaire pour les personnes qui opteraient pour une solution sans fraude. Cette médiation pourra donc donner lieu à une indemnisation pour un nombre précis de préjudices restant à déterminer. Les différents ministres concernés présenteront un avant-projet de loi à ce sujet d'ici quelques mois. Nous avons donc clairement opté pour une élaboration précise et concrète de deux options qui doivent se compléter et renforcer la position des patients.

Wat de thematiek van de patiëntenrechten betreft, verwijs ik naar de hoorzittingen en het debat in Kamer en Senaat die voor begin volgend jaar zijn gepland. Ik weet niet hoe ver het overleg is gevorderd tussen de voorzitters van beide vergaderingen. Ik ben bijzonder blij dat de commissie voor de Volksgezondheid dit dossier

snel vooruit wil laten gaan zodat we twee signalen kunnen geven. Enerzijds, laten we blijken dat we doorwerken aan het dossier van de medische aansprakelijkheid en, anderzijds, beginnen we te debatteren over patiëntenrechten. Op die manier kan in beide dossiers vooruitgang worden geboekt zonder dat ze op een verlamdende manier aan elkaar worden gelinkt.

Wat de voedingsproblematiek in het algemeen betreft, zijn verschillende collega's tussenbeide gekomen om een aantal concrete vragen te stellen in verband met het federaal agentschap. Ik heb vandaag tijdens de vergadering een dossier mogen ondertekenen in verband met de terbeschikkingstelling van het personeel. Het is dus niet zo dat alles op de lange baan wordt geschoven. Ik heb altijd gezegd dat dit dossier volgens mij niet snel genoeg werd afgewerkt. Ik heb zeer veel gedaan om het sneller te laten gaan maar de moeilijkheden waren niet direct zomaar aan de kant te schuiven. Volgens mij mogen we nu zeggen dat we in de uitbouwfase van het agentschap zijn aanbeland. Wat de werking van zowel het wetenschappelijk als het consultatief comité betreft, is alles afgerond. Wat wij in Europa nu meemaken op het vlak van de voeding maakt duidelijk dat het van het grootste belang is dat dit dossier zo vlug mogelijk kan worden afgerond.

Ik wil nog even kort ingaan op de BSE-maatregelen. Heel wat collega's hebben terzake een aantal vragen gesteld. Wat is de huidige stand van zaken? We stellen op Europees vlak vast dat er eerst nationale beslissingen worden genomen die Europese posities bepalen. Sommige nationale posities wijzigen vervolgens omwille van Europese posities, en omgekeerd. Ik vind heel dit dossier een schoolvoorbeeld van een niet-Europese aanpak van een probleem dat zich in heel Europa voordoet. De concrete moeilijkheid is uiteraard dat, als individuele landen beginnen met bepaalde sectoren te subsidiëren, men echt verwingingen krijgt op de Europese markt. In dat opzicht had Jaak Gabriëls gelijk toen hij ervoor pleitte maatregelen te nemen die in heel Europa op dezelfde manier moeten worden uitgevoerd. Zo niet ontstaat er een situatie waarbij nationale budgetten worden belast om de concurrentie tussen landen mogelijk te maken. Het zou volgens mij toch veel logischer zijn om Europese spelregels op te stellen die op Europees vlak worden afgedwongen. Pas dan komt iedereen in dezelfde positie terecht. Het is jammer dat dit op dit ogenblik niet mogelijk is.

Wij worden momenteel dan ook met twee grote problemen geconfronteerd. Eerst en vooral kan ik

u verzekeren dat alles is geregeld zodat wij vanaf 2 januari kunnen beginnen met het ter beschikking stellen van de tests. De organisatie op het niveau van de slachthuizen staat op punt. Ten tweede, ook voor het verbod op diermeel zijn alle praktische maatregelen getroffen om het systeem in werking te doen treden. De hamvraag is de financiering van dit alles. Het probleem is dat wij dit in de regering zullen bekijken. Zowel voor de tests als voor het verwerken van het slachtafval zal in elk geval een prefinanciering nodig zijn.

Die kan uiteraard op korte termijn alleen door de overheid ter beschikking worden gesteld. Hoe wij dat Europees kunnen regelen, dat is een ander verhaal. Ik kan mij nochtans niet van de indruk ontdoen dat er nog landen zijn die, wanneer zij naar de huidige spelregels kijken, zeggen dat de Europese eenheidsmarkt op die manier totaal wordt ontwricht. Er zijn verschillende mogelijkheden om hiermee om te gaan en zolang daarover geen beslissing is genomen, wens ik mij daar verder niet over uit te spreken.

Ten slotte, wat betreft het hele dossier leefmilieu, zijn er vooral vragen gekomen in verband met de ecotaks, de CO2-taks en dergelijke meer. Wat de ecotaks betreft is het zo dat wij deze week de laatste knopen doorhakken. Het is in ieder geval duidelijk en dat staat ook in het regeerakkoord, dat de Belgische regering voorstander is van het uitwerken van modellen van ecofiscaliteit. Dit zal er een concrete toepassing van zijn, waarbij in ieder geval een herziening van bepaalde onderdelen van de wet noodzakelijk zal zijn, gewoon omdat er hiaten in zitten die moeten worden opgevuld. Ook zal het noodzakelijk zijn om een goed evenwicht te zoeken tussen de ecoboni enerzijds en de ecotaks anderzijds. Dit zijn aspecten die er in ieder geval in terug te vinden zullen zijn.

Wat de beslissingen van Nice aangaat is het zo - en dat is wel belangrijk nieuws, ook voor het Belgisch voorzitterschap en voor de Belgische initiatieven terzake - dat de versterkte samenwerking veel meer mogelijkheden heeft gekregen dan zij voordien had. Er zijn belangrijke wijzigingen gekomen inzake de voorwaarden waarbinnen een versterkte samenwerking zich mag afspelen. Er is een afschaffing van het vetorecht, behalve voor defensie- en veiligheidsvraagstukken, maar inzake fiscaliteit bijvoorbeeld kan men met een gekwalificeerde meerderheid initiatieven nemen. Bovendien is het zo dat een minimum van acht landen reeds volstaat om een versterkte samenwerking vorm te kunnen geven, ook nadat de Unie zal zijn

uitgebreid. Het was dus acht op vijftien, maar het zal ook in de toekomst acht op achttien of acht op twintig blijven, wat dus veel meer mogelijkheden biedt dan oorspronkelijk was gedacht.

01.71 Els Van Weert (VU&ID): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ik wil eventjes terugkeren naar de ecotakswetgeving. Heb ik goed begrepen, mevrouw de minister, dat de wet sowieso niet toepasbaar is en dat er dus geen ecotaksen zullen komen vanaf januari? Wat u vrijdag op de Ministerraad zult beslissen kan niet meer door het Parlement voor 1 januari. De conclusie is dus dat die wet niet zal worden toegepast omwille van de ontoepasbaarheid, of heb ik u verkeerd begrepen?

01.72 Minister Magda Aelvoet: Wat u goed begrepen hebt, is dat de wet zal moeten worden aangepast. Wij zullen deze week beslissen hoe dat in zijn werk zal gaan. Het betekent in ieder geval dat binnen enkele weken een ontwerp ter wijziging van de bestaande wet zal worden opgesteld.

Mijnheer Pacque, wij hebben het probleem van de GSM-normen uitgepraat. Dit wordt voor ons wellicht nog gedurende het hele jaar een onderwerp van gesprek. Ik wens hier nog een klein detail aan toe te voegen; zelfs het Spanje van Aznar heeft de 42-norm aanvaard!

Wat de fundamentele vraag over de tabakspreventie betreft is het zo dat dit project zeker niet begraven is, maar zoals u zeer goed weet - en ik zal de laatste zijn om mij op een terrein te begeven dat niet het mijne is - is de preventie een bevoegdheid van de gemeenschappen. Wij hebben juridisch laten onderzoeken hoe men een constructie kan opzetten die het toch mogelijk maakt om, zonder de competentie van de gemeenschappen terzake aan te tasten, ervoor te zorgen dat bijvoorbeeld via de accijnzen, er toch financiële mogelijkheden zouden kunnen worden geschapen die de gemeenschappen toelaten om op het vlak van de preventie meer activiteiten te ontwikkelen.

Dames en heren, dat zijn de belangrijkste punten waarop ik wenste in te gaan.

01.73 Luc Paque (PSC): Monsieur le président, madame la ministre, j'ai été heureux d'entendre votre réponse sur la prévention en matière de tabagisme.

S'il est vrai que cette prévention relève de la compétence des Communautés, il est évident qu'il

s'agit d'un problème qui ne s'arrête évidemment pas aux frontières linguistiques, mais qui touche l'ensemble du territoire. Je partage donc votre point de vue selon lequel le fédéral doit coordonner cette politique.

01.74 Magda Aelvoet, ministre: Monsieur Paque, je suis très heureuse que l'on puisse se rencontrer sur ce terrain.

Monsieur le président, je voudrais profiter de l'occasion pour vous souhaiter à tous une bonne fin d'année et surtout une très bonne année 2001.

01.75 Laurette Onkelinx, ministre: Monsieur le président, comme l'ont déjà dit beaucoup de mes collègues, le dialogue que nous avons eu en commission des Affaires sociales a été essentiellement un dialogue nocturne, mais il a été fécond. Ensemble, nous avons pu définir très largement et exactement ce qu'est le marché de l'emploi en Belgique, ses handicaps, ses avantages et sa diversité en bassins d'emplois.

Depuis ce dialogue en commission, un événement important s'est produit. Je pense à l'accord interprofessionnel qui est intervenu entre les partenaires sociaux et le gouvernement.

Vous me permettrez de concentrer largement mon intervention sur cet accord.

Cet accord demeure un élément très important car il est l'expression du mode de concertation belge, il est nécessaire au fonctionnement harmonieux des négociations dans les secteurs et dans les entreprises et, enfin, il indique une volonté de faire évoluer les règles de fonctionnement économique et social en tenant compte de l'évolution de la société.

Cet accord comprend des avancées concrètes, avancées auxquelles tous les membres de la commission des Affaires sociales sont particulièrement attentifs. Ainsi en est-il de l'amélioration du pouvoir d'achat, notamment dans un cadre de la croissance économique tel que nous le connaissons actuellement.

En ce qui concerne les 38 heures, vous savez que le gouvernement avait demandé des avancées. Un accord a pu être trouvé entre les partenaires sociaux avec des incitants donnés par le gouvernement. C'est important. Vous le savez, les 38 heures constituent un acte de solidarité puisque les travailleurs dans les entreprises sont très largement en deçà de ce temps. Il restait en quelque sorte à faire « le camion balai » pour

amener l'ensemble des travailleurs de ce pays à un maximum horaire défini de manière linéaire.

Cette avancée en matière de statuts des ouvriers et des employés est intéressante, même si elle timide, car elle s'inscrit dans une perspective d'un meilleur statut pour les ouvriers. Cela est clairement inscrit dans l'accord interprofessionnel. Il n'y a donc pas de régression pour les employés mais une volonté d'avancer dans l'amélioration du statut des ouvriers.

Il y a des mesures intéressantes aussi en termes de formation, notamment – mais j'aurai l'occasion d'y revenir – pour le congé éducation.

Des mesures intéressantes aussi en mobilité.

L'ouverture du débat sur la démocratie économique et sociale me semble également devoir être mise en évidence.

On trouve des avancées aussi en matière de classification de fonctions, pour l'égalité homme/femme sur le marché de l'emploi: la nécessité notamment de corriger les inégalités salariales. Il faut progresser en cette matière: j'avais l'impression de crier dans le désert, mais le fait que cela soit à présent inscrit dans l'accord socioprofessionnel facilitera le débat, entre autres dans l'ensemble des commissions paritaires.

Et puis, le chapitre sur la qualité de vie, sur l'harmonisation des temps de vie au travail et hors travail est important. Même si ces avancées sont encore timides, elles existent et prennent la bonne direction, me semble-t-il.

Nous avons eu un dialogue avec les partenaires sociaux pour nous répartir clairement le travail: qui fait quoi? quelles seront les cibles de cet accord dans les prochains mois, notamment négociées en Conseil national du travail? quelle sera la part du fédéral, ou de l'initiative législative, que ce soit au niveau fédéral ou au niveau du parlement? dans quelles perspectives de délai?

Sur ces points, nous n'avons pu obtenir des décisions importantes.

Dans l'accord interprofessionnel, rien n'est dit sur l'organisation collective du temps de travail; il a été clairement entendu que « ne rien dire ne constitue pas un obstacle à une avancée ». Dès lors, en complément des décisions prises par les partenaires sociaux, le gouvernement déposera son propre cadre légal comme entendu et exposé lors de la déclaration du 17 octobre.

Autre exemple, déjà repris par certains à cette tribune: l'outplacement pour les travailleurs plus âgés. On n'en parle pas dans l'accord interprofessionnel, mais il existe des propositions de loi évoquant très précisément ce problème du licenciement des travailleurs âgés. Là aussi, en complément, il faudra que nous puissions apporter notre pierre pour permettre la diminution de ce taux particulièrement important de chômeurs âgés.

Il est également intéressant de voir que les partenaires sociaux ont pris date pour des dossiers dont nous avons déjà discuté en commission des Affaires sociales, comme le dossier de la formation, celui du statut ouvrier/employé, avec la volonté continue de réaliser une évaluation après un certain délai, à la suite de laquelle le gouvernement et le parlement verront ce qu'il convient d'en faire et apporteront un surplus aux propositions déposées alors sur la table.

Nous sommes également convenus que des groupes de travail se mettront en chantier pour examiner, d'un côté, les implications budgétaires de l'accord interprofessionnel et, de l'autre, pour exécuter un certain nombre de propositions de simplification.

Prenons le point de vue budgétaire: c'est un fait, le cadre budgétaire se modifie de par l'accord interprofessionnel.

Par exemple, le gouvernement avait prévu une enveloppe de 1,6 milliard pour les aménagements individuels du temps de travail. Or les partenaires sociaux estiment que ces aménagements devraient plutôt débuter en l'an 2002. Ce n'est pas qu'ils aient fixé une date limite en deçà de laquelle nous ne pouvions pas avancer, mais, d'une part, ils savent qu'il faut négocier une partie par conventions collectives et, d'autre part, en complément de ces conventions, une initiative législative est nécessaire. Le temps de marier ces deux outils du droit du travail et de les faire accepter par votre parlement, les aménagements individuels ne pourront pas débuter avant la fin 2001, voire le début 2002. De plus, nous avons prévu un montant de 1,7 milliard pour l'aménagement collectif du temps de travail en 2002.

Ces enveloppes ne seront pas respectées en tant que telles et des glissements pourront être proposés. C'est pour cette raison qu'un groupe de travail a été constitué et on pourrait réhabiliter

certaines enveloppes au profit de quelques politiques estimées prioritaires: pourquoi pas pour partie vers les 38 heures, pourquoi pas aussi dans certaines mesures favorisant l'augmentation du taux d'activité pour les plus âgés? Par exemple, on avait prévu une enveloppe d'1 milliard 200 millions en 2002 pour les diminutions de cotisations sociales pour les plus de 58 ans. Je n'exclus pas qu'en discussion avec les partenaires sociaux, on puisse avancer plus rapidement et commencer dès l'année 2001.

Cela me permet d'en venir d'ailleurs à l'échéancier. Pour tout ce qui concerne la qualité de vie et notamment les aménagements individuels du temps de travail, les partenaires sociaux ont prévu de terminer le travail pour fin février. J'envisage donc de proposer au gouvernement et au parlement une loi-cadre "emploi" qui interviendrait non seulement pour les 38 heures mais aussi pour l'ensemble des aspects collectifs et individuels du temps de travail, dans un cadre unique que j'espère pouvoir proposer au printemps.

Des questions m'ont été posées sur les chiffres, notamment les 38/39 heures. Je ne vais pas refaire la démonstration que j'ai exposée en commission des Affaires sociales mais je rappelle que, simplement par les informations qui découlent des commissions paritaires, 188.000 travailleurs sont pointés comme étant toujours à 39 heures. Ce chiffre comprend d'ailleurs une estimation de 60% du secteur Horeca où, selon la taille de l'entreprise, on travaille encore soit 38 heures, soit 39 heures. C'est aussi un chiffre maximum puisqu'il est basé sur les conventions collectives du travail sectoriel, étant entendu que les entreprises peuvent conclure des conventions prévoyant des durées inférieures.

Le gouvernement n'interviendra que pour les entreprises qui diminuent d'une heure leur temps de travail avant l'entrée en vigueur de la nouvelle durée légale prévue au 1^{er} janvier 2003. Les partenaires sociaux ont plaidé pour une certaine souplesse dans la définition de la prime pour les entreprises qui passent aux 38 heures. Comme je vous l'ai dit, un groupe de travail, notamment "budget" a été constitué et c'est là que l'on pourra apporter des solutions. Je vous l'ai dit en commission mais je le répète ici: s'il s'avère, notamment en fonction de ce qui se passe dans les PME, que le chiffre global donné par le bureau du Plan était sous-évalué; une marge budgétaire nous permet de rencontrer l'objectif mis sur la table, à savoir une prime de 4.000 francs par travailleur.

Beaucoup sont intervenus à propos du problème rencontré avec les travailleurs plus âgés. Il est vrai que si notre taux d'activité est bon pour les moins de cinquante ans, par contre, notamment au niveau de la moyenne européenne, il faut aller beaucoup plus loin pour les plus âgés. Ce n'est pas simple: ce que l'on avait timidement mis sur la table en termes de prépension, de "Canada dry", a été plutôt reçu froidement par les partenaires sociaux. Mais il faut faire quelque chose et l'accord interprofessionnel et l'initiative législative vont permettre de dégager quelques pistes.

Les mesures débiteront à partir de 45 ans. Je sais, comme M. Valkeniers, qu'on est encore jeune à 45 ans, mais on constate dans certains secteurs d'activité des chutes brutales de l'emploi à partir de cet âge, notamment dans le secteur non marchand. C'est à cause de cette chute que l'on a proposé une politique tout à fait particulière afin que les personnes de plus de 45 ans restent dans leur emploi, surtout d'ailleurs dans un emploi pénible. Je pense notamment au secteur hospitalier. A partir de 45 ans donc, on prévoit un arsenal de mesures préventives qui concernent la formation, les conditions de travail. On le complétera avec des mesures qui concernent l'"outplacement".

Effectivement, il s'agira de travailler sur la « mobilité de métier » dont il n'a pas suffisamment été question dans l'accord interprofessionnel. En revanche, nous menons des négociations à l'échelle européenne en la matière: des crédits sont dégagés dans le cadre du Fonds social européen, en vue d'octroyer aux travailleurs de 45 ans et plus qui ne suivent plus le rythme des innovations technologiques, un complément de formation et de les réorienter soit dans l'entreprise soit dans le secteur. C'est un champ qu'il conviendra d'explorer largement.

Pour les travailleurs de cinquante ans et plus, on a prévu des mesures renforcées d'aménagement individuel du temps de travail, telles que les interruptions de carrière, le système de quatre jours-crédit-temps.

Il existe également une réduction supplémentaire de charges pour le maintien à l'emploi des travailleurs, dès l'âge de cinquante-huit ans.

Par ailleurs, une nouveauté est prévue, à savoir l'activation généralisée des allocations de chômage pour les personnes de plus de 45 ans. Elle figure dans le plan « Simplification-Activation », sous l'intitulé « Un plan pour les

oubliés de la croissance »: le principe était de ne plus lésiner sur les moyens, par exemple, pour les chômeurs de 45 ans, en situation de chômage depuis au moins six mois. On a donc prévu une activation très large à partir de six mois de chômage, et totale à partir d'un an de chômage. Ces mesures permettront, je l'espère, de réduire le taux de chômeurs âgés. Elles sont à mettre en parallèle avec nos propositions visant à ce que les chômeurs de plus de 50 ans continuent à être disponibles sur le marché de l'emploi. C'est vraiment un renforcement d'encadrement de ces personnes qui se retrouvent de plus en plus massivement au chômage. Il faut savoir que si le taux de chômage diminue globalement, il augmente sans cesse pour ce qui concerne les travailleurs plus âgés.

Beaucoup ont évoqué le volet de la formation. Comme j'ai eu l'occasion de le dire en commission des Affaires sociales, cette question concerne en effet tous les niveaux de pouvoirs, tant les Communautés qui ont un effort à accomplir, par exemple, au niveau de l'enseignement technique et professionnel, de la formation en alternance et de la promotion sociale, que les Régions dans le domaine de la formation professionnelle et le Fédéral sur le plan de l'adaptation à un marché de l'emploi sans cesse en évolution. L'on a dit que cette matière était principalement régionale et communautaire. En effet, mais selon moi, des complémentarités sont à négocier dans ce domaine. Vendredi, doit se réunir une conférence interministérielle qui va se pencher sur ces complémentarités. Exemple: notre pays manque cruellement de main d'œuvre, quelle que soit la région, en ce qui concerne les nouveaux métiers liés à la société de la connaissance: les Régions et les Communautés doivent certainement fournir un effort dans ce domaine, même un effort « one shot », mais le Fédéral doit également veiller à adapter les formations aux nouvelles possibilités du marché de l'emploi. C'est dans ce cadre que mon collègue Daems et moi-même avons proposé la constitution d'un Fonds « Nouvelles technologies » qui permettra d'accentuer les formations, d'organiser des stages, d'octroyer des bourses, de reconnaître et de valoriser des formations en entreprise, des formations performantes, bref, de donner un coup de fouet pour rattraper le retard accusé par notre marché de l'emploi.

Nous voulons également reconnaître ce que l'on a appelé le « portefeuille de compétences ».

Par ailleurs, et je réponds ici à une question qui

m'a été posée, les partenaires sociaux ont effectivement dit qu'il faudrait réfléchir à une « clause d'écologie »: comment valoriser l'effort réalisé par les entreprises sur le plan de la formation de leurs travailleurs?

Nous en parlerons donc avec les partenaires sociaux.

Une question m'a aussi été posée en ce qui concerne le congé-éducation. Nous l'élargissons et les partenaires sociaux sont d'accord pour le travail à mi-temps. Il a simplement été demandé que, le profit du congé-éducation étant destiné aux travailleurs mi-temps, l'opération soit mise uniquement, durant les heures de travail, sur la formation professionnelle. On ne suivra pas des cours hors formation professionnelle pendant les heures de travail pour les mi-temps. Je pense que c'est de bonne politique.

Outre l'accord interprofessionnel et l'ouverture du congé-éducation aux mi-temps, je proposerai aux régions d'intervenir à raison de 250 francs au lieu de 150 francs pour les actions de formation, dans le cadre du parcours d'insertion préalable à la convention "premier emploi".

On m'a aussi posé des questions concernant le crédit-temps et l'interruption de carrière. Quid par rapport à ce qui existe pour le moment et quel sera l'avenir de l'accord interprofessionnel? Actuellement, comme vous le savez, l'interruption de carrière et le crédit-temps sont un droit pour 3% des travailleurs, pendant trois ans maximum, avec une indemnité d'environ 13.000 francs. Mais on peut aller au-delà: jusqu'à 5 ans par convention. On simplifie les choses. Cette simplification pourrait entraîner des effets pervers, notamment pour les familles avec enfants. Mme D'Hondt a raison de le préciser. Mais, pour le reste, la situation change puisque cela devient un droit absolu pour tout le monde, pendant un an, moyennant des règles particulières d'organisation dès que 5% des travailleurs décident de prendre leur droit à l'interruption de carrière. L'indemnité est augmentée puisqu'elle passe à 15.000 francs pour les travailleurs dont l'ancienneté est inférieure à 5 ans et 20.000 francs si l'ancienneté est supérieure à 5 ans. Mais l'ancienneté peut être égale à 5 ans selon la convention. Il y a donc une simplification et une extension du droit.

Comme M. le président me demande d'écourter ma prestation, je vais l'abréger. En termes de mobilité, on va accentuer ce qui avait été prévu dans le cadre de la négociation avec les partenaires sociaux. Pour ce qui concerne les

pièges à l'emploi, vous vous souvenez qu'on avait fixé une prime unique pour ceux qui reprenaient le travail et qui acceptaient une mobilité plus importante que la normale. Nous venons aussi de prendre des décisions importantes, en concertation avec la ministre de la Mobilité, en ce qui concerne le plan d'entreprise et le bilan social. Des décisions ont également été prises pour le remboursement des abonnements sociaux, sans plafond salarial à partir du 1^{er} avril 2001. Des réductions fiscales sont également prévues. On aura l'occasion d'y revenir en commission des Affaires sociales. Un arsenal de mesures ont été prises. Elles vont toutes dans la même direction, à savoir permettre un marché de l'emploi plus souple et plus flexible en termes de mobilité.

Enfin, un certain nombre de questions m'ont été posées concernant les statistiques. Comme je l'ai dit, le marché de l'emploi n'est pas le même selon les bassins. Il faut tenir compte des différences sur le marché de l'emploi. Dans le cadre du plan "Rosetta", on a essayé de tenir compte de ces différences. On continuera à le faire en négociation avec les régions. Je précise que le plan "Rosetta" est un grand succès. Environ 36.000 jeunes profitent actuellement de ce plan, avec un effet d'aubaine qui est réduit en ce sens que les incitants ne sont débloqués que s'il s'agit d'engagements de jeunes moins qualifiés. Par rapport à la situation qui existait antérieurement en matière de stages, on constate que la proportion de sous-qualifiés engagés est très importante puisqu'elle atteint 40%. Je souhaiterais qu'on aille encore au-delà, mais ce chiffre est déjà non négligeable. A côté de ces 36.000 conventions, toute une série d'autres conventions – les statistiques ne sont pas encore disponibles en la matière – ont été négociées avec les entreprises. Elles n'entrent pas en considération dans le plan "Rosetta" mais elles engagent le public cible, pour éviter l'obligation "Rosetta".

Dans ce cadre, plusieurs milliers de jeunes ont donc été engagés par les entreprises. C'est, selon moi, une belle réussite.

Qu'en est-il de l'intérim dans la construction? Pour fin 2001, le secteur est invité par l'accord interprofessionnel à réfléchir à une suppression de l'interdiction du travail intérimaire tout en préservant les droits et le statut social des travailleurs du secteur. Faute d'accords sectoriels, le CNT se saisira de la question.

Certes, j'admets que la question est délicate, parce que le secteur se signale par un nombre important d'accidents graves du travail. Or, on sait que les travailleurs intérimaires sont plus exposés

que les autres à ce type d'accidents.

En outre, l'interdiction avait été introduite, rappelez-vous, pour lutter contre les filières de négriers à l'époque où on ne disposait pas encore de garanties, notamment de la garantie DIMONA. Donc, il faudra négocier sans perdre de vue les dangers, les risques d'effets pervers tout comme cette nécessité qui a été mise en évidence dans le secteur de la construction.

On m'a posé d'autres questions sur les ALE, sur le droit pénal social, sur les emplois de proximité. On aura l'occasion d'y revenir. Je dois d'ailleurs encore répondre en commission des Affaires sociales à ce sujet.

Il me reste à conclure, en abordant la différence hommes/femmes sur le marché de l'emploi, pour dire quela situation s'améliore et c'est tant mieux! La Belgique se situe plus ou moins au même niveau que l'Europe en ce qui concerne le taux de chômage des hommes (7,2%) et des femmes (10%). Cependant, la diminution du chômage concerne essentiellement les femmes.

Les cinq dernières années, le chômage des hommes n'a quasiment pas bougé. Il s'inscrit plutôt vers la baisse, mais reste relativement stable. Par contre, chez les femmes, la diminution est de l'ordre de 13 à 10%. Il reste encore pas mal d'efforts à fournir mais franchement, j'estime que nous sommes sur la bonne voie.

01.76 Annemie Van de Casteele (VU&ID): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, een kleine opmerking bij die laatste cijfers. Ik denk, of liever, ik vrees, dat de maatregelen nu, de individuele maatregelen als tijdskrediet en versoepeling van de loopbaanonderbreking, vooral door vrouwen zullen worden gebruikt. Ik vraag de regering dan ook om waakzaamheid wat dat betreft, zodat wij door de maatregelen van de regering niet zouden zien gebeuren dat de activiteitsgraad van de vrouwen weer drastisch achteruitgaat vergeleken bij die van de mannen. Ik pleit ervoor die maatregelen evenwichtig te promoten bij mannen en vrouwen.

01.77 Greta D'Hondt (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik zou willen vragen dat minister Vandenbroucke die uren hier zat, voorbereid op elke onderbreking, maar zich toch heeft ingehouden op uw verzoek, en mevrouw Onkelinx de belangrijke antwoorden in het verslag kunnen laten integreren. Ik zou dan misschien antwoord hebben op een aantal vragen die ik anders in de commissie opnieuw moet stellen. Maar goed, zo

blijven wij wel bezig.

De **voorzitter**: Mevrouw, er is nog toekomst. Collega's, deze ochtend en deze namiddag hadden wij negentien sprekers voor dit hoofdstuk met ongeveer zeven uur spreektijd voor de kamerleden en ongeveer een uur en tien minuten voor de ministers. Ik vind dat een goede zaak, want evenwichtig.

01.78 Joos Wauters (AGALEV-ECOLO): Mijnheer de voorzitter, ik deel u mee dat de commissie voor de Sociale Zaken thans vergadert in zaal 2.

De **voorzitter**: Wie daarheen wil gaan, moet u dus volgen. Wie u liefheeft, volg u. Ik zou willen stoppen om 19.30 uur. Voorafgaandelijk begin ik aan het laatste dubbele hoofdstuk van vandaag: Justitie, Binnenlandse Zaken, Federale Politie en Geïntegreerde Werking en Ambtenarenzaken. De heer Tant heeft mij beloofd beknopt te zijn en ik laat hem beginnen. Om 19.30 zal ik schorsen tot 20.15 uur. Mijnheer Tant, u hebt zoals afgesproken het woord voor een twintigtal minuten.

01.79 Paul Tant (CVP): Mijnheer de voorzitter, vooraf wil ik toch nog eens zeggen hoe jammer het is dat dergelijk belangrijk debat weer bij nacht en ontij moet worden gevoerd, of in elk geval tijdens een avondlijke zitting. Ik heb uw goede voornemens gehoord om daar in het vervolg remedies tegen te ontwikkelen. Ik wil u wel zeggen dat wij in de periode van goede voornemens zijn, rond kerstdag. Ik wil u zeggen: onderschat ons niet. Behandel ons niet als kerstekinderen, want wij zullen u tijdig aan deze belofte herinneren. Ik denk trouwens, mijnheer de voorzitter, dat wij het erover eens zijn dat het Parlement niet anders verdient. Een debat over een begroting heeft alvast dit voordeel dat het ook aan iedereen en niet altijd maar aan de woordvoerders van de fracties een kans moet geven om een stuk of wat van hun zorgen kwijt te kunnen. Wij moeten zoeken naar mogelijkheden om dat hard te maken.

Mijnheer de voorzitter, ik wens, zonder in herhaling te vallen, de bespreking van deze begroting aan te grijpen om dieper in te gaan op een aantal aspecten van de beleidsverklaring van de minister van Binnenlandse Zaken. Wie deze beleidsverklaring heeft gelezen, weet dat ongeveer de helft hiervan betrekking heeft op het veiligheids- en preventiebeleid, wat overigens zeer terecht is. In dat kader eist de politiehervorming het leeuwendeel op.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb vooreerst nog een paar woordjes over de federale politiehervorming. De bedoelde hervorming, zeker wat betreft de federale politie, zou zich ten volle moeten laten voelen per 1 januari van volgend jaar. Laten wij duidelijk zijn, die datum zal niet gehaald worden. Wat hiervan ook de oorzaak is, er werd, kort samengevat, te lang getalmd. De noodzakelijke koninklijke en ministeriële besluiten laten op zich wachten. De instellingen die de werking van het nieuwe politieapparaat moeten voorbereiden werden niet opgericht. De Octopusbesprekingen geraakten in het slop. Het ontbreken van al dat noodzakelijke voorbereidende werk maakt dat het beslist moeilijk wordt om binnen de wettelijke termijn of mogelijkheden nog vlug een aantal symboolbeslissingen te nemen, wil men vermijden dat deze door onwettigheid zouden worden aangetast.

Collega's, de primonominaties zijn daarvan een schitterend, of beter gezegd, een afschrikwekkend voorbeeld. Zij moeten immers de schijn hoog houden dat ten minste voor de federale politie de timing wordt aangehouden. De vraag is evenwel of zij zullen overeind blijven. Van overal horen wij kritische noten bij de objectiviteit van deze benoemingen. Het advies van de Raad van State is behoorlijk negatief, in het bijzonder voor wat deze primobenoemingen betreft. Uit eigen ervaring moet ik eraan toevoegen dat het advies moeilijk vindbaar was. Ik heb het rechtstreeks bij de nodige instanties moeten afhalen, wat op zich reeds een merkwaardige vaststelling is. Het advies zegt samengevat, en ik citeer het bijna woordelijk, dat "de objectiviteit net niet kan gewaarborgd worden door de nadere regels voor de aanstelling waarin het ontwerp voorziet". En verder: "Bovendien is het voor de Raad van State niet duidelijk hoe kandidaten die niet kandideren voor een welbepaalde functie, toch in de rangschikking voor die betrekking kunnen opgenomen worden". Ten slotte stelt dit advies ook, dat de nadere regels voor de eerste aanwijzing waarin het ontwerp voorziet, dienden te worden herzien. Van een vernietigend advies gesproken!

Vanuit het veld horen wij tevens de kritische bemerking in verband met de volledige assessmentprocedure. Ik citeer: "Een eigentijds spel van psychologische tests en simulatieoefeningen dat grote bedrijven toelaat om een goede manager van een slechte te onderscheiden", zoals dat zo stijlvol in De Morgen van dit weekend werd gedefinieerd.

Ondertussen worden echter steeds meer kanttekeningen bij deze theorie geplaatst alsook bij het consultancybureau dat deze tests uitvoerde. Er worden vooral vragen gesteld bij de zogenaamde objectiviteit van de hele procedure, gelet op de commerciële banden tussen de firma Ernst & Young en sommige politiediensten. Hierover werd in de kranten van het weekend ten overvloede bericht. Bovendien en vooral worden er kritische vragen gesteld bij de geschiktheid van deze selectieprocedure voor de aanwijzing van de hoofdverantwoordelijke in de nieuwe politiestructuur.

Wij verwijzen hiervoor naar het weekblad Knack van vorige week waar onomwonden wordt gesteld: "De assessmentproeven zelf simuleren managementsituaties in bedrijven of in een ziekenhuis, selectieproeven dus op maat van de privé-sector en die staan – in de geïdealiseerde versie – minister Van den Bossche voor ogen in het zogenaamde Copernicusplan, waarmee hij het overheidsapparaat wil hervormen. Ondertussen gebruikt hij de politiemensen als proefkonijn".

De ernst van de hele assessmentprocedure wordt eveneens in vraag in een artikel in De Morgen van vandaag: "Klaarblijkelijk pogen sommigen op een niet steeds orthodoxe manier geld te slaan uit de voorbereiding van de kandidaat politieverantwoordelijken, waarbij ook de politiek zich laat gebruiken. Ik verwijs in het bijzonder naar medewerkers op het kabinet van Justitie die er niet vies van waren om mee op een affiche van een bepaalde opleiding te figureren. Aldus wordt het assessment als selectiemiddel ondergraven en wordt de uitslag betwistbaar. Hoe lang houdt men de illusie nog op dat alleen maar de besten werden gezocht, zoals minister Van den Bossche in de commissie voor de Binnenlandse Zaken vorige week nog verkondigde? Van enige bijsturing, communautair of naar de korpsen toe, of van enige weging kon er beslist geen sprake zijn".

Mijnheer de voorzitter, 's anderendaags werd deze bewering in dit halfroond nadrukkelijk tegengesproken. De minister antwoordde dat er zou worden gezorgd voor een verzekerde vertegenwoordiging én communautair én naar de korpsen toe. Iedereen heeft het in de Nederlandstalige pers kunnen lezen.

Mijnheer de minister van Ambtenarenzaken, de geloofwaardigheid van de objectiviteit waarmee de primonominaties gebeurden kreeg vorige week nog een nieuwe deuk door de wijze waarop met

het dossier van de volgens sommigen beruchte Georges Marnette werd omgesprongen. Vermits hij volgens de Raad van State ten onrechte uitgesloten werd van deelname aan de aanwervingprocedure, moesten voor hem ter elfder ure nog assessmentproeven worden georganiseerd, zodat hij in de nieuwe structuur nog kon functioneren als hoger officier.

Mijnheer de minister, klopt het dat alvast voor deze concrete benoeming het assessment tot een lachertje werd herleid omdat de genoemde niet tot ernstige antwoorden in staat bleek de ochtend dat hij de proef moest afleggen omdat hij de nacht voordien "in goed gezelschap" was op stap geweest? Sommigen in deze zaal kunnen dit beslist bevestigen of tegenspreken, maar u zal begrijpen dat dit toch heel kritische vragen oproept in verband met objectiviteit, ernst en neutraliteit.

01.80 Minister **Luc Van den Bossche**: Het is juist dat ik in de loop van de avond in kennis ben gesteld van het arrest van de Raad van State en van het voornemen dat 's anderendaags 's morgens de betrokkene een benoeming ging krijgen die hij voordien niet gekregen had.

01.81 **Paul Tant** (CVP): En u had zich daarop voorbereid, mijnheer de minister.

01.82 Minister **Luc Van den Bossche**: Mijnheer de voorzitter, als de heer Tant ermee wil lachen, wil ik dat best wel eens doen. Maar ik weet niet wie er het best zal lachen.

Ik heb in de avond, ongeveer tussen 21 en 22 uur, dat bericht gekregen. Op dat moment rees er een probleem, aangezien normalerwijze de assessmentprocedures afgelopen waren. Wij hebben op dat moment het nodige gedaan om de heer Marnette nog uit te nodigen, teneinde met hem te bespreken hoe we daarmee zouden omgaan. De heer Marnette is op het kabinet aangekomen rond 2 uur 's morgens. Ik heb hem toen uitgelegd dat, ten gevolge van het arrest van de Raad van State, dergelijke procedure zou plaatsvinden en dat hij ergens recht had op het assessment. Ik heb hem gezegd dat er een maatregel genomen was, waardoor hij een assessment in verkorte vorm kon ondergaan, maar dat hij zelf moest beslissen of hij het lange assessment wou ondergaan of niet. Hij wou op dat moment zelf beslissen, maar dat heb ik hem afgeraden. Ik heb hem gezegd dat de volgende ochtend vroeg genoeg was, dat men was verwittigd en dat hij, op het moment dat hij zich zou aanbieden, kon meedelen of hij gebruik zou maken van zijn recht: het lange of het korte

assessment. Verder hebben we nog van gedachten gewisseld, waarbij ik geen andere voorstellen kon doen dan deze. Ik heb telkens weer herhaald dat het belangrijk was dat hij zijn recht kon doen gelden.

Er was namelijk een tweede proces gaande bij de Raad van State, waarbij men de schorsing vroeg van de procedures tot benoeming van de directeurs-generaal en de adjunct-directeurs-generaal in afwachting van het eerste proces. We hebben ook afgesproken dat, als hij kon deelnemen aan het assessment, het tweede proces zonder gevolg was. Het is juist dat hij een gedeelte van die nacht bij een vergadering van 3 tot 4 personen geweest is en dat we daar die afspraken besproken en uitgelegd hebben. Het kan zijn dat hij daarvan de volgende dag 's ochtends nog moe was. Dat weet ik niet. Of hij al dan niet op stap is geweest, al dan niet ervoor of erna, weet ik evenmin. Maar we hebben hem wel kunnen bereiken; ik weet niet of het op zijn gsm-nummer of op zijn gewoon nummer was. In elk geval zag hij er goed uit bij het binnenkomen evenals bij het buitengaan. Als u met "op stap gaan" bedoelt: 'naar het kabinet komen om die zaak te bespreken', dan is hij inderdaad op stap gegaan.

01.83 **Paul Tant** (CVP): Mijnheer de minister, we zijn natuurlijk op uw perceptie terzake aangewezen. Ik zal maar aannemen dat dit verhaal helemaal klopt. Ik meende echter dat het verhaal dat ik gehoord had, iets meer gekruid was. Maar ik denk dat het niet helemaal gepast is om daar in deze openbare zitting bij stil te staan.

Hoe u het ook draait of keert, wat mij interesseert is het sluitstuk van het verhaal. Dit sluitstuk luidt dat de heer Marnette zich 's morgens aangeboden heeft en dat hij ietwat moeilijk in staat was om nog op de vragen te antwoorden. Hij zal wel behept geweest zijn door een ochtendlijke mannelijke wrevel of iets dergelijks. Dat zal hem wel hoofdzakelijk parten hebben gespeeld, neem ik aan.

Waar het mij om gaat, is het volgende. Ik zeg u klaar en duidelijk dit niet van aard is om de geloofwaardigheid te onderstrepen van deze hele procedure. Ik zal het verhaal wat inkorten. De verdere timing van heel de politiehervorming blijft een erg duistere aangelegenheid. De federale politieraad moet nog opgericht worden; een aantal advieslichamen moet geïnstalleerd worden; het nationale veiligheidsplan moet hier besproken worden, maar dit kan niet omdat een aantal voorafgaande adviezen ingewonnen moeten

worden, enzovoort. Het wordt dus eigenlijk een haast onontwarbare gordiaanse knoop. In werkelijkheid zal de politiehervorming op 1 januari 2001 een lege doos zijn, naar het model van het Federale agentschap voor voedselveiligheid. Over dat agentschap heeft men daarnet nog gesproken. Voor de zoveelste keer wordt gezegd dat het snel operationeel zal worden gemaakt.

De diverse bevoegdheidsdomeinen in beschouwing genomen, meen ik dat de heer Moureau gelijk had toen hij vorige week in een interview met *Le Soir* sprak over "un gouvernement ventilateur": een regering die wind verkoopt, keurig verpakt in een lege doos. Je moet het maar kunnen! De kunst bestaat er wellicht in het zelf te blijven geloven; dat wordt op de duur overigens een lovenswaardige instelling.

De vraag is evenwel hoe lang dit schijngebouw dat voorlopig werd opgericht, nog zal standhouden, alle goede wil en inzet van de inmiddels benoemden ten spijt.

De eerste beroepsprocedures bij de Raad van State, heren minister, werden reeds aangekondigd. Het risico lijkt ons bijzonder groot dat het weinige wat ter elfder uur toch gebeurde, als een kaartenhuisje in mekaar stort, met alle gevolgen van dien voor de geloofwaardigheid van de operatie. Geloofwaardigheid ook in de ogen van diegenen die er meer dan wie ook bij betrokken zijn, te weten het politiepersoneel.

Uw getalm, heren ministers, en in het bijzonder mijnheer de minister van Binnenlandse Zaken, dreigt ons erg zuur op te breken. Tijdens het eerste anderhalf jaar van uw mandaat, mijnheer de minister, beperkte u zich overwegend tot het in vraag stellen van wat eigenlijk reeds vaststond, van wat reeds was bedongen. In dat verband denk ik onder meer aan de indeling van de politiezones of aan menige studieopdrachten die uw eigen probleemstelling moesten motiveren en verduidelijken. In antwoord op een schriftelijke vraag die ik u hierover stelde – recent ontving ik het antwoord – liet u weten dat ongeveer 11 miljoen frank werd besteed aan externe studies – soms over de meest vreemde onderwerpen, zoals bijvoorbeeld het onderzoek naar het ideale cultuurprofiel van de geïntegreerde politie. Het doel van deze studie was "de meest wenselijk geachte organisatiecultuur voor de geïntegreerde politie in kaart te brengen en te benoemen. Deze cultuuranalyse zou als ondersteuning kunnen fungeren voor eventuele cultuurveranderingsprocessen binnen de lokale politiedienst. Dit onderzoeksproject werd opgestart

op voorstel van de werkgroep Team ..." Ik bespaar u de rest. Welnu, mijnheer de minister, kunt u mij zeggen wat het operationeel nut is van een dergelijke studie? Tenzij het uiteraard de bedoeling zou zijn een bepaalde vooropgestelde cultuur – bijvoorbeeld van de rijkswacht – als verplichte cultuur op te leggen. Dat zou een mogelijkheid kunnen zijn. Ik moet toegeven dat ik de opdracht een paar keer moest lezen om te weten te komen waarop deze betrekking zou kunnen hebben, maar misschien kunt u terzake klaarheid scheppen, mijnheer de minister.

Bovendien, mijnheer de minister, laat u de gemeenten wat de lokale politie betreft niet alleen aan hun lot over, maar u probeert ook een deel van uw verantwoordelijkheid door te schuiven zonder hen echter de mogelijkheid te geven werkelijk verantwoordelijkheid op te nemen. Uit ervaring weet ik – en u mag mij vrij geloven – dat de politieverantwoordelijken al te graag uit de startblokken willen schieten. Welnu, geef hen dan toch die mogelijkheid, onder meer door klaarheid te scheppen over de gebouwen en hun uitrusting, de voertuigen, de wapens, en dergelijke.

Ook in verband met het kostenplaatje moet snel duidelijkheid worden verschaft. De minister herhaalt voortdurend dat de politiehervorming niet zal leiden tot bijkomende kosten voor de gemeenten, maar niemand gelooft dit nog; zeker de Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten niet. Vorige week citeerde ik nog een paar persmededelingen in dat verband. En dat is te begrijpen, want de ene keer belooft de minister aan de gemeenten een toelage van 675.000 frank per politieambtenaar en de andere keer gaat het slechts om een bedrag van 500.000 frank. Laten wij eerlijk zijn, hoe langer hoe meer wordt het voor iedereen duidelijk dat de gemeenten zullen moeten bijpassen, maar niemand weet precies hoeveel.

Ondertussen moeten de gemeenten hun begroting voor 2001 op een ernstige en grondige wijze kunnen opstellen. De minister maakt hen dit evenwel onmogelijk, al zou men van hem het omgekeerde moeten kunnen verwachten. Zelfs de meerderheidspartijen beginnen zich te mengen in het debat over de problemen met de financiering van de hervormingen. Vorige week heb ik er reeds op gewezen dat de 18,5 miljard aan bijkomende middelen volgens de PS niet zullen volstaan. Ook de federatieraad van de PRL voelt stilaan nattigheid en herinnert veiligheidshalve aan de beloften van de minister dat de hervormingen niet voor bijkomende lasten zullen zorgen voor de steden en de gemeenten. De federatieraad heeft

zich tevens voorstander verklaard van een indexatie van de dotaties ten einde de financiering door de gemeenten in de toekomst te waarborgen.

Mijnheer de voorzitter, zo kom ik tot de rubriek van de gemeentefinanciën. Niet enkel de politiehervorming ligt aan de basis van de moeilijkheden waarmee de gemeenten te kampen hebben om hun begroting voor te bereiden, op te maken en goed te keuren. Er is ook de onduidelijkheid die voortspuit uit de aangekondigde verlaging van de personenbelasting. Deze belastingvermindering zorgt voor een aanzienlijke vermindering van de provinciale en de gemeentelijke inkomsten.

Veel blijft evenwel onduidelijk. De sterke stijging van de energieprijzen heeft tot gevolg dat de gemeenten een grotere bijdrage leveren aan de federale overheid in de vorm van accijnzen. Het proportioneel aandeel in het geheel van de gemeentelijke ontvangsten neemt jaar na jaar af.

Een andere oorzaak van de onduidelijke toestand is de liberalisering van de energiemarkt. Op dit vlak loopt men volgens Europa vertraging op. Daarnaast is er de voor Vlaanderen aangekondigde aanpassing van de wetgeving op de intercommunes.

Ook het gevoerde asielbeleid heeft financiële gevolgen voor de gemeenten. Ik verwijs naar een Vrije Tribune van het OCMW van Evergem in De Standaard van vandaag, dat werd gepubliceerd onder de titel "Federaal asielbeleid is een spelletje blufpoker". Terecht verwijt de auteur de regering dat zij een beleid voert op de rug van de OCMW's, dus van de gemeenten. Aangezien de regering in januari over bijkomende ruimte in de opvangcentra wil beschikken, poogt men 5.000 mensen te versassen naar de OCMW's. Hierbij wordt weinig consideratie voor de betrokken mensen aan de dag gelegd. Men is er immers niet zeker van dat ze in menswaardige omstandigheden kunnen worden opgevangen en gehuisvest. Ik kom straks nog even terug op het asielbeleid. Het is alleszins een duidelijke illustratie van de manier waarop de regering de financiële gevolgen van haar beslissing doorschuift naar de gemeenten, die bovendien niet op de hoogte worden gebracht van de bedragen waarmee ze zullen worden geconfronteerd.

De provinciebesturen is hetzelfde lot beschoren. Ook zij zullen hun belastingen moeten verhogen, zeker in Vlaanderen, waar de Vlaamse regering in het kader van haar begrotingsopmaak besliste 1

miljard uit het provinciefonds te halen. Dit is een aanslag op meer dan een kwart van de middelen uit dit fonds. Twee provincies, Oost-Vlaanderen en Antwerpen, hebben alvast het voornemen kenbaar gemaakt om de belastingen te verhogen als reactie op de beslissingen van hogerhand.

Dit was echter buiten de waard gerekend. Ze werden alsnog teruggefloten door VLD-voorzitter Karel De Gucht. Op dat punt prevaleren partijpolitieke overwegingen en verkiezings slogans – dat laatste wellicht niet in het minst – nog steeds op bestuurlijke duidelijkheid. Er mocht beslist worden, maar uitgevoerd in elk geval nog niet. De schijn moest nog even opgehouden worden.

Ik kom tot mijn laatste punt, mijnheer de voorzitter. Als ik iets meer tijd neem, wil ik u meteen geruststellen dat ik de enige spreker zal zijn voor de sector Binnenlandse Zaken. Er waren er wel enkele meer ingeschreven.

01.84 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): Zal de heer De Crem het woord niet voeren over het asielbeleid?

01.85 Paul Tant (CVP): Mijnheer Van Hoorebeke, ik zal namens de hele groep spreken. Ik zal er meteen aan beginnen. Over het asielbeleid is in dit huis al veel te doen geweest in de loop van de voorbije maanden. Mijnheer de minister, wellicht ging het niet zo zeer over uw uitgangspunten. Daarover zijn we het in grote mate op alle banken met elkaar eens. U slaagt er niet in om uw beleid ook waar te maken. Dat is het probleem. Om aan te tonen dat onze standpunten niet ver uit elkaar liggen, zal ik het volgende voorbeeld aanhalen. Ik herinner me dat ik onder de vorige regering nog een pleidooi gehouden heb om versneld te komen tot een regularisatie van mensen die alle enige tijd ongestoord in dit land konden verblijven, zich geïntegreerd hadden, enzovoort. Wij waren en blijven daar voorstanders van. Waar we geen voorstander van waren is van de con brio aangekondigde massale procedure die door heel wat minder fortuinlijke mensen uit minder fortuinlijke landen werd opgevat als een uitnodiging om hier hun geluk te komen beproeven.

Ook wij zijn vragende partij voor een snellere procedure. De regering kondigde ze aan, maar nam tot nu toe geen enkel concreet initiatief in anderhalf jaar.

Ook wij menen dat een effectief terugwijzingsbeleid de ultieme toets uitmaakt van de geloofwaardigheid van de hele procedure. De

regering heeft dus geen keuze, welke de regering ook is. Als men een asielwetgeving heeft en ze is goedgekeurd, dan moet ze ook toegepast worden tot en met het vaak pijnlijke gedeelte van uitwijzing. Als mensen niet aan de gestelde wettelijke voorwaarden voldoen, moet men de moed hebben om ook de laatste toets van de geloofwaardigheid van het beleid hard te maken.

Ook wij menen, mijnheer de minister, dat moet gezorgd worden voor een menswaardige opvang van wie hier wettelijk verblijft, in afwachting van de behoorlijke afwikkeling van de procedure waarvoor hij staat. De regering zegt al maanden dat, om misbruiken te voorkomen, financiële door materiële steun dient te worden vervangen. Zij wenst dat in extremis waar te maken en poogt asielzoekers ertoe aan te zetten, zo niet te nopen – ik durf verplichten niet te gebruiken – om de opvangcentra te verlaten en aan te kloppen bij de OCMW's die als ze de mensen niet in de steek willen laten, niets anders kunnen dan minstens ook financiële steun te geven.

Waar zit in godsnaam de logica van dit alles, tenzij in het feit dat men zich op die manier van zijn verantwoordelijkheid ontdoet ten laste van anderen, in casu de OCMW's en de gemeenten.

De mislukking van het gevoerde beleid blijkt nog het meest uit de enorme groei van het aantal asielzoekers. Ik vind niets uit. In De Standaard van gisteren konden we hierover het volgende lezen. Ik citeer: "België trekt in de tweede helft van dit jaar dubbel zoveel asielzoekers aan als tijdens de eerste zes maanden. In onze buurlanden blijven de aantallen daarentegen constant. Dat ons land, in verhouding tot zijn inwoners, binnen Europa het grootste asielzoekers herbergt is al lang geweten, maar ook in absolute aantallen zal België eind dit jaar op de derde plaats uitkomen, na Duitsland en Groot-Brittannië, en voor Frankrijk en Nederland. Veertigduizend in totaal, een absoluut record, de helft van de aantallen van Duitsland en Groot-Brittannië. België is het zwarte gat in de asielmarkt."

Dezelfde krant geeft de bekende oorzaken: "de lange, verstopte procedures, de royale steun, het aanzuigefect dat uitging van de snel-Belg-wet" - dat hebben we tot in den treuren in diverse commissies herhaald – "de politieke touwtrekkerij rond uitwijzingen." Einde citaat.

Ik wil nog even terugkomen op die zogenaamde verstopte procedures. Collega's, de Dienst Vreemdelingenzaken en het Commissariaat-Generaal voor de Vluchtelingen werden geregeld,

met name door de minister van Binnenlandse Zaken, met de vinger gewezen voor het traag functioneren van het aantal diensten. Hun hervorming werd aangekondigd, met als gevolg een dalende motivatie bij de personeelsleden, die onzeker zijn over hun eigen lot. Men heeft weinig verbeelding nodig om zoiets te geloven. Met welk doel is dat gebeurd, mijnheer de minister? Neem me niet kwalijk, maar ik heb meer en meer de indruk dat het u in deze kwestie vooral te doen is om een alibi te vinden om sommige mensen op bepaalde posten te kunnen vervangen. Of de kandidaten die staan te drummen voor de vrijgekomen plaatsen Pascal Smet heten of anders doet niet ter zake, maar kan dit eigenlijk wel? Kan men omwille van een aantal postjes, in een materie die zo teer is, en emotioneel en politiek zwaargeladen, diensten die een sleutelrol vervullen op losse schroeven zetten om een paar vrienden een plezier te doen? Dit is niet duldbaar. Als dat de reden is, is de verantwoordelijkheid torenhoog. Ik kan dat natuurlijk niet aantonen, maar men kan er niet naast kijken. Waarom verklaart men voortdurend intenties en gebeurt er in de praktijk eigenlijk niets? De toestand blijft aanmodderen met alle negatieve gevolgen van dien.

Niet alleen faalde het beleid, mijnheer de minister, bovendien werden op die manier verkeerde signalen gegeven.

Het meest recente voorval van die aard, lijkt ons de ingebruikname van vakantiecentra als opvangplaatsen. Kan men zich inbeelden wat een fantastische publiciteit dit is voor een aantal malafide personen en instellingen die uit asielzoekers en vluchtelingen klinkende munt proberen te slaan?

Men moet immers ziende blind zijn om niet te weten dat in landen van oorsprong aan de mensen de belofte van een onbepaalde vakantie wordt voorgehouden. Er zijn daarover al publicaties gekend.

Ingewijden vertellen mij dat dit ook gebeurt op vraag van een aantal malafide instanties van het land van bestemming, die uit zijn op verdoken tewerkstelling – oneerlijke concurrentie op de koop toe –, voornamelijk in zwartwerkcircuits in grote steden, voornamelijk in de horeca- en bouwsector. Ik vind dit niet uit. Mensen die jarenlang in de sector belangrijke functies hebben vervuld, zeggen mij dat, als men preventief iets wil doen en het probleem bij de oorzaken wil aanpakken, men voornamelijk in die grotere centra de sociale inspectie moet versterken en astronomische

boetes moet opleggen. Dat zou een middel zijn om de wettelijkheid de kans te geven om terug te keren.

01.86 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): Mijnheer Tant, ik heb een verklaring gelezen van minister Vande Lanotte, die over Hengelhof en het vakantiecentrum aldaar, heeft aangehaald dat de christelijke organisatie die eigenaar is van dat vakantiecentrum hem dat domein heeft aangeboden. Heeft hij gelijk of ongelijk? Deze materie vraagt toch bijzondere nuances. Ik heb gelezen dat de heer Justaert, de voorzitter van CM, toch scherp gereageerd heeft op de reactie van de heer De Crem die de zaak heeft uitgebracht. Hij heeft gezegd dat de heer De Crem zeer ondeontologisch heeft gehandeld. Ik zal dat in mijn betoog even aanhalen. Is het juist dat de CM het domein zelf heeft aangeboden?

01.87 Paul Tant (CVP): Ik kan u alleen maar zeggen dat de heer Vande Lanotte dat beter weet dan ik. Aan mij is het domein immers niet aangeboden. Ik weet dat dus niet. Voor alle duidelijkheid, ik voel mij daar ook op geen enkele manier aansprakelijk voor. Dat zal mij dus niet beletten om de rol te spelen die ik te spelen heb. Ik ben parlements lid en het beheer van goederen van externe instanties, dat is hun aangelegenheid. Het is het best om dit onderscheid scherp te maken. Ik daag u uit, mijnheer Van Hoorebeke, of u weet hoe het beheer gebeurt van alle Vlaams-nationalistische instellingen. Ik geef toe dat dit een slecht voorbeeld is. Ik zeg u hier wat ik weet en ik weiger te spreken over wat ik niet weet. Dat is duidelijk.

De vraag is trouwens – en ik herhaal nogmaals de mogelijkheid – om preventief iets te doen. Wat doet de regering? In elk geval is ons daarover niets bekend. Ik zou geneigd zijn om te zeggen dat men het in het buitenland zeker niet weet. Ook goedmenende mensen komen in opstand. Ik lees u een kort stukje uit de Vrije Tribune voor die ik daarnet citeerde en die geschreven is door mensen die professioneel bezig zijn met goedgemeende hulpverlening. Zij zijn uw getalm en besluiteloosheid beu, mijnheer de minister. Ik citeer: “Natuurlijk kan minister Vande Lanotte maar roeien met de riemen die hij heeft. Minister Duquesne evenwel roeit niet mee. Het sluitstuk van het effectief vreemdelingenbeleid, dat in zijn handen ligt, ontbreekt.” Dit stond in de Vrije Tribune van vandaag. Ik vind dit niet uit. Het komt van mensen die toch met kennis van zaken spreken over hulpverlening en die daar professioneel mee bezig zijn. U bent dus meer dan wie ook verantwoordelijk voor de groeiende

vreemdelingenhaat. Ik waarschuw u dat de vreemdelingenhaat, die opnieuw de kop opsteekt, niet door het doodzwijgen en zeker niet door ten velde niets concreet te doen, wordt ingedijkt.

De bevolking krijgt de indruk dat de regering inderdaad niets fundamenteels doet. Samen met uw collega's kiest u voor een aanpak, mijnheer de minister, waarbij de plaatselijke bevolking en lokale overheid geen enkele inspraak krijgen. De beslissingen worden zonder meer van bovenaf opgedrongen, zonder dialoog of overleg, wat bij de betrokken inwoners gevoelens van machteloosheid en woede wekt. Het kan ook niet anders. Om het met een beeld te zeggen, van meevoelende bureaus van de toekomstige asielzoekers en medestanders maakt u aldus weerstanders, en dat betreurt ik. Het is nochtans de rol, de roeping van de politiek om de mensen warm te maken voor deze problematiek en ze ervan te overtuigen dat solidariteit de enige mogelijke uitweg is, dat de wereld – het kan niet anders – morgen wat kleiner zal zijn dan vandaag en dat de mensen dichter bij mekaar zullen staan en met mekaar zullen moeten leren leven. Dames en heren leden van de regering, doe ten minste een inspanning om de dialoog met de bevolking aan te gaan. Voer een gesprek en geef de betrokkenen niet het gevoel dat ze, hoe ze de situatie ook ervaren, bon gré ou mal gré de beslissing moeten ondergaan.

Overigens is er nog een hot point, mijnheer de minister. Voor de gebeurtenissen van 13 oktober van dit jaar in het centrum 127bis bent u hoe dan ook politiek verantwoordelijk. Ik lees voor uit het persbericht dat Belga destijds verspreidde: “In het gesloten centrum 127bis is donderdagavond een bewoner overleden in het kader van een ontsnappingspoging. De man in kwestie moet van de omheining gevallen zijn en een zwaar letsel opgelopen hebben, dat echter niet onmiddellijk opgemerkt zou zijn. Even later, nadat vijf ontsnapten werden teruggeleid naar het centrum, werd opgemerkt dat de man onwel werd. Onmiddellijk werd de eerste hulp verleend en een ambulance geroepen. De man werd tevergeefs gereanimeerd”. Meteen zond Binnenlandse Zaken de bede naar de pers om hiervan toch geen tweede zaak-Sémira te maken. Vooral Pascal Smet, adjunct-kabinetschef van minister Duquesne, spande zich dezelfde dag in met de verspreiding van vergoelijkende details, ik neem aan op basis van de informatie waarover hij toen beschikte. Hij verklaarde onder meer: “Het is de normale procedure om na een ontsnapping mensen af te zonderen. De Albanees in kwestie zat samen met een tweede man in de cel en werd

elke drie minuten gecontroleerd. Toen de man onwel werd, is onmiddellijk de eerste hulp verleend". Ik sta hier niet lang bij stil, maar wie de bijlage bij De Morgen van het voorbije weekend gelezen heeft, moet concluderen dat het verhaal op veel punten niet klopt en de waarheid geweld aandoet. Dan vernam ik graag van u, mijnheer de minister – u bent zeker politiek verantwoordelijk voor dat verhaal –, wie de waarheid verdraaid heeft. Kent u wel het juiste verhaal, mijnheer de minister? Kunt u het ons brengen? We hebben er immers recht op, want het gaat om het functioneren van diensten. We moeten bereid zijn uit het concrete voorval lessen te trekken.

Mijnheer de voorzitter, ik kom aan mijn laatste punt. Dezer dagen draait men in de Vlaamse bioscopen "Lijmen" naar de gelijknamige roman van Willem Elsschot. De film en het boek vertellen het verhaal van Karel Boorman, de incarnatie van de handelsgeest, de goeroe van het lijmen, die als geen ander mensen om de tuin kan leiden en hen een bestelbon kan doen tekenen voor het algemeen wereldtijdschrift van Financiën, Handel, Nijverheid, Kunsten en Wetenschap.

Dat algemeen wereldtijdschrift is ondergebracht in een indrukwekkend kantoorcomplex. In de film is het alleen maar een complex met koperen naamplaatjes. Wat achter die plaatjes zit, weet niemand. Er zit immers ook niemand. Het is een zaak zonder bedienden waar een tijdschrift wordt verkocht zonder abonnementen. Achter de directiedeur zetelt één man, directeur-generaal Boorman, de uitgever van het algemeen wereldtijdschrift. De kracht van Boorman is amper met woorden te overdonderen. "Lijmen" noemt hij dat. Ik heb tijdens het bekijken van deze film vaak moeten denken aan bepaalde ministers van deze regering.

De **voorzitter**: Alvorens deze vergadering te schorsen, wens ik minister Van den Bossche nog iets te zeggen. In de beleidsnota van de regering staan titels zoals "Verloning volgens gewicht" en "Communicatie als smeerolie van de Copernicusprojecten", enzovoort. Mag ik vragen de nodige aandacht te besteden aan de vertaling van deze titels? Ik ken zijn zin voor humor en ik ben ervan overtuigd dat hij mij dit niet kwalijk zal nemen.

Ik stel voor de namiddagvergadering te sluiten en de avondvergadering om 20.40 uur aan te vatten.

*De vergadering wordt gesloten om 19.52 uur.
Volgende vergadering woensdag
20 december 2000 om 20.40 uur.*

La séance est levée à 19.52 heures. Prochaine séance le mercredi 20 décembre 2000 à 20.40 heures.

BIJLAGE**ANNEXE****PLENUMVERGADERING****SÉANCE PLÉNIÈRE****WOENSDAG 20 DECEMBER 2000****MERCREDI 20 DÉCEMBRE 2000****INTERNE BESLUITEN****DECISIONS INTERNES****COMMISSIE****COMMISSION**

Samenstelling

Composition

Volgende wijziging werd door de PRL FDF MCC-fractie voorgesteld:

Commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven*Vaste leden*

De heer Michel Wauthier vervangen door de heer François Bellot.

La modification suivante a été proposée par le groupe PRL FDF MCC:

Commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques*Membres effectifs*

Remplacer M. Michel Wauthier par M. François Bellot.

INTERPELLATIEVERZOEKEN**DEMANDES D'INTERPELLATION**

Ingekomen

Demandes

1. de heer Jean-Pol Poncelet tot de minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties over "de audits van de onderneming 'Sabena' en het gevolg dat daaraan werd gegeven". (nr. 610 – verzonden naar de commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven)

2. de heer John Spinnewyn tot de minister van Binnenlandse Zaken over "de scheepvaartpolitiebrigades en de havenbrigades in hun integratieproces".

(nr. 611 – verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt)

1. M. Jean-Pol Poncelet au ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques sur "les audits de l'entreprise 'Sabena' et leur exploitation". (n° 610 – renvoi à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques)

2. M. John Spinnewyn au ministre de l'Intérieur sur "les brigades de la police maritime et les brigades portuaires dans leur processus d'intégration".

(n° 611- renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique)

MEDEDELINGEN**COMMUNICATIONS****SENAAT****SENAT**

Aangenomen wetsontwerp

Projet de loi adopté

Bij brief van 14 december 2000 zendt de Senaat het wetsontwerp tot regeling van de debetrente op zichtrekeningen over, zoals hij het in vergadering van die datum heeft aangenomen (nr. 1021/1).

Overeenkomstig artikel 81 van de Grondwet neemt de Kamer een beslissing binnen een termijn die 60 dagen niet te boven mag gaan.

Par message du 14 décembre 2000, le Sénat transmet, tel qu'il l'a adopté en séance de cette date, le projet de loi réglant les intérêts débiteurs dus sur les comptes à vue (n° 1021/1).

Conformément à l'article 81 de la Constitution, la Chambre se prononce dans un délai ne pouvant dépasser 60 jours.

Verzonden naar de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de nationale wetenschappelijke en culturele instellingen, de Middenstand en de Landbouw

Renvoi à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

REGERING

GOUVERNEMENT

Uitgaven gedaan buiten de begroting

Dépenses faites en marge du budget

Bij brief van 15 december 2000 zendt de eerste minister, in uitvoering van artikel 44, § 1, lid 2, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, exemplaren over van de beraadslaging nr. 3178 door de Ministerraad getroffen betreffende uitgaven gedaan buiten de begroting.

Par lettre du 15 décembre 2000, le premier ministre transmet, en exécution de l'article 44, § 1^{er}, alinéa 2, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, des exemplaires de la délibération n° 3178 prise par le Conseil des ministres, relative à des dépenses faites en marge du budget.

Verzonden naar de commissie voor de Financiën en de Begroting

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

ARBITRAGEHOF

COUR D'ARBITRAGE

Arrest

Arrêt

Met toepassing van artikel 113 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof geeft de griffier van het Arbitragehof kennis van het arrest nr. 134/2000 uitgesproken op 13 december 2000 over de vorderingen tot gehele of gedeeltelijke schorsing van de wet van 16 maart 2000 « betreffende het ontslag van bepaalde militairen en de verbreking van de dienstneming of wederdienstneming van bepaalde kandidaat-militairen, de vaststelling van de rendementsperiode en het terugvorderen door de Staat van een deel van de door de Staat gedragen kosten voor de vorming en van een gedeelte van de tijdens de vorming genoten wedden », ingesteld door A. Michiels, K. Bauwens en anderen en M. Hantson en J.-M. Carion.

(rolnummers : 2044, 2045 en 2046)

Ter kennisgeving

En application de l'article 113 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, le greffier de la Cour d'arbitrage notifie l'arrêt n° 134/2000 rendu le 13 décembre 2000 concernant les demandes de suspension totale ou partielle de la loi du 16 mars 2000 « relative à la démission de certains militaires et à la résiliation de l'engagement ou du rengagement de certains candidats militaires, à la fixation de la période de rendement et à la récupération par l'Etat d'une partie des frais consentis par l'Etat pour la formation et d'une partie des traitements perçus pendant la formation », introduites par A. Michiels, K. Bauwens et autres et M. Hantson et J.-M. Carion.

(n^{os} du rôle : 2044, 2045 et 2046)

Pour information



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BEKNOPT VERSLAG

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

PLENUMVERGADERING

SÉANCE PLÉNIÈRE

woensdag

mercredi

20-12-2000

20-12-2000

14:15 uur

14:15 heures

INHOUD

Berichten van verhindering	1
BEGROTINGEN (VOORTZETTING)	1
Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (904/1 tot 5)	1
- Ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (905/1 tot 32)	1
- Algemene toelichting (906/1)	1
<i>Hervatting van de algemene bespreking</i>	1
<i>Sprekers: Michèle Gilkinet, Johan Vande Lanotte, vice-eerste minister en minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie, Els Van Weert, Koen Bultinck, Joos Wauters, Greta D'Hondt, Luc Paque, Magda Aelvoet, minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hans Bonte, Daniel Bacquelaine, voorzitter van de PRL FDF MCC-fractie, Trees Pieters, Frank Vandenbroucke, minister van Sociale Zaken en Pensioenen, Laurette Onkelinx, vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid, Guy D'haeseleer, Anne-Mie Descheemaeker, Jef Valkeniers, Filip Anthuenis, Annemie Van de Casteele</i>	
<i>Justitie, Binnenlandse Zaken, Federale Politie en Geïntegreerde werking, Ambtenarenzaken</i>	32
<i>Sprekers: Paul Tant, Luc Van den Bossche, minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen, Karel Van Hoorebeke</i>	

SOMMAIRE

Excusés	1
BUDGETS (CONTINUATION)	1
Budget des voies et moyens pour l'année budgétaire 2001 (904/1 à 5)	1
- Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2001 (905/1 à 32)	1
- Exposé général (906/1)	1
<i>Reprise de la discussion générale</i>	1
<i>Orateurs: Michèle Gilkinet, Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Économie sociale, Els Van Weert, Koen Bultinck, Joos Wauters, Greta D'Hondt, Luc Paque, Magda Aelvoet, ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, Hans Bonte, Daniel Bacquelaine, président du groupe PRL FDF MCC, Trees Pieters, Frank Vandenbroucke, ministre des Affaires sociales et des Pensions, Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre de l'Emploi, Guy D'haeseleer, Anne-Mie Descheemaeker, Jef Valkeniers, Filip Anthuenis, Annemie Van de Casteele</i>	
<i>Justice, Affaires intérieures, Police fédérale et Fonctionnement intégré, Fonction publique</i>	32
<i>Orateurs: Paul Tant, Luc Van den Bossche, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, Karel Van Hoorebeke</i>	

PLENUMVERGADERING

van

WOENSDAG 20 DECEMBER 2000

14:15 uur

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

MERCREDI 20 DÉCEMBRE 2000

14:15 heures

De vergadering wordt geopend om 14.33 uur door de heer Herman De Croo, voorzitter.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering: Antoine Duquesne, Laurette Onkelinx

De vergadering is geopend.

01 Berichten van verhindering

Buitenslands: Elio Di Rupo

Federale regering:

Guy Verhofstadt, eerste minister: met zending buitenslands

Louis Michel, vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken: met zending buitenslands

Isabelle Durant, vice-eerste minister en minister van Mobiliteit en Vervoer: Europese Raad van de ministers van Vervoer

Jaak Gabriëls, minister van Landbouw en Middenstand: Landbouwrap

Begrotingen (voortzetting)

02 Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (904/1 tot 5)

- Ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (905/1 tot 32)

- Algemene toelichting (906/1)

Hervatting van de algemene bespreking

De algemene bespreking is hervat.

02.01 Michèle Gilkinet (ECOLO-AGALEV): De "pax farmacotherapeutica" versnelt de registratieprocedure van geneesmiddelen. Kan u mij nadere toelichtingen geven over de nieuwe structuur en de ingevoerde werkwijze? Op welke

La séance est ouverte à 14.33 heures par M. Herman De Croo, président.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance: Antoine Duquesne, Laurette Onkelinx

La séance est ouverte.

01 Excusés

A l'étranger: Elio Di Rupo

Gouvernement fédéral:

Guy Verhofstadt, premier ministre: en mission à l'étranger

Louis Michel, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères: en mission à l'étranger

Isabelle Durant, vice-première ministre et ministre de la Mobilité et du Transport: Conseil européen des ministres du Transport

Jaak Gabriëls, ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes: Sommet agricole

Budgets (continuation)

02 Budget des voies et moyens pour l'année budgétaire 2001 (904/1 à 5)

- Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2001 (905/1 à 32)

- Exposé général (906/1)

Reprise de la discussion générale

La discussion générale est reprise.

02.01 Michèle Gilkinet (ECOLO-AGALEV): La « pax pharmacotherapeutica » débouche sur une accélération de l'enregistrement du médicament. J'aimerais des explications plus approfondies sur la nouvelle structure et les procédures mises en place.

wijze wordt de onafhankelijkheid gewaarborgd en versterkt ? Het is namelijk duidelijk dat het kleine aantal experts onder druk zal staan. Hoe worden die experts aangewezen ? Volgens welke procedure ? Worden de wetenschappelijke organisaties geraadpleegd ? Over welke middelen zal de nieuwe structuur beschikken om haar opdracht tot een goed einde te brengen ? Wordt in de nodige materiële middelen voorzien ? Werd er rekening gehouden met het werk dat voor het EMEA (Europees Agentschap ter beoordeling van geneesmiddelen) wordt verricht ?

In het kader van zijn toekomstig voorzitterschap, zal België in het EMEA de resultaten van een tegen januari 2001 verwachte audit moeten samenvoegen en analyseren. De teksten die de hervorming van het EMEA in concrete vorm brengen, moeten eind 2001 aan het Europees parlement worden voorgelegd. De procedure van het EMEA op het stuk van de wederzijdse erkenning biedt onvoldoende garanties. Aan dat aspect moet de nodige aandacht worden besteed.

Ter gelegenheid van het Belgisch voorzitterschap zou ons land het onderzoek en de productie van geneesmiddelen voor de ontwikkelingslanden moeten bevorderen. Is de oprichting van een fonds voor het ontwikkelen van niet-rendabele geneesmiddelen aan de orde ?

Ik denk met name aan aids. Mijn fractie wil dat over dat punt hoorzittingen met de farmaceutische industrie worden georganiseerd. Zou men bij de registratie niet kunnen eisen dat alle resultaten van een klinische studie worden overgelegd ? Dan zou men zich met meer kennis van zaken over de therapeutische doeltreffendheid en de verhouding kwaliteit/tenlasteneming door het RIZIV kunnen uitspreken. Een en ander zou het ook mogelijk maken de RIZIV-begroting zo optimaal mogelijk aan te wenden, gelet op de enorme behoeften op het stuk van de geneeskundige verzorging.

Inzake geneesmiddelenverpakkingen, die vaak aan de oorsprong liggen van verspilling of zelfmedicatie omdat zij slecht op de ziekte zijn afgestemd, is er nog heel wat werk voor de boeg. Het meest frappante voorbeeld is dat van de antibiotica. Zou de recente campagne met betrekking tot het gebruik van antibiotica niet kunnen worden aangevuld met het zoeken naar een oplossing voor dat probleem ?

Men zou concreet werk moeten maken van de doorzichtigheidsfiches per ziekte, waarbij ook economische elementen in aanmerking zouden worden genomen. Dat zou de voorschrijvende artsen de mogelijkheid geven de kosten van hun

Comment les garanties d'indépendance seront-elles assurées et renforcées ? Le nombre réduit d'experts sera en effet soumis à de fortes pressions. Comment seront nommés ces experts ? Suivant quelle procédure ? Les sociétés scientifiques seront-elles consultées ? Quels seront les moyens de cette nouvelle structure pour exercer efficacement sa mission ? La logistique suivra-t-elle ? A-t-on tenu compte des travaux que nous réalisons pour l'Agence européenne du médicament (EMA) ?

Dans le cadre de sa future présidence européenne, la Belgique devra synthétiser, au sein de l'EMA, les résultats d'un audit attendu pour janvier 2001. Fin 2001, les textes concrétisant la réforme de l'EMA doivent être présentés au Parlement européen.

La procédure de reconnaissance mutuelle de l'EMA ne donne pas assez de garanties. Il faudra être vigilant sur ce point.

Lors de notre présidence européenne, nous devrions favoriser le développement de médicaments pour les pays en voie de développement. La création d'un fonds pour le développement de médicaments non rentables est-elle à l'ordre du jour ?

Je pense ici au sida notamment. Mon groupe souhaiterait l'organisation d'auditions de l'industrie pharmaceutique sur ce point. Lors de l'enregistrement, ne pourrait-on exiger la présentation de tous les résultats issus d'une étude clinique ? Cela permettrait de se prononcer en meilleure connaissance de cause sur l'efficacité thérapeutique et sur le rapport entre la qualité et la prise en charge par l'Inami. Cela servirait aussi à l'utilisation la plus efficace possible du budget de ce dernier, vu l'énormité des besoins en matière de soins de santé.

Il reste un travail à accomplir sur le conditionnement du médicament, cause de gaspillage ou d'automédication en raison d'une mauvaise adaptation à la pathologie. L'exemple le plus frappant est celui des antibiotiques. La récente campagne relative à l'usage des antibiotiques ne pourrait-elle être complétée par la recherche d'une solution à ce problème ?

Il conviendrait aussi de concrétiser les fiches de transparence par pathologie, intégrant les éléments économiques qui permettent aux prescripteurs de situer le coût de leur prescription dans le budget, pour une meilleure approche du médicament dans

voorschrijfgedrag in de begroting te situeren, wat een betere benadering van het geneesmiddel mogelijk maakt. Wij stellen voor dat een precieze termijn wordt vastgesteld om dat doel te bereiken.

Ten slotte ben ik verbaasd over de lange termijnen en omslachtige procedures die van toepassing zijn wanneer een geneesmiddel of de bijsluiter ervan problemen doen rijzen. Een grotere efficiëntie ter zake is wenselijk.

Ik betreur nog dat niets wordt ondernomen om de reclame voor geneesmiddelen te beperken, aangezien onafhankelijke informatie vaak ontbreekt en de farmaceutische industrie geregeld de toegestane grenzen overschrijdt. Men zou zich kunnen baseren op het Franse voorbeeld (prijzdalingen, storting van kortingen op de omzet, schrapping van de lijst van terugbetaalbare geneesmiddelen) om ondernemingen die over de schreef gaan te bestraffen.

Door de Internationale Overeenkomst betreffende de rechten van het kind goed te keuren, moet België iedere jongere van minder dan 18 jaar oud op zijn grondgebied het recht op een passende leefomgeving garanderen. Niet van een wettelijk vertegenwoordiger vergezeld minderjarige jongeren verdienen bijzondere aandacht. De ministers van Jeugdzaken van de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap staan terecht afkerig tegenover gedwongen uitzettingen. Zij hebben gekozen voor een stelsel van toezicht en opvang waarbij de bepalingen van de Overeenkomst worden nageleefd.

Minderjarigen verblijven zonder aangepast statuut in ons land. Niet alle minderjarigen vallen in de categorie van de niet-begeleide minderjarigen, maar allen hebben ze nood aan een aangepaste opvang. De Gemeenschappen doen een grote inspanning op dat vlak, maar het wettelijke kader ontbreekt. De federale regering heeft beslist niet langer met gesloten centra te werken, maar een adequate opvang is er nog niet.

Zo'n specifiek statuut moet in de eerste plaats een voogdijregeling omvatten - en daarvoor is de minister van Justitie bevoegd - waarvoor de nodige mensen en middelen moeten worden gevonden. Daarnaast moet in een aangepaste opvang worden voorzien. De Groenen willen een tijdelijke, eerste opvang in een gespecialiseerd centrum, waarbij de voogd reeds ten tonele verschijnt, en daarna een tweede opvangfase, die door de Gemeenschappen georganiseerd wordt met overwegend federale fondsen. De bevoegde Franse Gemeenschapsminister wil dat er schot in de zaak

un but de santé publique. Nous proposons la fixation d'un délai précis pour y parvenir.

Enfin, je m'étonne de la longueur des délais et procédures applicables quand un médicament ou sa notice pose problème. Davantage d'efficacité serait souhaitable.

Je regrette enfin que rien ne soit fait pour limiter la publicité en matière de médicaments, où l'information indépendante fait défaut et où l'industrie pharmaceutique tente régulièrement de dépasser les limites autorisées. On pourrait s'inspirer d'initiatives françaises (baisse du prix, radiation de la liste des médicaments remboursables...) pour sanctionner les entreprises fautives.

En adoptant la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, la Belgique doit garantir sur son territoire à tout jeune de moins de 18 ans le droit à un environnement adéquat. Parmi eux, les mineurs étrangers non accompagnés d'un représentant légal méritent une attention particulière. Les ministres de l'Aide à la jeunesse des Communautés française et flamande en refusent à juste titre l'expulsion forcée. Ils ont opté pour un système de tutelle et d'accueil respectant la Convention.

Des mineurs séjournent dans notre pays sans statut adapté. Tous n'entrent pas dans la catégorie des mineurs non accompagnés, mais tous ont besoin d'une prise en charge spécifique. Les Communautés font un effort considérable, mais le cadre légal fait encore défaut. Le gouvernement fédéral a décidé de ne plus recourir aux centres fermés, mais un accueil adéquat reste à organiser.

Un statut spécifique doit comprendre deux volets. Premièrement, l'élaboration d'un système de tutelle, compétence du ministre de la Justice, qui requiert budgets et moyens humains. Deuxièmement, la mise en œuvre d'un accueil adapté. Pour les Verts, il faut organiser un premier accueil, temporaire, dans un centre spécialisé, avec prise en charge par le tuteur, et un second accueil, confié aux Communautés, avec un financement essentiellement fédéral. La ministre de la Communauté française en charge de ce dossier a mis en évidence son désir d'aboutir. L'État fédéral a

komt. De federale staat heeft verplichtingen aangegaan, maar de concrete samenwerkingsmodaliteiten moeten nog worden vastgelegd.

Minister Vande Lanotte heeft in de commissie verklaard dat de nodige middelen beschikbaar zijn. Vindt de minister net als ik dat de opvang van minderjarigen een meer uitgewerkte structuur, met een evenredige financiering, vereist dan de opvang van volwassenen ?

02.02 Minister **Johan Vande Lanotte** (*Frans*) : Wij werken momenteel aan een wetgeving betreffende de opvanginfrastructuur. Zo wordt er op dit moment bijvoorbeeld met de Vlaamse gemeente Wervik onderhandeld over lokale opvangmogelijkheden. Als alles goed gaat, zullen dergelijke experimenten veralgemeend worden, zonder dat de Gemeenschappen daaronder te lijden zullen hebben. Wij maken evenwel een onderscheid tussen jongeren van 16 tot 18 jaar en jongeren van meer dan 18 jaar. Volgens onze wetgeving is men met 18 jaar meerderjarig, maar er is toch een verschil tussen een kind en een jongere van 17 jaar. Wij moeten oog hebben voor de problematiek van de kinder- en jeugdprostitutie en in een aangepaste opvang voorzien voor kinderen van minder dan 16 jaar.

Het is geenszins onze bedoeling die minderjarigen in gesloten centra te stoppen. De aandacht gaat nu uit naar de opvangcentra. Jammer genoeg zitten we een beetje in tijdnood. Er staan heel wat projecten in de steigers.

02.03 **Michèle Gilkinet** (ECOLO-AGALEV): Dat begrijp ik. Gelukkig is men het eens over de specificiteit van deze categorie vluchtelingen, de minderjarigen. Ik hoop dat de federale overheid de juiste oplossingen zal vinden. (*Applaus bij de meerderheid*)

02.04 **Els Van Weert** (VU&ID): De beleidsverklaring is beperkt tot de ecotaksen. Uit de media vernemen we dat er onderhandeld wordt over een mogelijke verlenging van de overgangsperiode in de ecotakswetgeving. Tot en met 2000 wordt enkel een recyclageverplichting opgelegd voor vier materiaalsoorten. Deze overgangsbepaling werd onder meer ingevoerd omdat er geen eenduidige berekeningswijze opgesteld is voor de hergebruikpercentages. Er is ook in geen termijn voorzien waarbinnen de Gewesten de gegevens moeten meedelen aan de administratie Douane en Accijnzen. De overdracht naar de Gewesten biedt de gelegenheid om de ecotakswet te verbeteren. Omwille van een evolutie

pris des engagements, mais les modalités de collaboration doivent être formalisées.

Le ministre Vande Lanotte a annoncé en commission que les moyens nécessaires sont disponibles. Le ministre estime-t-il, comme moi, que l'accueil des mineurs d'âge requiert une structure plus lourde que celui des adultes, et donc un financement adapté ?

02.02 **Johan Vande Lanotte**, ministre (*en français*) : Actuellement, nous travaillons sur une législation en matière d'accueil. Des négociations sont en cours par exemple avec Wervik, en Flandre, pour trouver des institutions locales d'accueil. Si tout va bien, ces expériences seront généralisées, sans que les Communautés n'aient à en pâtir. Mais nous faisons la différence entre les jeunes de 16 ans à 18 ans et ceux de plus de 18 ans. Notre législation fixe la majorité à 18 ans. Or, il y a une différence entre des enfants et des jeunes de 17 ans. Il faut être attentif à la problématique de la prostitution des mineurs et prévoir un accueil adapté aux enfants de moins de 16 ans.

Le sujet nous préoccupe et le but n'est pas de les mettre en centre fermé. L'attention se porte actuellement sur les centres d'accueil. Malheureusement, le temps nous manque. Nous avons beaucoup de chantiers ouverts.

02.03 **Michèle Gilkinet** (ECOLO-AGALEV): Je comprends qu'il y a beaucoup de chantiers ouverts. Il existe heureusement un accord sur la spécificité de la catégorie des jeunes, des mineurs d'âge. J'espère que le fédéral trouvera les solutions qui s'imposent. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité*)

02.04 **Els Van Weert** (VU&ID): La déclaration de politique générale se limite aux écotaxes. Nous apprenons par les médias que des négociations sont en cours au sujet d'une prolongation éventuelle de la période transitoire prévue dans la législation sur les écotaxes. Jusqu'à l'an 2000 inclus, seule une obligation de recyclage pour quatre types de matériel sera imposée. Cette disposition transitoire a été notamment instaurée parce qu'aucun mode de calcul uniforme n'a été élaboré pour les pourcentages de recyclage. Il n'a pas été prévu non plus de délai dans lequel les Régions doivent communiquer les données à l'administration des douanes et accises. Le transfert aux Régions permettrait d'améliorer la loi sur les écotaxes. Vu

in het consumentengedrag is een snelle aanpak van de problematiek nodig. Wat is de aanpak van de regering? Betaalt de consument vanaf januari 15 frank ecotaks?

l'évolution du comportement des consommateurs, il est nécessaire de s'attaquer sans tarder à ce problème. Quelle approche suit le gouvernement ? Les consommateurs paieront-ils 15 francs d'écotaxe à partir de janvier ?

Waarom is er geen werk gemaakt van een verbetering van de wetgeving? Is de politieke wil bij alle regeringspartners aanwezig om door te gaan met de ecofiscaliteit? Worden de Gewesten in de discussie betrokken? Waar berust de coördinatie? Zoekt men naar juridische spitsvondigheden die een inwerkingtreding van de wet op 1 januari wil tegengaan? We willen geen afbreuk doen aan het principe van de ecofiscaliteit. We willen geenszins een verdragingsmanoeuvre inbouwen. We denken aan een volledige responsabilisering van de verpakingsproducten.

Pourquoi la législation n'a-t-elle pas été améliorée? Les partenaires du gouvernement ont-ils la volonté politique de poursuivre dans la voie de l'écofiscalité ? Les Régions seront-elles associées à la discussion ? Qu'en est-il de la coordination? Recherche-t-on des subtilités juridiques pour entraver l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier ? Nous n'avons pas l'intention de porter atteinte au principe de l'écofiscalité et nous ne voulons pas de manœuvres de retardement. Nous pensons à une responsabilisation totale pour les produits d'emballage.

Inzake de opvang van asielzoekers wil ik eerst en vooral benadrukken dat we de uitgangspunten, zoals ze geformuleerd worden door de minister, onderschrijven. In de praktijk is het bijna onmogelijk om voldoende bijkomende opvangcapaciteit te vinden, zodat we opnieuw bij de OCMW's terecht komen. De OCMW's zullen een grotere toevloed van asielzoekers te verwerken krijgen. Ze zullen hun taak zeker in deze Kerstperiode moeilijk kunnen vervullen.

En ce qui concerne l'accueil des demandeurs d'asile, je tiens à souligner que nous partageons entièrement les points de vue formulés par le ministre. Dans la pratique il est quasiment impossible de trouver les infrastructures d'accueil suffisantes et partant, il faudra à nouveau mobiliser les CPAS qui devront une nouvelle fois faire face à un afflux de demandeurs d'asile. Leur tâche sera particulièrement difficile, surtout en cette période de Noël.

Enkel asielzoekers die over een huurcontract of een bewijs van huisvesting beschikken worden doorverwezen. Zij worden aldus uitgeleverd aan huisjesmelkers en de grote stedelijke centra worden nog zwaarder belast. De regering heeft op korte termijn een krachtig ontradingssignaal willen geven. Wellicht had ze beter gezorgd voor een langere overgangsperiode. Het ontradingsmechanisme werkt bovendien pas echt eens de nieuwe asielprocedure in werking treedt en er werk wordt gemaakt van een uitwijzingsbeleid.

Seuls entrent en ligne de compte les demandeurs d'asile pouvant produire un contrat de location ou une preuve de logement. Ils seront à la merci de propriétaires véreux et accentueront encore la pression sur les grands centres urbains. Le gouvernement a voulu adresser à court terme un signal de dissuasion puissant. Il aurait sans doute dû prévoir une période transitoire plus longue. Qui plus est, le mécanisme dissuasif ne fonctionnera vraiment qu'une fois que la nouvelle procédure d'asile sera entrée en vigueur et qu'une politique d'expulsions sera mise en œuvre.

De programmawet regelt de samenwerking met de particuliere sector om op korte tijd tot de nodige opvangcapaciteit te komen. Hoe ver staat men met de kwaliteitsnormen, met de opvolgingscommissie en met de aanwerving en opleiding van de controleurs?

La loi-programme régit la coopération avec le secteur privé afin de prévoir à court terme la capacité d'accueil nécessaire. Où en est la définition des normes de qualité, la mise en place de la commission de suivi et le recrutement et la formation des contrôleurs ?

Als democratische nationalistes willen wij de vrijwaring van het asielrecht, een grondige en eerlijke behandeling van de dossiers en gastvrijheid voor de asielzoekers. Het ondoordacht beleid heeft België tot een trekpleister gemaakt voor oneigenlijke asielzoekers. Een nieuwe asielprocedure en opvangsysteem moeten ons beleid afstemmen op dat van de onze buurlanden.

En tant que nationalistes démocrates, nous posons trois exigences : la sauvegarde du droit d'asile, un traitement sérieux et équitable des dossiers et l'hospitalité pour les demandeurs d'asile. En menant une politique irréfléchie, la Belgique en est venue à attirer comme un aimant les demandeurs d'asile usurpant ce titre. En appliquant une nouvelle procédure d'asile et en mettant en place un

Het resultaat is echter afhankelijk van de eensgezindheid binnen de regering, waar we twijfels bij hebben. Hoe dan ook zullen de resultaten pas binnen een jaar voelbaar zijn. Zorgt de regering voor de nodige communicatie met de bevolking? Ik roep de democratische partijen op afstand te doen van het *Nimby*-principe. Anderzijds met de overheid bij haar zoektocht naar locaties getuigen van goed bestuur. Heeft de regering een inventaris gemaakt van alle leegstaande overheidsgebouwen?

nouveau système d'accueil, la Belgique devrait mener une politique en harmonie avec celle que mettent en œuvre ses voisins. Toutefois, le résultat sera tributaire de l'entente au sein du gouvernement et celle-ci ne nous est pas garantie. Quoi qu'il en soit, les résultats ne se feront sentir que dans un an. Le gouvernement veille-t-il à assurer une bonne communication avec la population ? J'invite les partis démocratiques à se démarquer du principe dit de Nimby. D'autre part, l'autorité publique devra faire preuve de bonne administration dans sa quête d'immeubles destinés à l'hébergement des demandeurs d'asile. Le gouvernement a-t-il inventorié tous les bâtiments de l'Etat actuellement sans destination?

Zijn alle alternatieven voldoende onderzocht? Zou de overheid niet beter open zijn over dergelijke dossiers, om de geruchtenmolens rond de CM-vakantiecentra tot stilstand te brengen? Komt er een aanvaardbare regeling voor werknemers en klanten? Wil de regering de centra nog gebruiken voor asielzoekers eens de toestroom is geslonken? Zullen de VZW's worden belast op de verkoopsom? De antwoorden op deze vragen kunnen ertoe bijdragen het maatschappelijk draagvlak voor het asielbeleid opnieuw te vergroten.

Toutes les solutions ont-elles suffisamment été étudiées? Pour faire taire les rumeurs qui circulent au sujet des centres de vacances des mutualités chrétiennes, les autorités ne feraient-elles pas mieux de faire moins de mystère autour de tels dossiers? Aboutira-t-on à une solution acceptable pour les travailleurs et les clients? Le gouvernement compte-t-il continuer à héberger des demandeurs d'asile dans ces centres lorsque l'afflux de demandeurs d'asile aura diminué? Les ASBL seront-elles imposées sur le prix de vente de leurs bâtiments? Les réponses à ces questions peuvent influencer l'attitude des citoyens à l'égard de la politique d'asile.

02.05 Minister **Johan Vande Lanotte** (Nederlands): Het verheugt me dat mevrouw Van Weert afstand neemt van de lokale politiek.

02.05 **Johan Vande Lanotte**, ministre (en néerlandais): Je me réjouis du fait que Mme Van Weert prend ses distances par rapport à la politique locale.

Wij hopen de komende weken zonder de uitzonderingsregel te kunnen werken. Tijdelijk wordt het dus erg moeilijk voor de OCMW's, nadien zal het beter gaan.

Nous espérons ne pas devoir recourir cette semaine à la procédure exceptionnelle. Les CPAS connaîtront donc des moments difficiles, mais les choses s'amélioreront ensuite.

Een langere overgangperiode was niet mogelijk, omdat dan ook de periode met extra aantrekkingskracht langer zou worden.

La période de transition ne pouvait être allongée puisque dans ce cas l'attrait demeure.

Aan kwaliteitsnormen en controleurs wordt gewerkt. Tijdelijk kreeg de zoektocht naar opvangcapaciteit prioriteit.

Si nous accordons temporairement la priorité à la recherche de places d'accueil supplémentaires, nous poursuivons également les efforts en matière de normes de qualité et de contrôles.

Wij beschikken over een lijst van leegstaande gebouwen, vaak echter met een torenhoog prijskaartje aan renovatie en dus onbruikbaar.

Nous disposons d'une liste de bâtiments laissés à l'abandon. Cependant ceux-ci ne peuvent souvent pas être utilisés en raison des frais de rénovation trop élevés.

Een nieuw asielcentrum met woonmodules kost ongeveer 1 miljoen per plaats. De aankoop prijs voor een vakantiecentrum ligt beduidend lager en biedt een betere kwaliteit. De werknemers worden nu geïnterviewd met het oog op hun

Un nouveau centre d'asile équipé de modules de logement coûte en moyenne 1 million par place d'accueil. L'achat de centres de vacances est nettement moins coûteux et garantit une meilleure

hertewerkstelling. Zij stellen zich positief op.

qualité. Les travailleurs sont actuellement interviewés en vue d'une reconversion. Ils adoptent une attitude positive.

De klanten zijn een verantwoordelijkheid van de vroegere eigenaar. Indien één van de centra niet meer zou nodig zijn, zullen we de gemeentelijke instanties hierover raadplegen om een nieuwe bestemming voor de gebouwen te vinden.

Les clients ressortissent à la responsabilité du propriétaire précédent.

Si l'un des centres devait perdre toute utilité, nous consulterons les instances communales au sujet de la nouvelle affectation du site.

02.06 Koen Bultinck (VLAAMS BLOK): Mevrouw Van Weert zou beter eens contact nemen met de VU-burgemeester van Middelkerke, die zich samen met de actievoerders verzet tegen de inplanting van een asielcentrum in zijn gemeente.

02.06 Koen Bultinck (VLAAMS BLOK): J'invite Mme Van Weert à prendre contact avec le bourgmestre VU de Middelkerke qui s'est joint aux protestataires pour s'opposer à l'implantation d'un centre d'accueil dans sa commune.

02.07 Joos Wauters (AGALEV-ECOLO): Deze regering wenst een goede sociale bescherming en een duurzaam financieel evenwicht in de sociale sector. De verhoging van de tewerkstelling was ook een streefdoel en dat wordt nu gerealiseerd, ook dankzij de economische groei. Dat alles heeft geleid tot een rist maatregelen ten gunste van de werknemers zoals loopbaanonderbreking, het Zilverfonds, het geneesmiddelenbeleid, patiëntenrechten enz. Dat ganse beleid is gekaderd in de aandacht voor arbeid. Hoe meer jobs worden gecreëerd, hoe meer inkomsten voor de sociale zekerheid. De verlaging van de sociale en fiscale lasten is geen doel op zich, maar moet in relatie gebracht worden met andere factoren zoals energie, kapitaal, enz. Indien de economische conjunctuur zou verslappen, moeten we immers gezorgd hebben voor structurele veranderingen en een verankering in duurzame productiemiddelen.

02.07 Joos Wauters (AGALEV-ECOLO): Ce gouvernement oeuvre en faveur d'une protection sociale correcte et d'un équilibre financier durable dans le secteur social. L'amélioration de l'emploi, qui constituait également l'un de ses objectifs, est à présent réalisée, en partie grâce à la croissance économique. Dans ce contexte, le gouvernement a pris, en faveur des travailleurs, une série de mesures relatives notamment à l'interruption de carrière, au fonds de vieillissement, aux médicaments, aux droits des patients, etc. L'ensemble de cette politique traduit une attention particulière pour le monde du travail. A mesure que le nombre d'emplois s'accroît, les recettes de la sécurité sociale augmentent. L'abaissement des charges sociales et fiscales ne constitue pas un objectif noble en soi mais doit être mis en corrélation avec d'autres facteurs tels que l'énergie, le capital, etc. Dans la perspective d'un affaiblissement éventuel de la conjoncture économique, le gouvernement doit opérer les changements structurels nécessaires et ancrer notre économie dans des moyens de production durables.

Wij staan ook achter de keuze om voorrang te verlenen aan de meest kwetsbaren. Veel bestaansminimumtrekkers komen niet rond. Er zijn dringend maatregelen nodig, nog tijdens deze regeerperiode. Daarnaast zijn maatregelen nodig voor alle sociaal verzekerden. De persoonlijke bijdrage in geval van ziekenhuisopname moet weer omlaag. De hospitalisatieverzekering is volgens ons een aberratie. Verder hebben we nood aan maatregelen ten voordele van langdurig psychiatrische patiënten.

Nous voulons également donner la priorité aux plus démunis. De nombreux minimexés se trouvent dans une situation extrêmement difficile. Il convient de prendre des mesures d'urgence au cours de la présente législature encore. Des mesures doivent également être prises en faveur de tous les assurés sociaux. La contribution personnelle en cas d'hospitalisation doit à nouveau être réduite. L'assurance-hospitalisation est pour nous une aberration. Des mesures doivent également être prises en faveur des patients psychiatriques de longue durée.

De aandacht voor de eerste lijn en het medisch dossier is positief. Wij willen verder gaan met de echelonnering, waarbij de huisarts de spilfiguur is. Het akkoord in de commissie artsen-ziekenfondsen

L'attention accordée à la médecine de première ligne et au dossier médical sont des éléments positifs. Nous voulons poursuivre dans la voie de l'échelonnement, avec le médecin de famille

is in dat verband positief.

De bepalingen van het sociaal akkoord voor de *non profit*-sector zijn positief. Er blijft een schrijnend tekort aan arbeidskrachten. Het is een gemiste kans dat de sociale Maribel, die een werkgelegenheidsmaatregel is, in 2001 niet wordt voortgezet. Er zou een werkgelegenheidsplan moeten komen om de tewerkstelling aan te zwengelen, wat nodig is met het oog op een kwaliteitsvolle gezondheidszorg.

02.08 Greta D'Hondt (CVP): We zijn ook bekommerd om de sociale Maribel. We willen hier ook aan meehelpen. We moeten proberen om de ouderen langer in dienst te houden. Er zou hier een grote consensus kunnen gevonden worden.

02.09 Joos Wauters (AGALEV-ECOLO): We hopen ook dat we de mensen kunnen aan het werk houden. De mensen liepen vroeger ook weg zonder speciaal statuut. Nu zou dit moeten opgelost zijn met het nieuwe akkoord.

02.10 Greta D'Hondt (CVP): Ik stel het sociaal akkoord niet in vraag, maar had het wel over de vraag van de heer Wauters tot bestendige aanpassing van de sociale Maribel.

02.11 Luc Paque (PSC): Ik betreur de manier waarop dit debat zowel in de commissie als in de plenaire vergadering gevoerd wordt. Wij werden onheus behandeld.

De **voorzitter**: Voor de volgende keer wil ik dat alle stukken tijdig ingeleverd worden. Ik zal tevens voorstellen de bespreking over twee weken te spreiden : een week voor de gezagsdepartementen, en een voor de zogenaamde sociale departementen. Ten slotte vraag ik de leden het zo kort mogelijk te houden.

02.12 Luc Paque (PSC): Ik dank de voorzitter, en kom op de maatregelen op het gebied van de volksgezondheid. Een aantal daarvan, zoals een grotere tegemoetkoming voor de palliatieve verzorging of de chronisch zieken, zijn ongetwijfeld lovenswaardig. Over de patiëntenrechten en de hervorming van de ziekenhuizen moet grondig nagedacht en ampeel gediscussieerd worden. Met het voorgestelde geneesmiddelenbeleid daarentegen menen wij dat men de lat te hoog legt. Voor de terugbetaling van sommige geneesmiddelen zal worden uitgegaan van de prijs van een referentiegeneesmiddel. De

comme élément central. L'accord qui a été conclu à ce niveau au sein de la commission médico-mutualiste est une bonne chose.

Les dispositions de l'accord social concernant le secteur non marchand sont également positives. Il y a une importante pénurie de main-d'oeuvre. Il est dommage que les mesures du Maribel social, des mesures pour l'emploi en fait, ne soient pas prorogées en 2001. Un plan pour l'emploi serait nécessaire pour relancer l'emploi dans le secteur et garantir des soins de santé de qualité.

02.08 Greta D'Hondt (CVP): Le Maribel social nous préoccupe aussi. Nous sommes prêts à y contribuer. Des efforts doivent être faits pour que les travailleurs âgés restent actifs plus longtemps. Il serait possible d'arriver à un consensus plus large sur ce point.

02.09 Joos Wauters (AGALEV-ECOLO): Nous souhaitons également convaincre les travailleurs d'exercer plus longtemps leur emploi. Autrefois, lorsqu'il n'y avait pas encore de statut spécial, les travailleurs portaient également. Le nouvel accord devrait apporter une solution à ce problème.

02.10 Greta D'Hondt (CVP): Je ne remets pas en question l'accord social mais je voulais évoquer la question posée par M. Wauters à propos de l'aménagement permanent du Maribel social.

02.11 Luc Paque (PSC): Je regrette la manière dont ce débat a eu lieu, tant en commission qu'en plénière. Nous avons été traités de façon cavalière.

Le **président**: Pour la prochaine fois, je voudrais que tous les documents rentrent à temps. Je proposerai aussi une discussion étalée sur deux semaines: une semaine consacrée aux départements d'autorité et l'autre consacrée aux départements dits sociaux. Enfin, je demanderai aux membres d'être aussi concis que possible.

02.12 Luc Paque (PSC): Je vous en remercie; J'évoquerai les mesures prises dans le domaine de la Santé publique. Certaines, comme l'amélioration de la prise en charge des soins palliatifs ou des malades chroniques, sont appréciables. Les droits des patients et la réforme des hôpitaux nécessitent une réflexion et des travaux importants. En revanche, la politique du médicament présentée nous semble peu ambitieuse. La modification du remboursement de certains médicaments que l'on aligne sur le prix du médicament de référence aura pour effet que l'économie d'un milliard escomptée se fera sur le compte exclusif du patient. Il ne s'agit

vooropgestelde besparing van een miljard zal daardoor geheel gedragen worden door de patiënt. Het is helemaal geen maatregel ter bevordering van de generische geneesmiddelen.

Informatiecampagnes zouden de artsen ervan moeten overtuigen generische geneesmiddelen voor te schrijven wanneer die voorhanden zijn. Bij het opstellen van het voorschrift moet binnen de kortste keren de internationale gemeenschappelijke benaming worden gebruikt. Die praktijk zou over twee jaar algemeen moeten worden toegepast. De *numerus clausus* met betrekking tot de toegang van het RIZIV-nummer wordt niet ter discussie gesteld. De diverse bevoegdheidsniveaus moeten de studenten van de faculteit geneeskunde dringend gemeenschappelijke informatie verstrekken. De minister moet zijn verantwoordelijkheid op zich nemen.

De dringende medische hulp verdient meer aandacht. Zij is toe aan een grondige hervorming. Tevens moeten het statuut en de opleiding van de brandweerlieden worden aangepast.

Volgens mij moeten ook medische interventies per helikopter dringend worden erkend. U had in de commissie beloofd dienaangaande het advies van de Nationale Raad voor dringende medische hulp te zullen vragen en nadien een hervorming van de wetgeving te zullen onderzoeken. Ten slotte ontbreken maatregelen ter preventie van het roken, terwijl u had beloofd daar een half miljard voor te zullen uittrekken.

Een jaar geleden heeft het Parlement meegewerkt aan de oprichting van het Federaal Agentschap voor de voedselveiligheid dat, volgens het regeerakkoord, op 1 januari 2000 het licht moest zien. Een jaar later staan wij op wettelijk vlak nog nergens, aangezien geen enkel bepalend en significant koninklijk besluit dienaangaand in het Belgisch Staatsblad werd gepubliceerd. Sommige modaliteiten met betrekking tot de werking en de samenstelling werden gepreciseerd, maar het is tijd om zich op de organisatie en de financiering van het Agentschap toe te spitsen.

Er werden begrotingskredieten van de DG4 en de DG5 naar het Agentschap overgeheveld, zonder dat echter de bevoegdheden werden overgeheveld, waardoor een ongemakkelijke en onsamenhangende situatie is ontstaan, zowel uit financieel als uit juridisch oogpunt.

De controverse met betrekking tot uw zogenaamde budgettaire nuloperatie wordt weer aangewakkerd door de afgevaardigd bestuurder zelf, die stelt dat

nullement d'une mesure de promotion du médicament générique.

Des campagnes d'information devraient persuader les médecins de prescrire le médicament générique lorsqu'il existe. La prescription doit être inscrite au plus vite en dénomination commune internationale, pratique à généraliser endéans les deux ans. Le *numerus clausus* en matière d'accès au numéro Inami n'est pas remis en cause. Il reste urgent que les différents niveaux de pouvoir concernés donnent une information commune aux étudiants des facultés de médecine. La ministre doit prendre cette responsabilité.

Quant à l'aide médicale urgente, elle mérite bien plus d'intérêt. Elle a besoin d'une réforme fondamentale. Il faut également des réformes pour modifier le statut et la formation des sapeurs-pompiers.

Je voudrais aussi insister sur l'urgence d'octroyer la reconnaissance aux interventions médicales par hélicoptère. Vous aviez promis, en commission, de demander à cet égard l'avis du Conseil national pour l'aide médicale urgente et d'examiner ensuite une réforme législative.

Enfin, je ne vois pas de mesures de prévention du tabagisme, alors qu'un demi-milliard de francs avait été promis à cet effet.

Il y a un an, le Parlement a participé à la création de l'Agence fédérale pour la sécurité alimentaire, selon l'accord.

Aujourd'hui, la situation est au point mort au niveau légal, puisque aucun arrêté royal déterminant et significatif n'a officiellement été publié au *Moniteur belge*. Certaines modalités de fonctionnement et de composition ont été précisées, mais il est temps de se concentrer sur les modalités d'organisation et de financement de l'Agence.

Un transfert budgétaire a été opéré de la DG4 et de la DG5 vers l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire, mais sans y joindre un transfert de compétence, créant ainsi une situation inconfortable et incohérente, aux points de vue financier et juridique.

La controverse concernant la réalisation d'une opération budgétaire neutre est à présent relancée par l'administrateur délégué lui-même, qui affirme

die vooraf vastgestelde regel het vooropgesteld tijdschema voor de oprichting van het Agentschap in het gedrang kan brengen.

Het Agentschap moet spoedig operationeel zijn teneinde de communicatie met de consumenten die zich zorgen maken over de kwaliteit van de voedingsproducten te vergemakkelijken en het Agentschap het nodige krediet bij de consumenten te bezorgen.

De jongste ontwikkelingen van de crisis van de gekkekoeienziekte hebben de regering er blijkbaar toe aangespoord om de invoering van een onrechtstreekse belasting van min of meer 4 % op alle vleessoorten en andere dierlijke producten van landbouwkundige afkomst te overwegen teneinde de uitgave van 10 miljard te compenseren die zal voortvloeien uit de uitvoering van de door Europese landbouwministers genomen maatregelen. Wij zijn gekant tegen een belasting die en de verbruikers en de gehele landbouwsector die al door de dioxinecrisis werd getroffen, bestraft en die bovendien onze uitvoer naar landen die dat systeem afwijzen, schade berokkent. Daarenboven dreigt onze binnenlandse markt te lijden onder de invoer van goedkopere producten uit landen die niet tot de EU behoren. Het gaat hier om een probleem van volksgezondheid die alle Lidstaten van de Unie aanbelangt, en de Belgische verbruikers en landbouwers mogen niet de gevolgen dragen van beslissingen die op Europees niveau zijn getroffen. België moet ter zake maatregelen nemen, en het ministerie van Landbouw moet de landbouwers geruststellen.

Ik zal het nu over het milieu hebben. Daarover is de nota heel vaag. Samen met de minister van Mobiliteit zal u tijdens het Belgisch voorzitterschap van de EU de informele raad over de mobiliteit en het milieu organiseren. Ik hoop dat tegen 1 juli 2001 mevrouw Durant haar globaal mobiliteitsplan eindelijk klaar heeft en dat dit in het Parlement is besproken.

Een andere prioriteit van het Belgisch voorzitterschap zal de bevordering van een energiebelasting op CO₂-emissies zijn. Ik hoop dat tegen de volgende zomer de regeringsleden het met elkaar eens zijn over de al dan niet invoering van zo'n belasting. In commissie heb ik geen antwoord gekregen op mijn vraag daarover. De vaststelling van de norm van 20,6 v/m inzake de stralingen van de GSM-antennes is een ontkenning van het voorzorgsprincipe, een politieke principe dat u in deze niet heeft toegepast.

U heeft een hele reeks sinds 1993 uitgevoerde wetenschappelijke studies over de biologische gevolgen van dat nieuwe communicatienetwerk

que cette règle préalablement définie risque à terme d'handicaper l'échéancier prévu pour la mise en place de l'agence.

Cette dernière doit être opérationnelle rapidement pour faciliter la communication avec les consommateurs inquiets à propos de la qualité des produits de consommation et lui assurer un crédit auprès de ces derniers.

Les derniers rebondissements de la crise de la vache folle semblent avoir inspiré au gouvernement la piste d'une taxe indirecte de plus au moins 4 % sur toutes les viandes et autres produits animaux d'origine agricole en compensation des 10 milliards que coûteront l'exécution des mesures prises par les ministres européens de l'Agriculture. Nous sommes opposées à une taxe qui pénalise à la fois le consommateur et l'ensemble du secteur agricole déjà touché par la crise de la dioxine et qui risque, en outre, de nuire à nos exportations vers les pays qui refusent ce système. De plus, notre marché intérieur risque d'être entravé par l'entrée de produits moins chers venant de pays extérieurs à l'Union européenne. C'est un problème de santé publique, qui concerne tous les États membres de l'Union et les consommateurs et les agriculteurs belges n'ont pas à supporter les conséquences de décisions prises au niveau européen.

La Belgique doit prendre des dispositions à, ce sujet et le ministre de l'Agriculture se doit de répondre aux inquiétudes du monde agricole.

J'en arrive à l'environnement. A ce sujet, la note est des plus vagues. Avec la ministre de la Mobilité, vous organiserez, sous la présidence belge, le Conseil informel sur la Mobilité et l'Environnement. J'espère que, d'ici le premier juillet 2001, Mme Durant aura pu enfin finaliser son Plan global de mobilité et que celui-ci aura pu être débattu devant notre Parlement.

Une autre priorité de la présidence belge sera l'encouragement à une taxe énergétique CO₂. J'espère que le gouvernement aura pu également, d'ici l'être prochain, se mettre d'accord sur l'instauration ou non d'une telle taxe. Je n'ai pas obtenu de réponse à ma question à ce sujet, en commission. La fixation de la norme de 20,6 v/m pour ce qui est des rayonnements des antennes GSM nie le principe de précaution, un principe politique dont vous n'avez pas usé dans ce dossier.

Vous avez ainsi fait fi de toute une série d'études scientifiques réalisées, depuis 1993, sur les effets biologiques générés par ce nouveau réseau de

naast zich neergelegd. De niet-thermische effecten van elektromagnetische velden heeft u geheel uit het debat geweerd. Als u zich werkelijk had laten leiden door het voorzorgsprincipe, had u voor de 3 V/m-norm gekozen.

02.13 Minister **Magda Aelvoet** (*Frans*): De door ons aangenomen norm van 20,6 V/m zou volgens u niet stroken met het voorzorgsprincipe. Nochtans stelt de WGO een norm van 42 volt/meter voorop, met een voorzorgsfactor 50. Wij hebben die factor nog met vier vermenigvuldigd, wat duidelijk aantoonst hoe rigoreus wij het voorzorgsprincipe toepassen. Bovendien zijn dit slechts tijdelijke normen, in afwachting van de resultaten van het studiewerk van de WGO en de Europese Commissie.

De studies die wezen op schadelijke biologische gevolgen werden opnieuw gemaakt. Geen enkele van die studies kon op positieve wijze worden weergegeven. Wij hebben dus geen risico's genomen. Alle Europese landen, op Italië na, houden het op 42V/m. Wij passen de norm 20,6 toe. Wat u zegt is dus absoluut onjuist.

02.14 **Luc Paque** (PSC): Moest u het voorzorgsprincipe hebben toegepast, dan zouden de in de zomer door minister Gosuin geformuleerde voorstellen in verband met de normen nu van kracht zijn. Om haar beslissing een norm van 20,6 V/m toe te passen, te verantwoorden verwijst de regering naar de WHO-norm van 42 V/m die niet bestaat. De WHO adviseert enkel uit te gaan van de voorstellen van de Internationale commissie voor de bescherming tegen ioniserende stralingen die van 1993 dateren.

02.15 Minister **Magda Aelvoet** (*Frans*): Sinds 1993 werd de situatie regelmatig geactualiseerd. Wij beschikken over teksten van de WHO die voor haar normen naar nieuwe onderzoeken verwijst. De WHO heeft haar normen op grond van de documenten van de CNIRP geactualiseerd. Volgens de WHO houdt de door een of andere Brusselse instantie verdedigde norm van 3 v/m geen steek.

02.16 **Luc Paque** (PSC): Ik zou graag inzage krijgen van het document van de WHO. De norm van 3 V/m resulteert niet alleen uit een voorstel van de heer Gosuin, maar ook uit dat van de heer Foret, toch niet de eerste de beste in Wallonië. "Een of andere Brusselse instantie" klinkt overigens niet erg vriendelijk...

02.17 Minister **Magda Aelvoet** (*Frans*): Ik bedoelde dat noch de Brusselse regering, noch het Brussels Parlement zich hebben uitgesproken. Dat

communication et vous avez exclu du débat les effets non thermiques qui peuvent être générés par les champs électromagnétiques. Si le principe de précaution vous avait vraiment guidé, c'est la norme de 3 volts/mètre qui aurait ponctué votre accord.

02.13 **Magda Aelvoet**, ministre (*en français*): La norme de 20,6 volts/mètre que nous avons adoptée ne respecterait pas le principe de précaution, selon vous. Or, la norme de l'OMS est de 42 volts/mètre et son facteur précaution est de cinquante. Nous avons donc multiplié par 4 ce facteur, ce qui montre notre application stricte du principe de précaution. De plus, nos normes sont provisoires, en attendant les études en cours à l'OMS et à la Commission européenne.

Enfin, les études démontrant les effets biologiques nocifs ont été refaites et aucune d'entre elles n'a pu être reproduite positivement. Nous n'avons donc pas pris de risques. Tous les pays européens, sauf l'Italie, s'en tiennent à 42 v/m. Nous en avons 20,6. Ce que vous dites est donc le contraire de la réalité.

02.14 **Luc Paque** (PSC): Si ce principe de précaution vous avait guidé, les propositions de fixation de normes émises durant les mois d'été par le ministre Gosuin seraient aujourd'hui effectives. Pour justifier le choix des 20,6 v/m, le gouvernement se réfère à la norme OMS de 42 v/m, qui n'existe pas. Tout au plus l'OMS recommande-t-elle de se référer aux propositions de la Commission internationale de protection contre les rayonnements non-ionisants (CNIRP), datant de 1993.

02.15 **Magda Aelvoet**, ministre (*en français*): Depuis 1993, la situation a été régulièrement actualisée. Nous disposons d'un document de l'OMS, qui justifie ses normes sur base de nouvelles études. L'OMS a réactualisé ses normes sur base des documents de la CNIRP. Selon l'OMS, la norme de 3 v/m défendue par une quelconque instance bruxelloise ne tient pas la route.

02.16 **Luc Paque** (PSC): Je serais intéressé d'obtenir ce document de l'OMS. La norme des 3 volts/mètre ne résulte pas seulement d'une proposition de M. Gosuin mais aussi de M. Foret, qui n'est tout de même pas n'importe qui au niveau wallon. Il n'est pas très gentil, par ailleurs, de parler d'une "quelconque instance bruxelloise"...

02.17 **Magda Aelvoet**, ministre (*en français*): Je voulais dire que ni le gouvernement, ni le Parlement bruxellois ne se sont prononcés. Cela n'a rien à voir

heeft niets met onvriendelijkheid te maken: u weet best dat ik een heel vriendelijk iemand ben...

02.18 Luc Paque (PSC): Door de eenheid V/m in plaats van de eenheid W/m² te gebruiken, wordt de indruk gewekt dat het verschil tussen beide veel kleiner is dan in feite het geval is. Terwijl 20,6 V/m ongeveer zeven maal meer is dan 3 V/m, is de straling waaraan het menselijk lichaam wordt blootgesteld ongeveer zevenenveertig keer hoger.

De Franstalige Groenen hebben gevraagd de norm in oktober 2001 vóór de toekenning van de UMTS-licenties opnieuw te bekijken. Ik zou het volgende willen zeggen over dat achterhoedegevecht. Zijn er vandaag niet voldoende studies bekend en is het advies van de Hoge Gezondheidsraad dan waardeloos? Geloven dat de operatoren probleemloos strengere normen zullen aanvaarden terwijl zij op het punt staan miljarden uit te geven om hun licenties in de wacht te slepen, getuigt van naïveteit.

Kunnen we ten slotte nog vertrouwen hebben in de Groenen, als de staatssecretaris voor Energie schrijft dat de door de groene ministers goedgekeurde en intussen ook bindende beslissing "uitgesteld had moeten worden teneinde eerst een grondig debat over de kwestie te voeren" ... Wie een beetje gezond verstand heeft, zal wel inzien dat de norm van 20,6 V/m niet de bescherming van de gezondheid dient, en het is hoogst betreurenswaardig dat de Groenen zich tot een dergelijk scenario lenen. *(Applaus bij de PSC)*

Hans Bonte (SP): Ik wil het hebben over het werkgelegenheidsbeleid met inbegrip van het interprofessionele akkoord. Ik zit op dezelfde lijn van collega D'Hondt. Er bestaat een consensus dat een goed beleid gebaseerd is op afspraken tussen de sociale gesprekspartners. Het pad is geëffend om tussen het middenveld en de overheid tot een evenwicht te komen. De visie van de SP is dat er een driedig sociaal overleg plaats moet vinden. Er bestaat een natuurlijke druk op het politiek beleid vanuit het sociaal overleg. De overheid wordt gedwongen in de rol van financier, maar zou ook zijn zeg moeten hebben in het werkgelegenheidsbeleid.

De regering moet het standpunt van het Parlement daarover kennen.

In het interprofessioneel akkoord staan een aantal bepalingen om gezin en arbeid beter op elkaar af te stemmen. Inzake loopbaanonderbreking en tijdskrediet blijft nog heel wat in het vage. Het sociaal overleg moet daar verder op in gaan, maar we moeten erover waken dat het resultaat geen

avec la gentillesse : vous savez bien que je suis une personne très gentille.

02.18 Luc Paque (PSC): L'utilisation de l'unité du v/m plutôt que du W/m² permet de laisser croire que l'écart entre deux normes est bien moindre que dans la réalité. Si 20,6 v/m sont environ sept fois plus que 3 v/m, l'exposition de rayonnement reçu par le corps humain est environ quarante-sept fois supérieure.

Les écologistes francophones ont demandé que la norme soit évaluée, en octobre 2001 avant l'octroi final des licences UMTS. Ce combat d'arrière-garde suscite deux remarques. Ne dispose-t-on pas à ce jour d'études suffisantes et l'avis du Conseil supérieur d'Hygiène n'a-t-il aucune valeur? Il est naïf de croire que les opérateurs accepteraient sans broncher un renforcement des normes, alors qu'ils seront sur le point de dépenser des milliards pour obtenir leurs licences.

Enfin, peut-on encore faire confiance aux écologistes, lorsque le Secrétaire d'État à l'Energie écrit que la décision approuvée par les ministres écologistes, quoique contraignante, « aurait dû être retardée afin d'envisager un débat suffisamment approfondi ». Toute personne de bon sens comprendra que la norme de 20,6 V/m ne vise pas la protection de la santé, et il est regrettable que les écologistes participent à un tel scénario. *(Applaudissements sur les bancs du PSC)*.

02.19 Hans Bonte (SP): Je voudrais évoquer la politique de l'emploi, en ce compris l'accord interprofessionnel. Je partage les vues de notre collègue D'Hondt. Un consensus a été dégagé et il en découle qu'une bonne politique doit être fondée sur des accords entre les partenaires sociaux. Les entraves ont été levées et un équilibre peut ainsi être atteint entre la société civile et les pouvoirs publics. Le SP estime qu'une concertation sociale tripartite doit être organisée. La concertation sociale influe naturellement sur la politique mise en oeuvre. Les pouvoirs publics se voient imposer le rôle de financier mais ils devraient également avoir leur mot à dire en matière de politique de l'emploi.

Le gouvernement doit connaître la position du Parlement en la matière.

L'accord interprofessionnel comporte une série de dispositions visant à mieux harmoniser la vie familiale et la vie professionnelle. En matière d'interruption de carrière et de crédit-temps, beaucoup d'aspects demeurent nébuleux. La concertation sociale devra continuer à examiner

sociale achteruitgang inhoudt.

02.20 Greta D'Hondt (CVP): Ik ben blij dat we die bekommernis delen. De bijlage bij het interprofessioneel akkoord is duidelijker dan de tekst en onrustwekkend, omdat de bepalingen een achteruitgang inhouden. Ik vrees dat de parlementaire voorstellen inzake loopbaanonderbreking en ouderschapsverlof geen plaats meer zullen krijgen.

02.21 Hans Bonte (SP): Ik deel de ongerustheid van mevrouw D'Hondt. Er zou nog in dit verband een overleg komen met de sociale partner, maar ik wil de ongerustheid van de SP hierover meedelen. Kan er nog iets veranderd worden na de betekening van het interprofessioneel akkoord? Want er zijn geen mogelijkheden vastgelegd voor onder andere zorgverlof. Er zijn hierover nochtans wetsvoorstellen neergelegd in de commissies. Een tweede belangrijk dossier is dit van de activering van oudere werknemers. In de praktijk gaat de uitstroom van oudere werknemers voort. Er is een grotere creativiteit nodig dan wat nu in het interprofessioneel akkoord zit, om dit tegen te gaan.

Het is goed dat herintredende bruggepensioneerden voortaan bij ontslag opnieuw in hun oude stelsel kunnen stappen. Toch zou men daarin nog verder kunnen gaan. De socialistische fractie zal ter zake weldra voorstellen indienen. De inspanningen inzake opleiding en vorming moeten minstens even groot zijn als in onze buurlanden. Helaas hinken we achterop in vergelijking met de inspanningen inzake lastenverlaging. Gelukkig zijn de sociale partners overeengekomen om hun vormingsinspanningen te laten evalueren door een overkoepelend observatorium.

De kwestie van het onderscheid tussen arbeiders- en bediendenstatuut blijft onopgelost. In het interprofessioneel akkoord werd enkel een kalender afgesproken om in een periode van zes jaar de discriminaties weg te werken. Nochtans zijn alle fracties het erover eens dat de regering zich actief moet opstellen in dit dossier. Wij dringen erop aan dat dit ook werkelijk gebeurt tijdens de besprekingen volgend jaar over de blauwdruk. Een eenheidsstatuut voor beide groepen blijft immers het ideaal. *(Applaus)*

02.22 Daniel Bacquelaine (PRL FDF MCC): De

ces dimensions, mais nous devons veiller à ce que le résultat ne débouche pas sur une régression sociale.

02.20 Greta D'Hondt (CVP): Je me réjouis de ce que nous partageons cette préoccupation. L'annexe à l'accord interprofessionnel est plus clair que le texte et elle est par ailleurs préoccupante parce que ses dispositions sont socialement rétrogrades. Je crains que les propositions parlementaires en matière d'interruption de carrière et de congé parental soient jetées aux oubliettes.

02.21 Hans Bonte (SP): Je partage l'inquiétude de madame D'Hondt. Cela devrait encore faire l'objet d'une concertation avec les partenaires sociaux, mais je voulais exprimer la préoccupation du SP à ce sujet. Pourra-t-on encore modifier certaines choses après la signature de l'accord interprofessionnel? Je vous pose cette question parce que je constate qu'aucune possibilité n'a été prévue dans le domaine des congés pour assistance familiale. Cependant, des propositions de loi ont été déposées à ce sujet en commission. Un deuxième dossier important est celui de l'activation des chômeurs âgés. Dans la pratique, les travailleurs âgés qui mettent un terme à leur carrière sont toujours aussi nombreux. Pour lutter contre ce phénomène, il faudra témoigner d'une plus grande créativité que celle que l'on trouve dans l'accord interprofessionnel.

Il est bon que les prépensionnés qui reprennent leurs activités professionnelles puissent, en cas de licenciement, à nouveau bénéficier de leur ancien régime. On pourrait cependant aller plus loin. Le groupe socialiste déposera prochainement des propositions en la matière. Les efforts en matière de formation doivent au moins être aussi importants que dans les pays voisins. Nous sommes hélas à la traîne en comparaison avec les efforts relatifs à la réduction des charges. Heureusement, les partenaires sociaux ont décidé de soumettre leurs efforts de formation à l'évaluation d'un observatoire commun.

La question de la distinction entre le statut d'ouvrier et celui d'employé reste sans solution. L'accord interprofessionnel se borne à arrêter un calendrier pour mettre fin aux discriminations en six ans. Tous les groupes s'accordent toutefois pour dire que le gouvernement doit déployer des activités dans ce dossier. Nous demandons instamment qu'il le fasse lors des discussions qui seront menées sur le projet l'année prochaine. Un statut unique pour les deux groupes reste en effet un idéal. *(Applaudissements)*

02.22 Daniel Bacquelaine (PRL FDF MCC):

situatie is ontegenzegglijk beter dan vroeger. Dankzij de verhoging met 42 miljard van de begrotingen voor de sociale zekerheid en de geneeskundige verzorging zullen nieuwe beleidslijnen kunnen worden uitgestippeld. Het akkoord tussen artsen en ziekenfondsen maakt het mogelijk een beproefd stelsel te behouden.

Het nieuwe geneesmiddelenbeleid vertaalt zich in een reeks op solidariteit gestoelde maatregelen, waarbij de termijnen voor de terugbetaling niet langer overschreden zullen worden.

De maatregelen gaan in de eerste plaats de patiënt aan, die voortaan even snel als patiënten in andere EU-lidstaten over de meest werkzame geneesmiddelen zal kunnen beschikken. De naleving van die richtlijn is een fundamenteel gegeven. Ik hoop dat men het dit keer niet bij goede bedoelingen zal laten.

Voor de chronische ziekten gaat men van een louter forfaitair stelsel naar een specifiek op elk type van ziekte afgestemde regeling. Dit is een significante vooruitgang.

We mogen de nieuwe geneesmiddelen tegen de ziekte van Alzheimer niet ter zijde schuiven. Uit studies blijkt dat patiënten er wel degelijk baat bij vinden. Dat probleem moet de komende maanden zeker ter tafel komen.

Het beleid inzake palliatieve verzorging moet een oplossing aanreiken voor het tijdsprobleem : de beschikbaarheid van de arts is hierbij van primordiaal belang.

Daarbij staat een opwaardering van de intellectuele handeling centraal.

Op de begroting wordt terecht geld uitgetrokken voor die opwaardering van de intellectuele handelingen, en dat geldt meer bepaald die medische disciplines waarvoor een langdurig contact met de patiënt vereist is. De door u bepleite planning is zeker nuttig met het oog op het beheersen van het zorgaanbod. De resolutie van het parlement van de Franse Gemeenschap toont echter aan dat het onderwerp miskend wordt. Ik betreur dat sommige ministers geloven dat België aan een dergelijke planning zou ontsnappen.

Het verwondert me des te meer omdat de decanen van onze universiteiten deze zienswijze voorstaan, zich daarvoor baserend op een kennelijk veelvuldig hineininterpretierte studie. Er is zeker een teveel aan artsen, maar er zijn ook te veel universitaire-ziekenhuisbedden, waarvoor men zich goedkope

Assurément, la situation est meilleure qu'avant. L'augmentation des budgets de la sécurité sociale et des soins de santé de 42 milliards permet de mettre en place de nouvelles politiques. De plus, la conclusion d'un accord médico-mutualiste permet de préserver un système qui a fait ses preuves.

En matière de médicaments, la nouvelle politique s'exprime par plusieurs mesures qui reposent sur la solidarité et évitent de dépasser certains délais pour les remboursements.

Cela concerne avant tout le patient, qui pourra bénéficier des médicaments les plus performants en même temps que les autres patients de l'Union européenne. Le respect de cette directive est fondamental. J'espère que, cette fois, on dépassera le stade des intentions.

Au sujet des maladies chroniques, on passe d'un système strictement forfaitaire à un système adapté à chaque type de maladie. C'est une avancée significative.

Concernant la maladie d'Alzheimer, on ne peut faire l'impasse sur les nouveaux produits. Les études démontrent l'amélioration qu'ils rendent possible. Le problème devra être revu dans les prochains mois.

La politique en matière de soins palliatifs doit, avant tout, répondre au problème du temps que requièrent ceux-ci : la disponibilité du praticien est primordiale en la matière.

La revalorisation de l'acte intellectuel représente, en ce domaine, un élément central.

Le budget prévoit à juste titre une revalorisation des actes intellectuels, qui concernent les branches de la médecine qui demandent un contact prolongé avec le patient. Quant à la maîtrise de l'offre de soins, la planification pour laquelle vous plaidez est utile. Mais la résolution du Parlement de la Communauté française traduit une méconnaissance du sujet. Je déplore que des ministres estiment que la Belgique échapperait à une certaine planification.

Je suis d'autant plus surpris que les doyens de nos universités accréditent cette manière de voir, en s'appuyant sur une étude visiblement sollicitée. Il y a pléthore de médecins, certes, mais aussi pléthore de lits hospitaliers universitaires, dont on assume l'encadrement en s'appropriant une main-d'œuvre

arbeidskrachten toe-eigent. Sommigen zijn tot alles bereid om dat zo te houden, en deinzen er niet voor terug intellectueel oneerlijke argumenten te gebruiken. Voor het ziekenhuisstelsel moet een planning uitgewerkt worden.

Sommigen wilden de beperking van het aantal arbeidskrachten in de ziekenhuizen aanvoeren als argument tegen de *numerus clausus*. Maar als de spoedgevallendiensten van de ziekenhuizen overbelast zijn, dan komt dat doordat de patiënt liever naar de spoedgevallen gaat dan naar de huisarts, niet omdat er echt sprake is van een spoedgeval. De invoering van de derde-betalersregeling bij de artsen is een goede maatregel om de ziekenhuizen te ontlasten.

Wij staan tevens achter de maximale gezondheidsfactuur, waarvoor 400 miljoen wordt uitgetrokken.

Tot mijn tevredenheid vond ik in uw nota over de niet-conventionele praktijken de bekommernis terug die ik voordien in de commissie had geuit. Het is mogelijk om vooruitgang te boeken wat de keuzevrijheid van de patiënt betreft en tegelijkertijd een klimaat van veiligheid te handhaven. De registratie van homeopathische producten zal kwaliteitsvolle studies vereisen, ook al krijgen die producten het etiket "parallel" opgekleefd.

Wij steunen af op een foutloze medische aansprakelijkheid. Bijgevolg moet men in alle gevallen in de schadeloosstelling van de patiënt voorzien. Ik denk dat een strafrechtelijke en burgerlijke aansprakelijkheid moet worden behouden. Een gemengd stelsel dat de schadeloosstelling van de patiënt en de aansprakelijkheid van de arts garandeert is wenselijk.

Ten slotte pleit ik voor de "*peer review*". Het aanmoedigen van verantwoord medisch gedrag is niet de taak van de verzekeraars. De artsen moeten het terrein voorbereiden. Wij verheugen ons over de aanpassingen in de nomenclatuur en het feit dat elektrocardiogrammen niet meer worden terugbetaald. De financiering moet het principe van de "*peer review*" eerbiedigen.

Ook de tariefzekerheid die nu voor twee jaar is verworven, stemt ons tevreden. Voorts juichen wij de overeenkomst artsen-ziekenfondsen toe die een einde heeft gesteld aan het conflict inzake de ereloonsupplementen. Het systeem inzake tariefzekerheid dat een bepaalde mate van vrijheid waarborgt en aanpasbaar is, moet het conventioneel systeem aanvullen. De patiënt moet

bon marché, captive: certains sont prêts à tout pour maintenir cette opportunité, au prix de la malhonnêteté intellectuelle. Le système hospitalier doit aussi être planifié.

Certains ont voulu tirer argument de la limitation de main-d'œuvre dans les hôpitaux pour s'opposer au *numerus clausus*. Or, si les services d'urgences des hôpitaux sont débordés, c'est parce que les patients les préfèrent aux généralistes et non parce qu'il y a urgence. L'introduction du tiers-payant est une mesure apte à désengorger les hôpitaux.

La facture de santé maximale, à laquelle 400 millions sont consacrés, emporte également notre approbation.

J'ai été heureux de retrouver dans votre note relative aux pratiques non conventionnelles les préoccupations dont j'avais fait auparavant état en commission. Il est possible d'avancer dans le respect du libre choix du patient tout en ménageant un climat de sécurité. L'enregistrement des produits homéopathiques requerra des études de qualité, même s'ils portent l'étiquette « parallèle ».

On se dirige vers une responsabilité médicale sans faute. Dès lors, il faut assurer l'indemnisation du patient dans tous les cas. Mais, je pense qu'il faut maintenir une responsabilité pénale et civile. Le système mixte garantissant l'indemnisation du patient et la responsabilité du médecin est souhaitable.

Je terminerai en plaidant pour la *peer review*. J'estime qu'il ne revient pas aux assureurs de promouvoir les bonnes pratiques médicales. Les praticiens doivent réaliser le premier travail. Je me réjouis de l'évolution de la nomenclature et de la suppression de l'électro-cardiogramme. Le financement doit « coller » à la *peer review*.

En conclusion, je me réjouis de l'acquis d'une sécurité tarifaire pour deux ans. Je suis également heureux qu'on sorte des conflits portant notamment sur les suppléments d'honoraires, grâce à l'accord médico-mutualiste. Le système de sécurité tarifaire doit pouvoir compléter le système conventionnel, qui représente une part de liberté et qui peut être adapté. Je plaide aussi pour la liberté de choix du

de arts of de instelling tot dewelke hij zich richt vrij kunnen kiezen.

De door u bepleite maatregelen en de overeenkomst artsen-ziekenfondsen gaan de goede richting uit. *(Applaus bij de meerderheid)*

02.23 Trees Pieters (CVP): De regering heeft beslist de schulden van de sociale zekerheid over te nemen, namelijk 34 miljard in het stelsel van de werknemers en 23 miljard in het stelsel van de zelfstandigen. Vanaf 1 januari 2001 zal 23,5 procent van de BTW-opbrengst aan de sociale zekerheid worden toegewezen. De minister geeft toe dat een lening van 20 miljard slechts terugbetaald moet worden vanaf 2002, terwijl de alternatieve financiering reeds vanaf 2001 verminderd wordt.

02.24 Minister Frank Vandenbroucke (Nederlands): De schulden worden integraal terugbetaald vanaf 2001. Oorspronkelijk was er een schuldaflossing in schijven vanaf 2002 beslist. Daarvoor wordt een beroep gedaan op een alternatieve financiering. Dat is positief voor de zelfstandigen en vormt in feite een spaarpotje. Nu worden de schulden volledig terugbetaald in 2001.

02.25 Trees Pieters (CVP): Mijn redenering was nog niet ten einde. Een lening van 20 miljard wordt terugbetaald vanaf 2002 en de alternatieve financiering wordt in 2001 verminderd met 2,7 procent. Dat staat in de nota te lezen. Het RSVZ denkt dat er voor 2001 een batig saldo zal zijn van 2,6 miljard. De minister rekent voor dit jaar op een bijdragegroei van 300 miljoen. De bijdrage wordt echter berekend op de inkomsten van 1998. Daarnaast stijgt de rijkstoelage met 1,327 miljoen ingevolge indexering. Voor 2000 had het RSVZ voor geneeskundige verstrekking 30,671 miljard begroot. Voor 2001 komt het op 32,2 miljard, na de begrotingscontrole 32,8 miljard. Het RIZIV begroot voor dezelfde uitgaven 33,3 miljard. Voor 2001 is de berekening dus de volgende: 2,6 miljard overschot min 2,7 miljard alternatieve financiering is -0,1 miljard. Daarbij komt 300 miljoen aan bijdragen, dus +0,2 miljard, min 0,568 begroting RSVZ is -0,3 miljard.

Voor 2002-2008 is de balans positief, maar minder positief als de minister voorstelt, voor 2008-2009 komt er weer een negatief resultaat.

Er is nog slechts weinig speelruimte om verbeteringen aan te brengen vanuit het stelsel.

20 tot 25 procent van de zelfstandigen betalen geen bijdragen voor de kleine risico's. Vele bejaarde

patient par rapport à son prestataire et à la structure à laquelle il s'adresse.

Les mesures que vous préconisez et l'accord médico-mutualiste vont dans la bonne direction. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité)*

02.23 Trees Pieters (CVP): Le gouvernement a décidé de prendre à son compte les dettes de la sécurité sociale, à savoir 34 milliards dans le régime des travailleurs salariés et 23 milliards dans le régime des indépendants. A partir du 1^{er} janvier 2001, 23,5% des recettes TVA seront attribuées à la sécurité sociale. Le ministre reconnaît qu'un emprunt de 20 milliards ne devra être remboursé qu'à partir de 2002, alors que le financement dit alternatif sera réduit dès 2001.

02.24 Frank Vandenbroucke, ministre: *(en néerlandais)* Les dettes seront intégralement remboursées à partir de 2001. Il avait initialement été décidé d'amortir la dette en plusieurs tranches. Il sera recouru, à cette fin, à un financement dit alternatif. C'est pour les indépendants une mesure favorable qui constitue en fait une épargne. Les dettes seront en fait intégralement remboursées en 2001.

02.25 Trees Pieters (CVP): Je n'étais pas encore au bout de mon raisonnement. Un emprunt de 20 milliards est remboursé à partir de 2002 et le financement dit alternatif est réduit de 2,7% en 2001. C'est ce que l'on peut lire dans la note. L'INASTI prévoit pour 2001 un solde positif de 2,6 milliards. Le ministre escompte, cette année, un accroissement des cotisations de 300 millions. La cotisation est cependant calculée sur la base du revenu de 1998. La dotation de l'Etat croît en outre de 1,327 millions, à la suite de l'indexation. Pour 2000, l'INASTI avait prévu au budget un montant de 30,671 milliards pour les prestations de soins de santé. Ce montant passe à 32,2 milliards pour 2001 et à 32,8 milliards après le contrôle budgétaire. Pour les mêmes dépenses, l'INAMI prévoit 33,3 milliards. Pour 2001, le calcul est donc le suivant: 2,6 milliards d'excédent moins 2,7 milliards de financement alternatif, soit -0,1 milliard. A cela s'ajoutent 300 millions de cotisations, soit +0,2 milliard, moins 0,568 budgété par l'INASTI, ce qui donne -0,3 milliard.

Pour 2002-2008, le bilan est positif mais moins que ce que dit le ministre; pour 2008-2009, on enregistre à nouveau un résultat négatif.

Les marges qui permettraient d'améliorer la situation sur la base du régime sont très étroites.

Les indépendants sont 20 % à 25 % à ne pas payer de cotisations pour les petits risques. Nombre

zelfstandigen kunnen zich die uitgave niet veroorloven. Wordt dit besproken in de werkgroep-Cantillon of elders?

Het statuut van de medewerkende echtgenoot-verzekerings arbeidsongeschiktheid heeft een vrijwillige basis. Daarop wordt niet ingetekend. De formule moet dus worden gewijzigd.

Inzake de werkgroep-Cantillon belooft men 280 miljoen in 2001 en 525 miljoen in 2002. Is dat voor een kinderbijslagverhoging of voor de invaliditeitsuitkeringen?

Het sociaal stelsel voor de zelfstandigen heeft naar verluidt een gecumuleerd overschot van 8 miljard. Dit is geen overschot, maar een bedrijfskapitaal dat nodig is om de uitkeringen maandelijks te kunnen betalen, terwijl de bijdragen driemaandelijks worden geïnd.

Inzake de administratieve vereenvoudiging is nog altijd niet duidelijk wie de bevoegde regeringscommissaris wordt. De dienst Administratieve Vereenvoudiging moet in elk geval alle departementen overkoepelen.

Wanneer komen de tweede pijler en het Zilverfonds ter bespreking in het Parlement? Hoever staat het met de definitie van de "belastende functie" wat de pensioenberekening betreft?

02.26 Minister **Frank Vandenbroucke** (Nederlands): Ik moet daarover onderhandelen met de vakbonden en wacht op voorstellen.

02.27 **Trees Pieters** (CVP): Ik stel nu mijn vragen aan minister Onkelinx.

De tewerkstelling neemt toe. Die doelstelling bestond reeds in de vorige legislatuur. Toch zullen we wellicht de werkgelegenheidsgraad van 70 procent, zoals in Lissabon vastgelegd, in ons land nooit bereiken ook al omdat bij ons de schoolplicht erg lang is. Bovendien blijkt bij ons de combinatie arbeid en opleiding niet zo goed te lukken als in Nederland of Duitsland. De daling van de werkloosheid is duidelijk merkbaar, vooral in sommige Vlaamse regio's zoals Kortrijk of Vlaams-Brabant. Daardoor ontstaan daar tekorten in sommige branches. Ik pleit daarom voor een verhoogde kwaliteit. Het voorstel inzake arbeidsduurvermindering is positief, maar het cijfer van 80.000 bijkomende arbeidsplaatsen is wel al te optimistisch. Bovendien zijn sommige vacatures al

d'indépendants âgés ne peuvent se permettre cette dépense. Cette question sera-t-elle débattue au sein du groupe de travail Cantillon ou ailleurs ?

Le statut de l'assurance couvrant l'incapacité de travail des personnes travaillant avec leur conjoint indépendant repose sur une base volontaire. Or, on n'y souscrit pas. Il convient donc de modifier la formule.

En ce qui concerne le groupe de travail Cantillon, on promet 280 millions en 2001 et 525 millions en 2002. Ces montants promis concernent-ils une augmentation des allocations familiales ou des allocations d'invalidité ?

Il me revient que le système social prévu pour les indépendants présente un excédent cumulé de 8 milliards. Il ne s'agit en fait pas là d'un excédent, mais d'un capital d'exploitation qui est nécessaire pour pouvoir payer les indemnités chaque mois alors que les cotisations sont perçues tous les trois mois.

En ce qui concerne la simplification administrative, on ne sait toujours rien avec certitude en ce qui concerne le prochain commissaire du gouvernement compétent. Le service chargé de la simplification administrative devra en tout cas chapeauter tous les départements.

Quand seront discutés au Parlement le deuxième pilier et le fonds de vieillissement? Qu'en est-il de la définition de la notion de «fonction astreignante» pour le calcul de la pension ?

02.26 **Frank Vandenbroucke**, ministre (en néerlandais): Je dois négocier avec les syndicats à ce sujet et j'attends des propositions.

02.27 **Trees Pieters** (CVP): Je vais à présent poser mes questions à la ministre Onkelinx.

L'amélioration de l'emploi, qui est actuellement constatée, constituait déjà un objectif sous la précédente législature. Pourtant, nous ne parviendrons sans doute jamais à atteindre le taux d'emploi de 70 pour cent fixé à Lisbonne, même si l'obligation scolaire couvre, dans notre pays, une période particulièrement longue. Par ailleurs, la combinaison entre le travail et la formation ne semble pas rencontrer chez nous le même succès qu'aux Pays-Bas ou en Allemagne. La diminution du chômage s'observe en particulier dans certaines régions flamandes, comme à Courtrai ou dans le Brabant flamand. Certaines branches de l'économie doivent même faire face à une pénurie de travailleurs. Dès lors, je plaide en faveur d'un accroissement de la mobilité. Nous accueillons

erg moeilijk te vullen.

favorablement la proposition relative à la réduction du temps de travail, même si le chiffre de 80.000 emplois complémentaires que vous citez nous semble trop optimiste. Par ailleurs, certaines vacances semblent particulièrement difficiles à pourvoir.

De bestrijding van de jeugdwerkloosheid verloopt erg moeizaam. Totnogtoe zouden er nog maar 600 arbeidsplaatsen in de openbare sector zijn ingevuld. In de privé sector gaat het om 23.000 arbeidsplaatsen, hoofdzakelijk in Vlaanderen. Bovendien zijn er in Vlaanderen veel bedrijven met minder dan 50 werknemers. De minister leek te beweren dat er in Wallonië meer kleine KMO's zijn.

La lutte contre le chômage des jeunes se révèle également difficile. A ce jour, il n'aurait été pourvu qu'à 600 emplois dans le secteur public. Par ailleurs, la Flandre compte de nombreuses entreprises de moins de 50 travailleurs. La ministre semblait dire que les petites PME sont plus nombreuses en Wallonie.

02.28 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*) : Ik heb in de commissie gezegd dat de verplichting om jongeren in dienst te nemen enkel geldt voor bedrijven met meer dan vijftig werknemers. Er zijn meer zo'n ondernemingen in Vlaanderen, wat het verschil verklaart.

02.28 **Laurette Onkelinx**, ministre (*en français*): J'ai dit, en commission, que l'obligation d'engager des jeunes ne s'impose qu'aux entreprises qui comptent plus de cinquante travailleurs. Or, il y en a davantage en Flandre, ce qui explique la différence.

Momenteel komt bovendien een beweging op gang voor de indienstneming van laaggeschoolde jongeren, op grond van stimuli.

En ce moment, se développe par ailleurs un mouvement pour l'engagement des jeunes peu qualifiés, sur base d'incitants.

02.29 **Trees Pieters** (CVP): Ik had dit blijkbaar verkeerd begrepen. Dit is dan rechtgezet. De sociale balans gaf nuttige resultaten in verband met het inschakelen van werklozen. De overtollige administratieve ballast moet worden weggeknipt. Er moet een strategie ontwikkeld worden die de terugkeer naar de werkvloer stimuleert. Het stelsel van het brugpensioen lijkt ongevoelig te zijn voor conjunctuurschommelingen en evolueert vrijwel autonoom. Mijns inzien zal er moeten afgestapt worden van het idee van brugpensioen vanaf 55 jaar en jonger. Dit mag geen verworven recht worden. Voorlopig blijft het bij een intentieverklaring.

02.29 **Trees Pieters** (CVP): Il semblerait que j'aie mal compris. Voilà l'erreur redressée. Le bilan social contenait des informations utiles sur l'insertion de chômeurs. Il faut éliminer les poids morts au niveau administratif. Il convient d'élaborer une stratégie qui encourage le retour à la vie active. Le régime des prépensions semble insensible aux fluctuations conjoncturelles et suit une évolution quasi autonome. A mon avis, il faudra abandonner l'idée de partir à la préretraite à partir de 55 ans, voire plus tôt. Cela ne doit pas devenir un droit acquis. Pour l'instant, on se limite à une déclaration de principe.

Nieuwe diverse toepassingen van bijdragevermindering zullen het systeem nog complexer maken. Inzake de administratieve vereenvoudiging is nog niet veel te merken. Drie sectoren (bouw, transport en uitzendsector) hebben de onmiddellijke tewerkstellingsaangifte goedgekeurd. Er wordt daaromtrent aan een KB gewerkt.

De nouvelles applications, plus complexes, de la réduction des cotisations viendront compliquer encore compliquer le régime. En tout cas, les efforts en matière de simplification administrative ne se font pas encore vraiment sentir sur le terrain. Trois secteurs (le bâtiment, les transports et le secteur du travail intérimaire) ont adopté la déclaration d'emploi immédiate. Un nouvel engagement se fait par voie électronique à l'ONSS. Un arrêté royal en la matière est en préparation.

De multifunctionele aangifte moet op 1 januari 2003 in werking treden. Het departement van Tewerkstelling en Arbeid moet nauw betrokken worden bij de vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten.

La déclaration multi-fonctionnelle doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2003. Le département de l'Emploi et du Travail doit être étroitement associé à la simplification des formalités administratives.

De PWA's zouden moeten worden hervormd. Is er een mogelijkheid om uit een PWA te stappen en naar een regulier systeem over te stappen? Hoe kan er een verbetering in de werkomstandigheden komen?

De dienstencheques bieden onvoldoende kwaliteitsdiensten aan.

De 38-urenweek wordt de wettelijke arbeidsduur, alsook het tijdskrediet. Volgens de sociale partners zal dit minstens een miljard kosten, ver boven de ramingen. Gezin en arbeid moet makkelijker kunnen worden gecombineerd. De maatregelen inzake tijdskrediet en loopbaanonderbreking staan echter haaks op het regeringsvoornemen om de activiteitsgraad te verhogen en vervalsen deels de werkloosheidsstatistiek. Wij pleiten voor flexibiliteit, waarbij rekening wordt gehouden met de eigenheid van de sector, de grootte van de onderneming en de verlangens van de werknemer.

Voor de vele kleine ondernemingen zijn de voorgestelde maatregelen onuitvoerbaar en moeten er pragmatische oplossingen komen. De maatregelen zullen de loonkost met 2,63 procent doen toenemen. De sociale partners hebben de voorstellen op heel wat punten verbeterd en aangepast aan de bedrijfsrealiteit.

Stimuli voor arbeidsduurverkortung verminderen het arbeidsaanbod, terwijl een verhoging nodig is. Zowel commissaris Monti als het IMF waarschuwen hiervoor.

02.30 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*) : Ik weet dat het IMF de cijfers grondig analyseert, maar ik ben er minder zeker van dat die instelling ook oog heeft voor de levenskwaliteit van degenen die werken en het beter op elkaar afstemmen van het privé-leven en het beroepsleven.

02.31 **Trees Pieters** (CVP): Dat is zijn verantwoordelijkheid.

Ik ben tevreden met het akkoord tussen de sociale partners. (*Applaus*)

02.32 **Guy D'haeseleer** (VLAAMS BLOK): Om aan te tonen dat het in ons land goed gaat, hanteert men enkel nationale werkloosheidscijfers waaruit zou moeten blijken dat de werkloosheid sterk daalt. Nochtans is er een groot regionaal verschil. De daling is in Vlaanderen veel groter dan in Wallonië.

Les ALE devraient faire l'objet d'une réforme. Est-il possible d'abandonner le système des ALE pour passer à un système régulier ? Comment améliorer les conditions de travail ?

Les chèques services n'offrent pas des services d'une qualité suffisante.

La durée légale du temps de travail sera de 38 heures et sera adoptée avant le projet relatif au crédit-temps. Les partenaires sociaux estiment le coût de cette mesure à un milliard de francs, ce qui dépasse les estimations.

Il faudrait pouvoir mieux combiner vie familiale et vie professionnelle. Les mesures concernant le crédit-temps et l'interruption de carrière se situent à l'opposé de la volonté du gouvernement d'augmenter le taux d'activité et faussent partiellement les statistiques du chômage. Nous plaçons en faveur de la flexibilité en tenant compte de la spécificité du secteur, de la taille de l'entreprise et des désirs des travailleurs.

Comme les petites entreprises sont dans l'impossibilité d'appliquer les mesures proposées, il faut trouver des solutions pragmatiques à leurs problèmes. Ces mesures feront croître le coût salarial de 2,63%. De nombreux points figurant dans les propositions ont été améliorés par les partenaires sociaux qui les ont adaptés à la réalité économique.

Les incitants visant à réduire le temps de travail diminuent l'offre d'emploi alors que l'inverse aurait été nécessaire. Le commissaire Monti et le FMI nous ont mis en garde à ce sujet.

02.30 **Laurette Onkelinx**, ministre (*en français*) : Je sais que le FMI s'intéresse de près aux chiffres, mais je suis moins sûre qu'il tienne compte de la qualité de vie au travail et de l'harmonisation entre la vie privée et la vie professionnelle.

02.31 **Trees Pieters** (CVP): Cela relève de sa responsabilité.

L'accord conclu entre les partenaires sociaux me satisfait. (*Applaudissements*)

02.32 **Guy D'haeseleer** (VLAAMS BLOK): Pour bien montrer à quel point le pays se porte bien, le gouvernement avance des chiffres nationaux du chômage censés indiquer une baisse très sensible du chômage. Cependant, il y a sur ce plan une grande différence entre les deux Régions. La

De werkloosheid in Vlaanderen bedraagt 6 procent tegenover 17 procent in Wallonië. Ik verheug me niet over die hoge werkloosheid in Wallonië, maar moet vaststellen dat er daar niet veel van een positieve evolutie te merken valt. Het gevolg hiervan is natuurlijk de aanhoudende transfers van Vlaanderen naar Wallonië ten bedrage van 200 miljard frank. Zelfs de vergrijzing van de Vlaamse bevolking zal geen vermindering van die transfers veroorzaken.

Al deze factoren bewijzen nog maar eens dat een echt regionaal beleid noodzakelijk is. Daarom pleiten wij voor een volledige overheveling van de bevoegdheden naar de Gewesten. Dit zal ook een antwoord zijn op de kritiek van de Europese Commissie.

De tewerkstellingsgraad gaat er weliswaar op vooruit, maar is nog ver van voldoende. Dat geldt vooral voor de tewerkstelling van ouderen. Wij moeten dan ook de uitstoot van oudere werknemers stopzetten. Daarom moeten de arbeidsvoorwaarden worden aangepast. Het aanbieden van jobs aan 50-plussers is dan ook positief. De *knowhow* van anderen moet gebruikt worden in opleiding voor jongeren.

Tezelfdertijd moeten de werkloosheidsvallen worden opgeheven, ook en vooral voor de harde kern van langdurig werklozen. Op hen moet de druk om opnieuw aan het werk te gaan worden verhoogd.

Wij pleiten verder voor een evaluatie van de vele tewerkstellingsmaatregelen om te komen tot een efficiënt arsenaal van maatregelen. De regering besteedt veel aandacht aan de jeugdwerkloosheid en heeft daarom een systeem van startbanen uitgedacht. Dat systeem blijkt vooral in Vlaanderen succes te kennen, hoewel er daar weinig jeugdige werklozen zijn. Hoe dan ook zijn deze startbanen geen succes. Uiteindelijk zal het netto resultaat vrijwel nihil zijn. In de toekomst zal de opleiding beter moeten worden afgestemd op de noden van de arbeidsmarkt. Terzake staan wij achter de idee van een zogenaamd vaardigheidsattest, maar we wijzen erop dat dit een regionale bevoegdheid is.

Het PWA-stelsel heeft niet geleid tot een dienstverleningseconomie. Het is in feite eerder een werkloosheidsval en moet dan ook worden aangepast. Al deze systemen zouden beter geïntegreerd moeten worden om te komen tot een volwaardige tewerkstelling.

baisse du chômage est nettement plus marquée en Flandre qu'en Wallonie. Le taux flamand est de 6 % tandis que le taux wallon est de 17 %. Ce chômage élevé dans le sud du pays ne me réjouit pas, mais force est de constater qu'on y chercherait en vain la trace d'une évolution positive. Il en découle évidemment des transferts continus de la Flandre à la Wallonie pour un montant de 200 milliards de francs. Même le vieillissement de la population flamande ne donnera pas lieu à une réduction de ces transferts.

Tous ces facteurs démontrent une fois de plus qu'il est crucial de mener une vraie politique régionale. C'est la raison pour laquelle nous plaçons en faveur d'un transfert intégral aux Régions des compétences concernées. Et cela constituerait du même coup une réponse aux critiques émises à notre égard par la Commission européenne.

Certes, le taux d'activité augmente, mais pas suffisamment, tant s'en faut. Cela vaut surtout pour l'emploi des travailleurs âgés. Dès lors, nous devons mettre un frein aux départs massifs de ces salariés d'un certain âge. Ceci nécessite une adaptation des conditions de travail. L'offre d'emplois aux personnes âgées de plus de 50 ans est donc une mesure positive. Le savoir-faire des travailleurs âgés doit être mis à profit pour la formation des plus jeunes.

Simultanément, il faut supprimer les pièges du chômage, aussi et surtout pour le noyau dur des chômeurs de longue durée. Il faut exercer sur eux une pression pour les amener à reprendre le travail.

Nous plaçons également pour une évaluation des nombreuses mesures de mise au travail, afin de disposer d'un arsenal de mesures efficace. Le gouvernement accorde une grande attention au chômage des jeunes et a dès lors imaginé un système de premiers emplois. Ce système remporte surtout du succès en Flandre, alors que le nombre de jeunes chômeurs y est faible. Quoi qu'il en soit, ces premiers emplois ne sont pas un succès. Finalement, le résultat net sera presque nul. Il faudra, à l'avenir, veiller à une meilleure adéquation entre la formation et les besoins du marché. Nous sommes, en la matière, partisans d'une attestation d'aptitude mais nous tenons à ce qu'il s'agisse d'une compétence régionale.

Le système des ALE n'a pas généré une économie de services et constitue plutôt un piège à l'emploi ; il doit donc être adapté. Il vaudrait mieux intégrer tous ces systèmes pour parvenir à de l'emploi à part entière.

De bestrijding van het zwartwerk moet efficiënter worden aangepakt. Daarbij moet ook gezorgd worden voor een doorzichtiger sociaal strafrecht. Het Vlaams Blok pleit voor een opvoedersloon waarbij de financiële lasten voor de opleiding van kinderen tot een minimum worden herleid.

De werkgevers gaan akkoord met de veralgemening van de 38-urenweek tegen 2003. Ik hoop dat de regering zal ingaan op de vraag van de KMO's om extra overheidssteun, omdat nog meer werknemers 39 uur per week werken dan de regering dacht. Men mag zich evenwel niet al te zeer toespitsen op collectieve arbeidsduurvermindering. Sommige regio's kampen al met een tekort aan arbeidskrachten, zodat een dergelijke maatregel kan leiden tot problemen bij vervanging en de werkdruk nog zal doen toenemen. Hierover kan beter worden overlegd tussen de sociale partners.

Het sociaal akkoord bevat een aantal elementen die een aanzet kunnen zijn voor een betere afstemming van gezins- en beroepsleven. Het sociaal overleg moet hier kunnen spelen en de regering mag niet te betuttelend optreden.

Over het eenheidsstatuut van arbeiders en bedienden werden tijdens het sociaal overleg geen afspraken gemaakt. Het dossier werd doorgeschoven naar de NAR, die tegen eind 2001 een standpunt moet innemen. Dit dossier sleept te lang aan. Wij menen dat de regering het naar zich toe moet trekken.

Inzake de werkloosheidsverzekering staan we achter de verdere wegwerking van de werkloosheidsvallen, de aanpassing van de inkomensgarantie-uitkering en de verhoging van de uitkering voor gezinshoofden en alleenstaanden, gekoppeld aan een betere controle van de beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt.

We hebben ook vragen bij de informatiecampagne in verband met de vragen naar afkomst bij de aanwerving. We zijn hiertegen. De werkgever is nog steeds vrij in het aanwerven van zijn personeel. Men moet niet in elke werkgever raciale vooroordelen vermoeden.

Er is ook een achterstand in het publiceren van CAO's en dit kan juridische problemen met zich meebrengen. Dit zou volgens de minister een kwestie van mankracht zijn op de betrokken dienst van het ministerie. Hopelijk wordt dit vlug in orde gebracht. *(Applaus)*

De **voorzitter**: Ik wijs erop dat we het voor vandaag

La lutte contre le travail au noir doit être rendue plus efficace. Il faut, à cet égard, mettre également en place un droit pénal social plus transparent. Le Vlaams Blok plaide en outre en faveur d'un salaire éducatif, réduisant à un minimum les charges de l'éducation des enfants.

Les employeurs acceptent la généralisation de la semaine de 38 heures d'ici à 2003. J'espère que le gouvernement accédera à la demande des PME et leur accordera une aide publique supplémentaire, car le nombre de travailleurs qui effectuent encore 39 heures par semaine reste plus élevé que ne le pensait le gouvernement. Il ne faut toutefois pas se focaliser trop sur une réduction collective du temps de travail. Certaines régions sont déjà confrontée à un manque de main-d'oeuvre, si bien qu'une telle mesure créera des problèmes de remplacement et accroîtra encore la charge de travail. Il vaudrait mieux que les partenaires sociaux se concertent à ce sujet.

L'accord social comporte une série d'éléments susceptibles de constituer l'amorce d'une meilleure combinaison plus harmonieuse entre la vie familiale et la vie professionnelle. La concertation sociale doit pouvoir intervenir ici et le gouvernement ne doit pas se montrer trop interventionniste.

Le statut unique pour les ouvriers et les employés n'a pas fait l'objet d'accords au cours de la concertation sociale. Le dossier est renvoyé au CNT, lequel doit prendre position pour la fin de 2001. Ce dossier traîne trop. Nous estimons que le gouvernement doit s'en saisir.

En matière d'assurance contre le chômage, nous demandons que les pièges du chômage qui subsistent soient éliminés., que l'allocation de revenus garantis soit adaptée, que les allocations accordées aux chefs de famille et aux personnes isolées soient majorées, que le contrôle de la disponibilité pour le marché du travail soit amélioré.

Nous nous interrogeons également sur les informations demandées sur les origines lors des interviews de recrutement. L'employeur reste libre d'engager le personnel qui lui convient. Il ne faut pas soupçonner tout employeur de nourrir des préjugés racistes.

Par ailleurs, les retards dans la publication des CCT peut générer des problèmes juridiques. Selon le ministre, ce retard serait dû à la pénurie de personnel au sein du service ministériel compétent. Espérons que le problème puisse être rapidement réglé. *(Applaudissements)*

Le **président**: Je signale que nous terminerons

uitgestippelde programma ook daadwerkelijk afwerken, hoe laat het ook moge worden.

02.33 Anne-Mie Descheemaeker (AGALEV-ECOLO): België heeft de kosten van de gezondheidszorg tot op heden goed kunnen verzoenen met het tegemoetkomen aan de noden van de patiënten. De vergrijzing dreigt voor de onbeheersbaarheid van de ziektekosten te zorgen. Een grondige studie van de gezondheidssector door externe experts dringt zich op. Het bekijken van de nomenclatuurnummers is hierin een eerste stap.

Ook een behoefteraming moet dringend gemaakt worden. Volgens mij verdienen twee sectoren prioriteit. In de geestelijke gezondheidszorg moet er een oplossing komen voor de chronisch psychiatrische patiënten die niet langer opgenomen zijn, maar ook niet alleen kunnen functioneren. Er is ook een gebrek aan middelen, ruimte en personeel in de dagcentra. Ook in de bejaardeninstellingen dreigt een probleem van beheersbaarheid van de kosten. Dit is nochtans de meest expansieve sector van de gezondheids- en verzorgingssector.

Er is een vraag naar meer rechtsbescherming van de patiënt. Noch de patiënten, noch de zorgverleners hebben weet van rechten en plichten. Er is dus nood naar een duidelijke wetgeving, zeker inzake medische aansprakelijkheid.

Er zijn maatregelen genomen om het budget voor chronische zieken, demente bejaarden et cetera. Laat de keuzes niet bepaald worden door de zorgverleners, maar door de zorgvragers. *(Applaus)*

02.34 Jef Valkeniers (VLD): Er is krapte op de arbeidsmarkt, zo houdt men ons dagelijks voor. Dat zou een luxeprobleem kunnen zijn, want er zijn terzelfdertijd nog altijd een half miljoen werklozen. Die reserve moet eerst worden aangeboord, vooraleer men arbeidskrachten importeert. Het Rosettaplan was bedoeld om die reserve op de arbeidsmarkt te krijgen, maar het schiet zijn doel voorbij: de laaggeschoolde jongeren worden amper bereikt. Daarnaast is het plan, ondanks de aanvankelijke scepsis, een groter succes in Vlaanderen dan in Wallonië, terwijl het toch op Waalse maat geschreven was.

l'ordre du jour prévu pour aujourd'hui, même si cela nous oblige à travailler très tard.

02.33 Anne-Mie Descheemaeker (AGALEV-ECOLO): Jusqu'à présent, la Belgique a réussi à concilier les frais des soins de santé et les besoins des patients. Le vieillissement de la population risque de rendre ingérables le coût des soins de santé. Il faut une étude détaillée du secteur de la santé, réalisée par des experts extérieurs. La révision des numéros de la nomenclature doit constituer un premier pas dans ce sens.

De même, il faut d'urgence procéder à une évaluation des besoins. J'estime que deux secteurs méritent qu'on leur accorde la priorité. En ce qui concerne les problèmes de santé mentale, une solution doit être trouvée pour les patients psychiatriques chroniques qui ne peuvent plus être accueillis dans des institutions mais qui ne sont pas autonomes. Les centres de jour souffrent aussi d'un manque de moyens, d'espace et d'effectifs. Les institutions d'accueil des personnes âgées risquent également de devoir faire face à un problème de gestion des frais. Il s'agit cependant du secteur de soins qui connaît l'expansion la plus rapide.

La protection juridique du patient doit être mieux assurée. Ni les patients, ni les prestataires de soins ne sont informés de leurs droits ou de leurs devoirs. Une législation claire est dès lors une nécessité, notamment en matière de responsabilité médicale. Des mesures ont été prises pour augmenter le budget prévu pour l'assurance maladie. Nous attendons encore un budget supplémentaire pour les malades chroniques, les personnes âgées dementes, etc. Les choix ne doivent pas être confiés aux prestataires de soins mais à ceux qui nécessitent des soins. *(Applaudissements)*

02.34 Jef Valkeniers (VLD): On nous répète constamment qu'il y a pénurie sur le marché du travail. Cela ne devrait pas constituer un réel problème puisque, dans le même temps, notre pays compte encore un demi-million de chômeurs. Il faut d'abord puiser dans cette réserve avant d'importer de la main d'œuvre étrangère. Le plan Rosetta avait pour objectif de permettre aux chômeurs faisant partie de cette réserve de trouver un emploi, mais cet objectif n'est pas atteint. Les jeunes peu qualifiés ne sont guère concernés par les mesures mises en œuvre.. Parallèlement, malgré le scepticisme avec lequel il avait initialement accueilli, ce plan a rencontré un succès plus important en Flandre qu'en Wallonie, alors qu'il avait été élaboré sur mesure pour résoudre les problèmes wallons.

02.35 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*) : Het was de bedoeling de jongeren hoop te geven, niet de belangen van een van de Gewesten te dienen. Aangezien wij wekelijks zo'n 1000 aanvragen tot een startbaanovereenkomst ontvangen, is die doelstelling zeker bereikt.

02.36 **Jef Valkeniers** (VLD): Er is nood aan een visie op de totale loopbaan. Lang stelde de VLD dat vervroegde uittrekking niet de juiste piste was. Dit werd vroeger als asociaal beschouwd. Nu erkent men dat de loopbaan inderdaad niet noodzakelijk op het einde moet worden ingekort, maar dat er meer rustmomenten tijdens de loopbaan kunnen worden toegestaan.

Brugpensioen vanaf 45 jaar zien wij niet zitten. De maatregelen om oudere werknemers aan te moedigen langer te werken, te samen met financiële tegemoetkomingen aan werkgevers die oudere werknemers in dienst nemen, krijgen onze volledige steun.

De brugpensioenen vanaf 58 jaar werden niet in vraag gesteld. Het deeltijdsbrugpensioen werd enkele jaren geleden in voege gesteld. Dit zou op dezelfde manier moeten behandeld worden als de brugpensioenen.

De *Canada Dry's* – oudere werklozen die er nog een premie bovenop krijgen – moeten afgeschaft worden. De vrijstelling van oudere werklozen moet worden bijgestuurd, want het heeft een pervers effect. De werkgevers mogen ook een activering van oudere werknemers niet tegenwerken. Wij vragen een evenwichtige regeling op het vlak van *outplacement* en zijn er niet zeker van dat men de werkgever kan verplichten om zijn oudere werknemers een *outplacement*contract te geven. De combinatie arbeid en gezin, de vervroegde uittrekking en de kansarmen op de arbeidsmarkt verdienen prioritaire behandeling. Telewerk zou een oplossing kunnen bieden om de combinatie werk en gezin te verlichten. De regering zou initiatieven op dit vlak moeten stimuleren. De VLD heeft een voorstel van resolutie in die zin klaar. Ook de regeling van dienstencheques moet door deze regering eenduidig worden vastgelegd.

Ten derde, een actievere inschakeling van de uitzendarbeid lijkt noodzakelijk. Voor de horeca zou er zo een *pool* van werknemers kunnen gevormd worden om piekmomenten op te vangen. We zijn tegen een verbod van uitzendarbeid in de bouw. Ten vierde moet ook de arbeidsduur tijdelijk kunnen

02.35 **Laurette Onkelinx**, ministre (*en français*): L'objectif était de donner un espoir aux jeunes, non de servir les intérêts d'une des Régions. Cet objectif est rempli, puisque nous avons quelque 1.000 demandes de conventions chaque semaine.

02.36 **Jef Valkeniers** (VLD): Un aperçu de l'ensemble de la carrière s'impose. Le VLD a longtemps considéré que la retraite anticipée ne constituait pas une bonne voie. Antérieurement, on lui avait prêté un caractère asocial. Actuellement, on a tendance à estimer en effet que la fin de carrière ne doit pas nécessairement être écourtée mais que les périodes de repos peuvent être plus nombreuses en cours de carrière.

Nous ne croyons pas que la prépension à 45 ans soit une bonne solution. Nous soutenons pleinement les mesures qui encouragent les travailleurs âgés à rester au travail et qui accordent des avantages financiers aux employeurs qui engagent des travailleurs âgés.

La prépension à partir de 58 ans n'a pas été mise en cause. La prépension à mi-temps a été instaurée il y a quelques années et on devrait lui appliquer les mêmes mesures que celles prévues pour la prépension.

Il faut supprimer les « Canada dry », c'est à dire les chômeurs âgés qui bénéficient d'une prime supplémentaire. L'exemption des chômeurs âgés doit être reconsidérée car elle a des effets pervers. Les employeurs ne peuvent pas faire obstacle à l'activation des travailleurs âgés. Nous sommes partisans d'un règlement équilibré en ce qui concerne le placement et nous ne sommes pas convaincus qu'il faille pouvoir contraindre l'employeur à accorder un contrat de placement à ses travailleurs âgés. La combinaison travail-famille, le départ anticipé et les personnes défavorisées sur le marché du travail doivent faire l'objet d'un traitement prioritaire. Peut-être le télétravail permettrait-il de concilier le travail et la famille. Le gouvernement devrait favoriser les initiatives dans ce domaine. Le VLD a déjà rédigé une proposition de résolution qui va dans ce sens. Ce gouvernement doit également établir clairement les règles relatives aux chèques-service.

Troisièmement, il faut activement rechercher des intérimaires. En ce qui concerne le secteur de l'horeca, la création d'une réserve d'intérimaires permettrait de satisfaire aux besoins supplémentaires en haute saison. Nous nous opposons à l'interdiction du travail intérimaire dans

worden vermeerderd op individuele en tijdelijk basis. De vorming is natuurlijk belangrijk, maar dit is gewestelijke materie. Er moet vooral een consequent beleid worden gevoerd.

02.37 Greta D'Hondt (CVP): De heer Valkeniers is mede-indiener van een wetsvoorstel over uitzendarbeid in de bouw. Botst dat niet met wat het sociaal akkoord daarover zegt?

02.38 Jef Valkeniers (VLD): U moet de minister daarover ondervragen.

02.39 Filip Anthuenis (VLD): Wat denken de CVP en mevrouw Pieters daarover?

02.40 Greta D'Hondt (CVP): We zullen zien in hoeverre het voorstel een vertaling is van het sociaal akkoord.

02.41 Trees Pieters (CVP): Het wetsvoorstel van de heer Desimpel strookt niet met wat de heer Anthuenis hierover denkt.

02.42 Jef Valkeniers (VLD): De arbeidstijd moet niet alleen verminderd maar ook vermeerderd kunnen worden op vrijwillige basis. Wij zijn voor tijdsspaarrekeningen.

Er moet een consequent beleid gevoerd worden met als doel de actieve welvaartsstaat. De doorstromingen en activeringsmaatregelen verdienen voor de VLD de grootste prioriteit.

02.43 Minister Frank Vandenbroucke (Nederlands): Een algemene bedenking eerst. Sociale zekerheid is een instrument in het geheel van het sociale beleid. Men moet geen tegenstelling tussen beide zoeken, zoals mevrouw D'Hondt soms doet. Wie een goed uitgebouwd stelsel van sociale zekerheid heeft, scoort goed inzake armoedebestrijding. Sociale zekerheid poogt een antwoord te bieden op sociale risico's, en aangezien die risico's voortdurend veranderen – denk aan het nieuwe risico van de langdurige afhankelijkheid – moet ook de sociale zekerheid voortdurend nieuwe antwoorden zoeken.

02.44 Greta D'Hondt (CVP): Ik wil geenszins voorbijgaan aan een actualisering van het sociale zekerheidsstelsel. Er is geen tegenstelling tussen een sociale politiek en de sociale zekerheid. Er blijft evenwel een specifieke taak voor de sociale zekerheid en een eigen taak voor het sociaal beleid

le secteur de la construction. Quatrièmement, il faut autoriser les augmentations temporaires de la durée du temps de travail sur une base individuelle. La formation est également importante, mais elle ne fait pas partie des compétences fédérales. La politique doit avant tout être cohérente.

02.37 Greta D'Hondt (CVP): M. Valkeniers est co-auteur d'une proposition de loi relative au travail intérimaire dans le secteur de la construction. Ceci n'est-il pas en contradiction avec l'accord social ?

02.38 Jef Valkeniers (VLD): Vous devez interroger le ministre à ce propos.

02.39 Filip Anthuenis (VLD): Qu'en pensent le CVP et Madame Pieters ?

02.40 Greta D'Hondt (CVP): Nous verrons dans quelle mesure la proposition est une transposition de l'accord social.

02.41 Trees Pieters (CVP): La proposition de loi de M. Desimpel s'oppose au point de vue de M. Anthuenis en la matière.

02.42 Jef Valkeniers (VLD): Le temps de travail ne doit seulement pouvoir être réduit mais aussi accru sur une base volontaire. Nous sommes favorables à la constitution d'un capital-temps.

Il faut mener une politique conséquente ayant pour objectif l'Etat social actif. Pour le VLD, les mesures en faveur de la mobilité et l'activation méritent la plus grande priorité.

02.43 Frank Vandenbroucke , ministre (en néerlandais): Je vous livrerai d'abord une réflexion générale. La sécurité sociale est un instrument dans l'ensemble de la politique sociale. Il ne faut pas chercher d'antagonisme entre les deux, comme le fait parfois Madame D'Hondt. Les pays qui disposent d'un système de sécurité sociale bien développé, obtiennent de bons résultats en matière de lutte contre la pauvreté. La sécurité sociale cherche à apporter une réponse aux risques sociaux et, comme ces risques changent constamment – citons le risque nouveau de la longue dépendance –, la sécurité sociale, elle aussi, doit constamment chercher des réponses nouvelles.

02.44 Greta D'Hondt (CVP): Je ne cherche nullement à ignorer la nécessité d'une actualisation du système de la sécurité sociale. Il n'y a pas d'antagonisme entre une politique sociale et la sécurité sociale. La sécurité sociale et la politique sociale sont chacune conçues en fonction d'une

bestaan.

02.45 Minister **Frank Vandenbroucke** (*Nederlands*): In de praktijk geven we veel aandacht aan verhoging van minima, maar we doen ook een inspanning op het niveau van de maxima.

De heer Viseur heeft in de commissie een behoudsgezin betoog gehouden. Hij verwerpt de selectiviteit. Iets doen voor langdurig zieken is uiteraard selectief. Omdat de heer Viseur er niet is, zal ik hierop niet verder ingaan.

Ook voor de maxima gebeurt er iets, bijvoorbeeld in de werkloosheid en de pensioenen. Voor de alternatieve financiering verwijs ik naar het commissiedebat.

Men kan nooit het Parlement en de regeringen binden voor de toekomst, maar het Zilverfonds met de jaarlijkse Zilvernota is een belangrijke nieuwe techniek in het politieke debat, waar ze de vergrijzing centraal zal stellen. De Zilvernota zal het mogelijk maken om elk jaar te zien wat met het Zilverfonds moet gebeuren. Wij zullen een adviescomité installeren met een zelfde gezag als de Hoge Raad voor de Financiën. Afwijken zal erg moeilijk worden voor een regering.

(*Frans*) Onze collega Jean-Jacques Viseur heeft de tweede pijler bekritiseerd omdat die volgens hem te liberaal is. Hij sprak zichzelf echter tegen door te beweren dat de rol van de sociale partners in deze tweede pijler moet worden versterkt terwijl zij er wel degelijk inspraak hebben. De heer Delizée heeft de eisen die daaromtrent moeten worden gesteld, perfect samengevat. In de komende jaren moet aan de criteria die hij heeft opgesomd, worden voldaan, en de regering zal zich daarvoor inzetten.

(*Nederlands*) De groeivoet van 2,5 procent in de gezondheidszorgen zullen we wellicht niet kunnen aanhouden. De methode die uitgaat van een basisvoet plus bijkomende initiatieven kan wel blijven, waarbij ook binnen de groeivoet van 2,5 procent de nodige dynamiek mogelijk moet zijn. Bedoeling is niet overschrijdingen binnen het basispakket te verhalen op de nieuwe initiatieven. Daarom voorziet de programmawet in een gesplitste budgettaire opvolging en in gesplitste correcties.

tâche spécifique.

02.45 **Frank Vandenbroucke**, ministre (*en néerlandais*): Dans la pratique, nous sommes très attentifs au relèvement des minima mais nous consentons également un effort au niveau des maxima.

M. Viseur s'est montré conservateur en commission. Il rejette toute sélectivité. Or, des mesures en faveur des malades de longue durée sont forcément sélectives. M. Viseur n'étant plus présent dans l'hémicycle, je ne m'attarderai pas sur ce sujet.

Par ailleurs, des mesures sont prises également en ce qui concerne les plafonds, notamment en matière de chômage et de pensions. Pour ce qui est du financement dit alternatif, je me réfère au débat tenu en commission.

On ne peut pas lier le Parlement ni les gouvernements par des engagements pour l'avenir, mais le Fonds de vieillissement, assorti de sa note annuelle, est une technique nouvelle importante dans le débat politique, où le vieillissement de la population sera au centre des discussions. Cette note permettra de procéder chaque année à une évaluation de la situation du fonds et d'apporter des correctifs. Nous souhaitons installer un comité d'avis, revêtu de la même autorité que le Conseil supérieur des Finances. Il sera très difficile pour un gouvernement d'obtenir des dérogations.

(*En français*) Notre collègue M. Jean-Jacques Viseur a critiqué le deuxième pilier comme étant trop libéral. Mais il s'est contredit en affirmant qu'il fallait privilégier le rôle des partenaires sociaux dans ce deuxième pilier, alors qu'ils y ont bien leur mot à dire. M. Delizée a parfaitement résumé les exigences qu'il faut avoir à ce sujet. Quant aux critères qu'il a énumérés, il faudra y satisfaire dans les années à venir et le gouvernement s'y emploiera.

(*En néerlandais*) Nous ne pourrions sans doute pas soutenir le taux de croissance de 2,5 % dans le secteur des soins de santé. Néanmoins, nous pourrions continuer à appliquer la méthode fondée sur un taux de base combiné à des mesures supplémentaires, la dynamique nécessaire pouvant normalement être garantie compte tenu de ce taux de croissance de 2,5 %. L'objectif n'est pas de compenser les dépassements dans le paquet de base en rognant sur les nouvelles initiatives. C'est pourquoi la loi-programme prévoit un suivi budgétaire et des correctifs scindés.

02.46 Annemie Van de Casteele (VU&ID): De nieuwe initiatieven van vandaag zijn vaak de basisbehoeften van morgen.

02.47 Minister Frank Vandenbroucke (*Nederlands*): De uitdaging is precies de nieuwe initiatieven geleidelijk onder te brengen in het basispakket.

Wij moeten de nomenclatuur doorlichten om de bestaande vergoedingsstructuur te dynamiseren. De correctie in de ROB-sector kwam er om het budget te respecteren.

(*Frans*) Mevrouw Gilkinet heeft iets interessants gezegd over het geneesmiddelenbeleid. Zij betreurt de discrepantie tussen de verpakking en de posologie. Dat leidt tot verspilling. De terugbetalingscommissie zal zich voortaan ook uitspreken over de verpakking van nieuwe geneesmiddelen, en in een latere fase eventueel ook over de verpakking van bestaande geneesmiddelen.

U vraagt transparantiefiches per pathologie. Tot nu toe wordt er gewerkt met fiches per geneesmiddelenklasse. Ik geef toe dat de transparantiefiches gegevens moeten bevatten over de therapie en ook economische gegevens over de patiënten. Ik zal dit bespreken met mevrouw Aelvoet, die over het kostenplaatje gaat, en met wie ik wellicht zonder probleem een regeling zal kunnen uitwerken.

(*Nederlands*) Mevrouw Van der Poorten heeft mij niets gevraagd, ik hoef dus nog niet te reageren, maar de regels inzake maaltijdcheques moeten worden nageleefd.

02.48 Greta D'Hondt (CVP): In het kader van het voorzorgsprincipe zou de minister best zijn Vlaamse collega's op de hoogte brengen van die regels.

Ik heb geen antwoord gekregen op de vraag of er op korte termijn een KB over de buitengewone uitgaven komt en op mijn vraag of in de 3,3 miljard frank voor de sociale begroting het amendement werd ingecalculleerd dat wij vorige week goedkeurden.

02.49 Minister Frank Vandenbroucke (*Nederlands*): Het antwoord op de eerste vraag is negatief, dat op de tweede positief.

(*Frans*) De heer Bacquelaine had het over de

02.46 Annemie Van de Casteele (VU&ID): Les nouvelles initiatives d'aujourd'hui sont souvent les besoins primaires de demain.

02.47 Frank Vandenbroucke, ministre (*en néerlandais*): Le défi consiste précisément à faire en sorte que les nouvelles initiatives relèvent du paquet de base.

Nous devons analyser la nomenclature pour dynamiser la structure de rémunérations existante. Le correctif qui a été apporté dans le secteur des MRPA visait à respecter l'enveloppe budgétaire.

(*En français*) Mme Gilkinet a fait une déclaration que je trouve intéressante sur la politique du médicament. Concernant le conditionnement, elle regrette les différences entre celui-ci et la posologie, ce qui entraîne des gaspillages. Désormais, la commission du remboursement se prononcera également sur les conditionnements des nouveaux médicaments et, éventuellement plus tard, sur les conditionnements des médicaments existants.

Vous souhaitez des fiches de transparence par pathologie. Jusqu'ici, on a des fiches par classes de médicament. Mais, j'en conviens, il faut intégrer dans des fiches de transparence des éléments de thérapie et aussi les éléments économiques des patients. J'en discuterai avec Mme Aelvoet, qui est concernée dès que l'on évoque les coûts, et avec laquelle je peux sans doute facilement trouver un accord à ce sujet.

(*En néerlandais*) Mme Vanderpoorten ne m'ayant rien demandé, je n'ai pas à réagir d'une façon ou d'une autre mais les règles en matière de chèques-repas doivent être respectées.

02.48 Greta D'Hondt (CVP): En vertu du principe de précaution, le ministre ferait bien d'informer ses collègues des règles en vigueur.

Vous n'avez pas répondu à la question concernant la promulgation à bref délai d'un arrêté royal relatif aux dépenses extraordinaires et vous ne m'avez pas davantage répondu lorsque j'ai demandé si l'amendement que nous avons adopté la semaine dernière avait été pris en considération dans les 3,3 milliards de francs du budget social.

02.49 Frank Vandenbroucke, ministre (*en néerlandais*): La réponse à la première question est négative, celle à la deuxième question est positive.

(*En français*) M. Bacquelaine a parlé de la

concurrentievervalsing tussen de verscheidene weekend- en nachtdiensten. Om die anomalie te verhelpen moet voor die diensten de derde-betalersregeling kunnen worden toegepast.

België zal de Europese richtlijn inzake de termijn voor de terugbetalingsprocedures op 1 januari 2002 in praktijk brengen. Ik heb mij daartoe schriftelijk verbonden. Een dergelijk akkoord met de farmaceutische industrie moet in alle doorzichtigheid tot stand komen. Hoewel een inlooptijd noodzakelijk is, wens ik dat het Parlement de noodzakelijke wetswijzigingen goedkeurt.

De formule die u gebruikte in verband met de palliatieve zorgverlening, de menselijke waarde van de geneeskunde en de "beschikbaarheid van de tijd van de arts" beviel mij ten zeerste en ik zal ze bijgevolg overnemen.

De lijst van bio-equivalenten zal worden gepubliceerd. De verantwoordelijkheid van de arts zal worden ingepast in een gemengd systeem waar zowel mevrouw Aelvoet als ik achterstaan.

De rechten van de patiënt en de gerechtelijke verantwoordelijkheid vereisen een algemene aanpak. Op dit ogenblik wegen de rechten van de patiënt vaak sterker door. *(Nederlands)*

(Nederlands) De werkgroep-Cantillon kan zich ook buigen over de gezondheidszorg. De problematiek van de kleine risico's voor zelfstandigen behoort tot de opdracht van de commissie. *(Applaus)*

02.50 Minister **Magda Aelvoet** *(Nederlands)*: Er wordt sinds een jaar een rationeel geneesmiddelengebruik gepromoot. Ik verwijs onder meer naar de antibioticacampagne. Het is niet de bedoeling patiënten het gelag te laten betalen door de terugbetaling op basis van generische producten, maar wel willen wij meer ruimte maken voor de generische geneesmiddelen. Een aantal mutualiteiten zorgt zelf al voor informatie.

02.51 **Annemie Van de Casteele** (VU&ID): Er worden te veel antibiotica gebruikt. De vraag is of men een campagne daarrond net voor de winter moet organiseren. Ik hoor ook dat een voorzigtiger antibioticagebruik nu al leidt tot meer ziekenhuisopnames. Dat zou moeten worden nagegaan.

02.52 Minister **Magda Aelvoet** *(Nederlands)*: Dat moet inderdaad worden opgevolgd. De heer

distorsion de la concurrence entre services de garde. Il me semble opportun de rendre possible l'application du tiers-payant aux services de garde, pour pallier cette anomalie.

La directive européenne en matière de délai des procédures de remboursement sera appliquée pour le 1^{er} janvier 2002. Je m'y suis engagé sur papier. Un tel accord, conclu avec l'industrie pharmaceutique, doit intervenir dans la transparence. Il faudra un certain temps de rodage, en pratique, mais je veux que le Parlement vote les modifications législatives nécessaires.

La formule que vous avez employée en évoquant les soins palliatifs, la qualité humaine de la médecine et la « disponibilité du temps du médecin » m'a beaucoup plus. Je la réutiliserai.

La liste des bio-équivalences sera publiée. La responsabilité du médecin fera partie d'un système mixte conforme à ce que Mme Aelvoet et moi-même préconisons.

Les thèmes des droits des patients et de la responsabilité judiciaire doivent faire l'objet d'une approche globale, même si, maintenant, il s'agit davantage de privilégier les premiers.

(En néerlandais) Le groupe de travail Cantillon examinera également les soins de santé. La problématique des petits risques chez les indépendants fait partie du mandat de cette commission. *(Aplaudissements)*

02.50 **Magda Aelvoet**, ministre: *(en néerlandais)* Depuis un an, on encourage une utilisation rationnelle des médicaments. Je songe notamment à la campagne relative aux antibiotiques. Il ne s'agit pas de mettre les patients à contribution en remboursant sur la base du prix des produits génériques. Nous voulons certes élargir le recours aux médicaments génériques. Certaines mutualités informent déjà elles-mêmes à ce sujet.

02.51 **Annemie Van de Casteele** (VU&ID): On abuse des antibiotiques. On peut se demander s'il s'indique d'organiser une campagne à ce sujet juste avant l'hiver. Il me revient également qu'un usage plus circonspect des antibiotiques se traduit déjà par une augmentation du nombre d'hospitalisations. Il faudrait vérifier cette information.

02.52 **Magda Aelvoet**, ministre: *(en néerlandais)* : Cette question doit en effet être examinée.

Bacquelaine had opmerkingen bij de bio-equivalentie van de generische geneesmiddelen. Binnenkort zal dit voor alle middelen zijn vastgesteld. Bij het voorschrijven op stofnaam wordt gewerkt via de *locks*. We moeten er ons voor hoeden dat geen andere motieven dan volksgezondheid gaan spelen.

Mevrouw Gilkinet had geruchten opgevangen als zou een expert van de geneesmiddelencommissie ook voordrachten doen in een andere context. Deze aangelegenheid zal worden onderzocht en zo nodig volgen maatregelen.

De begroting 2001 schept budgettaire ruimte inzake geestelijke gezondheidszorg. De sector dient nog te worden georganiseerd. Begin 2001 komen er voorstellen om de adviezen van de sector uit te voeren.

Ik had aangekondigd dat ik het gebrek aan tweetaligheid in de Brusselse gezondheidsinstellingen zou aanpakken. Er is overleg geweest met de VCT en de Brusselse verzorgingsinstellingen. Op 25 oktober belastte de interministeriële conferentie Volksgezondheid een werkgroep met deze problematiek. Er is bereidheid om op het terrein iets te doen.

De vier betrokken kabinetten werken verder aan de concretisering van de consensus over de aansprakelijkheidsregeling. Er komt een nota op de volgende kabinetsraad.

(Frans) De burger moet zich net als vroeger tot de rechtbank kunnen wenden, maar wij hebben een nieuwe, gestructureerde bemiddelingsregeling uitgewerkt waarmee voor een hele reeks welomschreven schadegevallen een schadevergoeding kan worden toegekend. Hierdoor moeten de rechten van de patiënt gewaarborgd worden.

(Nederlands) Inzake patiëntenrechten is een goede voorzet gegeven. Begin 2001 starten de besprekingen in commissie. Ondertussen gaat ook het dossier van de medische verantwoordelijkheid vooruit.

Het Agentschap voor Voedselveiligheid is nu in de fase van de uitbouw. Dit dossier moet zo snel mogelijk worden afgerond. De BSE-maatregelen getuigen van een niet-Europese aanpak van een Europees probleem. Sterke subsidiëring door bepaalde staten zal de Europese economische markt ontwrichten.

M. Bacquelaine a formulé des remarques à propos de la bio-équivalence des médicaments génériques. Celle-ci sera fixée prochainement pour tous les médicaments. Nous travaillons par le biais des "locks" pour la prescription sur la base des noms des substances. Nous devons veiller à ce qu'aucun autre élément que la santé publique n'intervienne ici.

Madame Gilkinet a entendu dire qu'un expert de la commission des médicaments ferait des exposés dans un autre contexte. Ces rumeurs seront examinées et des mesures seront prises si besoin en est.

Le budget 2001 ménage des marges budgétaires pour les soins de santé mentale. Le secteur doit encore être réorganisé. Des propositions seront déposées au début de 2001 afin de mettre en œuvre les avis du secteur.

J'avais annoncé que je m'attaquerais au problème du manque de bilinguisme dans les établissements de soins bruxellois. Une concertation a eu lieu avec la Commission permanente de contrôle linguistique et les établissements de soins bruxellois. Le 25 octobre, la Conférence interministérielle de Santé publique a chargé un groupe de travail d'étudier la question. La volonté de faire quelque chose sur le terrain est réelle.

Les quatre cabinets concernés s'attachent toujours à concrétiser le consensus sur les règles de responsabilité. Une note sera soumise au prochain conseil de cabinet.

(En français) L'accès au tribunal doit demeurer inchangé, mais nous avons créé un nouveau système de médiation structurée qui pourra aboutir à indemnisation pour une série de préjudices déterminés. Cette option doit permettre la garantie des droits du patient.

(En néerlandais) Nous avons enregistré un progrès manifeste au niveau des droits du patient. Au début de l'année 2001 nous entamerons le débat en commission. Dans l'intervalle, le dossier de la responsabilité médicale progresse également.

L'Agence pour la sécurité alimentaire est en phase de développement. Ce dossier doit être bouclé le plus rapidement possible. Les mesures prises dans le dossier de l'ESB témoignent de l'absence d'une approche européenne alors qu'il s'agit d'un problème européen. Les subventions massives accordées par certains Etats risquent de déstabiliser le marché économique européen.

Vanaf 2 januari kunnen de tests beginnen. Voor het verbod op dierenmeel zijn alle maatregelen genomen. De financiering moet nog worden bekeken. Er zal in elk geval een prefinanciering door de overheid nodig zijn, eventueel gevolgd door maatregelen op Europees vlak. Ook andere lidstaten zijn daarvoor vragende partij. Wij kunnen echter niet op de beslissingen vooruitlopen.

Ten slotte waren er vooral vragen inzake de ecotaks en de CO²-taks. Voor de ecotaks wordt deze week in de regering een beslissing genomen om de wet te wijzigen. Ze moet herzien worden omdat er hiaten zijn. Wat de beslissingen van Nice betreft: de versterkte samenwerking krijgt meer mogelijkheden dan voordien. Er is een afschaffing van het vetorecht behalve voor enkele domeinen. Er zijn slechts acht landen nodig voor de versterkte samenwerking, ook nadat de unie uitgebreid zal zijn.

02.53 Els Van Weert (VU&ID): Heb ik begrepen dat de ecotaks niet zal toegepast worden vanaf 1 januari?

02.54 Minister Magda Aelvoet (Nederlands): De wet zal moeten worden aangepast. De beslissing daartoe zal in de volgende weken genomen worden en nadien wordt een nieuw ontwerp ingediend. Het project voor de preventie van tabak is een gemeenschapsmaterie, maar zal eerlang worden aangekaart. Via accijnzen kan hier wel een initiatief worden genomen.

02.55 Luc Paque (PSC): Als het waar is dat de Gemeenschappen bevoegd zijn voor preventie, is dit een grensoverschrijdend probleem. Ik kan de interventie van het federale beleidsniveau op dat gebied dan ook alleen maar toejuichen.

02.56 Minister Magda Aelvoet (Frans): Ik ben blij dat wij het hierover eens zijn.

Ik wil nog van de gelegenheid gebruik maken om u allen een schitterend jaar 2001 toe te wensen.
(Applaus)

02.57 Minister Laurette Onkelinx (Frans): De noodzaak om bepaalde loonverschillen weg te werken werd ingeschreven in het interprofessioneel akkoord, wat het debat in de paritaire comités zal

Les tests pourront être organisés à partir du 2 janvier. Toutes les mesures visant à interdire les farines carnées ont été prises. Le financement doit encore être examiné. En tous cas, les pouvoirs publics devront prendre en charge un préfinancement, éventuellement suivi de mesures au niveau européen. D'autres Etats membres soutiennent cette proposition. Mais nous ne pouvons pas mettre la charrue avant les bœufs: nous devons attendre que les décisions soient prises.

Enfin, les questions portaient principalement sur les écotaxes et les taxes-CO². Le gouvernement doit prendre une décision cette semaine concernant la modification de la loi sur les écotaxes. Cette loi doit être ajustée afin de combler les lacunes. J'en arrive aux décisions prises à Nice. Des moyens plus importants que par le passé sont prévus pour la coopération renforcée. Le droit de veto a été supprimé, à l'exception de certains domaines. Huit pays seulement sont nécessaires à la coopération renforcée, notamment en raison de l'élargissement de l'Union.

02.53 Els Van Weert (VU&ID): Dois-je comprendre que les écotaxes n'entreront pas en vigueur au 1er janvier ?

02.54 Magda Aelvoet , ministre (en néerlandais) La loi devra être adaptée. La décision à ce sujet sera prise dans les semaines à venir, ce qui permettra ensuite de déposer un nouveau projet. Le projet de prévention contre le tabagisme est une matière communautaire mais cette question sera abordée d'ici peu. Une initiative pourrait être prise dans le domaine des accises.

02.55 Luc Paque (PSC): S'il est vrai que la prévention est de la compétence des Communautés, il s'agit, ici, d'un problème qui ne s'arrête pas à une frontière. Dès lors, je ne peux qu'approuver l'intervention du fédéral en ce domaine.

02.56 Magda Aelvoet , ministre (en français): Je suis heureuse que, sur ce terrain-là, nous nous rencontrions.

Je profite de l'occasion pour vous souhaiter à tous une excellente année 2001.
(Applaudissements)

02.57 Laurette Onkelinx , ministre (en français): Parmi d'autres mesures, il faut relever que la nécessité de corriger les inégalités salariales est inscrite dans l'accord interprofessionnel, ce qui

vereenvoudigen. Voorts werd er ook vooruitgang geboekt, al gaat het zeker nog niet ver genoeg, op het stuk van de levenskwaliteit.

Wij hebben met de sociale partners gesproken over een verdeling van het werk met betrekking tot het wetgevend werk, termijnen, enz. In de interprofessionele akkoorden wordt met geen woord gerept over de collectieve organisatie van de arbeidstijd. Niets belet de regering dan ook een wetsontwerp dienaangaande in te dienen.

Er zijn al wetsvoorstellen over het probleem van de afvloeiing van oudere werknemers. Wij moeten ons steentje bijdragen.

De sociale partners hebben data vastgelegd voor verscheidene dossiers, en willen daarna een evaluatie uitvoeren. Afgesproken werd dat de budgettaire implicaties van de interprofessionele akkoorden door werkgroepen worden onderzocht. Door het interprofessioneel akkoord wordt het budgettair kader hoe dan ook gewijzigd, met name op het stuk van arbeidstijderschikking. Daartoe werd een bedrag van 1,6 miljard BEF uitgetrokken, maar de sociale partners hebben intussen voorgesteld de maatregelen uit te stellen tot 2002. Er zullen verschuivingen plaatsvinden ten gunste van bepaalde doelstellingen.

De sociale partners willen hun werkzaamheden betreffende de arbeidstijderschikking eind februari afronden. Op grond van die resultaten hoop ik volgende lente voorstellen te kunnen formuleren.

Zo'n 188.000 werknemers werken nog 39 uur, van wie 60 procent tewerkgesteld is in de horecasector.

Het staat de ondernemingen vrij overeenkomsten te sluiten. De regering komt enkel tegemoet voor bedrijven die de arbeidstijd met één uur verkorten vóór de wettelijke vermindering van kracht wordt.

De sociale partners pleiten voor flexibiliteit. Daarom werd een werkgroep ingesteld, die naar oplossingen moet zoeken. Als blijkt dat het globale cijfer van het Planbureau een onderschatting is, beschikken we meteen over voldoende budgettaire middelen.

Wat de oudere werknemers betreft, moeten veel drastischere ingrepen plaatsvinden. Het interprofessioneel akkoord en het wetgevend initiatief zullen wat dat betreft nieuwe mogelijkheden creëren. Vanaf de leeftijd van 45 jaar daalt de activiteitsgraad duidelijk, vooral in de non-profitsector. Er worden maatregelen getroffen op het gebied van opleiding en mobiliteit, en het Europese Sociaal Fonds zal ook kredieten uittrekken.

facilitera le débat en commission paritaire. Ensuite, il faut relever des avancées trop timides en matière de qualité de vie.

Nous avons eu un dialogue avec les partenaires sociaux pour répartir le travail en termes d'initiative législative, de délais,... Les accords interprofessionnels sont muets sur l'organisation collective du temps de travail. Il n'y a donc pas d'obstacle à ce que le gouvernement dépose un projet de loi.

Des propositions de loi évoquent déjà le problème du licenciement des travailleurs âgés. Il est important que nous apportions notre pierre à cet édifice.

Les partenaires sociaux ont pris date pour divers dossiers, avec la volonté de procéder ensuite à une évaluation. Il a été convenu que des groupes de travail examineront l'implication budgétaire des accords interprofessionnels.

Le cadre budgétaire sera modifié par l'accord interprofessionnel, notamment en matière d'aménagement du temps de travail. Une somme de 1,6 milliard a été prévue à cette fin mais, entre-temps, les partenaires ont proposé de reporter la mesure à 2002. Des glissements seront opérés au profit de certains objectifs.

Les partenaires sociaux ont prévu de terminer fin février les travaux relatifs à l'aménagement du temps de travail. Sur cette base, j'espère faire des propositions au printemps.

Quelque 188.000 travailleurs se trouvent encore au régime de 39 heures, dont 60 % dans le secteur Horeca.

Les entreprises sont libres de conclure des accords. Le gouvernement n'interviendra que pour les entreprises qui diminuent l'horaire d'une heure avant la diminution légale.

Les partenaires sociaux plaident en faveur de la souplesse. C'est pour cela qu'un groupe de travail a été créé, afin de rechercher des solutions. S'il s'avère que le chiffre global du Bureau du Plan est sous-évalué, on disposera d'une masse budgétaire suffisante.

Quant aux travailleurs plus âgés, il faut aller beaucoup plus loin ; l'accord interprofessionnel et l'initiative législative vont ouvrir des pistes. A partir de l'âge de 45 ans, la chute de l'emploi est flagrante, surtout dans le domaine non marchand. Des mesures sont prises en matière de formation, de mobilité et un dégagement de crédits est prévu auprès du Fonds social européen.

Voor 50'plussers is er een reeks maatregelen voor individuele arbeidstijdherschikking, en voor werknemers ouder dan 58 jaar voorzien we in een bijkomende lastenverlaging voor het behoud van de werkgelegenheid.

Ook komt er een veralgemeende activering van de werkloosheidsuitkeringen voor 45'plussers, in de hoop dat het aantal oudere werklozen zal dalen.

De opleiding is een zaak voor alle beleidsniveaus. Er zal naar complementariteit gezocht moeten worden. Wij hebben onder meer voorgesteld een fonds voor nieuwe technologieën op te richten om de op dat gebied opgelopen achterstand in te halen. Tevens wordt de vaardigheidsattestering ingevoerd.

De regeling voor educatief verlof wordt uitgebreid tot de deeltijdwerkers. Tijdens de werkuren zouden enkel beroepsopleidingen gegeven worden.

De tegemoetkoming van de Gewesten wordt opgetrokken van 150 naar 250 BEF in het kader van de "startbaanopleiding".

Het tijdskrediet is momenteel een recht voor 3 procent van de werknemers, voor een periode van maximaal drie jaar, en met toekenning van een uitkering. Via overeenkomsten kan dit worden verruimd. Het wordt een absoluut recht voor iedereen, gedurende één jaar, met aanpassingen indien 5 procent van de werknemers dit zou aanvragen. De uitkering wordt opgetrokken.

Op het gebied van mobiliteit zullen wij de nadruk leggen op wat met de sociale partners werd afgesproken inzake werkloosheidsvallen.

Er werden belangrijke beslissingen genomen met betrekking tot de bedrijfsplannen en de sociale balans. Dankzij een heel arsenaal van bepalingen zal de arbeidsmarkt flexibeler worden. Uit de statistieken blijkt dat de arbeidsmarkt verschilt afhankelijk van de regio. Met die verschillen zal rekening worden gehouden.

Het zogenaamde Rosetaplan is een groot succes. Incentives worden enkel toegekend als er laaggeschoolde jongeren in dienst worden genomen. Tot nu toe werden al 36.000 jongeren via dat plan aan werk geholpen. Het aandeel van de laaggeschoolden bedraagt thans 40 procent, dat is meer dan in de stageregelings. Duizenden jongeren

À partir de cinquante ans, il existe une série de mesures renforcées d'aménagement individuel du temps de travail. À partir de 58 ans est prévue une réduction supplémentaire de charges pour le maintien à l'emploi.

On a prévu également une activation généralisée des allocations de chômage pour les personnes de plus de quarante-cinq ans, dans l'espoir de diminuer le taux de chômeurs âgés.

La formation concerne tous les niveaux de pouvoir ; des complémentarités devront être organisées. Nous avons proposé, entre autres, la création d'un Fonds « Nouvelles technologies » pour rattraper un certain retard en ce domaine. Nous avons également prévu des « portefeuilles de compétences ».

Le congé-éducation est élargi aux travailleurs à mi-temps. Pendant les heures de travail, il serait réservé aux formations professionnelles.

Les Régions interviendront à raison de 250 francs au lieu de 150 francs dans le cadre du programme de formation « premier emploi ».

Actuellement, le crédit-temps est un droit pour 3 % des travailleurs, pour 3 ans maximum, avec une indemnité. On peut aller au-delà par convention. Ce droit devient absolu pour tout le monde, pendant un an, avec des aménagements au cas où 5 % des travailleurs le demandent. L'indemnité a été revue à la hausse.

En terme de mobilité, nous accentuerons ce qui a été prévu avec les partenaires sociaux en matière de pièges à l'emploi.

Des décisions importantes ont été prises quant aux plans d'entreprises et au bilan social. Un arsenal de dispositions permettront donc d'atteindre un marché de l'emploi plus flexible. Quant aux statistiques, le marché de l'emploi diffère d'un bassin à l'autre. Ces différences seront prises en compte.

Le plan « Rosetta » est actuellement un réel succès, les incitants n'étant accordés que s'il y a engagement de jeunes peu qualifiés. Quelque 36.000 jeunes ont déjà bénéficié de ce plan.

La proportion de sous-qualifiés est à présent de 40%, ce qui est plus que sous le régime des stages. Plusieurs milliers de jeunes ont été engagés dans le public-cible par des entreprises qui voulaient éviter

werden tewerkgesteld in bedrijven die nochtans geen gebruik wilden maken van het Rosettaplan.

Er zal worden nagedacht over de afschaffing van het uitzendwerk in de bouwsector. Bij ontstentenis van een sectoraal akkoord daarover zal dit punt aan de NAR worden voorgelegd. Het is een netelig probleem, want er is een hoog ongevalennisico in de sector, en uitzendkrachten worden het vaakst het slachtoffer van een ongeval.

Tevens moet het probleem van de koppelbazen, waarover in het verleden al heel wat te doen is geweest, onder ogen worden gezien worden.

Wat de ongelijkheid van mannen en vrouwen op de arbeidsmarkt betreft, is er vooruitgang : de daling van de werkloosheid doet zich vooral bij de vrouwelijke werklozen voor. Er is zeker nog heel wat werk aan de winkel, maar we zijn op de goede weg. *(Applaus)*

02.58 Annemie Van de Casteele (VU&ID): Ik vrees dat een aantal nieuwe mogelijkheden vooral door vrouwen zullen worden gebruikt. De minister moet waakzaam zijn.

02.59 Greta D'Hondt (CVP): Minister Vandenbroucke en minister Onkelinx hadden een zeer lang antwoord voorbereid. Als die bij het verslag zouden kunnen worden gevoegd, dan hoef ik mijn vragen niet opnieuw te stellen.

De **voorzitter:** Zeven uur spreektijd voor de kamerleden en 1,10 uur voor de regering is toch niet min.

Justitie, Binnenlandse Zaken, Federale Politie en Geïntegreerde werking, Ambtenarenzaken

02.60 Paul Tant (CVP): De beleidsverklaring van de minister handelt vooral over het veiligheidsbeleid. De politiehervorming zou normaliter in werking moeten treden op 1 januari e.k. Die datum zal niet gehaald worden omdat er te lang gedraald werd en de nodige KB's niet of niet tijdig werden genomen. Bovendien worden nu zogenaamde primonominaties gedaan om de schijn te wekken dat de timing wordt gerespecteerd. Het advies van de Raad van State is daaromtrent vernietigend. Het stelt onder meer dat de objectiviteit niet gewaarborgd is. Ook over de *assessment*procedure zijn er kritische opmerkingen. Vragen worden gesteld over de objectiviteit van de procedure gelet op de banden tussen het consultancybureau en sommige politiediensten.

De ernst van de hele *assessment*procedure wordt in vraag gesteld door een artikel in *De Morgen*.

le plan « Rosetta ».

La réflexion sera engagée en vue de la suppression du travail intérimaire dans la construction. Faute d'un accord sectoriel à ce sujet, le CNT sera saisi. Le problème est délicat car le secteur est très sujet aux accidents, et les intérimaires en sont le plus souvent victimes.

Il faut également tenir compte du problème des filières de négriers que l'on a évoquées dans le passé.

Quant à la différence homme-femme sur le marché de l'emploi, la situation s'améliore ; la diminution du chômage est essentiellement féminine. Certes, il y a encore beaucoup de choses à faire, mais nous sommes sur la bonne voie.

(Applaudissements)

02.58 Annemie Van de Casteele (VU&ID): Je crains qu'il ne soit recouru à certaines possibilités par les femmes essentiellement. La ministre doit y être attentive.

02.59 Greta D'Hondt (CVP): Les ministres Vandenbroucke et Onkelinx avaient préparé une très longue réponse. Si elle pouvait être jointe au rapport, je ne devrais pas répéter mes questions.

Le **président:** Sept heures de temps de parole pour les membres de la Chambre et 1.10 heures pour le gouvernement, ce n'est tout de même pas si mal.

Justice, Affaires intérieures, Police fédérale et Fonctionnement intégré, Fonction publique

02.60 Paul Tant (CVP): La déclaration de politique du ministre traite principalement de la sécurité. La réforme des polices devrait normalement entrer en vigueur le 1^{er} janvier prochain. Cette date ne sera pas respectée parce qu'on a perdu trop de temps et que les arrêtés royaux n'ont pas été pris ou du moins pas à temps. En outre, on procède actuellement à des primonominations pour faire croire que l'échéancier a été respecté. L'avis du Conseil d'État à cet égard est accablant : l'objectivité n'a pas été garantie. La procédure d'évaluation soulève également des critiques. On s'interroge en outre sur l'objectivité de la procédure, eu égard aux liens entre le bureau de consultance et certains services de police.

Un article du *Morgen* met par ailleurs en cause le sérieux de la procédure d'évaluation dans son

Sommigen pogen geld te slaan uit de voorbereiding van de kandidaat-politieverantwoordelijken. Aldus wordt dit selectiemiddel ondergraven en de uitslag betwistbaar. Volgens minister Van den Bossche ging men enkel de beste selecteren. Minister Duquesne daarentegen bevestigde dat men zou zorgen dat de diverse korpsen zouden vertegenwoordigd zijn. De geloofwaardigheid van de objectiviteit kreeg nog een deuk door de herbenoeming van Georges Manette. Waar blijft de objectiviteit? Klopt het verhaal dat hij te elfder ure nog *assessment*proeven moest afleggen en dat deze tot een lachertje werden herleid omdat hij niet in staat was te praten?

02.61 Minister **Luc Van den Bossche** (*Nederlands*): Ik heb die avond het advies van de Raad van State vernomen. De *assessment*procedure was toen beëindigd. Ik heb de heer Marnette uitgenodigd en hem om twee uur 's nachts ontmoet op mijn kabinet. Ik heb hem gezegd dat hij in een verkorte vorm de *assessment*proef kon ondergaan of kon kiezen voor de lange procedure. Ik heb hem duidelijk gewezen op zijn rechten. Hij is dus inderdaad die nacht op een vergadering geweest, maar ik heb niets abnormaals aan hem gemerkt.

02.62 **Paul Tant** (CVP): Ik heb een ander verhaal gehoord. Ik heb ook vernomen dat hij 's morgens niet in staat was om op de vragen te antwoorden. Wanneer zal de vaste commissie opgericht worden? Alles is zo verweven dat het nationaal veiligheidsplan nog niet eens kan behandeld worden door het Parlement. De politiehervorming zal dus een lege doos zijn. De eerste beroepen bij de Raad van State werden reeds aangekondigd. Uw getalm zal u zuur opbreken. U laat wel externe studies maken. Wat de lokale politie betreft laat de minister de gemeenten aan hun lot over. U geeft hen een deel van de verantwoordelijkheid zonder de middelen. Over de kostprijs moet ook klaarheid komen. Het wordt duidelijk dat de gemeenten zullen moeten bijpassen. Niemand weet hoeveel. De gemeenten moeten echter hun begroting opmaken voor 2001. U maakt hen dit onmogelijk. De PS verkondigde reeds dat de voorziene 18,5 miljard frank niet voldoende zou zijn. Ook de PRL stelt dat de politiehervorming niet mag wegen op de begroting van steden en gemeenten. Dit is niet het enige probleem voor de gemeentebegroting.

ensemble. Certains tentent de profiter financièrement de la préparation des candidats au poste de responsable de police. Ainsi donc, on enterre cette méthode de sélection, ce qui rend son résultat contestable. M. Van den Bossche avait affirmé qu'on ne sélectionnerait que les meilleurs. M. Duquesne avait au contraire confirmé que l'on veillerait à ce que tous les corps soient représentés. La nomination de Georges Manette a porté un coup supplémentaire au caractère prétendument objectif des nominations. Qu'en est-il de cette objectivité ? Est-il exact que M. Manette a dû passer in extremis des épreuves qui ont tourné à la plaisanterie parce qu'il n'était pas en état de parler ?

02.61 **Luc Van den Bossche**, ministre (*en néerlandais*): J'ai pris connaissance de l'avis du Conseil d'Etat ce soir. La procédure d'évaluation était alors terminée. J'ai invité M. Marnette à se présenter à mon cabinet à deux heures du matin et c'est ainsi que nous nous sommes rencontrés. Je lui ai dit qu'il lui était loisible de subir le test d'évaluation sous une forme abrégée ou d'opter en faveur de la longue procédure. Je lui ai clairement expliqué quels étaient ses droits. Il a donc été présent à une réunion qui se tenait cette nuit-là, mais je n'ai rien remarqué d'anormal dans son comportement.

02.62 **Paul Tant** (CVP): Selon mes sources, les choses ne se sont pas passées comme ça. On m'a dit notamment que le matin, il n'était pas en état de répondre aux questions. Quand la commission permanente sera-t-elle créée ? L'enchevêtrement est tel que le Parlement ne peut pas encore traiter le plan fédéral de sécurité. La réforme des polices restera donc lettre morte. Les premiers recours au Conseil d'Etat ont déjà été annoncés. Vos tergiversations vous coûteront cher. Toutefois, vous faites réaliser des études en dehors de votre département. En ce qui concerne la police locale, le ministre abandonne les communes à leur sort. Il leur fait endosser une partie de la responsabilité sans leur octroyer les moyens nécessaires pour les assumer. Il importe également de faire le point sur le coût. Il est désormais clair que les communes devront contribuer à financer cette réforme. Mais personne ne sait dans quelle proportion. Or, le moment est venu pour les communes de confectionner leur budget pour 2001. Et vous les en empêchez. Le PS a d'ores et déjà annoncé que les 18,5 milliards de francs prévus n'y suffiraient pas. Le PRL déclare lui aussi que la réforme des polices ne doit pas grever le budget des villes et communes. Et ce n'est pas le seul problème qui se pose sur le plan des budgets communaux.

De aangekondigde verlaging van de

La réduction annoncée de l'impôt des personnes

personenbelasting zorgt voor onduidelijkheid. Ze zal de gemeentelijke en provinciale inkomsten aantasten. De gemeenten moeten door de hoge olieprijsen ook meer accijnzen betalen aan de Staat, terwijl het proportionele aandeel van de inkomsten uit het gemeentefonds daalt. Andere oorzaken van onduidelijkheid zijn de liberalisering van de energiemarkt en de hervormingen van de intercommunales. Ook het asielbeleid heeft gevolgen voor de gemeenten. Er worden nu 5.000 mensen overgeheveld naar de OCMW's. Ook de provincies moeten hun belastingen verhogen: zij moeten in Vlaanderen immers 1 miljard frank inleveren.

Over de uitgangspunten van het asielbeleid zijn we het grotendeels eens. Mensen die hier al jaren leven, moeten geregulariseerd worden, maar dat mag geen uitnodiging lijken voor wie hier nog niet is. Wij willen ook een snellere procedure; hiervan zien we echter nog niets. Een effectief terugwijzingsbeleid is de ultieme toets, maar ook hiervan komt niet veel terecht.

Er moet een menswaardige opvang zijn. De regering wil financiële hulp vervangen door materiële. Nu echter roept zij de OCMW's op om bij te springen. De mislukking van het beleid blijkt uit de enorme groei van het aantal asielzoekers. De intentieverklaringen die zonder gevolg bleven, lijken gericht tegen de diensten om er enkele mensen te kunnen vervangen. Er werden verkeerde signalen gegeven. De inrichting van vakantiecentra als opvangcentra kan door malafide personen worden gebruikt om publiciteit te maken met deze "onbeperkte vakantie". Men moet de strijd aanbinden tegen personen die mensen aantrekken om ze in te schakelen in zwarte circuits. Een goede sociale inspectie en astronomische sancties zouden soelaas kunnen brengen.

02.63 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): De vakantiecentra werden minister Van de Lanotte naar verluidt aangeboden door de CM. Klopt dat of niet?

02.64 Paul Tant (CVP): Dat weet de minister beter dan ik. Ik ben daar als parlements lid ook niet aansprakelijk voor. Wat doet de regering? Door niets te doen is de minister van Binnenlandse Zaken verantwoordelijk voor de toenemende vreemdelingenhaat. De plaatselijke bevolking en overheid krijgen geen enkele inspraak. De gebeurtenissen van 13 oktober in het centrum 127 bis raken de politieke verantwoordelijkheid van de

physiques sème la confusion. Elle portera atteinte aux revenus communaux et provinciaux. En raison des prix pétroliers élevés, les communes doivent aussi payer plus d'accises à l'Etat, alors que la proportion de revenus provenant du Fonds des communes diminue. D'autres sources de confusion sont la libéralisation des marchés énergétiques et les réformes des intercommunales. La politique d'asile a, elle aussi, des conséquences pour les communes. 5.000 personnes sont maintenant transférées aux CPAS. Les provinces doivent également accroître leurs taxes : elles doivent en effet consentir un effort d'un milliard en Flandre.

Nous nous rallions très largement aux fondements de la politique d'asile. Les personnes qui vivent chez nous depuis de nombreuses années déjà doivent être régularisées mais cette mesure ne peut passer pour une invitation à l'adresse que ceux qui ne sont pas encore dans notre pays. Nous voulons également une procédure plus rapide ; nous n'en voyons toutefois pas encore la trace. Une politique de renvoi effective est la touche ultime mais, là aussi, les concrétisations sont rares.

Il faut assurer un accueil conforme à la dignité humaine. Le gouvernement veut remplacer l'aide financière par une aide matérielle. Il appelle toutefois les CPAS à la rescousse. L'échec de la politique se traduit par la croissance considérable du nombre de demandeurs d'asile. Les déclarations d'intention qui sont restées sans suite, semblent dirigées contre les services dans le but de pouvoir y remplacer quelques personnes. Des signaux erronés ont été émis. Des personnes malintentionnées peuvent exploiter la transformation de centres de vacances en centres d'accueil pour vanter les avantages de ces « vacances illimitées ». Il faut réprimer les agissements d'individus qui cherchent à attirer des personnes dans des circuits clandestins. Une inspection sociale adéquate et l'application de sanctions très élevées pourraient remédier à la situation.

02.63 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): Il me revient que les centres de vacances ont été proposés au ministre par les MC. Est-ce exact ?

02.64 Paul Tant (CVP): Le ministre le sait mieux que moi. Par ailleurs, en tant que parlementaire, je ne suis pas responsable à cet égard. Que fait le gouvernement? Son inactivité rend le ministre de l'Intérieur responsable de la montée des sentiments xénophobes. La population et les autorités locales ne sont pas consultées. Le ministre est politiquement responsable des événements survenus le 13 octobre au centre 127bis. Le cabinet

minister. Vanuit het kabinet kwamen berichten die de persberichten tegenspraken. Wie verdraait de waarheid?

Bij het zien van de film *Lijmen* moest ik vaak aan deze regering denken. (*Applaus bij CVP en Vlaams Blok*)

De vergadering wordt gesloten om 19.52 uur. Volgende vergadering om 20.40 uur.

a publié des communiqués qui contredisaient les communiqués de presse. Qui détourne la vérité ?

Le film « Lijmen » me fait souvent songer à notre gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du CVP et du Vlaams Blok*)

La séance est levée à 19.52 heures. Prochaine séance à 20.40 heures.